

Montréal, P. Q.
M. le Percepteur du
Revenu Provincial,
445, St-Gabriel.

Gazette officielle de québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ

Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 10 FÉVRIER 1934.

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 10TH FEBRUARY, 1934.

AUX ANNONCEURS DANS LA "GAZETTE OFFICIELLE DE QUÉBEC".

CEUX qui transmettent des annonces pour être insérées dans la "Gazette officielle de Québec" voudront bien se conformer aux règlements ci-dessous:

1. Adresser: L'Imprimeur du Roi, Québec.
2. Spécifier le nombre d'insertions.
3. Toute annonce doit être publiée dans les deux langues.

TARIF DES ANNONCES

Première insertion: 15 cents par ligne (mesure agate) chaque version.

Insertions subséquentes: 5 cents par ligne (mesure agate) chaque version.

La matière tabulaire est comptée double.

Traduction: 50 cents par 100 mots.

Livraisons séparées à 30 cents chacune.

Feuilles volantes: $1.00 la douzaine.

Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque accepté, payable au pair à Québec, ou mandat de banque ou de poste.

Un acompte couvrant à peu près le montant de l'annonce, est exigé pour la publication des documents qui ne doivent être insérés qu'une fois. Le surplus d'argent sera remis, s'il y a lieu.

Pour les avis qui doivent être publiés deux fois ou plus, le montant doit être payé sur réception de la facture, avant la deuxième publication, qui sera cancellée si ces conditions n'ont pas été remplies.

TO ADVERTISERS IN THE "QUEBEC OFFICIAL GAZETTE".

PARTIES sending advertisements to be inserted in the "Quebec Official Gazette" will please observe the following rules:

1. Address: The King's Printer, Quebec.
2. Specify the number of insertions required.
3. Every advertisement has to be published in both languages.

ADVERTISING RATES

First insertion: 15 cents per line (agate measure) each version.

Subsequent insertions: 5 cents per line (agate measure) each version.

Tabular matter at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single number: 30 cents each.

Slips: $1.00 per dozen.

Remittance must be made to the order of the King's Printer, either by accepted cheque, payable at par in Quebec, or by Bank or Postal money order.

Notices which are to be inserted once only are strictly payable in advance. Over payment, if any, will be refunded.

For notices which require two or more insertions, payment must be made upon reception of the account, before the second publication, which will be cancelled if above conditions have not been fulfilled.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi, le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la "Gazette officielle de Québec" du samedi suivant, mais dans la livraison subséquente.

Les abonnés observeront aussi que le prix d'abonnement, $7 par année, est invariablement payable d'avance et que l'envoi de la Gazette sera arrêté à l'expiration de la période payée.

Quand les annonceurs veulent plus d'une livraison de la Gazette, ils doivent faire une remise en conséquence.

N. B.—Les chiffres au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre est notre numéro d'ordre; le deuxième est celui de la livraison de la Gazette pour la première insertion, et le dernier chiffre accuse le nombre d'insertions.

Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'IMPRIMEUR DU ROI,
Rédempti Paradis.
Hôtel du Gouvernement. 1—1-8

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock noon, on Thursday, will not be published in the "Quebec Official Gazette" of the Saturday following, but in the next number.

Subscribers will also notice that the subscription of $7 per annum is invariably payable in advance, and that the Gazette will be stopped at the end of the period paid for.

When advertisers require more than one number of the Gazette, they must remit accordingly.

N. B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first number is our document number, the second number, the Gazette number, and the last number, the number of insertions of the notice.

Notices published only once are only followed by our document number.

REDEMPTI PARADIS,
King's Printer.
Government House. 2—1-8

Lettres patentes

"Association des services d'électricité (Qué), Inc.—(Electrical Utilities Association (Que), Inc.)"

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-neuvième jour de décembre 1933, constituant en corporation sans capital-actions: Michael-Joseph O'Brien, William-Patrick Creagh, tous commis en loi, Herbert-William Jackson, comptable, Clifford-George Meek, teneur de livres, et Joseph-Thomas Harrington, sténographe, tous de la cité de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

(*a*) Perfectionner l'art et la science de la production, distribution, et usage de l'électricité pour l'éclairage, le chauffage et l'énergie pour l'usage du public et promouvoir les intérêts techniques et commerciaux de ses membres de toutes classes, et pour cette fin tenir des assemblées pour la lecture et la discussion d'écrits et l'échange général des opinions et promouvoir des entretiens amicaux entre les membres;

(*b*) Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou autrement acquérir ou développer ou améliorer tous biens, réels, personnels, mobiliers ou immobiliers, ou tous droits ou privilèges que l'Association croira nécessaires ou convenables aux fins de ses activités;

(*c*) Conclure tous arrangements avec toutes autorités, municipale, locale ou autrement, qui sembleront utiles aux objets de l'Association, ou à aucun d'eux, et obtenir de toutes telles autorités tous droits, privilèges ou concessions;

(*d*) Tirer, faire, accepter, endosser, escompter, exécuter et émettre des billets à ordre, lettres de change et autres effets négociables ou transférables;

(*e*) S'unir ou se fusionner avec toute association ou corporation dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de l'Association;

(*f*) Payer à même les fonds de l'Association toutes ou aucune des dépenses causées ou encourues lors de la formation, l'incorporation et l'organisation de l'association ou passer des contrats avec aucune corporation pour les payer;

Letters patent

"Association des services d'électricité (Qué), Inc.—(Electrical Utilities Association (Que), Inc.)"

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of December, 1933, to incorporate as a corporation without share capital: Michael Joseph O'Brien, William Patrick Creagh, both Law clerks, Herbert William Jackson, accountant, Clifford George Meek, book-keeper, and Joseph Thomas Harrington, stenographer, all of the city of Montreal, in the Province of Quebec, for the following purposes:

(*a*) To advance the art and science of the production, distribution, and use of electricity for light, heat and power for public service and to promote the technical and commercial interests of its members of all classes and, for this purpose, to hold meetings for the reading and discussion of papers and general interchange of opinions and to foster friendly intercourse between members;

(*b*) To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire or develop or improve any real, personal, moveable or immoveable property or any rights or privileges which the Association may think necessary or convenient for the purpose of its activities;

(*c*) To enter into any arrangements with any authorities, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the Association's objects or any of them and to obtain from any such authority any rights, privileges or concessions;

(*d*) To draw, make, accept, endorse, discount, execute and issue promissory notes, bills of exchange and other negotiable and transferable instruments;

(*e*) To consolidate or amalgamate with any association or corporation having objects similar in whole or in part to those of the Association;

(*f*) To pay out of the funds of the Association all or any expenses of, incident to or incurred in connection with the formation, incorporation and organization of the Association or to contract with any corporation to pay the same;

(*g*) Placer et négocier les deniers de l'Association qui ne sont pas immédiatement requis de telle manière qui sera de temps à autre déterminée;

(*h*) Faire toutes ou aucune des choses susdites comme mandants, agents ou autrement et soit seule ou conjointement avec d'autres;

(*i*) Faire toutes telles autres choses qui sont incidentes ou qui peuvent conduire à la réalisation des objets susdits;

Pourvu, toutefois, que les pouvoirs susdits contenus dans les paragraphes (*a*) à (*i*) inclusivement, ne soient pas exercés par l'Association pour fins pécuniaires;

Et il est ordonné et déclaré que, sujet aux règlements, règles et règlementations de l'Association, tous les membres auront droit de participer à la jouissance de ses biens et avantages, mais en cessant d'être membres, n'auront aucun droit additionnel ou intérêt en iceux à moins que les règlements, règles ou règlementations de l'Association y pourvoient autrement;

Et il est de plus ordonné et déclaré que, sujet aux dispositions de tous règlements de l'Association restreignant, limitant ou modifiant le droit des membres de voter aux assemblées des membres de l'Association, tout membre, à toutes assemblées des membres, aura droit à un vote et, sujet aux dispositions des règlements, règles et règlementations de l'Association, tel vote pourra être donné par procuration, sous le nom de "Association des Services d'électricité (Qué.), Inc."—(Electrical Utilities Association (Que.), Inc.").

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que l'Association peut détenir est limité à deux cent mille dollars ($200,000.00)

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Montréal, province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce dix-neuvième jour de décembre 1933.

ALEX. DESMEULES,
785 Sous-secrétaire de la Province.

(*g*) To invest and deal with the moneys of the Association not immediately required in such manner as may from time to time be determined;

(*h*) To do all or any of the above things as principals, agents or otherwise and either alone or in conjunction with others;

(*i*) To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects;

Provided, however, that the foregoing powers contained in paragraphs (*a*) to (*i*) inclusive shall not be exercised by the Association for pecuniary gain;

And it is ordained and declared that, subject to the by-laws and rules and regulations of the Association, all members shall be entitled to participate in the enjoyment of its property and advantages, but upon ceasing to be members shall have no further right or interest therein unless the by-laws or rules or regulations of the Association provide otherwise;

And it is further ordained and declared that, subject to the provisions of any by-laws of the Association restricting, limiting or modifying the right of the members to vote at meetings of the members of the Association, every member at all meetings of members shall be entitled to one vote and, subject to the provisions of the by-laws or rules and regulations of the Association, such vote may be given by proxy, under the name of "Association des Services d'électricité (Qué.), Inc."—(Electrical Utilities Association (Que.), Inc").

The amount to which the value of the immoveable property which the Association may hold is to be limited is two hundred thousand dollars ($200,000.00).

The head office of the company will be at the city of Montreal, in the Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this nineteenth day of December, 1933.

ALEX. DESMEULES,
786–o Assistant Provincial Secretary.

"Au Service de L'Enfance, Incorporée".

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-troisième jour de janvier 1934, constituant en corporation sans capital-actions: Mesdemoiselles Thérèse St-Jean, infirmière, Annette Hébert, secrétaire, Liliane Blanchette, couturière, Irène Daigle, sténographe, et Rosée Blanchette, conturière, toutes cinq filles majeures et usant de leurs droits, des cité et district de Montréal, dans les buts suivants:

D'organiser et diriger une société d'hommes et de femmes charitables, de bonne volonté, qui voudront bien s'intéresser à recueillir, accueillir les enfants abandonnés, nécessiteux, s'intéresser à leur adoption par des personnes mariées qui en seront dignes, voir au bien-être, au relèvement et à l'éducation physique, mentale et morale de ces enfants;

D'établir, maintenir et diriger, dans le but de promouvoir et propager pour les fins susdites, des succursales de la société dans la province de Québec, les dites succursales devant travailler et agir sous son contrôle et sa direction et être soumises à ses lois et règlements;

De prélever, percevoir, recevoir et détenir des argents et des biens, meubles et immeubles, au moyen de souscriptions volontaires, de contri-

"Au Service de L'Enfance, Incorporee".

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty third day of January, 1934, incorporating as a corporation without share-capital: The Misses Thérèse St-Jean, infirmarian, Annette Hébert, secretary, Liliane Blanchette, seamstress, Irène Daigle, stenographer, and Rosée Blanchette, seamstress, all five spinsters in the use of their rights, of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To organize and direct a society of charitable and willing men and women, who would be interested in gathering and receiving abandoned and needy children, to see to their adoption by worthy married people, to see to the well-being, rearing and to the physical, mental and moral education of the said children;

To establish, maintain and direct, with a view to promoting and spreading for the aforesaid purposes, branches of the society in the Province of Quebec, the said branches to work and act under its control and direction and to be subject to its laws and regulations;

To raise, collect, receive and hold money and movable and immovable properties by means of voluntary subscriptions, contributions from mem-

butions des membres, de dons ou legs, de subsides publics ou privés ou autrement pour les objets de la société.

D'acheter, louer, prendre à bail ou autrement acquérir et occuper des terrains et bâtiments ou posséder des intérêts en iceux pour les objets de la société et de les vendre ou autrement en disposer;

De construire des bâtiments, les meubler et équiper pour les objets susdits ou dans un but de sport, de récréation, d'amusement, de divertissement ou d'instruction;

De faire toute autre chose que la société croira devoir être faite pour atteindre les objets de la société ou qui, directement ou indirectement, sera de nature à les favoriser;

De faire toutes affaires ou choses nécessaires ou utiles pour atteindre les objets susdits en tout ou en partie, sous le nom de "Au Service de L'Enfance, Incorporée".

Le montant auquel est limité la valeur des biens immobiliers que la corporation peut posséder est de cinquante mille dollars ($50,000.00).

Le bureau principal de la compagnie sera en les cité et district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-troisième jour de janvier 1934.

ALEX. DESMEULES,
787–o Sous-secrétaire de la Province.

bers, donations or legacies, public or private subsidies or otherwise, for the objects of the society;

To purchase, lease, take on lease or otherwise acquire and occupy lands and buildings or to own interests therein for the purposes of the society and to sell or otherwise dispose of same;

To erect buildings, furnish and equip same for the aforesaid purposes or for the purpose of sport, recreation, amusement, entertainment or instruction;

To do any other thing which the society may deem necessary to do for the attainment of the objects of the society or of a nature to directly or indirectly benefit same;

To carry on any business or do anything necessary or useful for the attainment of the aforesaid objects in whole or in part, under the name of "Au Service de l'Enfance, Incorporée".

The amount to which the value of the immovable properties which the company may possess is to be limited is fifty thousand dollars ($50,000.-00).

The head office of the company will be at the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty third day of January, 1934.

ALEX. DESMEULES,
788 Assistant Provincial Secretary.

"Champlain Automobile, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-troisième jour de janvier 1934, constituant en corporation: Maurice Demers, Romulus Joyal, Paul-H. Hardy, tous trois avocats, René Ouimet, agent, et Léopold Ferland, marchand, tous des cité et district de Montréal, dans les buts suivants:

Faire affaires comme manufacturiers, acheteurs, vendeurs, importateurs et exportateurs dans le gros et dans le détail, dans le commerce d'automobiles et accessoires d'automobiles, et tout ce qui peut se rattacher audit commerce d'automobiles;

Acheter, vendre et manufacturer des automobiles et des accessoires d'automobiles, ainsi que toute machine nécessaire audit commerce, et toute manufacture ou bâtisse, ou local nécessaire audit commerce et qui pourraient être nécessaires aux employés de ladite compagnie, ou à ladite compagnie;

Faire rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus, ou à être rendus dans la vente des parts de la compagnie, ou pour toute la formation de ladite compagnie et la conduite des affaires, pourvu, toutefois, qu'aucune commission ne sera payée à aucune personne lorsqu'elle souscrira ou consentira de souscrire à ladite compagnie, pour aucune part, débenture, ou autre garantie de ladite compagnie;

Acheter ou aider à acheter, ou à prélever les argents nécessaires pour acheter d'autres compagnies faisant affaires dans le même commerce;

Exercer le métier de mécaniciens et machinistes et faire les réparations aux machines automobiles ou tous autres véhicules;

Faire le commerce d'automobiles et autres véhicules, ainsi que de tous accessoires et pièces de rechange, non usagés et usagés;

Exploiter un ou des garages et entrepôt, pour remiser toutes espèces de véhicules et toutes sortes de marchandises et effets;

Ouvrir des magasins et succursales pour la vente et l'échange de toutes sortes de véhicules et

"Champlain Automobile, Limitée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty third day of January, 1934, incorporating: Maurice Demers, Romulus Joyal, Paul H. Hardy, as three advocates, René Ouimet, agent, and Léopold Ferland, merchant, all of the City and District of Montreal, for the following purposes:

To carry on a wholesale and retail business as manufacturers, purchasers, sellers, importers and exporters of automobiles, automobile supplies and anything which may be connected with the said automobile business;

To purchase, sell and manufacture automobiles and automobile supplies, and also any machinery required for the said business, and any factory, building or premises required for the said business, and which may be necessary to the employees of the said company or to the said company;

To remunerate any person or company for services rendered or to be rendered in the sale of the shares of the company, or in and about the formation of the said company and the conduct of its business, provided, however, that no commission be paid to any person when subscribing for or agreeing to subscribe for any share, debenture, or other security of the said company;

To purchase or aid in the purchasing, or raising of the necessary funds for the purchase of other companies carrying on the same kind of business,

To carry on the trade of mechanics and machinists and to repair automobiles and other vehicles;

To deal in automobiles and other vehicles and also in any automobile supplies and spare parts, whether new or used;

To operate one or more garages and warehouses for the storing of any kind of vehicles and of all kinds of merchandise and effects;

To open stores and branches for the sale and exchange of all sorts of vehicles, and the accesso-

leurs accessoires, en gros ou en détail, ainsi que tous autres articles qui peuvent faire l'objet d'un commerce, sous le nom de "Champlain Automobile, Limitée", avec un capital total de vingt mille dollars ($20,000.00), divisé en deux mille (2,000) actions de dix dollars ($10.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera dans la cité et district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-troisième jour de janvier 1934.

ALEX. DESMEULES,
789–o Sous-secrétaire de la Province.

ries thereof, wholesale and retail, and also any other articles which may be the object of a trade, under the name of "Champlain Automobile, Limitée", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two thousand (2,000) shares of ten dollars ($10.00) each.

The head office of the company will be in the City and District of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty third day of January, 1934.

ALEX. DESMEULES,
790 Assistant Provincial Secretary.

"Compagnie de Conserves-Rougemont, Limitée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quinzième jour de janvier 1934, constituant en corporation: Aristide Lussier, Wilfrid Beaudry, Léonard Meunier, Gustave Bienvenu, Aristide Bienvenu, Omer Beauregard, Edouard Bienvenu, Léopold Chabot, tous de Rougemont, P. Q., et Georges Lussier, Victor Lussier, de Saint-Damase, P. Q., tous cultivateurs, dans les buts suivants:

Exercer l'industrie de la mise en conserve des tomates, fèves, blé d'inde et généralement de tous produits de la ferme qui seront cultivés par ses actionnaires; faire l'emballage des pommes et autres fruits produits également par ses actionnaires; manufacturer tous dérivants des dits produits; faire la vente de tels produits ou autrement en disposer; et avec droit pour la Cie d'acheter ces produits de ferme pour les mettre en conserve;

Manufacturer, acheter, vendre ou autrement disposer de toutes sortes de boîtes, récipients pour la mise en conserve, caisses et les divers articles nécessaires pour l'emballage et la mise en conserve;

Exercer le commerce de manufacturiers, consignateurs, importateurs et négociants de toutes sortes de produits de la ferme emballés ou mis en conserve ou leurs dérivants manufacturés;

Agir comme agents pour des manufacturiers et commerçants s'occupant de la fabrication, la vente, l'importation ou l'exportation des articles susmentionnés;

Acheter, ériger, construire, posséder, louer ou autrement acquérir des édifices, manufactures et entrepôts avec toutes les machines et outillages requis pour les fins ci-dessus;

Acquérir toutes propriétés mobilières ou immobilières que la compagnie croira utiles pour les fins de son commerce et de son industrie, et les aliéner ou autrement en disposer;

Avoir le droit d'utiliser le nom d'incorporation de cette compagnie comme marque de commerce ou tout autre nom que cette compagnie jugera à propos de prendre comme marque de commerce, mais en se conformant à la loi qui existe sous ce rapport;

Acquérir, détenir, utiliser, vendre, céder, louer des lettres patentes de la Puissance du Canada, ou de tous pays étrangers, droits de brevets, patentes et privilèges, inventions, améliorations et procédés, recettes, droits d'auteur, marques de fabrique et de commerce, se rapportant ou étant utiles à l'industrie ou au commerce de la compagnie;

Obtenir de tout gouvernement domestique ou étranger, autorité municipale ou autre autorité, ou autrement acquérir par achat, location ou cession ou de toute autre manière, tous les pouvoirs, droits, privilèges, immunités, franchises et concessions que la compagnie croira désirables, et les exercer, exploiter et entreprendre et poursuivre toute industrie qui en découle;

"Compagnie de Conserves-Rougemont, Limitée"

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of January, 1934, incorporating: Aristide Lussier, Wilfrid Beaudry, Leonard Meunier, Gustave Bienvenu, Aristide Bienvenu, Omer Beauregard, Edouard Bienvenu, Leopold Chabot, all of Rougemont, P.Q., and Georges Lussier, Victor Lussier, of Saint Damase, P.Q., all farmers, for the following purposes:

To carry on the business of canning tomatoes, beans, corn, and, generally, any farm products which may be grown by its shareholders; to carry on the packing of apples and other fruit also produced by its shareholders; to manufacture any by-products of the said products; to carry on the sale of such products or otherwise dispose thereof; and with the right, for the company, to purchase said farm products for the canning of the same;

To manufacture, purchase, sell or otherwise dispose of all kinds of boxes, cans, cases, and the various articles required for packing and canning;

To carry on business as manufacturers, consigners, importers of and dealers in all kinds of packed or canned farm products or the manufactured by-products thereof;

To act as agents for manufacturers and traders engaged in the manufacture, sale, importation or exportation of the foregoing articles;

To acquire, erect, build, own, lease or otherwise acquire any buildings, factories and warehouses with all the machinery and equipment required for the above purposes;

To acquire any movable or immovable property which the company may deem useful for the purposes of its business and trade, and to alienate or otherwise dispose of the same;

To be empowered to use as a trade-mark this company's corporate name, or any other name which this company may deem proper, but in conformity with the existing Act in this respect;

To acquire, hold, use, sell, assign, lease any letters-patent of the Dominion of Canada or of any foreign country, patent rights, patents and privileges, inventions, improvements and processes, recipes, copyrights, trademarks and trade-names, connected with or useful for the trade and business of the company;

To obtain from any home or foreign government, municipal or author authority, or otherwise acquire by purchase, lease or assignment or in any other manner, any powers, rights, privileges, immunities, franchises and concessions which the company may deem desirable, and to exercise, exploit and undertake the same and carry on any business incidental thereto;

Acquérir par achat ou autrement, et utiliser, exploiter la totalité ou toute partie du commerce, de la clientèle, des droits, biens et propriétés, ou en disposer, et assumer le passif de toute firme, personne ou compagnie, dont les objets sont en tout ou en partie semblable à ceux de cette compagnie; les payer en deniers comptants ou en actions, obligations, débentures ou autres valeurs de cette compagnie; et lors de l'aliénation, accepter de l'argent, des actions, obligations ou autres valeurs en échange;

Se fusionner et conclure toutes conventions pour le partage des profits, l'union des intérêts ou toute autre aventure conjointe semblable, avec toutes personnes, firmes ou corporations exerçant une industrie semblable en tout ou en partie à celle de cette compagnie, lorsque la compagnie le jugera convenable;

Promouvoir ou devenir actionnaires dans toute compagnie subsidiaire ou autre dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie, ou s'unir ou se fusionner avec telle compagnie aux termes et conditions jugés convenables;

Accepter en paiement total ou partiel de toutes dettes dues à cette compagnie les actions, obligations ou autres valeurs de toutes autres compagnies;

Emettre et répartir des actions entièrement acquittées du capital-actions de la compagnie en paiement total ou partiel de toute propriété réelle, personnelle ou mixte, et pour tous droits, privilèges et concessions obtenus par achat, bail, ou autrement, ou pour toutes obligations dues par la compagnie ou, avec l'approbation des actionnaires, pour services rendus ou qu'il aura été convenu de rendre à la compagnie par toute personne ou corporation dans la formation et l'organisation de cette compagnie, ou la conduite de ses opérations, et particulièrement dans la vente ou le placement d'aucune de ses actions, obligations ou valeurs; et payer une commission pour la vente et le placement de ses actions, obligations, débentures ou autres valeurs;

Vendre, louer ou autrement aliéner la propriété, l'actif et les entreprises de la compagnie en tout ou en partie, pour les prix et considérations que les directeurs et les deux tiers en valeur des actionnaires de la compagnie jugeront acceptables, et particulièrement pour des actions, obligations ou autres valeurs de toute autre compagnie ayant des objets semblables; et disposer de telles actions, obligations, débentures et autres valeurs comme si elle en était la propriétaire;

Pouvoir pour la compagnie de nommer des agents ou représentants pour la vente de ses produits, avec le droit d'acheter le matériel et les accessoires nécessaires pour la mise en vente des produits pour les prix et considérations en argent qu'il conviendra d'établir entre la compagnie et ses agents ou représentants; et généralement faire tout ce qui sera nécessaire en vue d'atteindre les fins pour lesquelles cette compagnie est formée, sous le nom de "Compagnie de Conserves-Rougemont, Limitée", avec un capital total de vingt mille dollars ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars ($100.00 chacune. (Actions ordinaires).

Le bureau principal de la compagnie sera à Rougemont, comté de Rouville, dans le district de Saint-Hyacinthe.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce quinzième jour de janvier 1934.

ALEX. DESMEULES,
791–o Sous-secrétaire de la Province.

To acquire by purchase or otherwise and utilize, exploit the whole or any part of the business, custom, rights, assets and property, or dispose of same and take over the liabilities of any firm, person or company having purposes in whole or in part similar to those of this company; to pay therefor in cash or with shares, bonds, debentures or other securities of this company; and at the time of the alienation thereof, to accept cash, shares, bonds or other securities in exchange therefor;

To amalgamate and enter into agreement for the sharing of profits, union of interests, any other similar joint venture, with any persons, firms or corporations carrying on a business in whole or in part similar to that of this company, whenever the company may deem it expedient;

To promote or become shareholder in any subsidiary or other company having objects in whole or in part similar to those of this company or to join or amalgamate with such company on any terms or conditions which may be deemed expedient;

To accept in full or part payment of any debts due to this company the shares, bonds or other securities of any other companies;

To issue and allot fully paid-up shares of the capital stock of the company in full or part payment for any real, personal or mixed property, and for any rights, privileges and concessions obtained by purchase, lease or otherwise, or for any obligations due by the company, or, with the approval of the shareholders, for services rendered or agreed to be rendered to the company by any person or corporation in the formation and organization of this company or the conduct of its business, and in particular, in the sale and placing of any of its shares, bonds or securities; and to pay a commission for the sale and placing of its shares, bonds, debentur s or other securities;

To sell, lease or otherwise alienate the property, assets and undertakings of the company, in whole or in part, for such price and consideration as the Directors and the two thirds in value of the shareholders may deem acceptable, and in particular, for any shares, bonds or other securities of any other company having similar purposes; and to dispose of such shares, bonds, debentures and other securities as if they were owned by the company;

With power by the company to appoint agents or representatives for the sale of its products, with the right to purchase the required material and accessories for the marketing of the products, for such prices and money considerations as it may be deemed proper to establish between the company and its agents or representatives; and generally, to do everything which may be conducive to the attainment of the purposes for which this company is formed, under the name of "Compagnie de Conserves-Rougemont, Limitée", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) common shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at Rougemont, County of Rouville, in the District of Saint Hyacinthe.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fifteenth day of January, 1934.

ALEX. DESMEULES,
792 Assistant Provincial Secretary.

"Duffield Hydraulic Transmission Co., Ltd.".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingtième jour de janvier 1934, constituant en corporation: Joseph-James Harold, John-William Long, tous deux avocats, Archibald-Sanders Wilson, huissier, tous des cité et district de Montréal, dans les buts suivants:

(*a*) 1. Exercer tous ou aucun des commerces suivants, savoir:—acheter, acquérir, louer, vendre, disposer, manufacturer soit en tout ou en partie, produire, importer, exporter, échanger ou autrement faire le commerce d'effets, produits, matériaux, commodités et marchandises, et articles et objets de commerce de toute nature et description quelconque, soit manufacturés ou autrement, en gros et en détail, soit comme principaux ou agents;

2. Manufacturer, ou produire pour la fabrication sous contrat ou autrement, bâtir, exporter, importer, vendre, acheter, louer, projeter, surveiller, construire, ériger, installer et généralement faire le commerce et le trafic de machineries, des dispositifs, appareils, accessoires et articles de toute nature et description, comprenant, mais sans préjudice à la généralité de ce qui précède, des dispositifs, appareils et accessoires, automatiques et autres, utiles pour et concernant la transmission de l'énergie au moyen des principes hydrauliques;

(*b*) Établir, entretenir, exploiter, administrer, surveiller, contrôler et gérer, soit seule ou conjointement avec aucune personne, firme, corporation, association, corps, institution, gouvernement, ou autorité, tous édifices, travaux, commodités, laboratoires ou organisations pour des recherches techniques ou des expériences;

(*c*) Souscrire, conditionnellement ou non, et garantir, prendre, détenir, trafiquer et convertir des titres, actions et valeurs de toutes sortes et former et participer dans la formation de syndicats et entrer en société ou faire tout arrangement pour le partage des profits, l'union des intérêts, les concessions réciproques ou la coopération, avec tout individu, société ou compagnie et promouvoir et aider à la promotion, et organiser, administrer, gérer ou exploiter des compagnies, des syndicats ou sociétés de toutes sortes, soit aux fins d'acquérir, louer ou exploiter la totalité ou toute partie des propriétés ou entreprises de cette compagnie ou de toute autre compagnie, ou d'en favoriser directement ou indirectement les objets, ou pour toutes autres fins que la compagnie croirait avantageuses;

(*d*) Investir et réinvestir de temps à autre et de la manière et dans les valeurs qui seront de temps à autre déterminées, et changer et varier ces placements et particulièrement, mais sans limiter la généralité des termes susdits, acheter et vendre des actions, titres, bons, débentures et autres valeurs et, durant leur possession ou détention d'aucun des titres susdits, exercer directement ou par l'entremise d'agents, tous les droits, pouvoirs et privilèges de propriété, comprenant le droit de voter sur tous tels titres ou actions ou autres valeurs exerçant un droit de vote, et le droit de transférer à son nominataire le nombre de tous tels titres, actions ou autres valeurs qui seront nécessaires pour qualifier tels nominataires comme directeurs, officiers, fiduciaires ou membres de la compagnie, corporation, syndicat, fiducie ou association émettant tels titres, actions ou autres valeurs;

(*e*) Pour les fins de la compagnie, acheter ou autrement acquérir, posséder, vendre, améliorer,

"Duffield Hydraulic Transmission Co., Ltd.".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of January, 1934, incorporating: Joseph James Harold, John William Long, both advocates, Archibald Sanders Wilson, bailiff, all of the City and District of Montreal, for the following purposes:

(*a*) 1. To carry on all or any of the businesses following, namely: to buy, acquire, lease, sell, dispose of, manufacture either in whole or in part, produce, import, export, exchange or otherwise deal with or in goods, wares, materials, commodities and merchandise and articles and objects of commerce of every kind and description whatsoever, whether manufactured or otherwise, both wholesale and retail, whether as principals or agents;

2. To manufacture, or produce to be manufactured under contract or otherwise, build, export, import, sell, purchase, lease, plan, supervise, construct, erect, install and generally deal in and with machinery, devices, apparatus, appliances and articles of every kind and description including, but without prejudice to the generality of the foregoing, devices, apparatus and appliances, automatic and otherwise, useful in and about the transmisssion of power by means of the principles of hydraulics;

(*b*) To establish, maintain, operate, administer, supervise, control and manage, either alone or in conjunction with any person, firm, corporation, association, body, institution, government, or authority, any buildings, works, conveniences, laboratories or organizations for technical research or experiments;

(*c*) To subscribe for, conditionally or unconditionally, and to underwrite, take, hold, deal in and convert stocks, shares and securities of all kinds, and to form and participate in syndicates and to enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interests, reciprocal concessions or co-operation with any person, partnership or company and to promote and aid in promoting and to organize, manage, administer or operate companies, syndicates or partnerships of all kinds, whether for the purpose of acquiring, leasing or operating the whole or any part of the property or undertaking of this or any other company, or of advancing directly or indirectly the objects thereof, or for any other purpose which the company may think expedient;

(*d*) To invest and re-invest from time to time in such manner and in such securities as may from time to time be determined, and to vary and change investments and in particular, but without limiting the generality of the foregoing, to buy and sell shares, stocks, bonds, debentures and other securities; and while the owner or holder of any of the foregoing, to exercise directly or through agents, all the rights, powers and privileges of ownership, including the right to vote on any such stocks or shares or other securities carrying a voting right, and the right to transfer to its nominees such of any such stock, shares or other securities as may be necessary to qualify such nominees as directors, officers, trustees or members of the company, corporation, syndicate, trust or association issuing such stock, shares or other securities;

(*e*) For the purposes of the company, to purchase or otherwise acquire, hold, sell, improve,

gérer, administrer, mettre en valeur, disposer et faire le commerce de propriétés réelles et personnelles, mobilières et immobilières et mixtes, et droits de toutes sortes, soit comme principaux, ou agents et particulièrement, sans limiter la généralité des objets susdits, des terrains, mines, plantations, fabriques, établissements industriels, édifices, héritages, commerce, exploitation industrielle et entreprises, hypothèques, charges, contrats, concessions, franchises, annuités, brevets, permis, valeurs, polices, dettes de livre, et tout intérêt dans des propriétés réelles ou personnelles et toutes réclamations contre telles propriétés ou contre toute personne ou compagnie et privilèges et droits éventuels de toutes sortes, marchandises et autres propriétés, et, au sujet des terrains, en développer les ressources en nettoyant, drainant, plantant, édifiant ou améliorant, minant, vendant ou construisant des travaux et commodités publics et généralement exercer toute industrie ou activité qui peuvent être convenablement exercées en rapport avec aucun des objets de la compagnie;

manage, administer, turn to account, dispose of and deal in real and personal, moveable and immoveable and mixed property and rights of all kinds, either as principals or agents, and particularly, without limiting the generality of the foregoing, land, mines, plantations, factories, industrial establishments, buildings, hereditaments business or industrial concerns, and undertakings, mortgages, charges, contracts, concessions, franchises, annuities, patents, licenses, securities, policies, book-debts, and any interest in real or personal property and any claims against such property or against any person or company and privileges and choses-in-action of all kinds, merchandise and other property and, as regards land, to develop the resources thereof by cleaning, draining, planting, building or improving, mining, selling or constructing public works and conveniences and generally to carry on any business or activity which can be conveniently carried on in connection with any of the objects of the company;

(*f*) Employer des experts pour faire des recherches sur et examiner les conditions, les projets, les valeurs, le caractère et les circonstances de toute maison d'affaires et de toute entreprise, et généralement, de tous biens, propriété ou droits;

(*f*) To employ experts to investigate and examine into the condition, prospects, value, character and circumstances of any business concerns and undertakings and generally of any assets, property or rights;

(*g*) Faire exécuter, entreprendre, commencer, exercer, poursuivre et défendre tous contrats, conventions, négociations, procédures légales et autres, concordats, arrangements et projets, et faire tous autres actes, choses qui, en aucun temps, sembleraient convenables ou propres à la protection de la compagnie, comme détenteurs ou intéressés dans tous placements et valeurs;

(*g*) To make, execute or enter into, commence, carry on, prosecute and defend all contracts, agreements, negotiations, legal and other proceedings, compromises, arrangements and schemes and to do all other acts, matters and things which shall at any time appear conducive or expedient for the protection of the Company, as holder of or interested in any investments and securities;

(*h*) Faire enregistrer, autoriser ou reconnaître autrement la compagnie dans toute juridiction, province, territoire, état ou pays canadiens ou étrangers et y désigner et nommer des personnes comme procureurs ou représentants de la compagnie, avec pouvoir de représenter la compagnie dans toutes affaires et accepter pour et au nom de la compagnie assignation de toutes procédures dans tout procès ou action;

(*h*) To procure the company to be registered, licensed or otherwise recognized in any Canadian or foreign jurisdiction, province, territory, state or country and to designate and appoint persons therein as attorneys or representatives of the company with power to represent the company in any and all matters and to accept service for and on behalf of the company of any process or suit;

(*i*) Solliciter, obtenir, enregistrer, acheter, louer ou autrement acquérir, et détenir, être propriétaire de, utiliser, exploiter, introduire et vendre, assigner ou autrement disposer d'aucune et de toutes marques de commerce, formules, procédés secrets, noms de commerce et marques distinctives, et toutes inventions, améliorations et procédés utilisés en rapport avec ou garantis par lettres patentes ou autres du Canada ou d'aucun autre pays, et utiliser, exercer, développer, émettre des permis en ce qui les concerne, ou autrement mettre en valeur aucune et toutes marques de commerce, brevets, permis, concessions, procédés et choses de même nature, ou tous tels biens, droits et informations ainsi acquis, et en vue de leur exploitation et leur développement;

(*i*) To apply for, obtain, register, purchase, lease or otherwise acquire, and to hold, own, use, operate, introduce and sell, assign or otherwise dispose of any and all trade-marks, formulaes, secret processes, trade names and distinctive marks, and all inventions, improvements and processes used in connection with or secured under letters patent or otherwise of Canada or of any other country, and to use, exercise, develop, grant licenses in respect of, or otherwise turn to account any and all such trade-marks, patents, licenses, concessions, processes and the like, or any such property, rights and information so acquired, and with a view to the working and development of the same;

(*j*) Acheter, louer ou acquérir autrement, construire, aménager, détenir, posséder, maintenir, gérer, améliorer, développer, louer, transporter, ou céder en fiducie, occuper, utiliser, exploiter, vendre, ou en disposer autrement et généralement en faire le trafic et le commerce et mettre en valeur les propriétés foncières, personnelles, mobilières, immobilières ou mixtes situées en tout endroit quelconque, et les droits et intérêts de toute nature ou espèce qui sembleront nécessaires, utiles ou convenables pour aucun des objets ou aucune des fins de la compagnie;

(*j*) To purchase, lease or otherwise acquire, construct, equip, hold, own, maintain, manage, improve, develop, lease, convey, or assign in trust, occupy, use, operate, sell, or otherwise dispose of, and generally deal in and with and turn to account such other property, whether it be real personal, moveable, immoveable or mixed and wheresoever situate, and such rights and interests of whatsoever nature or kind as may be deemed necessary, useful or convenient for any of the objects or purposes of the company;

(*k*) Acquérir ou se charger de la totalité ou

(*k*) To acquire or undertake the whole or any

d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements ou de l'actif de toute personne, société ou compagnie exerçant une industrie que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie;

(*l*) Emettre des actions entièrement acquittées, débentures, actions-débentures, obligations et/ou autres valeurs de la compagnie en paiement total ou partiel de toutes propriétés, actions, titres, débentures, actions-débentures, bons, obligations ou autres valeurs, droits et intérêts qui peuvent être acquis par la compagnie et, avec l'approbation des actionnaires, pour tous services rendus et travail fait pour la compagnie, et en paiement ou à l'acquit des dettes et responsabilités dues par la compagnie;

(*m*) S'associer ou conclure des conventions au sujet du partage des profits ou dépenses, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou autres avec toute personne, société, association ou compagnie exerçant ou exploitant, ou sur le point d'exercer ou d'exploiter une industrie ou transaction que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter, ou toute industrie ou transaction qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

(*n*) Distribuer, en espèces ou autrement, comme dividendes déclarés légalement à même le surplus de la compagnie ou de la manière prévue dans l'article 81 de la Loi des compagnies de Québec, les biens quelconques de la compagnie entre ses membres et en particulier les actions, les obligations, les débentures ou autres valeurs reçues comme considération de la vente de la totalité ou d'aucune partie des biens de la compagnie, ou les actions, obligations, débentures ou autres valeurs d'aucune autre compagnie formée pour assumer la totalité ou une partie quelconque de l'actif et du passif de la présente compagnie;

(*o*) Se joindre ou se fusionner avec aucune autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

(*p*) Louer, vendre la totalité ou aucune partie de la propriété, des droits ou entreprises de la compagnie, ou en disposer autrement, pour le prix que la compagnie croira convenable et particulièrement pour des actions, débentures ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie;

(*q*) Payer toutes les dépenses inhérentes ou connexes à la formation et la constitution de la compagnie ou au prélèvement de son capital ou passer des contrats avec toute autre compagnie ou personne pour les payer;

(*r*) Souscrire, prendre ou acquérir autrement et détenir des actions, du capital, ou autres valeurs de toute autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie, ou exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la compagnie et les gager, grever, les vendre ou autrement en disposer;

(*s*) Solliciter, se procurer, acquérir, par cession, transfert, achat ou autrement, avoir aussi l'exercice, l'exécution et la jouissance d'aucune licence, d'aucun pouvoir, d'aucune autorité, des franchises, concessions, droits ou privilèges qu'aucun gouvernement, aucune autorité ou corporation, aucun autre corps public peut accorder, et les payer, aider et contribuer à leur donner effet, attribuer aussi aucune des actions de la compagnie, obligations et valeurs à en solder généralement les frais, charges et dépenses nécessaires;

part of the business, property and liabilities or assets of any individual, partnership or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company;

(*l*) To issue paid up shares, debentures, debenture stock, bonds and/or other securities of the company in payment or part payment of any property, shares, stocks, debentures, debenture stock, bonds, obligations or other securities, rights and interests which may be acquired by the company and, with the approval of the shareholders, for any services rendered to and work done for the company, and in or towards the payment or satisfaction of debts and liabilities owing by the company;

(*m*) To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits or expense, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concessions or otherwise with any person, partnership, association or company carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction which may seem capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company;

(*n*) To distribute in specie or otherwise, by way of dividends legally declared out of the surplus of the company or in the manner provided for by Section 81 of the Quebec Companies' Act, any assets of the company among its members and particularly any shares, bonds, debentures or other securities received as the consideration of the sale of the whole or any portion of the company's property or the shares, bonds, debentures or other securities of any other company formed to take over the whole or any part of the assets or liabilities of this company;

(*o*) To consolidate or amalgamate with any other Company having objects similar in whole or in part to those of this company;

(*p*) To lease, sell, or otherwise dispose of the business, property or undertaking of the Company or any part thereof for such consideration as the Company may think fit, and in particular any shares, debentures or securities of any other Company having objects altogether or in part similar to those of the Company;

(*q*) To pay all or any expenses of, incident to or incurred in connection with the formation and incorporation of the company and the raising of its share capital or to contract with any company or person to pay the same;

(*r*) To subscribe for, take up or otherwise acquire and hold shares or stock or other securities of or in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company, and to pledge, charge, sell or otherwise dispose of the same;

(*s*) To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase, or otherwise, and to exercise, carry out, and enjoy any license, power, authority, franchise, concession, rights or privileges which any government or authority or any corporation or other public body may be empowered to grant, and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effect and to appropriate any of the company's shares, bonds and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

(*t*) Rémunérer, soit au moyen de commission ou autrement, toutes personnes ou compagnies pour services rendus ou à rendre en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le placement d'actions de la compagnie, ou toutes débentures, actions-débentures ou toutes autres valeurs de la compagnie, dans ou au sujet de la formation ou promotion de la compagnie, ou dans la conduite de ses affaires;

(*u*) Prélever et aider à prélever de l'argent, aider au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations, débentures ou d'autres valeurs, ou autrement, aucun autre individu, firme, compagnie ou corporation avec lesquels la compagnie serait en affaires, et garantir l'exécution des contrats par aucune telle compagnie ou corporation;

(*v*) Placer et employer les deniers de la compagnie qui ne sont pas immédiatement requis de la manière qui sera de temps à autre déterminée;

(*w*) Emprunter des fonds sur le crédit de la compagnie et émettre des bons, débentures ou autres valeurs de la compagnie, ou les engager ou les vendre pour les sommes et prix jugés convenables;

(*x*) Hypothéquer, grever ou engager toute propriété mobilière ou immobilière, présente ou future, appartenant à la compagnie, comme garantie de toutes obligations, débentures, actions hypothécaires ou autres valeurs que cette compagnie est légalement autorisée à émettre, ou toutes sommes d'argent empruntées pour les fins de la compagnie, ou des obligations garanties par la compagnie;

(*y*) Exercer ou exploiter toute industrie ou activité que la compagnie pourra exercer convenablement en même temps que son industrie, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens et droits de la compagnie ou les rendre profitables; et faire et exécuter tous tels autres actes et choses qui sont incidents ou conduisent à la réalisation des objets susdits;

(*z*) Poursuivre, exercer et exploiter les objets et pouvoirs sus-énumérés et tous les autres objets et pouvoirs nécessaires ou utiles, et soit comme ou par l'entremise de principaux, agents, procureurs, entrepreneurs, facteurs, gérants, curateurs, bailleurs, locataires ou autrement et soit seuls ou conjointement avec d'autres; et poursuivre, exercer ou exploiter l'un quelconque ou plusieurs de tels objets et pouvoirs sans égard aux autres, tels objets et pouvoirs étant censés distincts et indépendants les uns des autres et ne pas être limités par le nom de la compagnie, et aucune clause des présentes ne sera interprétée comme étant limitée dans son sens général par les termes de toute autre clause ou comme limitant les pouvoirs généraux conférés par les lois de la province de Québec.

(*t*) To remunerate, whether by means of commission or otherwise, any persons or companies for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any shares of the company or any debentures, debenture stock or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business;

(*u*) To raise and assist in raising money for, and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, any other person, firm, company or corporation with whom the company may have business relations and to guarantee the performance of contracts by any such company or corporation;

(*v*) To invest and deal with the moneys of the company not immediately required in such manner as from time to time may be determined;

(*w*) To borrow money on the credit of the company and to issue bonds, debentures or other securities of the company and pledge or sell the same for such sums and at such prices as may be deemed expedient;

(*x*) To hypothecate, mortgage or pledge any property, movable or immovable, present or future, belonging to the company for the purpose of securing any bonds, debentures, debenture stock or other securities which the company is by law entitled to issue, or any money borrowed for the purposes of the company;

(*y*) To carry on or engage in any business or activity which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property and rights and to do and perform all such other acts and things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects;

(*z*) To pursue, exercise and carry on the objects and powers hereinbefore set forth and all other necessary or useful objects and powers, and either as or by and through principals, agents, attorneys, contractors, factors, managers, receivers, lessors, lessees or otherwise, and either alone or in conjunction with others; and to pursue, exercise or carry on any one or more of such objects and powers without regard to the others, such objects and powers being deemed to be several and not dependent on each other and not limited by the name of the company, and no clause hereof shall be construed as limited in its generality by the terms of any other clause or as limiting the general powers conferred by the laws of the Province of Quebec.

CONTRATS

Dans le cas où la compagnie passerait des contrats ou transigerait des affaires avec un ou plusieurs de ses directeurs, ou avec toute firme dont un ou plusieurs de ses directeurs sont membres ou employés, ou avec toute corporation ou association dont l'un ou plusieurs de ses directeurs sont actionnaires, directeurs, officiers ou employés, tels contrats ou transactions ne seront pas invalidés ou affectés en aucune manière par le fait que ce directeur ou ces directeurs ont ou peuvent avoir des intérêts dans ces contrats ou transactions qui sont ou peuvent être contraires aux intérêts de la compagnie, lors même que le vote du directeur ou des directeurs ayant tel intérêt contraire soit nécessaire pour obliger la compagnie en vertu de tels contrat ou transac-

CONTRACTS

In case the company enters into contracts or transacts business with one or more of its directors or with any firm of which one or more of its directors are members or employees, or with any other corporation or association of which one or more of its directors are shareholders, directors, officers or employees, such contract or transaction shall not be invalidated or in any wise affected by the fact that such director or directors have or may have interests therein which are or might be adverse to the interests of the company, even though the vote of the director or directors having such adverse interest shall have been necessary to obligate the company upon such contract or transaction, provided, however, that in any such case, the fact of such interest shall be disclosed

tion, pourvu toutefois que, dans pareil cas, le fait que tel intérêt existe soit déclaré ou connu des autres directeurs ou actionnaires affectés par tels contrat ou transaction;

Et il est de plus ordonné et déclaré que les affaires de la compagnie seront administrées par un bureau de cinq directeurs, à moins que prévu autrement conformément à la Section 76 de la Loi des Compagnies de Québec.

POUVOIRS D'EMPRUNT

1. S'ils y sont autorisés par règlement sanctionné par au moins deux tiers des votes obtenus à une assemblée générale spéciale des actionnaires dûment convoquée pour l'examen du règlement, les directeurs pourront, de temps à autre:

a. Emprunter de l'argent sur le crédit de la compagnie;

b. Limiter ou augmenter le montant à emprunter;

c. Emettre des obligations, débentures ou autres titres de la Compagnie et les engager ou les vendre pour telles sommes ou à tel prix qu'ils jugeront convenables;

d. Hypothéquer, grever, donner en garantie, céder ou transporter la propriété réelle ou personnelle de la Compagnie, ou les deux, pour garantir toutes dites obligations, débentures, actions, obligations ou autres titres et toutes sommes empruntées pour les besoins de la Compagnie;

Rien dans cette clause ne doit limiter ou restreindre la faculté d'emprunt de la Compagnie sur des lettres de change ou des billets promissoires, faits, tirés, acceptés ou endossés par la Compagnie ou en son nom, sous le nom de "Duffield Hydraulic Transmission", avec un capital total de cent quatre-vingt-dix-neuf mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf dollars ($199,999.00), divisé en cent quatre-vingt-dix-neuf mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf (199,999) actions d'un dollar ($1.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingtième jour de janvier 1934.

ALEX. DESMEULES,
793 Sous-secrétaire de la Province.

"E. Perras, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-troisième jour de janvier 1934, constituant en corporation: Dame Rose-Anna Dupuis, épouse séparée de biens de Ephrem Perras, marchand, et de ce dernier dûment autorisée, Alcide Dupuis, entrepreneur, et Oscar Parent, comptable, tous demeurant en la cité de Verdun, dans les buts suivants:

Faire le commerce en gros et en détail du bois, de l'huile, du charbon, du grain et du foin et exploiter généralement le commerce de charretier et d'entrepreneur et constructeur en bâtiments;

Acquérir par achat, échange, bail ou autrement, de tout individu, société ou compagnie, la totalité ou partie des biens et affaires de tout commerce en tout ou en partie semblable à celui de cette compagnie, avec ou sur les terrains et les bâtisses destinés à son exploitation et tout son actif généralement et les payer en argent ou en bons ou en obligations acquittées de la compagnie;

Acquérir par achat ou autrement, détenir et louer tous immeubles qui peuvent être jugés né-

to the other directors or shareholders acting upon or in reference to such contract or transaction;

And it is further ordained and declared that the affairs of the company shall be managed by a Board of five Directors unless otherwise provided in accordance with Section 76 of the Quebec Companies' Act.

BORROWING POWERS

1. If authorized by by-law, sanctioned by at least two thirds of the votes cast at a special general meeting of the shareholders duly called for considering the by-law, the directors may, from time to time.

(*a*) Borrow money upon the credit of the company;

(*b*) Limit or increase the amount to be borrowed;

(*c*) Issue bonds, debentures, debenture stock or other securities of the company and pledge or sell the same for such sums and at such prices as may be deemed expedient;

(*d*) Hypothecate, mortgage, pledge, cede or transfer the real or personal property of the company, or both, to secure any such bonds, debentures, debenture stock or other securities and any money borrowed for the purposes of the company;

Nothing in this clause contained shall limit or restrict the borrowing of money by the company on bills of exchange or promissory notes made, drawn, accepted or endorsed by or on behalf of the company, under the name of "Duffield Hydraulic Transmission", with a total capital stock of one hundred and ninety nine thousand nine hundred and ninety nine dollars ($199,-999.00), divided into one hundred and ninety nine thousand nine hundred and ninety nine (199,-999) shares of one dollar ($100) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twentieth day of January, 1934.

ALEX. DESMEULES,
794–o Assistant Provincial Secretary.

"E. Perras, Limitée".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty third day of January, 1934, incorporating: Dame Rose Anna Dupuis, wife separate as to property of Ephrem Perras, merchant, and by the said latter duly authorized, Alcide Dupuis, contractor, and Oscar Parent, accountant, all residing in the city of Verdun, for the following purposes:

To deal both wholesale and retail in wood, oil, coal, grain and hay and to operate the general business of carter, contractor and builder;

To acquire by purchase, exchange, lease or otherwise, from any individual, firm or company, the whole or any part of the assets and affairs of any business similar in whole or in part to that of the present company, with or on the lands and the buildings destined for its operation and generally all its assets and to pay for same in cash or in paid up bonds and debentures of the company;

To acquire by purchase or otherwise, hold and lease any immovables deemed necessary or

cessaires ou utiles pour les fins de la compagnie et tous autres immeubles dans un but de spéculation et payer toutes telles acquisitions ou détentions en argent ou en bons ou en obligations acquittées de la compagnie;

Construire et exploiter sur les immeubles détenus ou acquis par les compagnies, toutes bâtisses que cette dernière jugera à propos;

Vendre, échanger et louer tous ou aucun des biens meubles et immeubles de la compagnie ou autrement les aliéner et en disposer, emprunter sur le crédit de la compagnie, émettre des bons ou débentures et affecter, hypothéquer, donner en gage les biens meubles ou immeubles de la compagnie, ou les deux, pour garantir tous tels bons, débentures et tous argents empruntés;

Acquérir, détenir, vendre et transporter des actions, débentures de toutes compagnies ou corporations;

Et généralement faire et exécuter tous actes et choses qui peuvent être utiles et avantageux pour donner effet à tous et chacun des objets ci-dessus, sous le nom de "E. Perras, Limitée", avec un capital total de cinq mille dollars ($5,000.00), divisé en cinquante (50) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Verdun, dans le district de Montréal, province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-troisième jour de janvier 1934.

ALEX. DESMEULES,
795–o Sous-secrétaire de la Province.

useful for the purposes of the company and any other immovables with a view to speculation and to pay for all such acquisitions or holdings in cash or in paid up bonds or debentures of the company;

To construct and operate on the immovables held or acquired by the companies, any buildings which the latter may deem necessary;

To sell, exchange and lease all or any movable and immovable properties of the company or otherwise alienate and dispose of same, borrow on the credit of the company, issue bonds or debentures and charge, hypothecate, pledge the movable, or immovables of the company, or boths to guarantee any such bonds, debentures and any money borrowed;

To acquire, hold, sell and transfer shares, debentures of any companies or corporations;

And generally to do and execute any acts and things which may be useful and advantageous for the carrying out of all or any of the aforesaid objects, under the name of "E. Perras, Limitée", with a total capital stock of five thousand dollars ($5,000.00), divided into fifty (50) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at Verdun, in the district of Montreal, Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty third day of January, 1934.

ALEX. DESMEULES,
796 Assistant Provincial Secretary.

"Frontenac Corporation".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quinzième jour de janvier 1934, constituant en corporation: John-Edward-Lewis Duquet, avocat, Kathleen Gale, comptable, fille majeure, tous deux de la cité de Montréal, et Hazel Cunningham, sténographe, fille majeure, de la cité de Verdun, tous de la province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de contrôle, et agir comme bailleurs de fonds, capitalistes, financiers, gérants, administrateurs, concessionnaires, courtiers et agents. et entreprendre et exercer et faire toutes sortes d'opérations financières, commerciales et autres et exercer toutes autres affaires qui sembleraient susceptibles d'être conduites convenablement en rapport avec aucune de ces affaires ou calculées pouvoir, directement ou indirectement, augmenter la valeur ou faciliter la réalisation de, ou rendre profitable aucune des propriétés de la compagnie;

Souscrire, conditionnellement ou non, garantir, vendre à commission ou autrement, prendre, détenir, trafiquer et convertir des valeurs, actions, et/ou valeurs ou obligations de toutes sortes, et entrer en société ou faire tout arrangement pour le partage des profits, l'union des intérêts, les concessions réciproques, ou la coopération, avec tout individu, société ou compagnie, et promouvoir et aider à la promotion et promouvoir ou organiser des compagnies, des syndicats ou sociétés de toutes sortes, dans le but d'acquérir toute propriété ou entreprise et engagements de cette compagnie ou de toute autre compagnie, ou d'en favoriser directement ou indirectement les objets, ou pour toutes autres fins que la compagnie croira avantageuses;

Placer de l'argent à intérêt dans ou sur la garantie de terrains, à bail et en franc-alleu, mines,

"Frontenac Corporation".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of January, 1934, incorporating: John Edward Lewis Duquet, Barrister, Kathleen Gale, Accountant, Spinster, both of the City of Montreal, and Hazel Cunningham, Stenographer, Spinster, of the City of Verdun, all of the Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on business as investors, capitalists, financiers, managers, administrators, concessionaries, brokers and agents and to undertake and carry on and execute all kinds of financial, commercial, trading and other operations, and to carry on any other business which may seem to be capable of being conveniently carried on in connection with any of these objects, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or facilitate the realization of or render profitable any of the Company's property;

To subscribe for, conditionally or unconditionally, to underwrite, sell on commission or otherwise, take, hold, deal in and convert stocks, shares and securities of all kinds, and to enter into partnership or into any arrangements for sharing profits, union of interests, reciprocal concession or co-operation with any person, partnership or company and to promote and aid in promoting and to organize companies, syndicates or partnerships of all kinds for the purpose of acquiring any property or any undertaking and liabilities of this or any other company, or of advancing, directly or indirectly, the objects thereof, for any other purpose which this company may think expedient;

To invest money at interest in or on the security of freehold and leasehold land, mines, plan-

plantations, valeurs, marchandises et autre propriété, et généralement prêter et avancer de l'argent à telles personnes et sous tels termes et sujet à telles conditions qui sembleraient avantageux;

Acheter, vendre, améliorer, administrer, faire valoir, disposer et trafiquer de terrains, mines, plantations, manufactures, établissements industriels, valeurs, actions, valeurs, marchandises et autres propriétés, et, en ce qui concerne les terrains, en développer les ressources en nettoyant, drainant, faisant des plantations, construisant, améliorant, minant, vendant ou érigeant des travaux publics et autres accommodations, et généralement exercer tout autre commerce, manufacturier ou autrement, qui pourrait être exercé convenablement, conjointement avec aucun des objets de la compagnie;

Emettre des débentures, actions-débentures, actions, bons, obligations et garanties de toutes sortes, et les rédiger, les constituer et les assurer comme il semblera convenable, avec plein pouvoir de les rendre transférables par livraison ou acte de transfert ou autrement, et soit rachetables, convertibles ou autrement, les garantir par acte de fiducie ou autrement sur la totalité ou toute partie des biens de la compagnie, présents ou futurs, comprenant, si la chose est jugée convenable, le capital non appelé ou de toute autre manière;

Acheter ou autrement acquérir et détenir ou autrement trafiquer, et gérer, administrer et réaliser des propriétés mobilières et immobilières et droits de toutes sortes, et, en particulier, des terrains, édifices, héritages, affaires ou établissements industriels et entreprises, mortgages, nantissements, contrats, concessions, franchises, annuités, brevets, licences, valeurs, polices, dettes de livres, et tout intérêt dans la propriété mobilière ou immobilière, toute réclamation contre telle propriété ou contre toutes personnes ou compagnies et des privilèges et choses en litige de toutes sortes;

Acquérir et détenir ou autrement faire le commerce de stocks, obligations, débentures, actions, certificats ou garanties de tout gouvernement, état, dominion, autorité, souveraine ou suprême, municipale, locale ou autrement, et tous bons, débentures, capital, certificats, obligations, actions, titres ou valeurs de toute compagnie établie pour fins de chemin de fer, tramways, compagnie de gaz, aqueducs, bassins, téléphone, télégraphe, compagnie d'électricité, minière et de forge, de services publics ou toute entreprise industrielle ou autre;

Emprunter ou prélever des fonds par l'émission ou la vente de bons, mortgages, débentures, actions-débentures de la compagnie, et placer les fonds ainsi prélevés dans toutes telles entreprises comme ci-dessus;

Acquérir tous tels placements comme ci-dessus par souscription originaire, soumission, participation dans des syndicats ou autrement, et totalement payés ou non, et en faire le paiement sur appels ou avant les appels ou autrement et les garantir et les souscrire conditionnellement ou autrement, et soit en vue de placements ou pour reventes, ou autrement varier les placements de la compagnie, et généralement vendre, échanger ou autrement disposer de, trafiquer de, et rendre profitables tous les biens de la compagnie;

Faire des avances sur tels placements comme ci-dessus, faire des prêts, offrir pour souscription publique ou autrement, et aider ou aider à effectuer tels placements comme susdits, donner toute garantie relativement à tous tels placements émis par ou acquis par ou de la compagnie ou autre-

tations, securities, merchandise and other property and generally to lend and advance money to such persons and upon such terms and subject to such conditions as may seem expedient;

To buy, sell, improve, manage, turn to account, dispose of and deal in land, mines, plantations, factories, industrial establishments, stocks, shares, securities, merchandise and other property and, as regards land, to develop the resources thereof by cleaning, draining, planting, building or improving, mining, selling or constructing public works and conveniences and generally to carry on any business, manufacturing or otherwise, which can be conveniently carried on in connection with any of the company's objects;

To issue debentures, debenture stocks, shares, bonds, obligations and securities of all kinds, and to frame, constitute and secure the same as may seem expedient, with full power to make the same transferable by delivery or by instrument of transfer or otherwise, and either redeemables convertible or otherwise, and to secure the same by trust deed or otherwise on the whole or any part of the assets of the company, present and future, including, if thought fit, uncalled capital or otherwise howsoever;

To purchase or otherwise acquire and hold or otherwise deal in and to manage, administer and realize upon real and personal property and rights of all kinds, and in particular lands, buildings, hereditaments, business or industrial concerns and undertakings, mortgages, charges, contracts, concessions, franchises, annuities, patents, licenses, securities, policies, book-debts and any interest in real or personal property, and any claims against such property or against any person or company, and privileges and *choses*-in-action of all kinds;

To acquire and hold or otherwise deal with any stocks, bonds, debentures, shares, scrip or securities of any Government, State, Dominion, Sovereign or authority supreme, municipal, local or otherwise and any bonds, debentures, stock, scrip, obligations, shares, stock or securities of any company established for the purpose of any railway, tramway, gas, water, dock, telephone, telegraph, electric, mining, smelting, public utility, industrial or other undertaking;

To borrow or raise money by the issue or sale of any bonds, mortgages, debentures or debenture stock of the Company, and to invest any money so raised in any such investments as aforesaid;

To acquire any such investments as aforesaid by original subscription, tender, participation in syndicates or otherwise, and whether or not fully paid up, and to make payment thereon as called up or in advance of calls or otherwise and to underwrite or subscribe for the same, conditionally or otherwise and either with a view to investment or for resale or otherwise, and to vary the investments of the Company, and generally to sell, exchange or otherwise dispose of, deal with and turn to account any of the assets of the company;

To make advances upon such investments as aforesaid, to negotiate loans, to offer for public subscription or otherwise aid or assist in placing any such investments as aforesaid, to give any guarantee in relation to any such investments issued by or acquired through or from the Com-

ment; recevoir de l'argent, des documents, des valeurs pour les mettre en sûreté, pour transmission ou dépôt, à intérêt ou autrement; tirer, accepter, endosser, émettre, acheter, vendre ou autrement négocier des billets promissoires, lettres de change, lettres de crédit, mandats, coupons, certificats, lettres circulaires et autres instruments de commerce, valeurs et documents négociables ou transférables;

Offrir pour souscription publique toutes actions ou titres ou débentures ou actions-débentures ou autres valeurs de, ou autrement établir ou promouvoir ou concourir dans l'établissement ou la promotion de toute compagnie, association, entreprise ou corps public ou privé;

Garantir le paiement des dividendes, intérêts sur les mortgages, obligations, titres, actions, débentures ou autres garanties émis par, ou tout autre contrat ou obligations de toute compagnie, association, entreprise ou corps public ou privé, et généralement transiger des opérations de garantie;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer, ou autrement acquérir aucune propriété, réelle ou personnelle, mobilière ou immobilière, que la compagnie croira nécessaire ou avantageuse, et vendre, améliorer, administrer, développer, louer, hypothéquer, aliéner, faire valoir ou autrement négocier la totalité ou toute partie des biens de la compagnie;

Faire, exécuter, entreprendre, commencer, exercer, poursuivre et défendre tous contrats, agréments, négociations, procédures légales et autres, concordats, arrangements et projets, et faire tous autres actes, choses qui, en aucun temps, sembleraient convenables ou propres à la protection de la compagnie, comme détenteur de tous placements et valeurs ou y ayant des intérêts;

Recevoir de l'argent en dépôt, à intérêt ou autrement, et avancer et prêter de l'argent et des valeurs de toutes sortes, sous telles conditions qui pourraient être fixées;

Entreprendre ou prendre part à l'administration, à la surveillance ou contrôle des affaires ou opérations de toutes compagnies ou entreprises et, à cette fin, nommer et rémunérer tous directeurs, comptables ou autres experts, employés ou agents;

Employer des experts pour faire des recherches sur et examiner les conditions, les projets, les valeurs, le caractère et les circonstances de toute maison d'affaires et de toute entreprise, et généralement, de tous biens, propriétés ou droits;

Transiger ou exercer toutes sortes d'opérations d'agences et, en particulier, agir comme agents pour le placement, le prêt, le paiement, la transmission et la collection d'argent, pour le transfert ou l'enregistrement de bons, débentures ou actions ou autres valeurs, et pour l'achat, la vente, l'amélioration, le développement, l'administration de propriété, comprenant des maisons d'affaires et les entreprises, et généralement transiger et se charger de toutes espèces d'affaires d'agence, que ce soient des affaires commerciales, d'assurances, industrielles ou des affaires financières;

Donner toute garantie, relativement aux hypothèques, obligations, débentures, actions, valeurs, certificats, prêts, placements et valeurs, soit faits ou effectués ou requis par l'intermédiaire de la compagnie ou autrement, et généralement garantir ou se porter garants pour l'exécution de tous contrats ou obligations;

Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements, ou de l'actif de toute personne, société ou compagnie exerçant une industrie que

pany or otherwise, to receive money, documents and valuables for sale, custody, transmission or deposit, at interest or otherwise, to draw, accept, endorse, issue, purchase, sell and otherwise deal with promissory notes, bills of exchange, letters of credit, warrants, coupons, scrips, circular notes and other mercantile instruments and negotiable or transferable securities and documents;

To offer for public subscription any shares or stock of or debentures or debenture stocks or other securities of or otherwise to establish or promote or concur in establishing or promoting any company, association, undertaking or public or private body;

To guarantee the payment of dividends or interest on mortgages, bonds, stocks, shares, debentures or other securities issued by, or any other contract or obligation of any company, association, undertaking or public or private body, and generally to transact all kinds of guarantee business;

To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any real or personal property which the company may think necessary or desirable, and to sell, improve, manage, develop, lease, mortgage, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the company's property;

To make, execute or enter into, commence, carry on, prosecute and defend all contracts, agreements, negotiations, legal and other proceedings, compromises, arrangements and schemes, and to do all other acts, matters and things which shall at any time appear conducive or expedient for the protection of the Company as holder of or interested in any investments and securities;

To receive money on deposit, at interest or otherwise, and to advance and lend money and assets of all kinds upon such terms as may be arranged;

To undertake or take part in the management, supervision or control of the business or operations of any company or undertaking, and for that purpose to appoint and remunerate any directors, accountants or other experts, employees or agents;

To employ experts to investigate and examine into the condition, prospects, value, character and circumstances of any business concerns and undertakings and generally of any assets, property or rights;

To transact or carry on all kinds of agency business, and in particular to act as agents for the investment, loan, payment, transmission and collection of money, for the transfer or registration of bonds, debentures, shares or other securities, and for the purchase, sale and improvement, development and management of property, including business concerns and undertakings, and generally to transact and undertake all kinds of agency business, whether in respect of commercial, insurance, industrial or financial matters;

To give any guarantee in relation to mortgages, bonds, debentures, shares, stocks, scrip, loans, investments and securities, whether made or effected or required through the Company's agency or otherwise, and generally to guantee or become surety for the performance of any contracts and obligations;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities or assets of any individual, partnership or company carrying on any business which the Company is author-

la présente compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie, et émettre des actions acquittées, obligations ou les deux en paiement intégral ou partiel du prix d'achat;

Demander, obtenir, acquérir par cession, transfert, achat ou autrement, et exercer, exécuter et jouir de tout permis, pouvoir, autorisation, franchise, concession, droits ou privilèges qu'un gouvernement ou une autorité ou toute corporation ou autre corps public aurait le pouvoir d'accorder, et les payer, aider et contribuer à les mettre en vigueur et affecter les actions, obligations et les biens quelconques de la compagnie pour en défrayer les frais, charges et dépens nécessaires;

Prélever et aider à prélever de l'argent, aider au moyen de boni, prêt, promesses, endossement, ou autrement, aucun autre individu, firme, compagnie ou corporation avec lesquels la compagnie serait en affaires et garantir l'exécution des contrats par aucune telle compagnie, firme, corporation ou personne;

Distribuer, en espèces ou autrement, au moyen de dividendes déclarés légalement à même le surplus ou les profits nets de la compagnie, ou de la manière prévue dans l'article 81 de la Loi des Compagnies de Québec, tout actif de la compagnie entre ses membres ou actionnaires et particulièrement toutes actions, obligations, débentures ou autres valeurs reçues en considération de la vente de la totalité ou de toute partie des propriétés de la compagnie ou les actions, obligations, débentures ou autres valeurs de toute autre compagnie formée pour assumer la totalité ou toute partie de l'actif ou du passif de cette compagnie;

Se joindre ou se fusionner avec aucune autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

Louer, vendre la totalité ou aucune partie du commerce, des biens ou entreprises de la compagnie, ou en disposer autrement, pour le prix que la compagnie croira convenable, et particulièrement pour des actions, débentures ou autres valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie;

Emprunter des fonds sur le crédit de la compagnie et émettre des bons, débentures ou autres valeurs de la compagnie ou les engager ou les vendre pour les sommes et prix jugés convenables;

Rémunérer toutes personnes ou compagnies pour services rendus ou à rendre en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le placement de chacune des parts dans le capital-actions de la compagnie, ou toutes débentures, actions-débentures ou toutes autres garanties de la compagnie ou dans ou au sujet de la formation ou promotion de la compagnie, ou dans la conduite de ses affaires;

Hypothéquer, grever, céder, transférer ou engager toute propriété, mobilière ou immobilière, présente ou future, appartenant à la compagnie, comme garantie de toutes obligations, débentures, actions-débentures ou autres valeurs que cette compagnie est légalement autorisée à émettre, ou toutes sommes d'argent empruntées pour les fins de la compagnie;

Faire toutes les autres choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets précités, faire toutes les choses précitées, ou aucune d'icelles, comme principaux, agents, entrepreneurs ou autres, et par fiduciaires, agents ou autres, soit seuls soit conjointement avec d'autres;

Et qu'il soit ordonné et déclaré que dans le cas

ized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the Company, and to issue paid up shares or bonds or both in whole or part payment of the purchase price thereof;

To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase or otherwise, and to exercise, carry out and enjoy any license, power, authority, franchise, concession, rights or privileges which any government or authority or any corporation or other public body may be empowered to grant, and to pay for, aid and contribute towards carrying the same into effect, and to appropriate any of the Company's shares, bonds and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

To raise and assist in raising money for and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement or otherwise, any other person, firm, company or corporation with whom the Company may have business relations and to guarantee the performance of contracts by any such firm, company, corporation or person;

To distribute in specie or otherwise, as dividends legally declared out of the surplus or net profits of the Company, or in the manner provided for by Section 81 of the Quebec Companies' Act, any assets of the Company among its members, and particularly any shares, bonds, debentures or other securities received as the consideration of the sale of the whole or any portion of the property of the Company, or the shares, bonds, debentures or other securities of any other company formed to take over the whole or any part of the assets or liabilities of this Company;

To consolidate or amalgamate with any other company having objects similar in whole or in part to those of this Company;

To lease, sell or otherwise dispose of the business, property or undertaking of the Company or any part thereof for such consideration as the Company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the Company;

To borrow money on the credit of the Company and to issue bonds, debentures or other securities of the Company and pledge or sell the same for such sums and at such prices as may be deemed expedient;

To remunerate any person or company for services rendered, or to be rendered, in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the shares of the Company's capital or any debentures, debenture stock or other securities of the Company, or in or about the formation or promotion of the Company or the conduct of its business;

To hypothecate, mortgage, cede, transfer or pledge any property, moveable or immoveable, present or future, belonging to the Company, for the purpose of securing any bonds, debentures, debenture stock or other securities which the Company is by law entitled to issue or any money borrowed for the purposes of the Company;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects and to do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise and by or through trustees, agents or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

And be it ordained and declared that in case

où la compagnie passerait des contrats ou transigerait des affaires avec un ou plusieurs de ses directeurs, ou avec toute firme dont l'un ou plusieurs de ses directeurs sont membres ou employés, ou avec toute autre corporation ou association dont l'un ou plusieurs de ses directeurs sont actionnaires, directeurs, officiers ou employés, tels contrat ou transaction ne seront pas invalidés ou affectés en aucune manière par le fait que ce directeur ou ces directeurs ont ou peuvent avoir des intérêts dans ces contrats ou transactions qui sont ou peuvent être contraires aux intérêts de la compagnie, lors même que le vote du directeur ou des directeurs ayant tel intérêt contraire soit nécessaire pour obliger la compagnie en vertu de tels contrat ou transaction, pourvu toutefois, que dans pareil cas, le fait que tel intérêt existe soit déclaré ou révélé aux autres directeurs affectés par tels contrat ou transaction, sous le nom de "Frontenac Corporation".

Le capital-actions de la compagnie est divisé en mille (1,000) actions sans valeur nominale ou au pair, et le montant du capital-actions avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de cinq mille dollars ($5,000.00).

Les actions autres que les actions privilégiées seront émises et réparties au prix qui sera fixé par les directeurs.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité et district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce quinzième jour de janvier 1934.

ALEX. DESMEULES,
797 Sous-secrétaire de la Province.

the Company enters into contracts or transacts business with one or more of its directors or with any firm of which one or more of its directors are members or employees or with any other corporation or association of which one or more of its directors are stockholders, directors, officers or employees, such contract or transaction shall not be invalidated or in anywise affected by the fact that such director or directors have or may have interests therein which are or might be adverse to the interests of the Company, even though the vote of the director or directors having such adverse interest shall have been necessary to obligate the Company upon such contract or transaction; provided, however, that in any such case the fact of such interest shall be disclosed or known to the other directors or stockholders acting upon or in reference to such contract or transaction, under the name of "Frontenac Corporation".

The capital stock of the company is divided into one thousand (1,000) shares having no nominal or par value, and the amount of capital stock with which the company will commence its operations will be five thousand dollars ($5,000.-00);

Shares other than preferred shares shall be issued and allotted at such price as may be fixed by the directors.

The head office of the company will be at the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fifteenth day of January, 1934.

ALEX. DESMEULES,
798–o Assistant Provincial Secretary.

"Funded Securities Agency, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingtième jour de décembre 1933, constituant en corporation: Henry Weinfield, avocat et Conseil du Roi, de la cité de Westmount, Samuel-David Rudenko et Charles Gavsie, tous deux avocats, de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, dans les buts suivants:

Promouvoir, organiser, réorganiser, développer, contrôler, opérer, et liquider toutes affaires, industries ou entreprises, et agir comme comptable, aviseurs financiers pour des particuliers, compagnies, entreprises et associations;

Prendre part à l'administration, la surveillance et le controle des affaires et opérations de toutes compagnies et à ces fins engager et rémunérer un ou des directeurs de la compagnie, ou des comptables ou autres experts ou agents; gérer et opérer toutes propriétés, franchises, entreprises, et affaires, pour telles rémunérations jugées équitables, et maintenir et fournir différents services de comptabilité, aviser, conseiller en matière de préparation des bilans et états financiers pour des compagnies, associations, particuliers, ou entreprises quelconques;

Administrer des immeubles et agir comme agents et courtiers pour le placement, la manipulation, le prêt, mobilier ou non, paiement, la transmission et la perception de deniers, loyers, intérêts, dividendes, hypothèques, obligations, comptes, billets et autres valeurs pour tout individu, corporation ou firme et prendre, recevoir, détenir, transporter et céder toutes propriétés mobilières ou immobilières qui peuvent être octroyées, cédées ou transportées à cette compagnie;

"Funded Securities Agency, Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of December, 1933, incorporating: Henry Weinfield, advocate and King's Counsel, of the city of Westmount, Samuel David Rudenko, and Charles Gavsie, both advocates, of the city of Montreal, all of the district of Montreal, for the following purposes:

To promote, organize, re-organize, develop, control, operate and liquidate any business, industry or undertaking and to act as accountant, financial adviser for individuals, companies, undertakings and associations;

To take part in the management, supervision and control of the business and operations of any companies and for such purposes to engage and remunerate one or more Directors of the company, or any accountants or other experts or agents; to manage and operate any property, franchises, undertakings and business for such remuneration as may be deemed equitable, and to maintain and furnish different book-keeping services, to advise, counsel in connection with the preparing of balance sheets and financial statements for any companies, associations, individuals or undertakings whatsoever;

To manage immovables and to act as agents and brokers for the investment, manipulation, loan, movable or otherwise, payment, transfer and collection of moneys, rents, interests, dividends, hypothecs, bonds, accounts, notes and other securities for any individual, corporation or firm and to take, receive, hold, transfer and cede any movable or immovable property which may be granted, ceded or transferred to this company;

Agir comme agents locaux ou généraux ou comme gérants, surintendants, inspecteurs de et pour des compagnies d'assurance à vie, contre accidents;

S'occuper d'organisation financière en général, et particulièrement organiser, lancer toutes compagnies, associations ou entreprises quelconques, leur consentir des avances de deniers, leur aider et les contrôler;

Faire le commerce de bailleurs de fonds, de capitalistes, financiers, concessionnaires, courtiers et agents, et entreprendre et exercer et faire toutes sortes d'opérations financières, commerciales, mercantiles et autres, et exercer toutes autres affaires qui sembleraient susceptibles d'être conduites convenablement en rapport avec aucun des objets de cette compagnie ou calculées pouvoir, directement ou indirectement, augmenter la valeur ou faciliter la réalisation de, ou rendre profitable aucune des propriétés de la compagnie;

Généralement exercer et entreprendre tout commerce, entreprise, transaction ou opération communément exercés ou entrepris par des capitalistes, promoteurs, organisateurs, courtiers et agents d'assurance, courtiers et agents financiers, courtiers et agents à commission, commissionnaires ou entrepreneurs pour des travaux publics et autres;

Acheter, vendre, échanger, louer, acquérir, aliéner, posséder ou utiliser de quelques façons tous biens mobiliers ou immobiliers, actifs, fonds de commerce, achalandage, brevets d'invention, marques de commerce, valeurs mobilières, droits ou privilèges, utiles aux fins de la compagnie;

Employer en tout ou en partie les fonds de la compagnie, pour la souscription ou l'achat d'actions, bons ou obligations d'autres compagnies, ou pour l'acquisition de tous biens mobiliers ou immobiliers, actifs, fonds de commerce, achalandages, brevets d'inventions, marques de commerce, droits, privilèges, créances et autres valeurs détenues par des compagnies ou des personnes exploitant une entreprise, un métier ou un commerce, quels qu'ils soient;

Hypothéquer, nantir ou mettre en gage, pour le tout ou pour partie seulement, les biens mobiliers ou immobiliers, présents ou futurs, de la compagnie, pour assurer le paiement de créances, billets ou emprunts, pour assurer le paiement ou l'exécution des dettes, contrats ou engagements de la compagnie; constituer cette hypothèque, ce nantissement ou ce gage par acte de fidéicommis, conformément à la loi des pouvoirs spéciaux de certaines corporations ou de toute autre manière;

Pour les fins générales de la compagnie, et spécialement pour les fins particulières mentionnées plus haut, jouir de tous les pouvoirs accordés par la loi des pouvoirs spéciaux de certaines corporations;

Et il est ordonné et déclaré que dans le cas où la compagnie passerait des contrats ou transigerait des affaires avec l'un ou plusieurs de ses directeurs, ou avec toute firme dont l'un ou plusieurs de ses directeurs sont membres, ou avec toute autre compagnie ou corporation ou association dont l'un ou plusieurs de ses directeurs sont actionnaires, directeurs ou officiers, tel contrat ou transaction ne serait pas invalidé ou en aucune manière affecté par le fait que tel directeur ou directeurs avaient ou pouvaient avoir un intérêt dans tel contrat ou transaction qui est ou pourrait être contraire aux intérêts de la compagnie, bien que le vote de ce directeur ou directeurs ayant un intérêt contraire, eût été nécessaire pour obliger la compagnie à tel contrat ou transaction, pourvu que tel intérêt soit déclaré aux autres

To act as local or general agents, or as managers, superintendents, inspectors of and for life and accident insurance companies;

To engage in financial organization in general and particularly to organize, float any companies, associations or undertakings whatever, to make advances of money to, aid and control same;

To carry on business as investors, capitalists, financiers, concessionaries, brokers and agents, and to undertake and carry on and execute all kinds of financial, commercial, trading and other operations and to carry on any other business which may seem to be capable of being conveniently carried on in connection with any of these objects, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or facilitate the realization of or render profitable any of the company's property;

Generally to carry on and undertake any business, enterprise, transaction or operation usually carried on or undertaken by capitalists, promoters, organizers, insurance agents and brokers, financial brokers and agents, commission brokers and agents, commissioners or contractors for public or other works;

To purchase, sell, exchange, lease, acquire, alienate, own or utilize in any manner, any movable or immovable property, assets, stock-in-trade, good-will, patents of invention, trade-marks, movable values, rights or privileges useful for the purposes of the company;

To employ in whole or in part the funds of the company for the purchase or subscription of shares, bonds or debentures of other companies, or for the acquisition of any movable or immovable property, assets, stock in trade, good-will, patents of invention, trade-marks, rights, privileges, claims and other securities held by any companies or individuals carrying on any industry, trade or business whatsoever;

To hypothecate, mortgage or pledge, wholly or partly, the movable or immovable property, present or future, of the company, to guarantee the payment of claims, notes or loans or to secure the payment or performance of debts, contracts or engagements of the company; to constitute such hypothec, mortgage or pledge by trust deed, in conformity with the Special Corporate Powers Act, or in any other manner;

For the general purposes of the company, and especially for the particular purposes above mentioned, to enjoy all the powers granted by the Special Corporate Powers Act;

And it is ordained and declared that in case the company enters into contracts or transacts business with one or more of its directors, or with any firm of which one or more of its directors are members, or with any other company, corporation or association of which one or more of its directors are shareholders, directors, or officers, such contract or transaction shall not be invalidated or in any wise affected by the fact that such director or directors have or may have interests therein which are or might be adverse to the interests of the company, even though the vote of the director or directors having such adverse interest shall have been necessary to obligate the company upon such contract or transaction, provided that such interest is disclosed to other directors or share-

directeurs ou actionnaires agissant en vertu ou relativement à tel contrat ou transaction. Nul directeur ou directeurs ayant tel intérêt contraire ne sera responsable envers la compagnie ou envers aucun de ses actionnaires ou créanciers, ou envers toute autre personne pour toute perte encourue par elle en vertu ou pour cause de tout tel contrat ou transaction, ni aucun de ce directeur ou ces directeurs ne sera tenu de rendre compte de tous gains ou profits réalisés en vertu de ces contrats ou transactions;

Et il est de plus ordonné et déclaré:

Qu'aucun règlement ou résolution de la compagnie projetée ayant l'un ou l'autre des fins ou objets suivants, savoir: l'augmentation du nombre des directeurs, augmentation ou diminution du capital-actions de la corporation, une requête pour lettres patentes supplémentaires, les salaires des directeurs ou officiers de la compagnie, la distribution des profits ou dividendes, l'achat ou la vente de tous biens immobiliers appartenant à la compagnie ou au nom de la compagnie, le placement de fonds appartenant à la compagnie, la ventilation des affaires de la compagnie, l'émission et la répartition du capital-actions additionnel de la compagnie en plus de trente actions, l'adoption pour et au nom de la corporation de tout contrat extraordinaire relativement aux opérations d'icelles, ne sera valide, à moins qu'il ne soit approuvé (oralement ou par écrit) par tous les directeurs de la corporation, et lorsqu'il sera nécessaire, à moins qu'il soit approuvé à une assemblée spéciale ou annuelle des actionnaires à laquelle seront présents, en personne ou par procuration, les actionnaires représentant au moins soixante-quinze pour cent du total du capital-actions de la compagnie alors émis;

Qu'aucun actionnaire n'aura le droit de vendre ses actions du capital à tout étranger sans avoir, au préalable, offert ses actions à vendre aux actionnaires alors enregistrés de la compagnie au prix alors antérieurement fixé à l'assemblée annuelle. Les dits actionnaires auront un délai de trente jours pendant lesquels ils pourront acheter les dites actions, et dans le cas seulement du défaut d'exercer leur option d'acheter les dites actions ainsi offertes, alors l'actionnaire désirant vendre ses actions pourra, à son gré, les vendre à des personnes autres que les actionnaires alors enregistrés de la compagnie;

Le nombre des actionnaires de la compagnie sera limité à vingt;

Aucun appel ne sera fait au public pour faire souscrire pour les actions, sous le nom de "Funded Securities Agency, Limited", avec un capital total de vingt mille dollars ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingtième jour de décembre 1933.

ALEX. DESMEULES,
799 Sous-secrétaire de la Province.

"La Compagnie Des Immeubles Barsalou".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingtième jour de janvier 1934, constituant en corporation: A.-Stewart McNichols, financier, Charles-H. Desjardins, C.R., avocat, Léon Hurtubise, comptable public, Jean Rolland, Joseph Barsalou, tous deux industriels, tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

holders acting upon or in reference to such contract or transaction. No director or directors having such adverse interests shall be liable to the company or to any shareholder or creditor thereof, or to any other person for any loss incurred by it under or by reason of any such contract or transaction, nor shall any such director or directors be accountable for any gains or profits realized thereon;

And it is further ordained and declared:

No by-law or resolution of the proposed company having either of the following purposes or objects, viz: The increase in the number of directors, the increase or decrease of the share capital of the corporation, a petition for supplementary Letters Patent, the salaries of directors or officers of the company, the distribution of profits or dividends, the purchase or sale of any real property belonging to or on behalf of the company, investment of funds belonging to the company, winding up of the affairs of the company, the issue and allotment of additional capital stock of the company in excess of thirty shares, the adoption for and on behalf of the corporation of any extraordinary contract in connection with the business thereof, shall be valid, unless approved of (orally or in writing) by all directors of the corporation, and where necessary, unless approved of at a meeting special or annual meeting of shareholders where there were present, either in person or by proxy, shareholders representing at least seventy-five percent, of the total of the then issued capital stock of the company;

No shareholder will be entitled to sell his shares of stock to any outsider without previously having offered his shares for sale to the then registered shareholders of the company as the price then previously fixed at the annual meeting. The then shareholders shall have a delay of thirty days during which to purchase the said shares, and in the event only of their failure to exercise their option to purchase the said shares, so offered, then the party desiring to sell his shares will be at liberty to sell same to persons other than the then registered shareholders of the company;

The number of shareholders of the company shall be limited to twenty;

No appeal shall be made to the public to subscribe for shares, under the name of "Funded Securities Agency, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twentieth day of December, 1933.

ALEX. DESMEULES,
800-o Assistant Provincial Secretary.

"La Compagnie Des Immeubles Barsalou".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of January, 1934, incorporating: A. Stewart McNichols, financier, Charles H. Desjardins, K.C., advocate, Léon Hurtubise, public accountant, Jean Rolland, Joseph Barsalou, both manufacturers, all of the City of Montreal, for the following purposes:

Acquérir par achat, location, échange, octroi, concession, ou autrement, et détenir et posséder des terrains, propriétés réelles et immeubles de toute description et développer, améliorer, exploiter et disposer toutes telles propriétés en rues, ruelles, carrés, lots ou autrement, et ériger des maisons, édifices et autres constructions sur les dites propriétés réelles ainsi acquises, et vendre, louer, transporter, échanger, disposer, hypothéquer et autrement négocier tels terrains, propriétés réelles et immeubles, et édifices érigés sur icelles, et disposer toutes rues, squares ou ruelles sur telles propriétés en faveur de toute personne ou municipalité, à tels termes et conditions que la compagnie croira convenable;

Agir comme agents de propriétés, de finances et d'assurances, et comme agents pour la perception de dettes et entreprendre et diriger la gestion et l'administration de propriétés mobilières et immobilières;

Emprunter tous montants que la compagnie jugera utile et nécessaire d'emprunter pour les fins de ses entreprises ou l'exercice d'aucun de ses pouvoirs, en aucun temps et aussi souvent qu'elle le jugera à propos, et faire les dits emprunts aux termes et conditions et en donnant les garanties et hypothèques que la compagnie trouvera raisonnable;

Prendre et détenir hypothèques et gages pour garantir le paiement du prix d'achat de toutes propriétés vendues par la compagnie aux acheteurs ou autres, ou des avances par la compagnie aux acheteurs pour fins de construction ou autres améliorations;

Exercer toute autre industrie que la compagnie croira pouvoir exercer convenablement en rapport avec ses commerces ou susceptible directement ou indirectement d'augmenter la valeur d'aucun des biens ou droits de la compagnie ou de les faire valoir;

Acquérir ou assumer la totalité ou toute partie du commerce, des biens et obligations de toute personne ou compagnie exerçant tout commerce que cette compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens qui conviennent aux fins de la compagnie;

Emettre et répartir des actions entièrement ou partiellement acquittées, actions-débentures, débentures, obligations et/ou autres valeurs de la compagnie en paiement total ou partiel de toutes propriétés, actions, titres, débentures, actions-débentures, bons, obligations ou autres valeurs, droits et intérêts qui peuvent être acquis par la compagnie et, avec l'approbation des actionnaires, pour tous services rendus et travail fait pour la compagnie, et en paiement ou à l'acquit des dettes et responsabilités dues par la compagnie;

Preudre ou autrement acquérir et détenir des actions dans toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie, ou exerçant tout commerce ou industrie pouvant être conduit de façon à profiter directement ou indirectement à la compagnie;

Promouvoir toute compagnie ou compagnies dans le but d'acquérir toutes ou aucune des propriétés et responsabilités de la compagnie ou pour toute autre fin pouvant bénéficier directement ou indirectement à la compagnie;

Vendre, améliorer, administrer, échanger, louer, hypothéquer, en disposer ou en faire le commerce autrement et mettre en valeur aucun des biens et droits de la compagnie;

Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets à ordre, lettres de change, connaissements, mandats, et autres effets négociables et transférables;

Garantir et donner une garantie et se rendre

To acquire by purchase, lease, exchange, grant, concession or otherwise, and to hold and own lands, real estate and immoveables of every description and to develop, improve, exploit and lay out such property in streets, lanes, squares, lots or otherwise, and to erect houses, buildings and other constructions on said real property so acquired, and to sell, lease, convey, exchange, dispose of, hypothecate and otherwise deal with such lands, real estate and immoveables, and the buildings thereon erected, and to dispose of any streets, squares or lanes on such property, in favour of any person or municipalities, on such terms and conditions as the Company may think fit;

To act as real estate, financial and insurance agents, and as agents for the collection of debts, and to undertake and to direct the management and administration of movable and immovable property;

To borrow any amounts which the Company may think useful or necessary to borrow for the purposes of its undertaking or the carrying on of any of its powers, and that, at any time and as often as it may think proper and to contract the said loans upon such terms and conditions and by giving such guarantees and hypothecs as the Company may think fit;

To take and hold hypothecs and liens to guarantee the payment of the purchase price of any property sold by the company to purchasers or others, or advances by the company to purchasers for building purposes or other improvements;

To carry on any other business which may seem to the Company capable of being conveniently carried on or in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the Company's property or rights;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business which the Company is authorized to carry on or possessed of property suitable for the purposes of the Company;

To issue and allot fully or partly paid up shares, debenture stock, debentures, bonds and/or other securities of the Company in payment or part payment of any property, shares, stocks, debentures, debenture-stock, bonds, obligations or other securities, rights and interests which may be acquired by the Company and, with the approval of the shareholders, for any services rendered to and work done for the Company, and in or towards the payment or satisfaction of debts and liabilities owing by the Company;

To take or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, or carrying on business or industry capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit the Company;

To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the Company or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the Company;

To sell, improve, manage, exchange, lease, mortgage, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the Company;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable and transferable instruments;

To guarantee and give security for and to be-

responsable du paiement des billets à ordre, lettres de change, comptes ou autres obligations de tout genre quelconque, de toute autre corporation, firme ou individu avec lesquels la compagnie a des relations d'affaires;

Vendre ou aliéner l'entreprise de la compagnie en tout ou en partie pour la considération que la compagnie croira convenable et particulièrement pour des actions, débentures ou valeurs de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

Faire la totalité ou aucune des choses susmentionnées, comme principaux, agents, entrepreneurs ou autrement et soit seuls ou conjointement avec d'autres, faire toutes telles autres choses incidentes ou conduisant à la réalisation des objets susdits;

Dans le cas où la compagnie passerait des contrats ou transigerait des affaires avec un ou plusieurs de ses directeurs, ou avec toute firme dont un ou plusieurs de ses directeurs sont membres ou employés, ou avec toute corporation ou association dont l'un ou plusieurs de ses directeurs sont actionnaires, directeurs, officiers ou employés, tels contrats ou transaction ne seront pas invalidés ou affectés en aucune manière par le fait que ce directeur ou ces directeurs ont ou peuvent avoir des intérêts dans ces contrats ou transactions qui sont ou peuvent être contraires aux intérêts de la compagnie, lors même que le vote du directeur ou des directeurs ayant tel intérêt contraire soit nécessaire pour obliger la compagnie en vertu de tels contrats ou transactions, pourvu toutefois que, dans pareil cas, le fait que tel intérêt existe soit déclaré ou connu des autres directeurs ou actionnaires affectés par tels contrat ou transaction;

Les opérations de la compagnie seront exercées dans la province de Québec, sous le nom de "La Compagnie Des Immeubles Barsalou", avec un capital total de soixante-quinze mille sept cent vingt-cinq dollars ($75,725.00), divisé en trois mille vingt-neuf (3,029) actions, de vingt-cinq dollars ($25.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à 84, Notre-Dame-Ouest, Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingtième jour de janvier 1934.

ALEX. DESMEULES,
801-o Sous-secrétaire de la Province.

come responsible for the payment of promissory notes, bills of exchange, accounts, or other obligations of any kind whatsoever, of any other corporation, firm or individual with which the Company has business dealings;

To sell or dispose of the undertaking of the Company or any part thereof for such consideration as the Company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the Company;

To do all or any of the above things as principals, agents, contractors, or otherwise, and either alone or in conjunction with others; to do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects;

In case the Company enters into contracts or transacts business with one or more of its Directors or with any firm of which one or more of its Directors are members or employees, or with any other corporation or association of which one or more of its Directors are stockholders, directors, officers or employees, such contract or transaction shall not be invalidated or in any wise affected by the fact that such director or directors have or may have interests therein which are or might be adverse to the interests of the Company, even though the vote of the Director or Directors having such adverse interest shall have been necessary to obligate the Company upon such contract or transaction, provided however, that in any such case, the fact of such interest shall be disclosed to the other directors or stockholders acting upon or in reference to such contract or transaction;

The operations of the Company will be carried on in the Province of Quebec, under the name of "La Compagnie Des Immeubles Barsalou", with a total capital stock of seventy five thousand seven hundred and twenty five dollars ($75,725.00) divided into three thousand and twenty nine (3,029) shares of twenty five dollars ($25.00) each.

The head office of the company will be at 84, Notre-Dame-West, Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twentieth day of January, 1934.

ALEX. DESMEULES,
802 Assistant Provincial Secretary.

"La Compagnie Immobilière Desery".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deuxième jour de janvier 1934, constituant en corporation: Albert-S. McNichols, financier, Charles-H. Desjardins, C. R., avocat, Léon Hurtubise, comptable public, Jean Rolland et Joseph Barsalou, industriels, tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Acquérir par achat, location, échange, octroi, concession, ou autrement, et détenir et posséder des terrains, propriétés réelles et immeubles de toute description et développer, améliorer, exploiter et disposer toutes telles propriétés en rues ruelles, carrés, lots ou autrement, et ériger des maisons, édifices et autres constructions sur les dites propriétés réelles ainsi acquises, et vendre, louer, transporter, échanger, disposer, hypothéquer et autrement négocier tels terrains, propriétés réelles et immeubles, et édifices érigés sur icelles, et disposer toutes rues, squares ou ruelles

"La Compagnie Immobilière Desery".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty second day of January, 1934, incorporating: Albert S. McNichols, financier, Charles H. Desjardins, K. C., advocate, Léon Hurtubise, public accountant, Jean Rolland and Joseph Barsalou, manufacturers, all of the city of Montreal, for the following purposes:

To acquire by purchase, lease, exchange, grant, concession or otherwise, and to hold and own lands, real estate and immoveables of every description and to develop, improve, exploit and lay out such property in streets, lanes, squares, lots or otherwise, and to erect houses, buildings and other constructions on said real property so acquired, and to sell, lease, convey, exchange, dispose of, hypothecate and otherwise deal with such lands, real estate and immoveables, and the buildings thereon erected, and to dispose of any streets, squares or lanes on such property, in

sur telles propriétés en faveur de toute personne ou municipalité à tels termes et conditions que la compagnie croira convenable;

Agir comme agents de propriétés, de finance et d'assurances, et comme agents pour la perception de dettes et entreprendre et diriger la gestion et l'administration de propriétés mobilières et immobilières;

Emprunter tous montants que la compagnie jugera utile et nécessaire d'emprunter pour les fins de ses entreprises ou l'exercice d'aucun de ses pouvoirs, en aucun temps et aussi souvent qu'elle le jugera à propos, et faire les dits emprunts aux termes et conditions et en donnant les garanties et hypothèques que la compagnie trouvera raisonnable;

Prendre et détenir hypothèques et gages pour garantir le paiement du prix d'achat de toutes propriétés vendues par la compagnie aux acheteurs ou autres ou des avances par la compagnie aux acheteurs pour des fins de construction ou autres améliorations;

Exercer toute autre industrie que la compagnie croira pouvoir exercer convenablement en rapport avec ses commerces ou susceptible directement ou indirectement d'augmenter la valeur d'aucun des biens ou droits de la compagnie ou de les faire valoir;

Acquérir ou assumer la totalité ou toute partie du commerce, des biens et obligations de toute personne ou compagnie exerçant tout commerce que cette compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens qui conviennent aux fins de la compagnie;

Emettre et répartir des actions entièrement ou partiellement acquittées, actions-débentures, débentures, obligations et/ou autres valeurs de la compagnie en paiement total ou partiel de toutes propriétés, actions, titres, débentures, actions-débentures, bons, obligations ou autres valeurs, droits et intérêts qui peuvent être acquis par la compagnie et, avec l'approbation des actionnaires, pour tous services rendus et travail fait pour la compagnie, et en paiement ou à l'acquit des dettes et responsabilités dues par la compagnie;

Prendre ou autrement acquérir et détenir des actions dans toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie ou exerçant tout commerce ou industrie pouvant être conduit de façon à profiter directement ou indirectement à la compagnie;

Promouvoir toute compagnie ou compagnies dans le but d'acquérir toutes ou aucune des propriétés et responsabilités de la compagnie ou pour toute autre fin, pouvant bénéficier directement ou indirectement à la compagnie;

Vendre, améliorer, administrer, échanger, louer, hypothéquer, en disposer ou en faire le commerce autrement et mettre en valeur aucun des biens et droits de la compagnie;

Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets à ordre, lettres de change, connaissements, mandats, et autres effets négociables et transférables;

Garantir et donner une garantie et se rendre responsable du paiement des billets à ordre, lettres de change, comptes ou autres obligations de tout genre quelconque, de toute autre corporation, firme ou individu avec lesquels la compagnie a des relations d'affaires;

Vendre ou aliéner l'entreprise de la compagnie en tout ou en partie pour la considération que la compagnie croira convenable et particulièrement pour des actions, débentures ou valeurs de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

Faire la totalité ou aucune des choses susmen-

favour of any person or municipalities, on such terms and conditions as the Company may think fit;

To act as real estate, financial and insurance agents, and as agents for the collection of debts, and to undertake and to direct the management and administration of movable and immovable property;

To borrow any sums which the Company may think useful or necessary to borrow for the purposes of its undertaking or the carrying on of any of its powers, and that at any time and as often as it may think proper, and to contract the said loans upon such terms and conditions and by giving such guarantees and hypothecs as the Company may think fit;

To take and hold hypothecs and liens to secure the payment of the purchase price of any property sold by the Company to purchasers or others, or advances by the company to purchasers for building purpose or other improvements;

To carry on any other business which may seem to the Company capable of being conveniently carried on or in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the Company's property or rights;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business which the Company is authorized to carry on or possessed of property suitable for the purposes of the Company;

To issue and allot fully or partly paid up shares, debenture stock, debentures, bonds and or other securities of the Company in payment or part payment of any property, shares, stocks, debentures, debenture-stock, bonds, obligations or other securities, rights and interests which may be acquired by the Company and, with the approval of the shareholders, for any services rendered to and work done for the Company, and in or towards the payment or satisfaction of debts and liabilities owing by the Company;

To take or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of the Company, or carrying on business or industry capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit the Company;

To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the Company or for any other purpose, which may seem directly or indirectly calculated to benefit the Company;

To sell, improve, manage, exchange, lease, mortgage, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the Company;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable and transferable instruments;

To guarantee and give security for and to become responsible for the payment of promissory notes, bills of exchange, accounts, or other obligations of any kind whatsoever, of any other corporation, firm or individual with which the Company has business dealings;

To sell or dispose of the undertaking of the Company or any part thereof for such consideration as the Company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the Company;

To do all or any of the above things as princi-

tionnées, comme principaux, agents, entrepreneurs ou autrement et soit seuls ou conjointement avec d'autres, faire toutes telles autres choses incidentes ou conduisant à la réalisation des objets susdits;

Dans le cas où la compagnie passerait des contrats ou transigerait des affaires avec un ou plusieurs de ses directeurs, ou avec toute firme dont un ou plusieurs de ses directeurs sont membres ou employés, ou avec toute corporation ou association dont l'un ou plusieurs de ses directeurs sont actionnaires, directeurs, officiers ou employés, tels contrats ou transaction ne seront pas invalidés ou affectés en aucune manière par le fait que ce directeur ou ces directeurs ont ou peuvent avoir des intérêts dans ces contrats ou transactions qui sont ou peuvent être contraires aux intérêts de la compagnie, lors même que le vote du directeur ou des directeurs ayant tel intérêt contraire soit nécessaire pour obliger la compagnie en vertu de tels contrat ou transaction, pourvu toutefois que, dans pareil cas, le fait que tel intérêt existe soit déclaré ou connu des autres directeurs ou actionnaires affectés par tels contrat ou transaction;

Les opérations de la compagnie seront exercées dans la province de Québec, sous le nom de "La Compagnie Immobilière Desery", avec un capital total de quinze mille cent quarante-cinq dollars ($15,145.00), divisé en trois mille vingt-neuf (3029) actions de cinq dollars ($5.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à 84 rue Notre-Dame Ouest, Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-deuxième jour de janvier 1934.

ALEX. DESMEULES,
803-o Sous-secrétaire de la Province.

"Le Granit National, Limitée—National Granit, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du seizième jour de janvier, 1934, constituant en corporation: Eugène Robitaille, Rodolphe Fortin, tailleurs de pierre, et Wilbrod Gauthier, cordonnier, tous trois domiciliés à Roberval, dans les comté et district de Roberval, dans les buts suivants:

Vendre, acheter, utiliser pierre, granit, marbre sous toutes formes quelconques;

Posséder, exploiter une ou des carrières de pierre, de granit, et de marbre;

Exercer, exécuter, faire exercer et exécuter tout métier de tailleur de pierre, de granit et de marbre;

Faire tout commerce, en gros et en détail, d'importation et d'exportation, de pierre, de granit et accessoires, sous toutes formes commerciales quelconques;

Faire le commerce, en gros et en détail, d'importation et d'exportation, de tous articles, instruments, outillage et matériel servant à travailler pierre et granit;

Faire le commerce, en gros et en détail, d'importation et d'exportation, de tous articles quelconques, quelle que soit leur nature, bruts ou manufacturés, s'ajoutant comme complément à tout travail de pierre et de granit;

Faire tout commerce d'immeubles, soit par achat, échange ou autrement, acquérir immeubles, terrains vagues, et les revendre ou louer soit dans un but de spéculation ou autre;

pals, agents, contractors, or otherwise, and either alone or in conjunction with others; to do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects;

In case the Company enters into contracts or transacts business with one or more of its directors, or with any firm of which one or more of its directors are members or employees, or with any other corporation or association of which one or more of its directors are shareholders, directors, officers or employees, such contract or transaction shall not be invalidated or in any wise affected by the fact that such director or directors have or may have interests therein which are or might be adverse to the interests of the Company, even though the vote of the director or directors having such adverse interest shall have been necessary to obligate the Company upon such contract or transaction, provided, however, that in any such case, the fact of such interest shall be disclosed to the other directors or shareholders acting upon or in reference to such contract or transaction;

The operations of the company will be carried on in the Province of Quebec, under the name of "La Compagnie Immobilière Desery", with a total capital stock of fifteen thousand one hundred and forty five dollars ($15,145.00), divided into three thousand and twenty nine (3029) shares of five dollars ($5.00) each.

The head office of the company will be at 84 Notre Dame Street West, Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty second day of January, 1934.

ALEX. DESMEULES,
804 Assistant Provincial Secretary.

"Le Granit National, Limitée—National Granit, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of January, 1934, incorporating: Eugène Robitaille, Rodolphe Fortin, stone-cutters, and Wilbrod Gauthier, shoemaker, all three domiciled at Roberval, in the County and District of Roberval, for the following purposes:

To sell, purchase, utilize stone, granite, marble, under any form whatsoever;

To own, operate one or more stone, granite and marble quarries;

To carry on, operate, cause to be carried on or operated any stone, granite and marble cutters' trade;

To deal, wholesale and retail, in the importation and exportation of stone, granite and accessories, under any commercial form whatsoever;

To import and export, wholesale and retail, any articles, instruments, equipment and material used for the working of stone and granite;

To import and export, wholesale and retail, any articles whatsoever, whatever be the nature thereof, whether raw or manufactured, incidental to or added to complete the carrying out of any stone or granite work;

To carry on any real estate business, either by purchase, exchange or otherwise, to acquire immovables, vacant lots, and to re-sell or lease the same either for specualtion purposes or otherwise;

Hypothéquer, donner en garantie, vendre, aliéner ou louer aucun des immeubles de la compagnie ou en disposer à tout titre quelconque;

Exercer toutes autres industries, manufacturières ou autres, que la compagnie jugera utiles à son commerce ou qu'elle jugera susceptibles d'être exercées convenablement en rapport avec son commerce;

Acquérir par achat ou autrement, détenir, vendre et trafiquer de totalité ou de partie de l'achalandage, des droits, de la propriété et des biens comprenant toute option, concession ou autrement, de tout individu, firme, association ou corporation, et les payer totalement ou partiellement en argent ou en bons, ou, en paiement ou partie de paiement, distribuer et émettre comme parts totalement payées ou non, transférables du capital-actions de la Compagnie, souscrit ou non;

Vendre ou autrement aliéner la totalité ou toute partie de la propriété, des réclamations, droits, entreprises et clientèle de la compagnie, et accepter en paiement total ou partiel de l'argent, des bons, des parts ou autres garanties d'autres corporations ou compagnies;

Utiliser aucun des fonds de la compagnie pour l'achat de stock, d'actions dans d'autres corporations ou corporation, tels pouvoirs ne pouvant être exercés par les directeurs que sujets à la dite loi, et les vendre ou autrement en disposer;

Conclure aucun arrangement pour le partage des bénéfices, l'union des intérêts, la coopération, le risque mutuel, la concession réciproque ou autre, avec aucune personne ou compagnie exerçant ou sur le point d'exercer aucun commerce que la compagnie est autorisée à exercer, ou aucun commerce ou aucun genre d'affaires susceptibles d'être exercés de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie;

Se consolider et s'amalgamer avec toute autre compagnie poursuivant des fins totalement ou partiellement semblables à celles de cette compagnie;

Emprunter de l'argent et émettre des obligations, billets promissoires ou autres preuves de dettes et les garantir par hypothèques sur immeubles appartenant à la compagnie;

Souscrire, détenir et payer des actions et débentures ou autres valeurs d'une ou plusieurs compagnies constituées en corporation;

Vendre, céder, aliéner ses franchises et quelques-uns ou la totalité des droits, privilèges et pouvoirs possédés par la compagnie, ainsi que ses entreprises ou toute partie d'icelles, à toutes personnes ou personne, compagnies ou compagnie, pour tels prix et considérations et aux termes et conditions qu'elle pourra juger convenables, et particulièrement pour les actions, privilégiées ou ordinaires, les bons, obligations ou autres valeurs de telles compagnies;

Faire toutes les choses qu'autorisent les présentes ou aucune d'icelles, soit seule, soit conjointement avec d'autres, comme facteurs ou agents;

Enfin, faire tout ce qui se rapporte, de près ou de loin, directement ou indirectement, à tous ouvrages exécutés avec la pierre, le granit et le marbre, ainsi qu'au commerce en gros et en détail de la pierre et du granit sous toutes formes, brut ou manufacturé, pourvu que telles opérations ne soient pas contraires à la Loi des Compagnies de Québec, sous le nom de "Le Granit National, Limitée—National Granit, Limited", avec un capital total de dix-neuf mille neuf cents dollars ($19,900.00), divisé en dix-neuf cent quatre-vingt-dix (1990) actions de dix dollars ($10.-00) chacune.

To hypothecate, mortgage, sell, alienate or otherwise lease any immovables of the company or to dispose thereof under any title whatsoever;

To carry on any other business, whether manufacturing or otherwise, which the company any deem useful to its business, or which may be deemed capable of being conveniently carried on in connection therewith;

To acquire by purchase or otherwise, hold, sell and deal in the whole or part of the good-will, rights, property and assets, including any option, concession or otherwise, of any individual, firm, association or corporation, and to pay therefor, in whole or in part, in cash or bonds, or, as payment or part payment, to distribute and issue, as fully paid-up, or otherwise, any transferable shares of the capital stock of the company, whether subscribed for or not;

To sell or otherwise alienate the whole or any part of the property, claims, rights, undertakings and good-will of the company, and to accept as whole or part payment, cash, bonds, shares or other securities of any other corporations or companies;

To use any of the funds of the company for the purchase of stock, shares in any other corporation or corporations, said powers to be exercised by the Directors, only subject to the said Act, and to sell or otherwise dispose thereof;

To enter into any agreement for the sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or about to carry on any business which the company is authorized to carry on, or any business or transactions capable of being carried on so as to benefit the company directly or indirectly;

To consolidate and amalgamate with any other company having purposes in whole or in part similar to those of this company;

To borrow money and issue bonds, promissory notes or other evidences of indebtedness, and to secure the same by hypothec on the immovable property of the company;

To subscribe for, hold and pay shares and debentures or other securities in any incorporated company or companies;

To sell, assign and alienate its franchises and any one or the whole of the rights, privileges and powers possessed by the company, as well as its undertakings or any part thereof, to any person or persons, company or companies, for such price and consideration and upon such terms and conditions as may be deemed proper, and in particular for the shares, whether preferred or common bonds, debentures or other securities of such companies;

To do all or any of the things hereby authorized either alone, or in conjunction with others, as factors or agents;

Finally, to do anything closely or remotely, directly or indirectly, allied to any stone, granite and marble work, and also to the wholesale and retail stone and granite business, under all the forms thereof, whether raw or manufactured, provided such operations be not contrary to the Quebec Companies' Act, under the name of "Le Granit National, Limitée—National Granit, Limited", with a total capital stock of nineteen thousand nine hundred dollars ($19,900.00), divided into nineteen hundred and ninety (1990) shares of ten dollars ($10.00) each.

Le bureau principal de la compagnie sera à Roberval, dans le district de Roberval, dans la province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce seizième jour de janvier 1934.

ALEX. DESMEULES,

805–o Sous-secrétaire de la Province.

"Marché Tousignant, Limitée—Tousignant Market, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deuxième jour de janvier 1934, constituant en corporation: Gérard Tousignant, commis, Rosemont, Joseph-Emile Tousignant, éleveur de renards, Sainte-Thérèse de Blainville, Paul Duval, commis-épicier, Montréal, P. Q., dans les buts suivants:

1. Faire, entreprendre, établir, exploiter, promouvoir et poursuivre par tous les moyens permis par les lois de la province, le commerce, en série ou autrement, comme principal ou agent, producteur ou manufacturier, du beurre, du lait, de la crème, des œufs, du fromage, et de leurs dérivés, et, en général, le commerce de tous les produits et sous-produits agricoles, celui des épiceries, provisions, effets et denrées sous toutes leurs formes;

2. Etablir, exploiter, promouvoir toute autre industrie ou entreprise similaire ou analogue au commerce de la compagnie, ou qui semblera directement ou indirectement promouvoir les intérêts de cette dernière;

3. Acheter ou acquérir et détenir, par achat, échange, bail ou autrement, des agences, des marques de commerce, des permis ou franchises, des monopoles, en faire l'exploitation industrielle ou commerciale et en disposer;

4. (*a*) Opérer comme importateurs et exportateurs et acheter, vendre et commercer sur toutes sortes d'articles et marchandises, et sans limiter la généralité des précédents, produits d'agriculture, de forêt, de carrière, de mine et de puits, de mers, de lacs, rivières et air, animaux vivants ou abattus et tous les produits en découlant et des produits manufacturés provenant des produits ci-dessus mentionnés; épiceries et provisions; tabacs et produits s'y rattachant; boissons et liqueurs;

(*b*) Opérer comme agents, agents à commission, marchands à commission, courtiers ou représentants pour des maisons commerciales canadiennes ou étrangères et pour toutes personnes, établissements ou corporations;

5. (*a*) Imprimer, publier, mettre en circulation, diriger et vendre journaux, revues, périodiques, pamphlets, livres, annonces, mappes, cartes, gravures, lithographies, croquis, ouvrages sur bois, électroptypes, images et illustrations coloriées ou non; de faire affaire comme imprimeurs, relieurs, lithographes, stéréotypistes, graveurs, photo-graveurs, électrotypistes, embosseurs, libraires, étampeurs et dessinateurs;

(*b*) Acheter et vendre des annonces ou privilèges et d'acquérir et mettre en opération des franchises pour fins d'annonces ou pour l'achat ou la vente de privilèges d'annonces et généralement de conduire un commerce d'annonces comme contracteurs et agents de publicité et, comme tels, d'avoir un commerce de promotion générale et de publicité en rapport avec les annonces de toutes sortes;

(*c*) Manufacturer, acheter et vendre toutes sortes et toutes descriptions de cartes, enseignes,

The head office of the company will be at Roberval, in the district of Roberval, in the Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this sixteenth day of January, 1934.

ALEX. DESMEULES,

806 Assistant Provincial Secretary.

"Marché Tousignant, Limitée—Tousignant Market, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty second day of January, 1934, incorporating: Gérard Tousignant, clerk, Rosemount, Joseph Emile Tousignant, fox-breeder, Sainte Thérèse de Blainville, Paul Duval, grocery-clerk, Montreal, P. Q., for the following purposes:

1. To carry on, undertake, establish, exploit, promote and pursue, by any means permissible by the laws of the Province, the chain store business or otherwise, as principal or agent, producer or manufacturer, in butter, milk, cream, eggs, cheese, and the by-products thereof, and to deal generally in all farm products and by-products, groceries, provisions, effects and wares under all the forms thereof;

2. To establish, exploit, promote any other business or undertaking similar or analagous to the business of the company, or capable, directly or indirectly, of promoting the interests of the latter;

3. To purchase or acquire and hold by purchase, exchange, lease or otherwise, any agencies, trade-marks, licenses or franchises, monopolies, to carry on the industrial or commercial exploitation thereof and to dispose of the same;

4. (*a*) To act as importers and exporters and to purchase, sell and deal in all kinds of articles and merchandise, and without any limitation as to the generality of the foregoing, any products of farm, forest, quarry, mine, well, sea, lake, river and air, live or dead stock and any by-products thereof, and any manufactured products derived from the above-mentioned products; groceries and provisions; tobacco and incidental products thereof; beverages and liquors;

(*b*) To act as agents, commission agents, commission merchants, brokers or representatives for Canadian or foreign commercial firms and for any persons, establishments or corporations;

5. (*a*) To print, publish, circulate, conduct and sell newspapers, reviews, periodicals, pamphlets, books, advertisements, maps, charts, engravings, lithographs. etchings, woodcuts, electrotypes, pictures and illustrations, whether coloured or without colour; to carry on the business of printers, binders, lithographers, stereotypers, engravers, photo-engravers, electrotypers, embossers, stationers, stampers and designers;

(*b*) To buy and sell advertisements or privileges, and to acquire and operate franchises for the purpose of advertising or for the buying or selling of advertising privileges, and generally to carry on a general advertising business as advertising contractors and agents, and as such, to carry on a general promotion and publicity business in connection with advertising of all kinds;

(*c*) To manufacture, buy and sell every kind and description of sign, card, novelty, label, name plate,

nouveautés, étiquettes, plaques, écussons, boutons, calendriers ou autres semblables et généralement les spécialités de toutes sortes employées pour fins de publicité commerciale ou autre;

(*d*) Opérer comme agents spéciaux pour syndicats nouveaux, éditeurs et imprimeurs et de fournir des articles et nouvelles d'intérêt général par téléphone, télégraphe ou autrement;

(*e*) Acquérir, par achat ou autrement, et de disposer du droit d'auteur pour tout livre, article, histoire, gravure, ou autre matière imprimée dont on puisse acquérir les droits d'auteur, ou autres;

(*f*) Préparer, acquérir ou acheter tout ouvrage littéraire, scientifique ou artificiel, traductions, ou compositions, aussi bien qu'articles syndiqués pour publication simultanée ou autre, et correspondance spéciale ou syndiquée, manuscrit ou télégraphe;

(*g*) Manufacturer, acheter, louer, vendre ou autrement disposer de plaques, imprimés, types, machineries à imprimer ou toute autre machinerie en usage dans les imprimeries;

(*h*) Etablir de la compétition en rapport avec les contributions ou informations convenables pour l'insertion dans toute publication de la compagnie ou autrement dans aucun des intérêts de la compagnie, et d'offrir et accorder des prix, récompenses, primes, aux termes et conditions jugés pratiques;

6. Grouper, réunir, associer, organiser, gérer, administrer, aider, encourager, assister, promouvoir et maintenir dans un but national, patriotique, philanthropique, charitable, scientifique, artistique, social, professionnel, athlétique et sportif, une association de membres de nationalité canadienne, ou autres, dans leurs différentes sphères de talent, intelligence et habileté; d'organiser et maintenir un club ou des clubs pour les fins sociales et professionnelles des actionnaires et d'admettre, sujets aux règlements ou lois, des actionnaires non professionnels mais intéressés pour les fins et buts ci-dessus mentionnés;

7. Acheter, prendre possession ou autrement acquérir les différentes entreprises maintenant entre les mains de vos requérants et dont la promotion a été entreprise par eux dans la ville de Montréal et dans la province de Québec, avec tout l'actif, le commerce et la propriété personnelle possédés et utilisés en rapport avec ces entreprises, et leur achalandage, et leurs droits ou contrats maintenant détenus par eux, sujets aux obligations, s'il y en a, les affectant, et de payer pour toutes ces choses, entièrement ou en partie, en actions dûment acquittées de cette compagnie;

8. Acquérir ou entrer en possession de toutes les entreprises appartenant aux personnes mentionnées dans le pagraphe précédent dans le but d'acquérir toutes et chacune des actions, dettes et obligations de ces personnes, et pour ces fins d'adopter des contrats faits entre les parties en cause ou tout autre membre de la compagnie et les représentants de cette compagnie afin de conduire cette entreprise à bonne fin; de faire fonctionner toute autre affaire, qu'elle soit manufacturière ou autrement, qui semble à cette compagnie capable d'être convenablement entreprise en rapport avec ses affaires ou calculée directement pour augmenter la valeur ou rendre profitables les propriétés ou tous les droits de cette compagnie;

9. Acquérir ou entreprendre en tout ou en partie des affaires, propriétés et obligations de toute personne ou compagnie faisant tout genre d'affaires que cette compagnie est autorisée de

crest, button, calendar or other similar device and generally specialties of all kinds to be used in advertising for commercial or other purposes;

(*d*) To act as special agents for new syndicates, publishers and printers, and to supply general articles and news of general interest, by telephone, wire or otherwise;

(*e*) To acquire by purchase or otherwise and dispose of the copyright of any book, article, story, engraving or other matter which may be copyrighted and others;

(*f*) To prepare, acquire or purchase any literary and scientific or artificial works, translations or compositions, as well as syndicate articles for simultaneous publication or otherwise, and correspondance, special or syndicate, manuscript or telegraph;

(*g*) To manufacture, buy, sell, lease or otherwise dispose of ready prints, plates, types, printing machinery or any other machinery for use in printing establishments;

(*h*) To establish competitions in respect of contribution or information suitable for insertion in any publication of the company or otherwise, for any of the purposes of the company, and to offer and grant prizes, rewards and premiums on such terms and conditions as may seem practical;

6. To group, unite, associate, organize, manage, administer, aid, assist, promote, with no view to pecuniary gain, for a national, patriotic, philanthropic, charitable, scientific, artistic, social, professional, athletic and sportive purpose, an association of members of Canadian or other nationality, in their different sphere of talent, intelligence and ability; to organize and maintain a club or clubs, for the social and prefessional purposes of its shareholders, and to admit, subject to the by-laws or regulations, any non-professional member interested in the hereinabove mentioned aims and purposes;

7. To buy, take possession of or otherwise acquire the different enterprises now in the hands of your petitioners or the promotion of which has been undertaken by them in the city of Montreal, in the Province of Quebec, with all the assets, trade and all the personal property owned and used in connection with said enterprise and their goodwill, and all the rights or contracts now held by them, subject to obligations if any affecting same; and to pay for all these things, wholly or in part, in fully paid up shares of the company;

8. To acquire and take over any of the undertakings belonging to the persons mentioned in the preceding paragraph for the purpose of acquiring all and any of the shares, debts and liabilities of said persons, and for such purposes, to adopt any contracts entered into by the said parties or any member of the company and the representatives of this company, for the proper carrying out of this undertaking; to carry on any other business, whether manufacturing or otherwise, which the company may deem capable of being conveniently undertaken in connection with its business or directly calculated to enhance the value of or render profitable any of this company's property or all its rights;

9. To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or

faire, ou possédant des propriétés convenables pour les fins de la compagnie;

10. Faire application pour acheter ou autrement acquérir brevets, licences, concessions ou autres donnant le droit exclusif, non-exclusif ou limité, de se servir de tout secret ou autre information quant à n'importe quelle invention qui semble à cette compagnie capable d'être utilisée à ses fins, ou l'acquisition desquels peut être calculée directement ou indirectement pour faire bénéficier la compagnie, et d'employer, exercer, développer ou accorder des licences en rapport avec, ou autrement utiliser les propriétés, droits ou informations ainsi acquis;

11. Entrer en société ou tout autre arrangement pour partage de profits, union d'intérêts, coopération, entreprise conjointe, cession réciproque ou autrement, avec toute personne ou compagnie faisant affaire ou engagée, ou étant pour faire affaire ou s'engager dans toute affaire ou transaction que la compagnie est autorisée de faire, ou toute affaire ou transaction capable d'être conduite de façon à faire bénéficier à la compagnie directement ou indirectement; et de prêter de l'argent, garantir les contrats ou autrement assister toute personne ou compagnie semblable et de vendre, détenir, revendre avec ou sans garantie, ou autrement faire affaire avec celles-ci;

12. Faire tout arrangement avec toute autorité, municipale, locale ou autre, qui puisse contribuer aux buts de la compagnie, ou aucun d'eux, et d'obtenir de chacune des autorités, tous droits, privilèges, concessions, que la compagnie juge désirable de posséder, et de promouvoir et exercer chacun de ces arrangements, droits, privilèges et concessions;

13. Établir et supporter, ou aider dans l'établissement ou le soutien d'association, d'institutions,de fonds ou d'organisations quelconques calculés comme devant bénéficier aux employés, aux anciens employés, aux actionnaires de la compagnie;

14. Acheter, louer ou échanger, engager ou autrement acquérir toutes propriétés, et tous droits ou privilèges que la compagnie peut croire nécessaire ou convenable pour les fins de ses affaires, et en particulier toutes machineries, usines ou commerces;

15. Prêter de l'argent aux clients et autres étant en relations avec la compagnie, et garantir l'exécution des contrats faits par ces personnes;

16. Donner, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets promissoires, billets d'échange, connaissements, garanties et autres valeurs négociables et transférables;

17. (*a*) Vendre ou disposer des entreprises de la compagnie en tout ou en partie pour toute considération que la compagnie juge convenable, et en particulier, pour des parts, débentures, valeurs de toute autre compagnie ayant les mêmes fins en entier ou en partie que celles de la compagnie;

(*b*) Acheter ou autrement acquérir, détenir et bâtir toutes propriétés mobilières ou immobilières, qui peuvent être nécessaires ou avantageuses aux objets pour lesquels cette compagnie est incorporée, payer telle acquisition ou détention en argent, en obligations ou en actions acquittées de la compagnie; faire la collection de tout ou partie des revenus de ses immeubles ou meubles, et vendre, échanger, aliéner, hypothéquer ou donner en garantie;

18. Adopter des moyens pratiques de faire connaître les produits de la compagnie, et spécialement par l'annonce dans les journaux, par des

possessed of property suitable for the purposes of the company;

10. To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, licenses, concessions or otherwise, conferring any exclusive or non-exclusive, or limited right to use, any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop, or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

11. To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concessions or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit the company; and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person or company, and to sell, hold or re-sell, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

12. To make any arrangements with any authority, municipal, local or other, which may contribute to the purposes of the company, or any of same and to obtain from any such authorities any right, privilege, concession which the company may desire to hold and to promote and exercise any of these rights, arrangements, privileges and concessions;

13. To establish and support or aid in the establishment and support of associations, institutions, funds, or organizations whatsoever calculated to benefit the employees or former employees, and the shareholders of the company;

14. To purchase, lease or exchange, hire, or otherwise acquire any property and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business, and in particular any machinery, plant, or business;

15. To lend money to customers and others having dealings with the company and to guarantee the performance of contracts by such persons;

16. To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, securities and other negotiable or transferable instruments;

17. (*a*) To sell or dispose of the undertaking of the company in whole or in part for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

(*b*) To purchase or otherwise acquire, hold and build any movable or immovable property which may be necessary or advantageous fort he purposes for which this company in incorporated, to pay for such acquisition or holding in cash, bonds or paid-up shares of the company; to collect the whole or part of the revenues of its immovables or movables, and to sell, exchange, alienate, hypothecate or pledge the same;

18. To adopt any means practical of making known the products of the company and particularly by way of advertising in the press, by

circulaires, par l'achat et l'exhibition de travaux d'art ou par la publication de livres, revues, par l'octroi de prix, récompenses et donations;

19. Vendre, améliorer, conduire, développer, échanger, louer, disposer de, transiger avec chacun ou tous les droits ou propriétés de la compagnie;

20. Faire les choses ci-dessus mentionnées en entier ou en partie, comme principaux, agents contracteurs, ou autrement, soit seuls ou conjointement avec d'autres;

21. Faire toute autre chose en vue des fins ci-dessus mentionnées;

22. Faire application pour, prendre possession, acquérir par assignation, transférer, acheter, ou autrement, mettre à exécution et avoir la jouissance de toute licence, pouvoir, autorité, franchise, concession, droits ou privilèges, qu'un gouvernement ou autorité ou corporation ou autre organisation publique ait le pouvoir d'accorder, et de payer pour, aider et contribuer à rendre ceux-ci effectifs, et de s'approprier toutes actions de la compagnie, obligations et actifs et de défrayer les coûts nécessaires, frais et dépenses ci-dessus mentionnés;

23. Faire les procédures voulues pour que la compagnie soit enregistrée et reconnue dans tous pays étrangers et de désigner des personnes à ces fins, d'après les lois de ce pays, pour représenter cette compagnie et acdepter des significations pour et en faveur de la compagnie sans aucune démarche ou procédure;

24. Prélever et aider à prélever de l'argent pour, aider au moyen de bonus, prêts, engagements, endossements, garanties d'obligations, débentures ou autres valeurs ou autrement, toute autre compagnie ou corporation et de garantir l'exécution des contrats par telle compagnie, corporation, ou par toute autre personne ou personnes avec laquelle ou lesquelles la compagnie peut être en relations d'affaires;

25. (*a*) Etablir, maintenir et conduire une agence générale pour la collection de comptes, billets, traites ou autres preuves de dettes et de aire affaires comme agence de finance, commerces, collections, rapports, ajustements ou corporations pour les fins ci-dessus mentionnées;

(*b*) Faire des recherches et prendre des renseignements concernant l'état financier, la réputation, la responsabilité et la condition d'affaires et de commerce en particulier, établissements ou corporations et de fournir ces renseignements aux clients et patrons pour fins mercantiles, financières et commerciales;

(*c*) Préparer, posséder, employer, publier et distribuer journaux, circulaires, livres, pamphlets, indicateurs, taux, statistiques, listes et toute autre matière écrite ou imprimée en usage concernant la situation financière et commerciale d'hommes d'affaires, établissements, associations ou corporations et d'intérêt ou d'utilité pour l'information des marchands, commerçants, banquiers, avocats ou autres classes d'hommes d'affaires;

(*d*) Acheter, acquérir, régler ou autrement disposer de réclamations non payées ou en litige, comptes, jugements et dettes et de négocier et de compléter les rapports de toutes sortes sur les comptes, réclamations, contrats, obligations et polices d'assurances entre les parties concernées pour honoraires, commission, pourcentages, et rétributions à être payés, sujet aux règlements provinciaux ou locaux;

(*e*) Conduire une agence d'audition et de comptes pour l'audition, l'inspection et l'examen des livres et comptes de personnes, établissements,

circulars, purchases or exhibitions of works of art, by the publication of books and periodicals and by the donation of prizes, rewards and gifts;

19. To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, deal with all or any of the property and rights of the company;

20. To do all the things hereabove enumerated in whole or in part as principals, agents, contractors or otherwise, and either alone or in association with others;

21. To do anything else in connection with the aforementioned purposes;

22. To apply for, take possession of, acquire by assignment, transfer, purchase or otherwise and to exercise, and make use of any licenses, powers, authorities, franchises, concessions, rights or privileges which any government or authorities or any corporations or other public bodies may have the power to grant and to pay for, assist and contribute for the purpose of rendering same effective, and to appropriate any shares of the company, bonds, and assets, to defray the necessary price, costs and expenses hereinabove mentioned;

23. To take the required proceedings to procure the company to be registered and recognized in any foreign country and to designate persons therein, according to the laws of such foreign country, to represent this company and to accept service for and on behalf of the company of any process or suit;

24. To raise, and assist in raising money for and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, any other company or corporation and to guarantee the performance of contracts by any such company, corporation, or by any person or persons with whom the company may have business relations;

25. (*a*) To establish, maintain and conduct a general agency for the collection of accounts, notes, drafts or other evidences of indebtedness, and to carry on business of a financial, commercial, collecting, reporting, adjusting agency or corporation for the purposes above set out;

(*b*) To investigate and collect information concerning the financial standing, reputation, responsibility and business and commercial conditions of individuals, firms or corporations, and to furnish information to clients and patrons for mercantile, financial and business purposes:

(*c*) To prepare, own, use, publish and distribute newspapers, circulars, books, pamphlets, directories, ratings, statistics, lists and written or printed matter in use, concerning the commercial and financial standing of business men, firms, associations or corporations and of interest or of use for the information of merchants, traders, bankers, advocates or other classes of business men;

d. To purchase, acquire, settle or otherwise dispose of unpaid or disputed claims, accounts, judgments and debts, and to negotiate and complete statements of all kinds of accounts, claims, contracts, bonds and insurance policies between the parties thereto, for fees, commission, percentage and rewards to be paid therefor, subject to provincial and local regulations;

e. To conduct a general auditing and accounting agency for the audit, inspection and examination of books and accounts of persons, firms and

corporations et la préparation de rapports, bilans, et autres affaires du même genre;

26. Cette compagnie pourra, en ce qui concerne les actions entièrement acquittées, émettre sous son sceau un ou des certificats au porteur (share warrant) énonçant que le détenteur du certificat au porteur a droit à l'action ou aux actions y désignées, afin de jouir et se prévaloir des privilèges énoncés aux articles 4 et suivants de la loi des Compagnies de Québec;

27. Emprunter de l'argent sur hypothèque ou autrement, garantir, donner des garanties et se porter garant du paiement de billets promissoires, lettres de change, comptes ou autres obligations de toute nautre quelconque, de toute autre corporation, firme ou individu avec lesquels la compagnie peut avoir des relations;

28. Faire le commerce d'immeuble dans toutes ses spécialités, constructions, développement, locations, réparations, administration, contrôle de toutes constructions ou édifices d'aucune sorte;

29. Placer les deniers disponibles de la compagnie et en disposer de la manière qui sera de temps à autre déterminée, sous le nom de "Marché Tousignant, Limitée—Tousignant Market, Limited";

30. Faire tous actes, transactions, règlements, règles et règlementations concernant la gestion, administration et conduite en général des affaires et industries de la compagnie, avec pouvoir d'amender, modifier, révoquer et changer en tout ou en partie tels règlements ou règlementations comme la compagnie le jugera convenable; et généralement, passer tous contrats et contracter tous engagements et obligations nécessaires ou utiles à l'administration de la compagnie;

31. Adopter tout règlement ou résolution dans les limites de la loi et particulièrement, mais sans limite, relativement au droit de voter aux assemblées, à l'adoption, la modification et l'abrogation des règlements, la nomination et l'élection des officiers et directeurs, le remplacement, la destitution et la rémunération de tel directeur ou officier, les pouvoirs et devoirs du bureau de direction et des officiers, la nomination de vérificateurs, imposition de pénalités, la garde et collection de ses biens et fonds, et généralement à la régulation, administration et conservation de ses biens et intérêts, et à exercer tous les pouvoirs conférés aux corporations par la loi des compagnies de Québec;

32. Les pouvoirs spécifiés dans aucun des paragraphes ci-dessus ne seront en aucune manière restreints ou limités par les déductions ou termes de tout autre paragraphe, sous le nom de "Marché Tousignant, Limitée—Tousignant Market, Limited", avec un capital total de dix-neuf mille neuf cents dollars ($19,900.00), divisé en cent quatre-vingt-dix-neuf (199) actions ordinaires ou communes de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en les Cité et District de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-deuxième jour de janvier 1934.

ALEX. DESMEULES,
807-o Sous-secrétaire de la Province.

corporations and the making of reports, balance sheets and other statements of affairs of the same kind;

26. The company may, as regards the fully paid up shares, issue under its seal a share-warrant or warrants setting forth that the holder of the share warrant is entitled to the share or shares designated therein, so as to enjoy and be entitled to the privileges shown in articles 45 and following of the Quebec Companies' Act;

27. To borrow money on hypothec or otherwise to guarantee and give security for and to become responsible for the payment of promissory notes, bills of exchange, accounts or other obligations of any kind whatsoever of any other corporation, firm or individual with which the company has business dealings;

28. To deal in real estate in all its branches, construction, development, leasing, repairing, managing, controlling of any building or edifice of any sort;

29. To invest and deal with the moneys of the company not immediately required in such manner as may from time to time be determined, under the name of "Marché Tousignant, Limitée—Tousignant Market, Limited";

30. To make any acts, transactions, by-laws, rules and regulations respecting the management, administration and general conduct of the affairs and business of the company, with power to amend, alter, repeal and change the whole or part of said by-laws or regulations as the company may deem expedient; and, generally, to enter into any contracts, contract any engagement or obligation which may be necessary or useful for the management of the company;

31. To adopt any by-law or resolutions within the limits of the Law, particularly, but without limit, respecting the right to vote at meetings, adoption, modification and revoking of by-laws, appointment and election of officers and directors, replacement, dismissal and remuneration of such director or officer, power and duty of the board of directors and the officers, appointment of auditors, imposition of penalties, the safekeeping and collection of its assets and funds, and generally to the regulating, management and preservation of its assets and interests, and to exercise all the powers granted to corporations by the Quebec Companies' Act;

32. The powers specified in any of the hereabove paragraphs shall in nowise be limited or restricted by the deductions or terms of any other paragraph, under the name of "Marché Tousignant, Limitée—Tousignant Market, Limited", with a total capital stock of nineteen thousand, nine hundred dollars ($19,900.00) divided into one hundred and ninety nine (199) ordinary or common shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be in the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty second day of January, 1934.

ALEX. DESMEULES,
808 Assistant Provincial Secretary.

"Montreal Century of Progress World's Fair, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deuxième jour de janvier 1934, constituant

"Montreal Century of Progress World's Fair, Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty second day of January, 1934, incorporating:

en corporation: Auguste Angers, Victor-Albert Delage, avocats, tous deux de la cité de Saint-Lambert, et Jeanne Fortier, secrétaire, fille majeure, cité de Montréal, dans les buts suivants:

Organiser, diriger des troupes d'opéra bouffe, des festivals, des folklores et représentations d'opéra comique, des comédies musicales, du vaudeville, des farces et comédies, des orchestres, bandes, fanfares et cirques, carnavals, représentations cinématographiques et productions de cinéma, parlant ou silencieux, des courses, des expositions, en général tous genres de représentations, cirques ou expositions de nature légitime et pouvant contribuer à l'entretien et à l'amusement du public;

Engager, entretenir, louer les services de toute troupe quelconque et en général de transiger et faire toute telle convention se rapportant aux actes mentionnés au paragraphe ci-dessus;

Acquérir par contrats, décisions ou concessions les droits exclusifs, privilèges et engagements de toutes troupes quelconques et pour tous genres de représentations quelconques;

Acheter, acquérir, détenir et posséder le capital actions, les obligations ou autres valeurs de toute autre compagnie, corporation et de tout individu transigeant ou se livrant à tous genres d'affaires que cette compagnie a le droit de transiger ou auxquelles elle a le droit de se livrer et acquérir, détenir ou autrement disposer de telles actions, obligations ou autres valeurs;

Demander, acheter ou autrement acquérir tous brevets, brevets d'invention, permis, concessions et autres documents analogues donnant droit exclusif ou non, ou restreint, de se servir de toutes inventions ou tous secrets ou autres renseignements quant à icelles, lesquelles paraissent pouvoir être employées à l'une quelconque des fins de la compagnie, et se servir de, exercer, invoquer, développer ou accorder des permis se rapportant aux propriétés, droits ou renseignements ainsi acquis, ou autrement se prévaloir d'iceux;

Vendre, louer, échanger, hypothéquer ou donner en garantie, ou autrement disposer, en tout ou en partie, des propriétés, droits ou entreprises de la compagnie moyennant telle compensation qui pourra être agréée de part et d'autres, et moyennant des actions, obligations "debentures" ou valeurs de toute autre compagnie dont les fins sont, en tout ou en partie, analogues à celles de cette compagnie;

Accomplir et exécuter tout ce qui est énoncé ci-haut et tout ce à quoi elle est autorisée par lettres patentes supplémentaires, en qualité de principal, d'agent, d'entrepreneur, ou autrement, soit seule, soit conjointement avec d'autres, sous le nom de "Montreal Century of Progress World's Fair, Limited", avec un capital total de vingt mille dollars ($20,000.00), divisé en deux cents actions (200) de cent dollars chacune;

Placer et disposer des deniers temporairement disponibles de la compagnie sur des valeurs et de la manière qui seront de temps à autre déterminées;

Faire tout ce qui est nécessaire, convenable et avantageux pour la réalisation des objets plus haut énumérés et tout ce qui deviendra nécessaire pour protéger les intérêts de la compagnie dans ce qui lui appartient à elle seule ou dans ce qu'elle possèdera avec d'autres;

Faire conjointement avec d'autres, comme facteurs ou agents, tout ce qu'elle est autorisée à faire en vertu des présentes;

Les pouvoirs de chaque paragraphe ne seront pas limités ou restreints par référence aux ter-

Auguste Angers, Victor Albert Delage, advocates, both of the city of Saint Lambert, and Jeanne Fortier, secretary, spinster, city of Montreal, for the following purposes:

To organize, direct opera "bouffe", festival and folklore troupes, comic operas, musical comedies and vaudeville, farces and comedies, orchestras, bands, and circuses, carnavals, moving picture shows and productions, both talking and silent, races, exhibitions, and in general all kinds of representations, circuses or exhibitions of a legitimate nature and which may contribute to the entertainment and amusement of the public;

To engage, maintain, lease the services of any troupes whatsoever and generally to transact and make any agreement in connection with the acts mentioned in the foregoing paragraph;

To acquire by contracts, decisions or concessions any exclusive rights, privileges and contracts with any troupes whatsoever for all kinds of representations whatsoever;

To purchase, acquire, hold and own the capital stock, bonds or other securities of any other company, corporation, or individual carrying on or engaged in any business which this company is entitled to carry on or engage in, and to acquire, hold or otherwise dispose of such shares, bonds or other securities;

To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, patents of invention, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive, or limited right to use, any invention or secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, and to use, exercise, invoke, develop or grant licenses in respect of or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

To sell, lease, exchange, hypothecate or give as security or otherwise dispose of all or any part of the property, rights or undertakings of the company for such consideration as the parties may think proper, and for shares, bonds, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

To accomplish and execute everything hereinabove mentioned and anything which it may be authorized to do by letters patent or supplementary letters patent, as principal, agent, contractor or otherwise and either alone or jointly with others, under the name of "Montreal Century of Progress World's Fair, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars each;

To invest and deal with the moneys of the company not immediately required, on such securities and in such manner as may from time to time be determined;

To do anything which may be necessary, incidental or conducive to the attainment of the hereinabove mentioned purposes, and anything which may become necessary to protect the interests of the company in anything owned by itself alone, or with others;

To accomplish, in conjunction with others, as factors or agents, everything which it is authorized to do in virtue hereof;

The powers of each paragraph shall not be limited or restricted by reference to the terms

mes de tout autre paragraphe des présentes, sous le nom de "Montreal Century of Progress World's Fair, Limited".

Le montant du capital-actions de la compagnie est de vingt mille dollars ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera dans la cité et le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-deuxième jour de janvier 1934.

ALEX. DESMEULES,
809-o Sous-secrétaire de la Province.

"Novelty Mfg. Co., Ltd.".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingtième jour de janvier 1934, constituant en corporation: Nathan Gordon, avocat et Conseil du Roi, Moses-Samuel Yelin, et Charles-Diamant Goldstein, tous deux avocats, tous des cité et district de Montréal, dans les buts suivants:

Faire le commerce, manufacturer, acheter et vendre, en gros et/ou en détail, exporter, importer des nouveautés, ornements, jouets et articles de bijouterie de toutes sortes et aussi acquérir, acheter, détenir, vendre ou autrement disposer, manufacturer, produire, importer et exporter toutes sortes d'effets, articles et marchandises;

Manufacturer, acheter et vendre, importer et exporter toutes sortes de nouveautés se rapportant aux vêtements pour dames et spécialement des nouveautés dans les parures de cou, lingerie et articles semblables pour dames;

Exercer toute autre industrie (manufacturière ou autre) que la compagnie croira pouvoir exercer convenablement en même temps que son industrie, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou des droits de la compagnie ou les rendre profitables;

Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements de toute personne ou compagnie exerçant une industrie que la compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie;

Solliciter, acheter ou autrement acquérir des brevets, licences, concessions et choses semblables, conférant aucun droit exclusif ou non exclusif ou limité d'utiliser toute invention, ou aucun secret ou autre renseignement relatif à aucune invention, qui paraîtront susceptibles de servir à aucun des objets de la compagnie, ou dont l'acquisition semblera susceptible de profiter directement ou indirectement à la compagnie; aussi utiliser, exercer, développer ou accorder des permis y relatifs ou autrement faire valoir des biens, droits ou renseignements ainsi acquis;

Prendre ou acquérir autrement et détenir des actions de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie, ou exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

Etablir, supporter ou aider à l'établissement ou support d'associations, d'institutions, fonds, fiducies et convenances devant bénéficier aux employés ou ex-employés de la compagnie (ou leurs prédécesseurs en affaires) ou leurs parents ou ceux dont ils sont les soutiens, et à cet effet, accorder des pensions et allocations, payer des primes d'assurances pour eux, souscrire ou ga-

of any other paragraph hereof, under the name of "Montreal Century of Progress World's Fair, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be in the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty second day of January, 1934.

ALEX. DESMEULES,
810 Assistant Provincial Secretary.

"Novelty Mfg. Co., Ltd.".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of January, 1934, incorporating: Nathan Gordon, advocate and King's Counsel, Moses Samuel Yelin, and Charles Diamant Goldstein, both advocates, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To deal in, manufacture, buy and sell, wholesale and/or retail, export, import novelties, ornaments, toys and jewelry of every sort as well as to acquire, purchase, hold, sell, or otherwise dispose of, manufacture, produce, import and export all kinds of goods, wares and merchandise;

To manufacture, buy and sell, import and export all kinds of novelties in connection with ladies wearing apparel and especially novelties in ladies neckwear, lingerie and the like;

To carry on any other business (whether manufacturing or otherwise) which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company;

To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive, or limited right to use or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the Company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the Company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

To take, or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company;

To establish and support or aid in the establishment and support of associations, institutions, funds, trusts and conveniences calculated to benefit employees or ex-employees of the company (or its predecessors in business) or the dependents or connections of such persons, and to grant pensions and allowances, and to make payments towards insurance and to subscribe or

rantir des sommes d'argent pour des fins de charité ou de bienfaisance, ainsi que pour toute exposition ou autres objets d'utilité publique et générale;

Promouvoir une ou plusieurs compagnies dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la compagnie, ou pour toutes autres fins de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou acquérir autrement tous les biens mobiliers et tous les droits ou privilèges que la compagnie jugera nécessaires ou convenables pour les fins de son industrie et en particulier toute machinerie, matériel et fonds de commerce;

Prêter des fonds aux clients et autres en relations d'affaires avec la compagnie, et garantir l'exécution des contrats par cesdites personnes;

Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets à ordre, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables ou transférables;

Vendre ou céder l'entreprise de la compagnie ou une partie quelconque de la dite entreprise pour la compensation que la compagnie jugera convenable, et en particulier pour les actions, les débentures ou valeurs de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

Faire enregistrer ou reconnaître la compagnie dans tout pays étranger et y désigner des personnes, en conformité des lois de ce dit pays étranger, pour représenter la compagnie, et accepter la signification de procédures pour et au nom de la compagnie dans tout procès ou poursuite;

Rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus ou qui seront rendus en plaçant ou en aidant à placer ou en garantissant le placement des parts du capital-actions de la compagnie ou toutes débentures, actions-débentures ou autres valeurs de la compagnie, ou au sujet de la formation ou de la promotion de la compagnie ou de la conduite de ses opérations;

Lever et contribuer à lever des fonds et aider au moyen de bonis, prêts, promesses, endossements, garanties d'obligations, débentures ou autres valeurs ou autrement, toute autre compagnie ou corporation avec laquelle la présente compagnie aurait des relations d'affaires, et garantir l'exécution des contrats par cesdites compagnies ou corporations ou par ces personnes ou par cette dite personne;

Prendre les moyens jugés nécessaires pour annoncer les produits de la compagnie, et en particulier par la publicité dans la presse, par circulaires, par l'achat et l'exposition d'œuvres d'art ou intérêt, par la publication de livres et revues périodiques et en accordant des prix, récompenses et dons;

Vendre, embellir, administrer, développer, échanger, louer, céder ou faire valoir autrement la totalité ou une partie quelconque des biens ou droits de la présente compagnie;

Faire toutes ou chacune des choses énumérées plus haut en qualité de principaux, d'agents, d'entrepreneurs ou autrement, et soit seuls ou conjointement avec d'autres;

Faire toutes les autres choses nécessaires pour atteindre les objets ci-mentionnés ou s'y rattachant de quelque manière;

La clause suivante est, sur requête, insérée dans ces présentes lettres patentes, à savoir:

guarantee money for charitable or benevolent objects or for any exhibition, or for any public, general or useful object;

To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company, or for any other purpose, which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any personal property and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business and in particular any machinery, plant, stock-in-trade;

To lend money to customers and others having dealings with the company and to guarantee the performance of contracts by any such persons;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

To procure the company to be registered and recognized in any foreign country and to designate persons therein, according to the laws of such foreign country, to represent this company and to accept service for and on behalf of the company of any process or suit;

To remunerate any person or company for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the shares in the company's capital or any debentures, debenture stock or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business;

To raise and assist in raising money for, and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, any other company or corporation with which the company may have business relations, and to guarantee the performance of contracts by any such company, corporation or by any such person or persons;

To adopt such means of making known the products of the company as may seem expedient and in particular by advertising in the press, by circulars, by purchase and exhibition of works of art or interest, by publication of books and periodicals and by granting prizes, rewards and donations;

To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects;

The following clause is, by request, embodied in these present letters patent, to wit:

Si autorisés par règlement, sanctionné par au moins les deux-tiers des votes donnés à une assemblée générale spéciale des actionnaires dûment convoqués pour considérer le règlement, les directeurs pourront de temps en temps:

a. Emprunter des deniers sur le crédit de la compagnie;

b. Limiter ou augmenter le montant de tels emprunts;

c. Emettre des bons, débentures, actions-débentures ou autres valeurs de la compagnie et les donner en garantie ou les vendre pour telles sommes et à tels prix qui seront jugés convenables;

d. Hypothéquer, nantir ou donner en garantie les biens mobiliers et immobiliers de la compagnie, ou les deux, pour garantir tels bons, débentures, actions-débentures ou autres valeurs et toutes sommes d'argent empruntées pour les fins de cette compagnie;

Rien de contenu dans cette clause ne limitera ou restreindra l'emprunt de deniers par la compagnie sur lettres de change et billets promissoires faits, tirés et endossés par ou au nom de la compagnie, sous le nom de "Novelty Mfg. Co., Ltd", avec un capital total de vingt mille dollars ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité et le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingtième jour de janvier 1934.

ALEX. DESMEULES,

811 Sous-secrétaire de la Province.

If authorized by by-law, sanctioned by at least two thirds of the votes cast at a special general meeting of the shareholders duly called for considering the by-law, the Directors may from time to time:

(*a*) Borrow money upon the credit of the company;

(*b*) Limit or increase the amount to be borrowed;

(*c*) Issue bonds, debentures, debenture stock or other securities of the company and pledge or sell the same for such sums and at such prices as may be deemed expedient;

(*d*) Hypothecate, mortgage or pledge the real or personal property of the company, or both, to secure any such bonds, debentures, debenture stock or other securities and any money borrowed for the purposes of the company;

Noting in this clause contained shall limit or restrict the borrowing of money by the company on bills of exchange or promissory notes made, drawn, accepted or endorsed by or on behalf of the company, under the name of "Novelty Mfg. Co., Ltd.", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twentieth day of January, 1934.

ALEX. DESMEULES,

812–o Assistant Provincial Secretary.

"Pharmacies Modernes, Inc.".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deuxième jour de janvier 1934, constituant en corporation: Wilfrid Léger, Henri Groulx, Joseph-Ovila Quenneville, Herménégilde Péloquin, Jean-Baptiste Cousineau, Gérard Bougie, Rosario Filion, Henri-G. Pepin, Rodolphe Dagenais, tous pharmaciens, de la cité de Montréal, dans le district de Montréal, et Willie Lessard, aussi pharmacien, de la cité de Verdun, dit district, dans les buts suivants:

D'acquérir comme entreprise en cours d'exploitation, le commerce de pharmacie en gros fait actuellement à Montréal, dans le district de Montréal, par le requérant Wilfrid Léger, avec tous les droits qui y sont inhérents, d'en assumer le passif, et d'en poursuivre les opérations. De donner en paiement d'icelui, soit pour partie, soit pour le tout, des actions entièrement libérées du capital-actions de la compagnie;

D'exercer le commerce de pharmacie en gros et tous les commerces accessoires d'icelui, dans toutes leurs branches;

De fabriquer, d'importer, d'exporter, d'acheter et de vendre (en gros seulement en tant que la vente des drogues et autres substances, mentionnées en l'article 21, du chapitre 215 des Statuts Refondus de Québec, 1925, est concernée) des médicaments, remèdes, drogues, vaccins, serums, produits chimiques ou pharmaceutiques, et toutes substances, choses ou articles employés dans le traitement des maladies, des fournitures d'hôpitaux, des instruments ou appareils de chirurgie, et de tous articles de toilette, d'hygiène ou sanitaires;

D'acquérir par achat ou autrement, des marques de commerce, des brevets d'invention, des

"Pharmacies Modernes, Inc.".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty second day of January, 1934, incorporating: Wilfrid Leger, Henri Groulx, Joseph Ovila Quenneville, Hermenegilde Peloquin, Jean Baptiste Cousineau, Gérard Bougie, Rosario Filion, Henri G. Pepin, Rodolphe Dagenais, all druggists, of the city of Montreal, in the district of Montreal, and Willie Lessard, also a druggist, of the city of Verdun, said district, for the following purposes:

To acquire as a going concern, the wholesale pharmacy business actually carried on in Montreal, in the district of Montreal, by the petitioner Wilfrid Leger, with all the rights attached thereto, and to take over the liabilities, and to continue operations. To pay therefor, either in whole or in part, with fully paid up shares of the capital stock of the company;

To carry on the wholesale pharmacy business and all the businesses accessory thereto, in all their lines;

To manufacture, import, export, purchase and sell (wholesale only in so far as the sale of drugs and other substances mentioned in article 21 of chapter 215 of the Revised Statutes of Quebec, 1925, is concerned) medicines, remedies, drugs, vaccines, serums, chemical or pharmaceutical products, and all substances, things or articles used in the treatment of sickness, hospital furnishings, surgical instruments or apparatus, and all toilet, hygienic or sanitary articles;

To acquire by purchase or otherwise, trademarks, patents of invention, industrial designs, to

formules de fabrique, de les employer pour son uasage, de les louer ou d'en disposer autrement;

D'employer en tout ou en partie, les fonds de la compagnie à l'achat d'actions dans d'autres compagnies faisant un commerce en tout ou en partie semblable à celui de la présente compagnie, de s'associer, ou de se joindre, dans un but de s'aider mutuellement ou d'opérer conjointement avec elles ou avec toute autre personne, société ou association;

D'agir comme agent ou représentant de tout manufacturier, fabricant ou de toute personne faisant un commerce en tout ou en partie semblable à celui de la présente compagnie et généralement de faire toutes opérations qui pourraient être considérées utiles ou avantageuses aux affaires de la compagnie ou à celles de ses membres, soit individuellement soit collectivement;

Agir, comme intermédiaire, agent commercial entre les producteurs, les fabricants, les fournisseurs généralement et les membres de la compagnie dans le but de leur obtenir les conditions d'achat les plus avantageuses, les plus grandes facilités de vente et de distribution, de conclure tous ententes, accords, conventions avantageuses ou utiles aux membres, soit individuellement soit collectivement, pour la conduite de leurs commerces respectifs, sous le nom de "Pharmacies Modernes, Inc.", avec un capital total de quarante-neuf mille dollars ($49,000.00), divisé en mille neuf cent soixante (1960) actions de vingt-cinq dollars ($25.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-deuxième jour de janvier 1934.

ALEX. DESMEULES,
813–o Sous-secrétaire de la Province.

manufacture under, lease or otherwise dispose of same;

To use the whole or part of the funds of the company for the purchase of shares in other companies carrying on a business in whole or in part similar to that of the present company, to unite or join, with a view to mutual benefit or to act jointly with others or with any other person, firm or association;

To act as agent or representative for any manufacturer, maker or of any person carrying on a business in whole or part similar to that of the present company and generally to carry on any operations considered useful or advantageous for the business of the company or those of its members either individually or collectively;

To act as intermediary, commercial agent between producers, manufacturers, furnishers in general and the members of the company for the purpose of obtaining for them more advantageous conditions for purchasing, and greater facilities for selling and distributing, and to make any agreements, contracts, or arrangements advantageous or useful for the members either individually or collectively for the conduct of their respective businesses, under the name of "Pharmacies Modernes, Inc.", with a total capital stock of forty nine thousand dollars ($49,000.00), divided into one thousand nine hundred and sixty (1960) shares of twenty five dollars ($25.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty second day of January, 1934.

ALEX. DESMEULES,
814 Assistant Provincial Secretary.

"Soulanges Cartage & Equipment Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-troisième jour de décembre 1933, constituant en corporation: Reginald Plimsoll, Conseil du Roi, Lawrence Hart, Emmett McManamy, avocats, tous des cité et district de Montréal, dans les buts suivants:

Faire l'exploitation commerciale d'omnibus, fiacres, fardiers, taxis, autobus, autocar, autocamions ou autres moyens de transport, publics ou privés, loueurs de chevaux et pourvoyeurs de fourrage, marchands de chevaux et cultivateurs, herbagers et marchands de foin, avoine, blé, paille et fourrage de toutes sortes, exercer tous ou aucun des commerces suivants: voituriers généraux sur terre et sur eau, agents de chemin de fer et de transport, emmagasineurs et entreposeurs, agents de transfert et de messageries, et tout autre commerce similaire et exercer les opérations qui consistent à conduire des auto-camions de toutes sortes et autobus, bateaux à vapeur, remorqueurs, bacs pour chars, dragues, allèges, barges, bateaux et vaisseaux de toutes sortes; à tels endroits que la compagnie jugera convenables, et acquérir de toute municipalité ou corporation toute franchise ou droit pour exploiter des omnibus, autobus ou véhicules qui pourront ou peuvent être exploités pour le transport de marchandises ou de passagers;

Manufacturer, acheter, vendre, échanger, réparer, maintenir, louer et autrement négocier, et agir comme agents pour l'achat, vente, échange

"Soulanges Cartage & Equipment Company, Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of December, 1933, incorporating: Reginald Plimsoll, King's Counsel, Lawrence Hart, Emmett McManamy, advocates, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of omnibus, cab, dray, taxicab, motor bus, auto dray, motor truck, or other private or public conveyances, livery and feed stable keepers, horse dealers and farmers, grazers and dealers in hay, oats, corn, straw and fodder of all kinds, to carry on all or any of the following businesses: general carriers upon land or water, railway and forwarding agents, storagemen and warehousemen, transfer and express agents, and any other similar business and to carry on the business of running motor trucks of all kinds and motor omnibusses, steamship vessels, tugs, car ferries, dredges, lighters, barges, boats and water craft of every description; at such places as the company may see fit and to acquire from any municipality or corporation any franchise or right to operate omnibusses, motor busses, or vehicles which can or may be operated for carrying goods or passengers;

To manufacture, buy, sell, exchange, repair, maintain, rent and otherwise deal in, and to act as agents for the buying, selling, exchanging

et le commerce et autrement acquérir, aménager, fixer et réparer des engins, bouilloires, outillages d'usine génératrice, outillages hydrauliques de toutes sortes, outillages électriques, miniers, industriels, municipaux, pour l'exploitation du bois et de chemin de fer, outils, dispositifs de toutes sortes, camions-automobiles et accessoires, avions et leurs accessoires, bateaux à vapeur, remorqueurs, et autres accessoires flottants; et généralement acheter, vendre, échanger et faire le commerce et agir comme agents pour l'achat, la vente et l'échange et le commerce de tous matériaux, métaux et articles utilisés dans la fabrication, opération et réparation des dits biens, ou aucun d'eux; exercer le commerce d'entrepreneurs généraux et d'ingénieurs et agents, et construire, exécuter, effectuer, aménager, améliorer, réaliser et développer des travaux et commodités publics et privés, de toutes sortes, et accessoires d'iceux, dans toutes leurs spécialités;

of and dealing in, and to otherwise acquire, equip, set up and repair engines, boilers, power plant, equipment, hydraulic equipment of all kinds, electrical, mining, industrial, municipal, logging and railway equipment, tools, implements of all kinds, automobile trucks and supplies, aeroplanes and supplies, steam-boats, tugs, and other floating equipment; and generally to buy, sell, exchange and deal in and act as agents for the buying, selling and exchanging of and dealing in all materials, metals and articles used in the manufacture, operation and repair of the said property, or any of same; to carry on the business of general contractors and of engineers and of agents, and to construct, execute, carry out, equip, improve, work and develop public and private works and conveniences of all kinds, and equipments thereof, in all their branches;

Exercer toute autre industrie, (manufacturière ou autre) que la compagnie croira pouvoir exercer convenablement en même temps que son industrie, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou des droits de la compagnie ou les rendre profitables;

To carry on any other business, (whether manufacturing or otherwise) which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements de toute personne ou compagnie exerçant une industrie que la compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company;

Demander, acheter ou acquérir autrement tous brevets, droits brevetés, marques de commerce, formules, permis, concessions et choses de même nature conférant un droit exclusif ou non exclusif ou limité d'utiliser toute invention, ou quelque secret ou autre renseignement au sujet de telle invention qui pourrait être utilisée pour l'une des fins quelconques de la compagnie, ou dont l'acquisition serait de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et utiliser, exercer, développer ou permettre l'usage ou faire valoir autrement les biens, les droits ou les renseignements acquis de cette manière;

To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, patent rights, trade-marks, formulae, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

Se fusionner ou s'associer ou conclure des conventions au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou pour d'autres fins similaires, avec toute personne ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'entreprendre une industrie ou transaction que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter, ou toute industrie ou transaction qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie; et prêter des fonds, garantir les contrats, ou aider autrement cesdites personnes ou compagnies, et prendre ou acquérir autrement des actions et valeurs de toute telle compagnie, et les vendre, les détenir ou les revendre, avec ou sans garantie ou en disposer autrement;

To amalgamate or enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company; and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold, or re-sell, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

Prendre ou acquérir autrement et détenir des actions de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie, ou exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

To take, or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company;

Conclure des conventions avec les autorités municipales, locales ou autres, qui sembleront avantageuses pour les fins de la compagnie ou l'une quelconque desdites fins, et obtenir de cesdites autorités tous les droits, privilèges et concessions que la présente compagnie jugera

To enter into any arrangements with any authorities, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the companys' objects or any of them, and to obtain from any such authority any rights, privileges and concessions which the company may think desirable

désirable d'obtenir et exécuter cesdites conventions, droits, privilèges et concessions et d'y conformer;

Établir, supporter ou aider à l'établissement ou support d'associations, d'institutions, fonds, fiducies et convenances devant bénéficier aux employés ou ex-employés de la compagnie (ou leurs prédécesseurs en affaires) ou leurs parents ou ceux dont ils sont les soutiens, et à cet effet accorder des pensions et allocations, payer des primes d'assurances pour eux, souscrire ou garantir des sommes d'argent pour des fins de charité ou de bienfaisance, ainsi que pour toute exposition ou autres objets d'utilité publique et générale;

Promouvoir une ou plusieurs compagnies dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la compagnie, ou pour toutes autres fins de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou acquérir autrement tous les biens mobiliers et tous les droits ou privilèges que la compagnie jugera nécessaires ou convenables pour les fins de son industrie et en particulier toute machinerie, matériel, fonds de commerce;

Construire, améliorer, maintenir, travailler, administrer, exécuter ou contrôler des routes, chemins, embranchements ou voies d'évitement, ponts, réservoirs, cours d'eau, quais, manufactures, entrepôts, travaux électriques, magasins, boutiques, et autres travaux et commodités qui sembleraient susceptibles de favoriser les intérêts de la compagnie, directement ou indirectement, les subventionner ou autrement les aider, ou prendre part à la construction, l'amélioration, au maintien, à l'organisation, l'exercice ou le contrôle d'iceux; tels droits devant être exercés sur les biens de la compagnie seulement ou sur ceux qui sont sous son contrôle et pour la seule fin de son commerce et de son industrie;

Prêter des fonds aux clients ou autres en relations d'affaires avec la compagnie ou avec qui la compagnie se propose de faire affaires, ou à toute compagnie dont aucunes des actions sont détenues par la compagnie;

Tirer, faire accepter, endosser, exécuter et émettre des billets à ordre, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables ou transférables;

Vendre ou céder l'entreprise de la compagnie ou une partie quelconque de ladite entreprise pour la compensation que la compagnie jugera convenable et en particulier pour les actions, les débentures ou valeurs de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

Demander, obtenir, acquérir par cession, transfert, achat ou autrement, et exercer, exécuter et jouir de tout permis, pouvoir, autorisation, franchises, concessions, droits ou privilèges qu'un gouvernement ou une autorité quelconque ou toute corporation ou autre corps public aurait le pouvoir d'octroyer, et les payer, aider et contribuer à les mettre en vigueur, et affecter les actions quelconques de la compagnie, ses obligations et son actif pour en payer les frais, charges et dépens nécessaires;

Faire enregistrer ou reconnaître la compagnie dans tout pays étranger et y désigner des personnes en conformité des lois de ce dit pays étranger pour représenter la compagnie, et accepter la signification de procédures pour et au nom de la compagnie dans tout procès ou poursuite;

Rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus ou qui seront rendus en plaçant ou

to obtain and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

To establish and support or aid in the establishment and support of associations, institutions, funds, trusts and conveniences calculated to benefit employees or ex-employees of the company (or its predecessors in business) or the dependents or connections of such persons, and to grant pensions and allowances, and to make payments towards insurance and to subscribe or guarantee money for charitable or benevolent objects or for any exhibition, or for any public, general or useful object;

To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any personal property, and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business and in particular any machinery, plant, stock-in-trade;

To construct, improve, maintain, work, manage, carry out or control any roads, ways, branches or sidings, bridges, reservoirs, watercourses, wharves, manufactories, warehouses, electric works, shops, stores and other works and conveniences which may seem calculated directly or indirectly to advance the Company's interests, and to contribute to, subsidize or otherwise assist or take part in the construction, improvement, maintenance, working, management, carrying out or control thereof; such rights to be exercised on the property of the company only or on that under its control and for the sole purpose of its commerce and industry;

To lend money to customers or others having dealings with the company or with whom the company proposes to have dealings, or to any company any of whose shares are held by the company;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase, or otherwise, and to exercise, carry out and enjoy any license, power, authority, franchise, concession, right or privilege, which any government or authority or any corporation or other public body may be empowered to grant, and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effect, and to appropriate any of the company's shares, bonds and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

To procure the company to be registered and recognized in any foreign country and to designate persons therein, according to the laws of such foreign country to represent the company and to accept service for and on behalf of the company of any process or suit;

To remunerate any person or company for services rendered or to be rendered in placing

aidant à placer ou en garantissant le placement des parts du capital-actions de la compagnie ou toutes débentures, actions-débentures ou autres valeurs de la compagnie, ou au sujet de la formation ou de la promotion de la compagnie ou de la conduite de ses opérations;

Lever et contribuer à lever des fonds et aider au moyen de bonis, prêts, promesses, endossements, garanties d'obligations, débentures ou autres valeurs ou autrement, toute autre compagnie ou corporation et garantir l'exécution des contrats par toute telle compagnie ou corporation ou par toute personne avec laquelle la compagnie est en relations d'affaires;

Prendre les moyens jugés nécessaires pour annoncer les produits de la compagnie, et en particulier par la publicité dans la presse, par circulaires, par l'achat et l'exposition d'œuvres d'art ou intérêt, par la publication de livres et revues périodiques et en accordant des prix, récompenses et dons;

Vendre, améliorer, administrer, développer, échanger, louer, aliéner, faire valoir ou autrement négocier la totalité ou toute partie des biens et droits de la Compagnie;

Emettre et répartir les actions entièrement acquittées du capital-actions de la compagnie en paiement ou partie de paiement de tous biens mobiliers ou immobiliers, achetés ou autrement acquis par la compagnie;

Distribuer aux actionnaires de la compagnie, en nature, espèce ou autrement, tel qu'il sera résolu, au moyen de dividendes légalement déclarés à même les profits nets de la compagnie, ou de la manière prévue par l'article 81 de la Loi des Compagnies de Québec, tous biens ou actifs de la compagnie ou tous produits de vente ou disposition de tous biens de la compagnie et particulièrement aucunes actions, obligations, débentures, actions-débentures ou autres valeurs dans toutes autres compagnies appartenant à la compagnie ou dont cette dernière peut disposer;

Payer à même les fonds de la compagnie toutes ou aucune des dépenses incidentes à sa formation et à son organisation, ou que la compagnie considèrera préliminaires;

Etablir des agences et succursales;

Exercer tous ou aucun des objets de la compagnie comme mandants, agents, entrepreneurs ou autrement, et soit seule ou conjointement avec d'autres;

Faire toutes telles autres choses qui sont incidentes ou qui peuvent conduire à la réalisation des objets de la compagnie, sous le nom de "Soulanges Cartage & Equipment Company, Limited", avec un capital total de vingt mille dollars ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-troisième jour de décembre 1933.

ALEX. DESMEULES,
815 Sous-secrétaire de la Province.

"Stonelor's, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingtième jour de janvier 1934, constituant en corporation: Alexander Israel Steinberg, marchand, Simon Steinberg, vendeur, Alexander Israel Popliger, avocat, tous des cité et district de Montréal, dans les buts suivants:

Vendre, en gros et en détail, des habits, paletots et vêtements pour hommes et garçons;

or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the shares in the company's capital or any debentures, debenture stock or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business;

To raise and assist in raising money for, and to aid, by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, any other company or corporation, and to guarantee the performance of contracts by any such company or corporation, or by any person with whom the company has business relations;

To adopt such means of making known the products of the company as may seem expedient, and in particular by advertising in the press, by circulars, by purchase and exhibition of works of art or interest, by publication of books and periodicals and by granting prizes, rewards and donations;

To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

To issue and allot fully paid shares of the capital stock of the company in payment or part payment of any real or personal property purchased or otherwise acquired by the company;

To distribute among the shareholders of the company in kind, specie or otherwise as may be resolved, by way of lawfully declared dividends out of the net profits of the company or in the manner provided by section 81 of the Quebec Companies Act, any property or assets of the company or any proceeds of the sale or disposal of any property of the company and in particular any shares, bonds, debentures, debenture stock or other securities of or in any other company belonging to this company, or of which it may have power to dispose;

To pay out of the funds of the company all or any of the expenses of or incidental to the formation and organization thereof, or which the company may consider to be preliminary;

To establish agencies and branches;

To carry on all or any of the objects of the company as principals, agents, contractors or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the objects of the company, under the name of "Soulanges Cartage & Equipment Company, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty-third day of December, 1933.

ALEX. DESMEULES,
816–o Assistant Provincial Secretary.

"Stonelor's, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of January, 1934, incorporating: Alexander Israel Steinberg, merchant, Simon Steinberg, salesman, Alexander Israel Popliger, advocate, all of the City and District of Montreal, for the following purposes:

To sell retail and wholesale men's and boys' suits, coats and clothing;

Manufacturer, acheter ou autrement acquérir et vendre ou autrement faire le trafic et le commerce de laine, tissus de coton, lainages, soies, toile et vêtements de toutes sortes; exploiter l'industrie de manufacturiers, acheteurs et vendeurs de vêtements de toutes descriptions et acquérir, acheter, détenir, vendre ou autrement disposer de, manufacturer, produire, importer et exporter toutes sortes d'effets, articles et marchandises;

Exercer toute autre industrie (manufacturière ou autrement) qui pourrait être exercée convenablement par la compagnie en même temps que son industrie, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables;

Acheter, ou autrement acquérir et vendre ou autrement disposer de, améliorer, construire, modifier et autrement faire le trafic et le commerce de propriétés immobilières;

Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements de toute personne ou compagnie exerçant une industrie que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie;

Solliciter, acheter ou autrement acquérir des brevets, licences, concessions et choses semblables, conférant aucun droit exclusif ou non exclusif, d'utiliser toute invention, ou aucun secret ou autre renseignement relatif à aucune invention, qui paraîtront susceptibles de servir à aucun des objets de la compagnie, ou dont l'acquisition semblera susceptible de profiter directement ou indirectement à la compagnie; aussi utiliser, exercer, développer, accorder des permis y relatifs ou autrement faire valoir des biens, droits ou renseignements acquis;

Fqire société ou aucune convention relative au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, à la concession réciproque ou autrement, avec aucune personne ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'exploiter aucun commerce ou genre d'affaires propre à être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie, prêter de l'argent à telle personne ou compagnie, garantir leurs contrats ou autrement aider toute telle personne ou compagnie, et prendre ou autrement acquérir des actions et valeurs d'aucune telle compagnie, et les vendre, les détenir, revendre avec ou sans garantie, ou autrement les négocier;

Conclure des conventions avec les autorités municipales, locales ou autres, qui sembleront avantageuses pour les fins de la compagnie ou l'une quelconque des dites fins, et obtenir de ces dites autorités tous les droits, privilèges et concessions que la présente compagnie jugera désirable d'obtenir, et exécuter, exercer ces dites conventions, droits, privilèges et concessions et s'y conformer;

Prendre ou acquérir autrement et détenir des actions de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie ou exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

Promouvoir une ou plusieurs compagnies dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la compagnie, pour toutes autres fins de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou acquérir autrement toute propriété person-

To manufacture, buy or otherwise acquire and sell or otherwise deal in or with wool, cotton fabrics, woollens, silks, linens, and clothing of every sort; to carry on the business of manufacturing, buying, and selling clothing of every description, and to acquire, purchase, hold, sell or otherwise dispose of, manufacture, produce, import and export all kinds of goods, wares and merchandise;

To carry on any other business, (whether manufacturing or otherwise) which may seem to the Company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of, or render profitable any of the Company's property or rights;

To buy, or otherwise acquire and sell or otherwise dispose of, improve, construct, alter and otherwise deal in or with immovable property;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business which the Company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purpose of the Company;

To apply for, purchase, or otherwise acquire any patents, licenses, concessions, and the like, conferring any exclusive or non-exclusive right to use or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the Company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the Company, and to use, exercise, develop, or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information required;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interest, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the Company, and to lend money, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person or company and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company and to sell, hold, re-sell, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

To enter into arrangements with any authority, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the Company's objects or any of them, and to obtain from any such authority any rights, privileges, and concessions which the Company may think it desirable to obtain, and to carry out, exercise, and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

To take or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of the Company, or carrying on any business capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit the Company;

To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the Company or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the Company;

To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any personal property

nelle et tous les droits et privilèges que la compagnie jugera nécessaires ou convenables pour les fins de son industrie, et en particulier toute machinerie, matériel, fonds de commerce;

Prêter des fonds aux clients et autres en relations d'affaires avec la compagnie, et garantir l'exécution des contrats par ces dites personnes;

Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets à ordre, lettres de change, connaissements, mandats et autres instruments négociables ou transférables;

Vendre ou autrement disposer de l'entreprise de la compagnie ou d'aucune partie d'icelle pour telle considération que la compagnie trouvera convenable, particulièrement pour des actions, débentures ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont totalement semblables à ceux de la compagnie;

Solliciter, se procurer, acquérir, par cession, transfert, achat ou autrement, avoir l'exercice, l'exécution et la jouissance de licence, de pouvoir, d'une autorité, des franchises, concessions, droits ou privilèges qu'aucun gouvernement, aucune autorité ou corporation ou aucun autre corps public peut accorder, et les payer et contribuer à leur donner effet, employer aussi aucune des actions de la compagnie et obligations et valeurs à en solder les frais, charges et impenses nécessaires;

Faire enregistrer et reconnaître la compagnie dans aucun pays étranger, y désigner les personnes qui, d'après les lois de ce pays étranger, la représenteront et recevront pour et au nom de la compagnie assignation d'aucune procédure, dans toute poursuite ou action;

Faire toutes les choses précitées ou aucune d'icelles comme principaux, entrepreneurs, agents ou en une autre qualité, et soit seuls, soit conjointement avec d'autres;

Vendre, améliorer, gérer, développer, échanger, louer, aliéner, ou faire valoir ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie des biens et droits de la compagnie;

Hypothéquer, ou autrement grever, donner en gage les biens mobiliers ou immobiliers de la compagnie pour garantir le paiement des emprunts ou le paiement ou la satisfaction de toute autre dette, contrat ou obligations de la compagnie;

Hypothéquer, nantir ou gager toutes propriétés mobilières ou immobilières, présentes ou futures, pour garantir toutes obligations, débentures ou actions-débentures que cette compagnie est autorisée par la loi à émettre;

Vendre, gager, nantir, hypothéquer, aliéner, louer la totalité ou aucune des propriétés mobilières ou immobilières, présentes ou futures, et des droits en aucun temps possédés par cette compagnie ou dont elle a la jouissance, ou en disposer autrement, aux termes et conditions que cette compagnie croira acceptables;

Placer et attribuer les deniers disponibles de la compagnie dans telles valeurs, de la manière qui seront de temps à autre déterminées;

Faire toutes telles autres choses qui sont incidentes ou qui peuvent conduire à la réalisation des objets susdits, sous le nom de "Stonelor's, Limited", avec un capital total de dix mille dollars ($10,000.00), divisé en cent (100) actions ordinaires de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité et district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingtième jour de janvier 1934.

ALEX. DESMEULES,
817 Sous-secrétaire de la Province.

and any rights and privileges which the Company may think necessary or convenient for the purpose of its business, and in particular, any machinery, plant, stock-in-trade;

To lend money to customers and others having dealings with the Company and to guarantee the performance of contracts by any such person;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warranty and other negotiable or transferable instruments;

To sell or dispose of the undertaking of the Company or any part thereof for such consideration as the Company may think fit, in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether similar to those of the Company;

To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase, or otherwise, and to exercise, carry out, and enjoy license, power, authority, franchise, concession, right, or privilege which any government or authority or corporation or other public body may be empowered to grant, and to pay for and contribute towards carrying the same into effect and to appropriate any of the Company's shares and bonds and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

To procure the Company to be registered and recognized in any foreign country, and to designate persons therein according to the laws of such foreign country and to represent this Company and to accept service for and on behalf of the Company of any process or suit;

To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise and either alone or in conjunction with others;

To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, or turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the Company;

To hypothecate, pledge or otherwise affect the movable or immovable property or the Company, to secure the payment of loans or the payment or performance of any other debt, contract or obligations of the Company;

To hypothecate, pledge or mortgage any property, movable or immovable, present or future, for the purpose of securing any bonds, debentures, or debenture stock which the Company is by law entitled to issue;

To sell, pledge, mortgage, hypothecate, alienate, lease or otherwise dispose of all or any the property, movable or immovable, present or future, and rights at any time owned or enjoyed by this Company, upon such terms and conditions as this Company may see fit;

To invest and deal with the moneys of the Company not immediately required, on such securities and in such manner as may from time to time be determined;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "Stonelor's, Limited", with a total capital stock of ten thousand dollars ($10,000.00), divided into one hundred (100) common shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the Company will be at the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twentieth day of January, 1934.

ALEX. DESMEULES,
818-o Assistant Provincial Secretary.

"Teinturerie Mathieu, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du seizième jour de janvier 1934, constituant en corporation: Gérard Mathieu, industriel, Alphonse Chouinard, teinturier, Joseph Foisy, nettoyeur, tous trois des cité et district de Québec, dans les buts suivants:

Acquérir et assumer le commerce actuellement exercé dans la ville de Québec et la province de Québec sous les nom et raison sociale de Teinturerie Limoilou et aussi connue sous le nom de Teinturerie Mathieu, ainsi que la totalité ou aucune partie de l'actif, du passif et de l'achalandage du propriétaire de ce commerce et s'y rapportant et payer le coût de cette acquisition, soit en numéraire, soit en actions entièrement libérées, soit en obligations; prendre part à l'administration et à la surveillance ou au contrôle des affaires ou opérations de toutes compagnies ou entreprises et à cette fin nommer et rémunérer tous directeurs, comptables, experts ou agents;

Exploiter l'industrie ou exercer le commerce de buanderie générale et de nettoyeurs-teinturiers généraux, service de toilette, teindre, nettoyer, presser, lessiver, blanchir, repasser, désinfecter, assécher, tordre, confectionner, raccommoder, manufacturer, importer, exporter, acheter, vendre, louer, fournir aucun article, marchandises, tous vêtements, articles de ménage, effets domestiques et autres linges et articles en coton et en laine ou soie, et hardes, carpettes, tapis, tissus et meubles de toutes sortes;

Manufacturer, importer, exporter, acheter, vendre, ou louer aucun des articles ou marchandises se rapportant au commerce susdit. Acheter ou autrement acquérir et se charger de tous ou aucun des biens, commerce, propriétés, privilèges, contrats, droits, obligations, responsabilités et entreprises de toutes compagnies, sociétés, firmes ou personnes exploitant tout commerce que cette compagnie est autorisée à exploiter ou possédant des propriétés convenables aux fins de la compagnie, et les payer en deniers ou en actions entièrement acquittées ou autres valeurs de cette compagnie ou partie en deniers et partie en actions entièrement acquittées ou valeurs;

Conclure des arrangements avec toutes compagnies, sociétés, firmes ou personnes, fournir des vêtements à elles ou à leurs employés, rendre des services en rapport avec les objets susdits à elles ou à leurs employés;

Bâtir, acquérir, posséder, exploiter, réparer, modifier, acheter, louer, prendre à bail, vendre ou autrement disposer de fabriques, boutiques, entrepôts ou autres propriétés immobilières conformément aux objets susmentionnés;

Payer tous ou aucun des frais et dépenses encourus en rapport avec la promotion, l'établissement et l'incorporation de la compagnie, ou que la compagnie croira être préliminaires ou s'unir avec toute compagnie pour les payer;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer, ou autrement acquérir toute propriété réelle ou personnelle, ou tous droits ou privilèges que la compagnie jugera nécessaires ou convenables pour les fins de son commerce ou toute partie d'icelui, ou vendre, louer, modifier, améliorer, ou autrement aliéner ou hypothéquer ses propriétés mobilières ou immobilières, réelles ou personnelles, de toute manière quelconque. Emprunter de l'argent sur le crédit de la compagnie et émettre des obligations, débentures ou autres

"Teinturerie Mathieu, Limitée".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of January, 1934, incorporating: Gérard Mathieu, manufacturer, Alphonse Chouinard, dyer, Joseph Foley, cleaner, all three of the City and District of Quebec, for the following purposes:

To acquire and take over the business actually carried on in the City of Quebec and the Province of Quebec, under the firm name and style of Teinturerie Limoilou, and also known under the name of Teinturerie Mathieu, and also the whole or any part of the assets, liabilities and the good-will of the owner of said business, and connected therewith, and to pay the cost of such acquisition either in cash, or fully paid-up shares or bonds; to take part in the management and supervision or control of the business or operations of any companies or undertakings and for this purpose to appoint and remunerate any Directors, accountants, experts or agents;

To carry on and engage in a general laundry, dyeing, and cleaning and toilet service business, to dye, clean, press, scour, bleach, iron, disinfect, dry, wring, make, mend, manufacture, import, export, purchase, sell, lease, supply any article, merchandise, any clothing, household articles, domestic effects, and other clothing and any cotton, woollen or silk articles, and clothes, rugs, carpets, materials, tissues and furniture of all kinds;

To manufacture, import, export, purchase, sell or lease any of the articles or merchandise connected with the aforesaid business. To purchase or otherwise acquire and take over the whole or any of the assets, business, property, privileges, contracts, rights, obligations, liabilities and undertakings of any companies, partnerships, firms or persons carrying on any business which this company is authorized to carry on, or in possession of property suitable for the purposes of the company, and to pay therefor in cash or fully paid-up shares or other securities or partly in cash and partly in fully paid-up shares or securities;

To enter into agreement with any companies, partnerships, firms or persons, supply clothing or render services to them or to their employees, in connection with the foregoing purposes;

To build, acquire, own, exploit, repair, alter, purchase, lease, take on lease, sell or otherwise dispose of factories, work-shops, warehouses or other immovable property in conformity with the foregoing purposes;

To pay all or any of the costs and expenses incurred in connection with the promotion, establishment and incorporation of the company or which the company may consider as preliminary or to join with any other company to pay the same;

To purchase, take on lease or in exchange, lease or otherwise acquire any real or personal property or any rights or privileges which the company may deem necessary or expedient for the purposes of its business or any part thereof, or to sell, lease, alter, improve, or otherwise alienate or hypothecate its movable or immovable, real or personal property in any manner whatsoever. To borrow money on the credit of the company and issue bonds, debentures or other securities of the corporation and

valeurs de la compagnie et les nantir ou les vendre pour les sommes et aux prix qui seront jugés convenables; et hypothéquer, gager, céder, transporter ou nantir toutes propriétés appartenant à la compagnie pour les fins de garantir telles obligations, débentures, ou autres valeurs; tirer, accepter, endosser, escompter, exécuter et émettre des billets promissoires, traites, connaissements ou autres instruments négociables ou transférables;

to pledge or sell the same for such sums and prices as may be deemed expedient; and to hypothecate, mortgage, assign, transfer or pledge any property belonging to the company for the purpose of securing said bonds, debentures or other securities; to draw, accept, endorse, discount, execute and issue promissory notes, drafts, bills of lading or other negotiable or transferable instruments;

Placer et employer les deniers disponibles de la compagnie de la manière qui sera de temps à autre déterminée; émettre des actions, actions-débentures, débentures, obligations et autres valeurs de la compagnie, pour de l'argent, ou après avoir été au préalable émises comme entièrement acquittées, en paiement ou paiement partiel de toute propriété, tous droits et privilèges qui peuvent être acquis par la compagnie et pour tous services rendus ou travail fait pour la compagnie, et en paiement ou à l'acquit des dettes et responsabilités dues par la compagnie;

To invest and deal with the moneys of the company not immediately required in such manner as may be fixed upon from time to time; to issue shares, debenture-stock, debentures, bonds and other securities of the company for cash, or if such shares be issued as fully paid up, in payment or part payment for any property, rights and privileges which may be acquired by the company and for any services rendered to or work done for the company and as payment for or settlement of any debts and liabilities due by the company;

Acquérir, vendre, posséder, échanger et exploiter des brevets, permis, concessions, droits ou inventions qui peuvent être utilisés en rapport avec les objets de la compagnie;

To acquire, sell, own, exchange and exploit any patents, licenses, concessions, rights or inventions which may be utilized in connection with the company's purposes;

Se joindre ou se fusionner avec aucune autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie, ou prendre ou acquérir autrement et détenir des actions de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la compagnie, ou exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la compagnie;

To consolidate or amalgamate with any other company having purposes in whole or in part similar to those of the company, or to take or otherwise acquire and hold shares in any other company having purposes in whole or in part similar to those of the company, or carrying on a business capable of being carried on in such manner as to benefit the company directly or indirectly;

Faire toutes les autres choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets précités, faire toutes les choses précitées ou aucune d'icelles, comme principaux agents, entrepreneurs ou autres, et par fiduciaires, agents ou autres, et soit seuls, soit conjointement avec d'autres; émettre et répartir les actions du capital-actions de la compagnie pour la considération et pour tel montant et de temps à autre, au gré des directeurs de la compagnie. Dans le cas où la compagnie passera des contrats ou transigera des affaires avec un ou plusieurs de ses directeurs ou avec toutes firmes dont l'un ou plusieurs de ses directeurs sont actionnaires ou employées, ou avec toute autre corporation ou association dont l'un ou plusieurs de ses directeurs sont actionnaires, directeurs, officiers ou employés, tels contrat ou transaction ne seront pas invalidés ou affectés en aucune manière par le fait que ce directeur ou ces directeurs ont ou peuvent avoir des intérêts dans ces contrats ou transactions qui sont ou peuvent être contraires aux intérêts de la compagnie, lors même que le vote du directeur ou des directeurs ayant tel intérêt contraire, soit nécessaire pour obliger la compagnie en vertu de tels contrat ou transaction, pourvu toutefois que, dans pareil cas, le fait que tel intérêt existe soit déclaré aux autres directeurs affectés par tels contrat ou transaction;

To do any other things which may be incidental or conducive to the attainment of the foregoing purposes, to do all or any of the aforesaid things as principals, agents, contractors or otherwise and through trustees, agents or otherwise, and either alone or in conjunction with others; to issue and allot shares of the capital stock of the company for such consideration and such amounts as may be fixed upon, from time to time, at the option of the Directors. In case the company enters into contracts or transacts business with one or more of its directors or with any firm of which one or more of its directors are shareholders or employees, or with any other corporation or association of which one or more of its directors are stock-holders, directors, officers or employees, such contract or transaction shall not be invalidated or in any wise affected by the fact that such director or directors have or may have interests therein which are or might be adverse to the interests of the company, even though the vote of the director or directors having such adverse interest shall have been necessary to obligate the company upon such contract or transaction, provided, however, that in any such case, the fact of such interests shall be disclosed to the other directors acting upon or in reference to such contract or transaction;

Demander, acheter ou acquérir autrement tous profits, permis, concessions et choses de même nature, conférant un droit exclusif ou non exclusif ou limité d'utiliser toute invention, quelques secrets ou autres renseignements au sujet de telle invention qui pourrait être utilisée pour une des fins quelconques de la compagnie, ou dont l'acquisition serait de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et utiliser, exercer, développer ou permettre l'usage ou faire valoir autrement les biens, les droits ou les renseignements acquis de cette manière;

To apply for, purchase or otherwise acquire any profits, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive, or limited right to use any invention or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information required;

Faire toute convention relative au partage des bénéfices ou relative aux intérêts, à la coopération, au risque mutuel, à la concession réciproque ou pour autres fins avec aucune personne ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'exploiter aucun genre d'affaires que la compagnie est autorisée d'exercer ou d'exploiter, ou tout commerce ou transaction propre à être exercée de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou acquérir autrement toutes machineries, matériel ou fonds de commerce;

Rémunérer toutes personnes ou compagnies pour services rendus ou à rendre en plaçant ou en aidant à placer ou en garantissant le placement des parts du capital-actions de la compagnie ou toutes débentures, ou autres valeurs de la Cie, au sujet de la formation ou de la promotion de la Cie, ou de la conduite de ses opérations;

Vendre, embellir, administrer, développer, échanger, louer, céder, faire valoir autrement la totalité ou une partie quelconque des biens et droits de la présente compagnie;

Faire toutes autres choses qui se rattachent ou qui conduisent à la réalisation des objets susmentionnés, sous le nom de "Teinturerie Mathieu, Limitée", avec un capital total de vingt mille dollars ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce seizième jour de janvier 1934.

ALEX. DESMEULES,
819–o Sous-secrétaire de la Province.

"The Canadian Miner Publishing Company, Incorporated".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-neuvième jour de décembre 1933, constituant en corporation: Maurice Shulman, Ezra Leithman, tous deux avocats, Irène-R. Brown, sténographe, fille majeure, tous des cité et district de Montréal, dans les buts suivants:

Exercer les opérations d'imprimeurs en beaux-arts pour le commerce, manufacturiers, publicistes et imprimeurs de cartes de Noël, autographes, cartes, cartes postales illustrées, cartes de mariage, programmes de toutes sortes, et cartes postales, calendriers, périodiques et autres publications, libraires en gros et libraires-experts, et toutes autres opérations manufacturières, mercantiles ou autres, que la compagnie croira pouvoir être convenablement exercées en rapport avec le commerce susdit ou qui sembleront susceptibles de bénéficier directement ou indirectement à la compagnie ou augmenter la valeur ou rendre profitable aucun des biens ou droits de la compagnie;

Exercer, si et lorsqu'il semblera désirable, le négoce ou le commerce d'imprimeurs, lithograveurs et graveurs en général et agir comme agents de publicité et de ventes pour les produits d'icelle;

Organiser des concours de dessins ou toutes autres productions artistiques, ou casse-tête de mots croisés et offrir et donner des prix, récompenses et primes de telle nature et à tels termes qui seront jugés convenables, et acquérir des droits, exclusifs ou partiels, pour la reproduction de photographies, pour telle considération qui sera jugée convenable;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in any business which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company;

To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any machinery, plant, stock-in-trade;

To remunerate any person or company for services rendered, or to be rendered, in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the shares in the company's capital, or any debentures, or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business;

To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, or turn to account otherwise all or any part of the property and rights of the company;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "Teinturerie Mathieu, Limitée", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at Quebec, in the District of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this sixteenth day of January, 1934.

ALEX. DESMEULES,
820 Assistant Provincial Secretary.

"The Canadian Miner Publishing Company, Incorporated".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of December, 1933, incorporating: Maurice Shulman, Ezra Leithman, both advocates, Irene R. Brown, stenographer, *fille majeure*, all of the city and district of Montreal, for the following purposes;

To carry on the business of fine art printers to the trade, manufacturers, publishers and printers of Christmas cards, authograph, cards, pictorial post-cards, wedding cards, programs of all sorts, and post-cards, calendars, periodicals and other publications, wholesale and expert stationers, and any other business manufacturing, dealing or otherwise, which may seem to the company capable of being carried on in connection with the above or calculated directly or indirectly to benefit the company or enhance the value of or render profitable any of the company's properties or rights;

To carry on, if and when it shall seem desirable, the trade or business of general printers, lithographers and engravers and to act as advertising and sales agents for the products thereof;

To establish competitions in respect of designs or other artistic productions, or cross word puzzles and to offer and grant prizes, awards and premiums of such character and on such terms as may seem expedient, and to acquire rights, sole or partial, for the reproduction of photographs for such consideration as may be deemed suitable;

Bâtir, construire, ériger, acheter, louer ou autrement acquérir ou pourvoir tous édifices, usine et machinerie ou autres choses nécessaires ou utiles aux fins de l'exercice des objets de la compagnie;

Etablir des agences et succursales et nommer des agents et autres pour aider à la conduite ou à l'extension du commerce de la compagnie;

Agir comme agents et ou courtiers pour toute personne, firme ou compagnie et entreprendre et réaliser des sous-contrats, et aussi agir dans aucune des opérations de la compagnie, par l'intermédiaire ou au moyen d'agents, courtiers, sous-entrepreneurs et autres;

Imprimer et publier un journal quotidien, hebdomadaire et ou mensuel, des lettres ou bulletins financiers sous le nom "The Canadian Miner and Investment News";

Souscrire, acheter, se porter garant, acquérir, détenir, vendre, échanger, disposer ou autrement négocier ou passer des contrats relativement à des obligations, débentures, actions ou autres valeurs ou obligations, et demander ou accepter, en tout ou en partie, comme compensation, satisfaction ou garantie pour aucun contrat, créance ou obligation à ou envers la compagnie, des biens, obligations, actions et valeurs de toute nature à tel prix et à tels termes qui seront convenus, sous le nom de "The Canadian Miner Publishing Company, Incorporated".

Le capital-actions de la compagnie est divisé en mille (1,000) actions sans valeur nominale ou au pair, le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de cinq mille dollars ($5,000.00).

Les actions autres que les actions privilégiées seront émises et réparties à tel prix qui sera fixé par les directeurs.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-neuvième jour de décembre 1933.

ALEX. DESMEULES,
821 Sous-secrétaire de la Province.

To build, construct, erect, purchase, hire or otherwise acquire or provide any buildings, plant and machinery or other things necessary or useful for the purpose of carrying out the objects of the company;

To establish agencies and branches and to appoint agents and others to assist in the conduct or extension of the company's business;

To act as agents and or brokers for any person, firm or company and to undertake and perform sub-contracts, and also to act in any of the businesses of the company, through or by means of agents, brokers, sub-contractors and others;

To print and publish a daily, weekly and or monthly newspaper, stock market letter, or stock market bulletin under the name of the "Canadian Miner and Investment News";

To subscribe for, purchase, assume liability under, acquire, hold, sell, exchange, dispose of or otherwise deal in or contract with reference to bonds, debenture, stocks or other securities or obligations, and to apply or accept in whole or in part as consideration for, satisfaction of or security for any contract, indebtedness or obligation to or for the company, property, obligations, shares and securities of any kind at such valuation and upon such terms as may be agreed upon, under the name of "The Canadian Miner Publishing Company, Incorporated".

The capital stock of the company is divided into one thousand (1,000) shares having no nominal or par value, the amounts with which the company will commence its operations will be five thousand dollars ($5,000.00).

Shares other than preferred shares shall be issued and allotted at such price as may be fixed by the directors.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty-ninth day of December, 1933.

ALEX. DESMEULES,
822–o Assistant Provincial Secretary.

"The Embassy Club, Inc.".

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deuxième jour de janvier 1934, constituant en corporation sans capital-actions: Léon Garneau, avocat et Conseil en Loi du Roi, Zoé Garon, fille majeure, sténographe, tous deux de la cité de Montréal, Liguori Hébert, avocat et Conseil en loi du Roi, de la cité de Longueil, tous du district de Montréal, dans les buts suivants:

Promouvoir des entretiens sociaux et la bonne amitié entre ses membres;

Procurer des divertissements sociaux et autres amusements et récréations;

Fournir à ses membres tous les privilèges, avantages, commodités et accommodations en usage dans un club;

Acquérir, louer, maintenir et administrer les établissements convenables pour les fins d'un club et pour l'accommodation des membres et leurs amis, et acquérir ou louer l'ameublement et tous les accessoires nécessaires ou convenables pour iceux;

Procurer le logement, la nourriture et les rafraîchissements aux membres et à leurs amis;

Obtenir pour le club, un permis pour la vente de la bière, vin et autres boissons alcooliques, dont la vente est présentement ou pourra être

"The Embassy Club, Inc.".

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty second day of January, 1934, to incorporate as a corporation without share capital: Leon Garneau, advocate and King's Counsel, Zoé Garon, spinster, stenographer, both of the City of Montreal, Liguori Hébert, advocate and King's Counsel, of the City of Longueil, all of the District of Montreal, for the following purposes:

To promote social intercourse and good fellowship amongst its members;

To hold social entertainments and other amusements and recreations;

To afford to its members all the usual privileges, advantages, conveniences and accommodation of a club;

To acquire, lease, maintain and manage premises suitable for the purposes of a club and for the accommodation of members and their friends, and to acquire or lease furniture and all accessories necessary or convenient therefor;

To provide lodging, food and refreshments to its members and their friends;

To obtain and hold for the club a license for the sale of beer, wine and other alcoholic liquors, the sale of which is now or may be in the future

dans l'avenir permise par les lois de cette Province, sous le nom de "The Embassy Club, Inc.".

La valeur des biens immobiliers que la corporation peut posséder ou détenir est limitée à cinquante mille dollars ($50,000.00).

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-deuxième jour de janvier 1934.

ALEX. DESMEULES,
823 Sous-secrétaire de la Province.

permitted by the laws of this Province, under the name of "The Embassy Club, Inc.".

The value of the immoveable property which may be owned or held by the corporation shall be limited to fifty thousand dollars ($50,000.00).

The head office of the company will be in Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty second day of January, 1934.

ALEX. DESMEULES,
824–o Assistant Provincial Secretary.

"The Perroquet Club, Inc.".

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingtième jour de janvier 1934, constituant en corporation, sans capital-actions: Léon Garneau, avocat et Conseil en Loi du Roi, Zoé Garon, fille majeure, sténographe, tous deux de la cité de Montréal, Liguori Hébert, avocat et Conseil en loi du Roi, de la cité de Longueil, tous du district de Montréal, dans les buts suivants:

Promouvoir des entretiens sociaux et la bonne amitié entre ses membres;

Procurer des divertissements sociaux et autres amusements et récréations;

Fournir à ses membres tous les privilèges, avantages, commodités et accommodations en usage dans un club;

Acquérir, louer, maintenir et administrer les établissements convenables pour les fins d'un club et pour l'accommodation des membres et leurs amis, et acquérir ou louer l'ameublement et tous les accessoires nécessaires ou convenables pour iceux;

Procurer le logement, la nourriture et les rafraîchissements aux membres et à leurs amis;

Obtenir et détenir pour le club, un permis pour la vente de la bière, vin et autres boissons alcooliques, dont la vente est présentement ou pourra être dans l'avenir permise par les lois de cette Province, sous le nom de "The Perroquet Club, Inc.";

La valeur des biens immobiliers que la corporation peut posséder ou détenir est limitée à cinquante mille dollars ($50,000.00).

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingtième jour de janvier 1934.

ALEX. DESMEULES,
825 Sous-secrétaire de la Province.

"The Perroquet Club, Inc.".

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of January, 1934, to incorporate as a corporation without share capital: Léon Garneau, advocate and King's Counsel, Zoé Garon, spinster stenographer, both of the City of Montreal, and Liguori Hébert, advocate and King's Counsel, of the City of Longueil, all of the district of Montreal, for the following purposes:

To promote social intercourse and good fellowship amongst its members;

To hold social entertainments and other amusements and recreations;

To afford to its members all the usual privileges, advantages, conveniences and accommodation of a Club;

To acquire, lease, maintain and manage premises suitable for the purposes of a Club and for the accommodation of members and their friends, and to acquire or lease furniture and all accessories necessary or convenient therefor;

To provide lodging, food and refreshments to its members and their friends;

To obtain and hold for the Club a license for the sale of beer, wine and other alcoholic liquors, the sale whereof is now or may in future be permitted by the laws of this Province, under the name of "The Perroquet Club, Inc.";

The value of the immoveable property which may be owned or held by the Corporation shall be limited to fifty thousand dollars ($50,000.00).

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twentieth day of January, 1934.

ALEX. DESMEULES,
826–o Assistant Provincial Secretary.

"Thomson-Gingras Lumber Co., Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-neuvième jour de décembre 1933, constituant en corporation: Alfred Gingras, marchand de bois, Lucien-Donat Viau, comptable agréé, tous deux de Verdun, William-Henry Thomson, marchand de bois, de Montréal, dans les buts suivants:

Faire, en gros et en détail, le commerce de bois, charbon, foin et grain, exercer un commerce de voiturage et tous les accessoires s'y rattachant;

Exploiter une usine pour la fabrication de châssis et de portes, bois préparé et tous matériaux de construction, faire le commerce de bois en général et matériel de construction de toutes sortes;

Manufacturer, faire et exercer le commerce,

"Thomson-Gingras Lumber Co., Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of December, 1933, incorporating: Alfred Gingras, lumber dealer, Lucien Donat Viau, chartered accountant, both of Verdun, William Henry Thomson, lumber dealer, of Montreal, for the following purposes:

To deal wholesale and retail in wood, coal, hay and grain, to carry on a cartage business and all accessories thereto;

To operate a factory for the manufacturing of sashes and doors, prepared wood and any building materials, to deal in wood generally and construction material of any kind;

To manufacture, make and deal in, under any

sous aucune forme quelconque, de toutes choses qui peuvent faire l'objet de la fabrication, du négoce et du commerce du bois en général;

Exercer et faire le commerce du bois de pulpe, bois de charpente et bois de construction; manufacturer, produire, acheter, vendre, et repolir du bois franc pour le planchéiage, le placage et toute autre sorte de bois pour toutes fins quelconques;

Exercer tout autre commerce, soit manufacturier ou autrement, que la compagnie croira pouvoir être avantageusement exercé, ou qu'elle croira susceptible d'augmenter directement ou indirectement la valeur des biens ou droits qu'elle peut détenir et dans lesquels elle peut être intéressée;

Acheter des lots de terre ou limites à bois et faire couper du bois pour toutes fins quelconques, ou droits de passage pour le flottage de billots et aussi tous droits et privilèges nécessaires à l'exploitation des limites à bois;

Construire, acheter, louer ou autrement acquérir, obtenir, détenir, maintenir, exploiter et administrer des pouvoirs hydrauliques et boutiques, limites à bois, moulins pour la fabrication de toutes sortes de produits ligneux;

Entreprendre, exercer et exploiter, et faire entreprendre, exercer et exploiter des camps pour la coupe du bois, faire et faire faire le flottage et le transport de billots, bois de construction ou autre bois en général sur les lacs, rivières et ruisseaux;

Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements et de l'actif de toute personne, société ou compagnie exerçant une industrie que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie;

Bâtir, construire, ériger, acheter, prendre à bail ou en échange, louer et autrement acquérir tous biens mobiliers et immobiliers que la compagnie croira nécessaires ou désirables et vendre, améliorer, administrer, développer, louer, disposer, faire valoir et autrement négocier tous ou aucune partie des biens de la compagnie;

Promouvoir, organiser, administrer ou développer toute corporation, compagnie ou entreprise commerciale;

Exercer toute autre industrie que la compagnie croira pouvoir exercer convenablement en même temps que son industrie, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens, des droits ou des produits de la compagnie ou les rendre profitables;

Emettre et répartir, comme entièrement acquittées, les actions du capital-actions de la compagnie constituée par les présentes, en paiement ou partie de paiement de tout commerce, franchise, entreprise, biens, droits, pouvoirs, privilèges, baux, permis, contrats, immeubles, actions, débentures, obligations ou autres biens ou droits qu'elle peut légalement acquérir en vertu des pouvoirs concédés dans les présentes;

Rémunérer, soit au moyen de commission ou autrement, toute personne ou compagnie, pour services rendus ou à rendre en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le placement de chacune des parts dans le capital de la compagnie, ou toutes débentures, actions-débentures ou autres garanties de la compagnie, dans ou au sujet de la formation ou promotion de la compagnie, ou dans la conduite de ses affaires;

Prélever et aider à prélever de l'argent, aider au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations, débentures ou d'autres valeurs, ou autrement, aucun autre individu, firme, compagnie ou corporation avec lesquels la

form whatever, everything which may be the object of the manufacture, trade and business of wood in general;

To carry on the business of and deal in pulpwood, timber and lumber; to manufacture, produce, purchase, sell and repolish hardwood for flooring, veneering and any other kind of wood for any purposes whatever;

To carry on any other business, whether manufacturing or otherwise, which may seem to the company capable of being advantageously carried on, or which it may deem directly or indirectly to increase the value of the property or rights which it may hold and in which it may be interested;

To purchase ground lots or timber limits and have the timber cut thereon for any purposes whatever, or rights of way for the floating of logs and also any rights and privileges necessary for the operation of timber limits;

To construct, purchase, lease or otherwise acquire, obtain, hold, maintain, operate and manage water powers and workshops, timber limits, mills for the manufacture of all kind of wood products;

To undertake, carry on and operate, cause to undertake, have carried on and operated camps for the cutting of timber, to carry on and cause to be carried on the floating and transportation of logs, timber or other wood in general on lakes, river and streams;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities or assets of any individual, partnership or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purpose of the company;

To build, construct, erect, purchase, take on lease or in exchange, hire and otherwise acquire any real and personal property which the company may think necessary or desirable and to sell, improve, manage, develop, lease, dispose of, turn to account and otherwise deal with all or any part of the company's property;

To promote, organize, manage or develop any corporation, company or business enterprise;

To carry on any other business which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property, rights or products;

To issue and allot, as fully paid up, stock of the company hereby incorporated, in payment of or part payment of any business, franchise, undertaking, property, rights, powers, privileges, lease, license, contract, real estate, stocks, bonds and debentures or other property or rights which it may lawfully acquire by virtue of the powers herein granted;

To remunerate, whether by means of commission or otherwise, any persons or companies for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any shares of the company or any debentures, debenture stock or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business;

To raise and assist in raising money for, and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, any other person, firm, company or corporation with whom the company

compagnie sera en affaires, et garantir l'exécution des contrats par aucune telle compagnie ou corporation;

Placer et employer les deniers disponibles de la compagnie de la manière qui sera de temps à autre déterminée;

Emprunter des fonds sur le crédit de la compagnie et émettre des bons, débentures ou autres valeurs de la compagnie ou les engager ou les vendre pour les sommes et prix jugés convenables;

Hypothéquer, grever ou engager toute propriété immobilière ou mobilière, présente ou future, appartenant à la compagnie, comme garantie de toutes, obligations,débentures, actions-débentures ou autres valeurs que cette compagnie est légalement autorisée à émettre, ou toutes sommes d'argent empruntées pour les fins de la compagnie;

Et il est ordonné et déclaré que dans le cas où la compagnie passerait des contrats ou transigerait des affaires avec l'un ou plusieurs de ses directeurs, ou avec toute firme dont l'un ou plusieurs des directeurs de cette compagnie sont membres, ou employés, ou avec toute autre corporation ou association dont l'un ou plusieurs des directeurs de cette compagnie sont actionnaires, directeurs, officiers ou employés, tel contrat ou transaction ne sera pas invalidé ou en aucune manière affecté par le fait que tel directeur ou directeurs avaient ou pouvaient avoir un intérêt dans tel contrat ou transaction qui est ou pourrait être préjudiciable aux intérêts de la compagnie, bien que le vote de ce directeur ou directeurs ayant un intérêt préjudiciable, ait été nécessaire pour obliger la compagnie à tel contrat ou transaction; pourvu toutefois que, dans tel cas, le fait d'avoir tel intérêt sera déclaré ou connu des autres directeurs ou actionnaires agissant en vertu ou relativement à tel contrat ou transaction;

Faire toutes les choses ci-dessus énumérées, en tout ou en partie, comme mandants ou agents, entrepreneurs ou autrement et soit seule ou conjointement avec d'autres, sous le nom de "Thomson-Gingras Lumber Co., Limited", avec un capital total de dix mille dollars ($10,000.00), divisé en cent (100) actions de cent dollars ($100.-00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-neuvième jour de décembre 1933.

ALEX. DESMEULES,
827 Sous-secrétaire de la Province.

may have business relations, and to guarantee the performance of contracts by any such company or corporation;

To invest and deal with the moneys of the company not immediately required, in such manner as from time to time may be determined;

To borrow money on the credit of the company and to issue bonds, debentures or other securities of the company and pledge or sell the same for such sums and at such prices as may be deemed expedient;

To hypothecate, mortgage or pledge any property, movable or immovable, present or future, belonging to the company, for the purpose of securing any bonds, debentures, debenture stock or other securities which the company is by law entitled to issue, or any money borrowed for the purposes of the company;

And it is ordained and declared that in case the company enters into contracts or transacts business with one or more of its directors or with any firm of which one or more of its directors are members or employees, or with any other corporation or association of which one or more of its directors are stock holders, directors, officers or employees, such contract or transaction shall not be invalidated or in any wise affected by the fact that such director or directors have or may have interests therein which are or might be adverse to the interests of the company, even though the vote of the director or directors having such adverse interest shall have been necessary to obligate the company upon such contract or transaction; provided, however, that in any such case the fact of such interest shall be known or disclosed to the other directors or stockholders acting upon or in reference to such contract or transaction;

To do all the things hereabove enumerated, in whole or in part, as principals or agents, contractors or otherwise and either alone or in association with others, under the name of "Thomson-Gingras Lumber Co., Limited", with a total capital stock of ten thousand dollars ($10,000.00), divided into one hundred (100) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty-ninth day of December, 1933.

ALEX. DESMEULES,
828–o Assistant Provincial Secretary.

Lettres Patentes Supplémentaires

"J. O. Dufour, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, articles 30, 41 et suivants, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du seizième jour de janvier 1934, à la compagnie "J.-O. Dufour, Limitée", ratifiant un règlement modifiant les privilèges attachés aux actions privilégiées créées par les lettres patentes originales, comme suit, à savoir:

Que 50 actions ordinaires de $100.00 chacune, soient et sont par les présentes converties en actions privilégiées "A" aussi de $100.00 chacune, les 50 actions privilégiées actuellement dans le trésor de la compagnie, devant être appelées actions privilegiées "B";

Supplementary Letters Patent

"J.-O. Dufour, Limitée".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, articles 30, 41 and following, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of January, 1934, to the company "J.-O. Dufour, Limitee", ratifying a by-law modifying the privileges attached to the preferred shares created by the original letters-patent, as follows, to wit:

That 50 common shares of $100.00 each be and are hereby converted into "A" preferred shares, also of $100.00 each, the 50 preferred shares actually in the company's treasury, to be designated as "B" preferred shares;

Les dites actions privilégiées "A" sont émises aux conditions suivantes et porteront et seront sujettes aux préférences, droits et limitations qui suivent, savoir:

(*a*) Elles recevront à même le surplus ou les bénéfices nets de la compagnie, des dividendes privilégiés, non cumulatifs au taux de sept pour cent l'an et pas davantage, payables semi-annuellement le premier jour de janvier et de juillet chaque année, lorsqu'ils auront été déclarés par le bureau de direction;

(*b*) Durant l'année commençant le premier janvier, 1935, et durant chaque année subséquente, la compagnie achètera au prix de $100.00 par action et au moins deux actions privilégiées "A", l'une le premier janvier et l'autre le premier juillet, et ce, jusqu'à ce que les dites actions aient été entièrement rachetées; les actions qui devront être rachetées seront déterminées de la manière que l'entendra le bureau de direction et l'actionnaire dont les actions devront être rachetées, sera avisé par une lettre recommandée à sa dernière adresse connue, au moins trente jours avant la date de rachat et, avant cette date, le ou les certificats dûment endossés, seront remis au secrétaire de la compagnie. Au cas où tels certificats ne seraient pas transmis au bureau du secrétaire de la compagnie dans le dit délai, cette dernière déposera la somme de $100.00 pour chaque action à être rachetée, dans une banque à Sherbrooke, au crédit de l'actionnaire et ce dernier, en tant que les dites actions ainsi rachetées sont concernées, n'aura aucuns droits ou recours contre la compagnie, les dites actions devenant alors la propriété de cette dernière;

(*c*) Les détenteurs d'actions privilégiées "A", bien qu'éligibles comme directeurs de la compagnie, n'auront pas le droit de voter aux assemblées d'actionnaires à moins que la compagnie ne soit en défaut dans le rachat tel que ci-dessus stipulé de quatre actions privilégiées "A" de la compagnie et, dans le cas de tel défaut et durant tout le temps de sa durée, les détenteurs des actions privilégiées "A" auront les mêmes droits de vote que les détenteurs d'actions communes et auront aussi le droit d'élire trois directeurs de la compagnie;

(*d*) Advenant le cas où les détenteurs d'actions privilégiées "A" auraient le droit de voter tel que ci-dessus prévu, les directeurs de la compagnie convoqueront immédiatement une assemblée spéciale des actionnaires dans le but d'élire un nouveau bureau de direction et si les directeurs refusent ou négligent, durant dix jours après en avoir été requis par un écrit signé par le ou les détenteurs d'au moins dix actions privilégiées "A", de convoquer telle assemblée à être tenue dans les quinze jours de tel avis, un ou des détenteurs de dix actions privilégiées "A" pourra ou pourront convoquer telle assemblée à être tenue à un endroit indiqué, dans les limites de la Cité de Sherbrooke, après un avis écrit de six jours; à telle assemblée, les détenteurs d'actions privilégiées "A" auront le droit d'élire trois directeurs et les détenteurs d'actions communes, un directeur, et les directeurs élus à telle assemblée, nonobstant tous règlements à ce contraire, seront les directeurs de la compagnie jusqu'à ce que leurs successeurs soient nommés;

(*e*) Après que trois directeurs auront été ainsi choisis par les détenteurs d'actions privilégiées "A", si la compagnie, en aucun temps, rachète le nombre des dites actions qu'elle aurait dû alors avoir racheté, tel que ci-dessus stipulé, les directeurs convoqueront immédiatement une assemblée spéciale des actionnaires dans le but d'élire

The said "A" preferred shares shall be issued on the following conditions, and shall bear and be subject to the following preferences, rights and limitations, to wit:

(*a*) They will receive out of the surplus or net profits of the company preferred, non-cumulative dividends, at the rate of seven per cent per annum, and no more, payable semi-annually on the first day of January and July of each year, as and when declared by the Board of Directors;

(*b*) During the year beginning the first of January, 1935, and during each subsequent year, the company shall redeem, at the price of $100.00 per share, at least two "A" preferred shares, one on the first of January and the other on the first of July, and such, until the said preferred shares be entirely redeemed; the shares to be redeemed shall be chosen in the manner fixed upon by the Board of Directors, and the shareholder holding the shares to be redeemed, shall be notified by registered letter, sent to his last known address, at least thirty days before the date of redemption, and before said date, the duly endorsed certificate or certificates shall be delivered to the secretary of the company. In case such certificates should not have been transmitted to the secretary of the company within the stated time, the latter will deposit the sum of $100.00 per each share to be redeemed, in a bank at Sherbrooke, to the shareholder's credit, and the latter, inasmuch as the said shares thus redeemed may be concerned, shall have no further rights or recourse against the company, the said shares then becoming the property of the latter;

(*c*) The holders of the "A" preferred shares, although eligible as Directors of the company, shall not be entitled to vote at the shareholders' meetings, unless the company be in default in the redemption, as hereinabove stipulated, of four "A" preferred shares of the company, and in case of such default and during all the time of its duration, the holders of the "A" preferred shares shall have the same voting right as the holders of the common shares and shall also have the right of electing three Directors of the company;

(*d*) In a case where the holders of "A" preferred shares should enjoy voting right as hereinabove provided, the Directors of the company will immediately call a special meeting of the shareholders, for the purpose of electing a new Board of Directors and, if the Directors refuse or neglect, for ten days after having been requested to do so, by a written notice signed by the holder or holders of at least ten "A" preferred shares, to call such meeting to be held within fifteen days of such notice, one or more of the holders of ten "A" preferred shares, may call such meeting to be held at a given place, within the limits of the City of Sherbrooke, after a written notice of six days; at such meeting, the holders of "A" preferred shares shall be entitled to elect three Directors, and the holders of common shares, one Director, and the Directors elected at such meeting, notwithstanding any by-laws to the contrary, shall be the Directors of the company until their successors be appointed;

(*e*) After three Directors shall thus have been chosen by the holders of "A" preferred shares, if the company, at any time, should redeem the number of shares which ought to have been then redeemed as hereinabove stipulated, the Directors shall immediately call a special meeting of the shareholders for the purpose of electing a new

un nouveau bureau de direction et si les directeurs refusent ou négligent, durant dix jours après en avoir été requis par un écrit signé par le ou les détenteurs d'au moins dix actions communes, de convoquer telle assemblée à être tenue dans les quinze jours de tel avis, un ou des détenteurs de dix actions communes pourra ou pourront convoquer telle assemblée à être tenue à un endroit indiqué dans les limites de la Cité de Sherbrooke, après un avis écrit de six jours; à telle assemblée, les détenteurs d'actions communes auront le droit d'élire quatre directeurs et les directeurs élus à telle assemblée, nonobstant tous règlements à ce contraire, seront les directeurs de la compagnie jusqu'à ce que leurs successeurs soient nommés;

(*f*) Lors de la dissolution ou de la liquidation de la compagnie, les actions privilégiées "A" concurremment avec les actions privilégiées "B" en cours seront payées en entier et au pair, avec les dividendes accrus, par préférence et avant qu'aucun paiement ne soit fait sur les actions ordinaires.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce seizième jour de janvier 1934.

ALEX. DESMEULES,
829–o Sous-secrétaire de la Province.

Board of Directors, and if the Directors refuse or neglect, during ten days after having been so requested by a written notice signed by the holder or holders of at least ten common shares, to call such meeting, to be held within fifteen days of such notice, one or more of the holders of ten common shares may call such meeting to be held at a given place, within the limits of the City of Sherbrooke, after a written notice of six days; at such meeting, the holders of common shares shall be entitled to elect four Directors, and the Directors elected at such meeting, notwithstanding any by-laws to the contrary, shall be the Directors of the company until their successors be appointed;

(*f*) In the event of the dissolution or liquidation of the company, the outstanding "A" preferred shares, concurrently with the outstanding "B" preferred shares shall be paid in full and at par, with the accrued dividends, in preference to and before any payment be made on the common shares.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this sixteenth day of January, 1934.

ALEX. DESMEULES,
830 Assistant Provincial Secretary.

Demandes à la Législature

AVIS

"L'Association Professionnelle des Coiffeurs pour Dames de la Province de Québec, Incorporée", dûment constituée en vertu du chapitre 255 S. R. Q., 1925, donne avis par les présentes qu'elle s'adressera à la Législature de Québec à sa présente session, pour lui demander de modifier et d'étendre ses pouvoirs corporatifs et aux fins de réglementer la susdite profession, d'exiger une licence pour son exercice et d'en fixer les conditions, d'assurer l'hygiène des salons de beauté, de réglementer l'apprentissage et les écoles de coiffure, de fixer un tarif et un salaire minima, de prohiber ou permettre, à certaines conditions, les annonces et démonstrations, de faire édicter des amendes et aussi aux fins de faire amender les articles 300 et autres de la Charte de la Cité de Montréal, de manière à faire décréter la fermeture des salons de beauté le soir et le dimanche, en assurer la salubrité et les séparer des boutiques de barbier, enfin, d'obtenir toutes autres modifications jugées nécessaires à la législation existante.

Montréal, ce 16 janvier, 1934.

Les procureurs de la Requérante,
BEAULIEU, GOUIN, MERCIER & TELLIER.
405—3–4–o

Avis est par les présentes donné que la ville de Hampstead s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa présente session, pour la passation d'une Loi amendant sa charte, 4 Geo. V, Chap. 94, à l'effet de fixer pour une période de dix ans commençant avec l'année 1935, l'évaluation des immeubles, y compris les édifices susérigés, qui peuvent être utilisés pour les fins d'un terrain de golf, à mille dollars ($1,000.) l'arpent

Montréal, le 16 janvier 1934.

Les procureurs de la requérante,
BROWN, MONTGOMERY & MCMICHAEL.
443—3–4

Applications to the Legislature

NOTICE

"L'Association Professionnelle des Coiffeurs pour Dames de la Province de Québec Incorporée", duly incorporated in virtue of chapter 255, R. S. Q. 1925, gives notice by these presents that it shall apply to the Quebec Legislature, during its present session, to ask the modification and extension of its corporate powers and for the purpose of regulating the aforesaid profession, of requiring a license for the practice of said profession and fixing the conditions thereof, of assuring the hygienic conditions of beauty parlors, of regulating the apprenticeship and the hairdressers' schools, of fixing minimum tariff and salary, of forbidding or permitting under certain conditions, advertisement and demonstrations, of imposing certain fines, and also, for the purpose of amending sections 300 and others of the Charter of the City of Montreal, so as to order closing of beauty parlors during evenings and sundays, to assure the salubrity of same and to separate them from barber shops and finally to obtain all other modifications deemed necessary to the existing legislation.

Montreal, January 16th 1934.

BEAULIEU, GOUIN, MERCIER & TELLIER,
Attorneys for the petitioner.
406—3–4 o

Notice is hereby given that the Town of Hampstead will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at the present Session, for the passing of an Act amending its Charter, 4 Geo. V, Ch. 94, to fix for a period of ten years commencing with the year 1935 the valuation of the immoveables, including buildings thereon, to be used for the purposes of a golf course at one thousand dollars ($1,000.) an arpent.

Montreal, January 16th., 1934.

BROWN, MONTGOMERY & MCMICHAEL,
444—3–4–o Attorneys for Petitioner.

Avis est par les présentes donné que la "The Trafalgar Institute" s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa présente session, pour la passation d'une Loi changeant son nom en celui de "Trafalgar School for Girls".

Montréal, le 18 janvier 1934.

Par ordre de la Corporation,
Le secrétaire,
A.-C. STEAD.

489—3-4

L'INSTITUT DES SOEURS DE NOTRE-DAME-DE MONT-LAURIER

Avis est par les présentes donné au public que Marie-Anne Gendron, en religion Sœur Marie François-Xavier, Supérieure Générale; Olympe Petit, en religion Sœur Marie Jean du Sacré-Cœur, assistante générale; Laura Ayotte, dite Sœur Anne Marie, 2ième assistante; Albina St-Denis, dite Sœur Marie Vincent Ferrier, 3ième assistante; Floriane Ménard, dite Sœur Marie Rodolphe, 4ième assistante; toutes cinq résidant à Mont-Laurier et membres de l'Institut des Sœurs de Notre-Dame-de-Mont-Laurier, communauté religieuse établie avec l'approbation canonique de Monseigneur l'Evêque du diocèse de Mont-Laurier, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa présente session, pour obtenir l'adoption d'une loi les constituant, elles et leurs successeurs et toutes personnes formant partie de leur communauté, en corporation sous les noms de "l'Institut des Sœurs de Notre-Dame-de-Mont-Laurier", avec siège principal de la dite corporation au village de Mont-Laurier, aux fins d'accomplir et de pratiquer les œuvres de charité corporelle et spirituelle par l'établissement d'orphelinats, hospices, maisons d'éducation, etc, en se consacrant à l'enseignement, en s'occupant en outre du soin matériel des évêchés, séminaires, collèges et autres maisons religieuses, et qu'elles demanderont en faveur de leur dite corporation tous les pouvoirs, prérogatives et privilèges reconnus par la loi et appartenant aux corporations civiles ordinaires et aux sociétés religieuses constituées en corporation, de même que tous les pouvoirs, prérogatives et privilèges résultant de la destination et du but de la dite corporation et nécessaires pour l'accomplissement de sa mission et de son œuvre.

La dite corporation devra être spécialement autorisée: à avoir succession perpétuelle sous le nom qui lui est attribué; à posséder un sceau commun et le modifier à volonté; à pouvoir changer à son choix son siège principal par règlement qu'elle adoptera à être approuvé par le Lieutenant-Gouverneur en conseil et publié dans la *Gazette officielle de Québec;* à adopter pour son organisation et sa régie, pour l'administration de ses œuvres et de ses biens, et généralement pour tout ce qui se rattache à son sujet et à la réalisation de son entreprise, à la direction de son œuvre et à l'exercice de ses pouvoirs, tous règlements et ordonnances qu'elle jugera à propos, pourvu qu'il ne s'y trouve rien contraire aux lois de cette Province, et à modifier et changer tels règlements et ordonnances chaque fois qu'il sera jugé convenable et nécessaire; à faire des emprunts de deniers sur le crédit de la dite corporation et à consentir ces emprunts au moyen d'émission d'obligations, avec hypothèque sur les biens meubles et immeubles présents et futurs de la corporation, et droit de consentir cette hypothèque en faveur de fidéi-commissaires représentant les obligataires, et ce au moyen d'un acte de fidéi-commis ou de toute autre manière; à organiser et poursuivre toutes œuvres de charité corporelle et spirituelle, et, à ces fins, à établir des orphelinats, hospices, maisons

Notice is hereby given that the Trafalgar Institute will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for an Act changing its name to "Trafalgar School for Girls".

Montreal, January 18th, 1934.

By Order of the Corporation,
A. C. STEAD,
Secretary.

490—3-4-o

L'INSTITUT DES SOEURS DE NOTRE-DAME DE MONT-LAURIER

Notice is hereby given to the public that Marie Anne Gendron, whose religious name is Sœur Marie François-Xavier, General Superior; Olympe Petit, in religion Sœur Marie Jean du Sacré-Cœur, first assistant; Laura Ayotte, in religion Sœur Anne-Marie, 2nd. assistant; Albina St-Denis, in religion Sœur Marie Vincent-Ferrier, 3rd assistant; Floriane Ménard, in religion Sœur Marie Rodolphe, 4th assistant; all five residing at Mont-Laurier and members of "L'Institut des Sœurs de Notre-Dame-de-Mont-Laurier", religious community duly established with canonical approval of His Excellency the Bishop of Mont-Laurier, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the passing of a Bill or Law incorporating them and their successors and every person forming part of their community in a corporation under the name of "L'Institut des Sœurs de Notre-Dame-de-Mont-Laurier"; the said corporation will have its principal seat in the village of Mont-Laurier; its principal purposes will be to accomplish and do material and spiritual charitable works by founding orphanages, hospices, education houses, etc.; to devote themselves to education, to take material care of bishoprics, colleges and other religious houses; and they will ask in favour of their said corporation all powers, prerogatives and privileges generally admitted by Law to ordinary civil corporations and particularly to religious societies duly incorporated, and also all powers, prerogatives and privileges being the consequences of the destination and aim of the said corporation and necessary to the accomplishment of its mission and pious works.

The said Corporation will be authorized especially: to have perpetual succession uuder the said name; to have a common seal and alter it at will; to change its principal seat with the approval of the Lieutenant-Governor in council and publication in the *Quebec Official Gazette;* to adopt for its organization and internal government, for the administration of its works and estate, and generally for every thing pertaining to its subject and the performance of its undertaking, to the direction of its acts and the exercise of its powers, any by-laws and ordinances it may think proper, and repeal, amend and change the same, provided they contain nothing contrary to the laws of the Province; to borrow on the credit of such corporation and contract loans by issuing bonds guaranteed on its moveable and immoveable property present and future, by hypothec, mortgage or pledge, if necessary , with power to grant such hypothec, pledge or mortgage to trustees representing the creditors, by mans of one or more deeds of trust, or in any other manner; to organize and perform any material or spiritual charitable work and, for this purpose, to establish orphanages, hospices, education houses, etc., to devote itself to education in a general way; to take material care of bishopries, seminaries, colleges and other religious houses; in short to

d'éducation, etc.; à se consacrer à l'enseignement et aux œuvres éducatrices d'une manière générale; à se charger du soin matériel des évêchés, séminaires, collèges, et autres maisons religieuses; enfin à exécuter et accomplir tous travaux, toutes œuvres et toutes entreprises se rapportant à la mission et au but définis ci-dessus, avec tous les pouvoirs nécessaires pour telles fins.

Mont-Laurier, ce 25 ième jour de janvier 1934.

Pour les requérantes,
ERNEST CHARETTE,
Avocat à Mont-Laurier.

715—5-4-o

Avis public vous est par les présentes donné que M. John-Henry Hand, entrepreneur, de la cité de Westmount, district de Montréal, s'adressera à la Législature de la province de Québec, durant sa présente session, aux fins d'obtenir une législation spéciale, sous forme d'amendement, à la charte de la ville de Hampstead, ou autrement, déclarant que les dispositions contenues dans la section 5 de la Loi 23 Georges V, ch. 141, relatives aux rôles pour taxes spéciales et autres, imposées en vertu des règlements Nos 3, 6, 13 et 24 de la dite ville de Hampstead, ainsi que toutes dispositions similaires, n'affectent pas et n'ont jamais affecté les causes pendantes dans lesquelles il a été et il est partie; et pour toutes autres fins que de droit.

Montréal, le 30 janvier 1934.

Les procureurs de John-Henry Hand,
BEAULIEU, GOUIN, MERCIER & TELLIER.

717—5-4-o

perform, accomplish any work, any enterprise in relation with the mission and aim of the corporation as aforesaid, with all the powers necessary for this object.

Mont-Laurier, this 25th January, 1934.

For the Petitioners,
ERNEST CHARETTE,
Lawyer in Mont-Laurier.

716—5-4-o

Public notice is hereby given that Mr. John Henry Hand, contractor, of the city of Westmount, district of Montreal, shall apply to the legislature of the Province of Quebec, during its present session, for the purpose of obtaining a legislative enactment under the form of an amendment to the charter of the town of Hampstead, or otherwise, whereby it will be declared that the provisions contained in section 5 of the Act 23 George V, ch. 141, relating to the rolls for special and other taxes levied in virtue of bylaws 3, 6, 13 and 24 of the said town of Hampstead, as well as all other similar provisions, do not affect and never did affect the cases which were then pending, wherein the said John Henry Hand was and is a party; and for all other purposes.

Montreal, 30th of January 1934.

BEAULIEU, GOUIN, MERCIER & TELLIER,
Attorneys for the said John Henry Hand.

718—5-4-o

Assurance

AVIS DE PERMIS ET D'ENREGISTREMENT DE COMPAGNIE D'ASSURANCE

Avis est par le présent donné que la Indemnity Mutual Marine Assurance Company Limited, a obtenu le permis et l'enregistrement pour faire des affaires d'assurance de navigation intérieure et océanique, transport intérieur et assurance sur la propriété.

L'agent principal ou procureur pour la province est M. Robert Hampson, 451 Saint-Jean, Montréal.

Donné conformément aux dispositions de l'article 121 de la Loi des Assurances, ce 29ième jour de janvier, 1934.

Le surintendant des Assurances,
B.-A. DUGAL.

Pour le trésorier de la province.
Service des Assurances,
Département du Trésor,
Hôtel du Gouvernement,
Québec, P. Q.

719—5-2-o

Insurance

NOTICE OF LICENSE AND REGISTRATION OF AN INSURANCE COMPANY

Notice is hereby given that the Indemnity Mutual Marine Assurance Company Limited, has been licensed and registered for the transaction in this province of inland marine, ocean marine, inland transportation and property insurance.

The chief agent or attorney for the province is Mr. Robert Hampson, 451 Saint John Street, Montreal.

Given pursuant to the provisions of article 121 of the Quebec Insurance Act, this 29th. day of January 1934.

B. A. DUGAL,
Superintendent of Insurance.

For the Treasurer of the Province.
Insurance Branch,
Treasury Department,
Parliament Buildings,
Quebec, P. Q.

720—5-2-o

ERRATA

CONSEIL MUNICIPAL DU COMTÉ DE COMPTON

Dans l'avis de vente pour taxes de la susdite municipalité, publié dans la *Gazette officielle de Québec* du 20 janvier 1934 à la page 275 et du 27 janvier 1934 à la page 546, dans la municipalité du canton de Newport, au nom de T. O. Cromwell, succ., veuillez lire "rang 7" au lieu de "rang 9".

835-o

ERRATA

MUNICIPAL COUNCIL OF THE COUNTY OF COMPTON

In the notice of sales for taxes of the aforesaid municipality, published in the *Quebec Official Gazette* of January 20, 1934, on page 275 and of January 27, 1934, on page 546, in the municipality of the township of Newport, opposite name of T. O. Cromwell, Estate, read: "range 7" instead of "range 9".

836

LA MUNICIPALITÉ DU COMTÉ DE GATINEAU

Dans la publication de l'avis de vente pour taxes de la susdite municipalité, publié dans la *Gazette officielle de Québec* du 27 janvier 1934, à la page 647, et du 3 février 1934 à la page 778, dans la municipalité de Gracefield, au nom de Aimé Gravelle etc., veuillez lire numéro du cadastre, 38 au lieu de 28. 837–o

CORPORATION MUNICIPALE DU COMTÉ DU LAC SAINT-JEAN

Dans l'avis de vente pour taxes publié dans la *Gazette officielle de Québec*, les 13 et 27 janvier 1934, aux pages 196 et 528, au nom de Alfred Barbeau, corporation scolaire de Sainte-Monique, lire: "lot No 32" au lieu de "33-B".
727—5–2–o

THE MUNICIPALITY OF THE COUNTY OF GATINEAU

In the publication of notice of sale for taxes of the aforesaid municipality, published in the *Quebec Official Gazette* of the 27th of January 1934, on page 647, and of 3rd of February 1934, on page 778, in the municipality of Gracefield, opposite name of Aimé Gravelle, etc., read: "Cadastral Number 38 instead of 28. 838–o

MUNICIPAL CORPORATION OF THE COUNTY OF LAKE SAINT JOHN

In the notice of sale for taxes published in the *Quebec Official Gazette* of January 13 and 27, 1934, on pages 196 and 528, in the name of Alfred Barbeau, School Corporation of Sainte Monique, read: "lot No. 32" instead of "33-B".
728—5–2

Action en séparation de biens

Canada, Province de Québec, District de Bedford, Cour Supérieure, No 938. Dame Agatha C. McMahon, épouse commune en biens de J.-Bruce Payne, manufacturier, de la cité de Granby, district de Bedford, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs ledit J.-Bruce Payne, du même endroit, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 1er jour de février 1934.

Granby, Québec, le 1er février, 1934.
Les procureurs de la demanderesse,
833 HUME & McKERGOW.

Action for separation as to property

Canada, Province of Quebec, District of Bedford, Superior Court, No. 938. Dame Agatha C. McMahon, wife common as to property of J. Bruce Payne, manufacturer, of the city of Granby, district of Bedford, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs the said J. Bruce Payne, of the same place, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, the 1st day of February, 1934.

Granby, Quebec, February 1st., 1934.
HUME & McKERGOW,
834–o Attorneys for plaintiff.

Avis divers

"JOHN BREAKEY, LIMITED".

Extrait du Règlement Spécial "A".

Que le nombre des directeurs de la compagnie est par les présentes augmenté de cinq (5) à six (6).

Daté, le 25 janvier 1934.
Le secrétaire,
855 F.-G. KENNEDY.

WILSIL, LIMITED.

Extrait d'un Règlement de la compagnie.

Un bureau de sept directeurs sera élu annuellement parmi les actionnaires de la compagnie.

Montréal, ce 26ème jour de janvier 1934.
Le secrétaire-trésorier,
857 D. BROGAN.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des syndicats professionnels, le lieutenant-gouverneur en conseil a, le premier jour de février 1934, autorisé "L'Union Protectrice des Cordonniers-Monteurs de Québec et de ses environs" à changer son nom en celui de "L'Union Protectrice des Travailleurs en Chaussures de Québec".

Donné au bureau du secrétaire de la Province, ce deuxième jour de février 1934.
ALEX. DESMEULES,
831–o Sous-secrétaire de la Province.

Miscellaneous Notices

"JOHN BREAKEY, LIMITED".

Extract from Special By-law "A".

That the number of Directors of the Company is hereby increased from five (5) to six (6).

Dated January 25th., 1934.
F. G. KENNEDY,
856–o Secretary.

"WILSIL, LIMITED".

Extract from a By-law of the Company.

A board of seven Directors shall be elected annually from among the shareholders of the Company.

Montreal, this 26th. day of January, 1934.
D. BROGAN,
858–o Secretary-Treasurer.

Notice is hereby given that under the Professional Syndicates Act, the Lieutenant-Governor in Council has, the first day of February, 1934, authorized "L'Union Protectrice des Cordonniers-Monteurs de Québec et de ses environs" to change its name to that of "L'Union Protectrice des Travailleurs en Chaussures de Québec".

Given at the office of the Provincial Secretary, this second day of February, 1934.
ALEX. DESMEULES,
832 Assistant Provincial Secretary.

HUDSON SECURITIES CORPORATION.

Avis est par les présentes donné par la compagnie dite "Hudson Securities Corporation", que le Règlement XXV, autorisant la division et la distribution de l'actif de la corporation *pro rata* entre les actionnaires, a été passé par les directeurs, et approuvé par les actionnaires de la compagnie.

Donné à Montréal, ce deuxième jour de février 1934.

Le secrétaire,
N.-A. BURROWS.

851

HUDSON SECURITIES CORPORATION.

Notice is hereby given by Hudson Securities Corporation, that By-law XXV, authorizing the division and distribution of the assets of the Corporation ratably among the shareholders, has been passed by the Directors, and approved by the shareholders of the Company.

Given at Montreal, this second day of February, 1934.

N. A. BURROWS,
Secretary.

852-o

SENECAL & QUIDOZ, LIMITÉE.

Extrait du Règlement No XVI.

Le nombre des directeurs de la Compagnie est par le présent Règlement réduit de cinq (5) à quatre (4) directeurs.

Daté ce 30ième jour de décembre 1933.

Le secrétaire,
PH. SENECAL.

867-o

SENECAL & QUIDOZ, LIMITEE.

Extract from By-law No. XVI.

The number of the Directors of the Company is, by the present By-law, reduced from five (5) to four (4) Directors.

Dated this 30th. day of December, 1933.

PH. SENECAL,
Secretary.

868

LE BUREAU PROVINCIAL DE MÉDECINE

Par arrêté en Conseil, en date du 28 décembre 1933, le règlement suivant, adopté par le Bureau Provincial de Médecine à son assemblée générale du 27 septembre 1933, a été approuvé en vertu des dispositions du paragraphe quatorzième de l'article 15 de la Loi Médicale de Québec. (S. R. Q.. 1925, chapitre 213);

"Qu'il soit ajouté aux actes dérogatoires l'article suivant:"

"Le fait d'exercer la médecine ou la chirurgie sous un nom d'emprunt, de firme ou d'institution; à moins que le médecin qui opère sous ce nom n'ajoute son propre nom en caractère égaux à ceux employés pour le nom de la firme ou institution."

ALEX. DESMEULES,
Sous-secrétaire de la Province.

883-o

THE PROVINCIAL MEDICAL BOARD

By Order in Council, dated December, 1933, the following By-law, adopted by the Provincial Medical Board at its general meeting of September 27, 1933, has been approved in virtue of the provisions of paragraph fourteenth of Article 15 of the Quebec Medical Act. (R. S. Q., 1925, Chapter 213):

"That there be added to the acts derogatory the following article":

"The fact of practising medicine or surgery under a borrowed name, either of a firm or of an institution; unless the physician acting under such name add his own name in characters of the same size as those used for the name of the firm or institution."

ALEX. DESMEULES,
Assistant Provincial Secretary.

884

Arrêté en Conseil

COPIE du Rapport d'un Comité de l'Honorable Conseil Exécutif en date du 23 janvier 1934, approuvé par le Lieutenant-Gouverneur le 24 janvier 1934.

170

Concernant l'Hôpital de Maisonneuve, Inc.

L'Honorable Secrétaire de la Province, dans un mémoire en date du 23 janvier (1934), expose:

Que l'Hôpital de Maisonneuve, Inc.—Maisonneuve's Hospital, Inc. a transmis, pour approbation, des règlements adoptés le 19 décembre 1933;

Qu'il y a lieu, vu le rapport du Procureur-général en date du 13 janvier, 1934, d'approuver les dits règlements;

En conséquence, l'Honorable Secrétaire recommande que les dits règlements de "l'Hôpital de Maisonneuve, Inc.—Maisonneuve's Hospital, Inc.", adoptés le 19 décembre 1933, soient approuvés conformément aux dispositions de l'article 207-B de la Loi des compagnies de Québec, tel qu'édicté par 23 George V, chapitre 83, section 1.

Certifié,
A. MORISSET,
Greffier Conseil Exécutif.

859-o

Order in Council

COPY of the Report of a Committee of the Honourable the Executive Council, dated January 23, 1934, approved by the Lieutenant-Governor on January 24, 1934.

170

Respecting "Maisonneuve's Hospital, Inc."

The Honourable Provincial Secretary, in a memorandum dated January 23, 1934, sets forth:

That the "Hôpital de Maisonneuve, Inc.—Maisonneuve's Hospital, Inc.", has transmitted, for approval, by-laws adopted on December 19, 1933;

That it is expedient, seeing the report of the Attorney General dated January 13, 1934, to approve the said by-laws;

Therefore, the Honourable Secretary recommends that the said by-laws of the "Hôpital de Maisonneuve, Inc.—Maisonneuve's Hospital, Inc.", adopted December 19, 1933, be approved pursuant to the provisions of article 207-B of the Quebec Companies' Act, as enacted by 23 George V, chapter 83, section 1.

Certified,
A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

860

Bureaux-chefs

Avis est donné que la Compagnie "Lefebvre, Limitée", est constituée en corporation par Lettres Patentes émises sous le Grand Sceau de la province de Québec, en date du treizième jour du mois de novembre mil neuf cent trente-trois.

Qu'elle établit son bureau au No 122 de la rue Saint-Dominique, en la cité de Québec; à compter de la date du présent avis le dit bureau est considéré par la Compagnie comme étant son bureau principal.

Daté à Québec, ce vingt-neuvième jour du mois de janvier mil neuf cent trente-quatre.

Le secrétaire,
843–o J.-B. GRAVEL.

Avis est par les présentes donné que la compagnie "Sullivan Consolidated Mines, Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du cinquième jour de mars 1932, dont le bureau était situé jusqu'à date au No 132, rue Saint-Jacques Ouest, Montréal, a déménagé à 507, Place d'Armes, Montréal.

A compter de la date de cet avis, le dit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son bureau-chef.

Daté à Montréal, ce 27ème jour de janvier 1934.

SULLIVAN CONSOLIDATED MINES, LIMITED.
L'assistant-secrétaire,
865 A. ARCHAMBAULT.

Chartes:—Abandon de

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 25, il a plu au lieutenant-gouverneur de la province de Québec, d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "La Renardière Lizotte, Limitée", constituée en corporation par lettres patentes en date du quatorzième jour de décembre 1928.

Avis est de plus donné qu'à compter du troisième jour de février 1934, la compagnie "La Renardière Lizotte, Limitée", a pris fin.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce troisième jour de février 1934.

ALEX. DESMEULES,
839–o Sous-secrétaire de la Province.

HUDSON SECURITIES CORPORATION.

En vertu des dispositions de la Première partie de la Loi des Compagnies de Québec, la compagnie dite "Hudson Securities Corporation" donne par les présentes avis qu'elle s'adressera à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, pour lui demander la permission d'abandonner sa charte, l'annulation d'icelle, et fixer une date à compter de laquelle la compagnie sera dissoute.

Daté à Montréal, le deuxième jour de février 1934.

Le secrétaire,
853 N.-A. BURROWS.

Chief Offices

Notice is given that the Company "Lefebvre Limitée" has been incorporated by Letters Patent issued under the Great Seal of the Province of Quebec, on the thirteenth day of the month of November, nineteen hundred and thirty three.

That is has established its office at No. 122 Saint Dominique Street, in the city of Quebec; from and after the date of the present notice the said office shall be considered by the Company as being its head-office.

Dated at Quebec, this twenty ninth day of the month of January, nineteen hundred and thirty four.

J. B. GRAVEL,
844 Secretary.

Notice is hereby given that the "Sullivan Consolidated Mines, Limited", company incorporated by letters patent, on the fifth day of March, 1932, whose office was situated up to date at 132 Saint James Street West, Montreal, has moved it to 507, Place d'Armes, Montreal.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 27th. day of January, 1934.

"SULLIVAN CONSOLIDATED MINES, LIMITED".
A. ARCHAMBAULT,
866–o Assistant-Secretary.

Charters:—Surrender of

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, article 25, His Honour the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "La Renardière Lizotte, Limitée", incorporated by letters patent dated the fourteenth day of December, 1928.

Notice is also given that from and after the third day of February, 1934, the company "La Renardière Lizotte, Limitée" shall be dissolved.

Dated at the office of the Provincial Secretary this third day of February, 1934.

ALEX. DESMEULES,
840 Assistant Provincial Secretary.

HUDSON SECURITIES CORPORATION.

Under the provisions of Part One of the Quebec Companies' Act, Hudson Securities Corporation hereby gives notice that it will make application to His Honor, the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, for an Order accepting the surrender of its Charter, directing its cancellation, and fixing a date upon and from which the Company shall be dissolved.

Dated at Montreal, the second day of February, 1934.

N. A. BURROWS,
854–o Secretary.

Compagnie autorisée à faire des affaires

La Compagnie "Establishments Rigaud, Inc.", a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

Les pouvoirs donnés à la dite compagnie par sa charte, seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature créées en vertu des lois de la province de Québec, et sujettes aux formalités prescrites par les lois existantes de cette province.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Montréal, comté d'Hochelaga.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. J. H. Andrews, de Montréal.

Québec, 30 janvier 1934.

ALEX. DESMEULES,
841–o Sous-secrétaire de la Province.

Company authorized to do business

The company "Establishments Rigaud, Inc." has been authorized to carry on business in the Province of Quebec.

The powers conferred on the said company by its charter, shall be limited to those granted to corporations of a like nature created in virtue of the laws of the Province of Quebec, and subject to the formalities prescribed by the laws now in force in the Province.

Its principal place of business, in the Province, is at Montreal, County of Hochelaga.

Its chief agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it is Mr. J. H. Andrews, of Montreal.

Quebec, January 30, 1934.

ALEX. DESMEULES,
842 Assistant Provincial Secretary.

Minutes de notaire

Québec, le 6 février 1934.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'une requête a été transmise par M. Joseph-Antoine Audet, notaire, demeurant et pratiquant à Lévis, dans le district de Québec, par laquelle il demande la transmission, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu Louis-Onésime Audet, notaire, en son vivant demeurant et pratiquant à Lévis, district de Québec.

ALEX. DESMEULES,
885—6–5–o Sous-secrétaire de la Province.

Québec, le 27 janvier, 1934.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du notariat, qu'une requête a été transmise par M. Henri Desaulniers, notaire, demeurant et pratiquant à Sainte-Flore, dans le district de Trois-Rivières, par laquelle il demande la transmission, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu le notaire Joseph-Hector Desaulniers, en son vivant notaire, demeurant et pratiquant à Sainte-Flore, district de Trois-Rivières.

ALEX. DESMEULES,
721—5–5–o Sous-secrétaire de la Province.

Notarial Minutes

Quebec, February 6th., 1934.

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that a petition has been presented by Mr. Joseph Antoine Audet, Notary, residing and practising at Levis, in the district of Quebec, whereby he asks for the transfer in his favour of the minutes, repertory and index of the late Louis-Onesime Audet, Notary, in his lifetime residing and practising at Levis. district of Quebec.

ALEX. DESMEULES,
886—6–5 Assistant Provincial Secretary

Quebec, January 27, 1934.

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that a petition has been presented by Mr. Henri Desaulniers, notary, residing and practising at Sainte Flore, in the district of Trois Rivières, whereby he asks for the transmission in his favour of the Minutes, repertory and index of the late notary Joseph Hector Desaulniers, in his lifetime notary, residing and practising at Sainte Flore, district of Trois Rivières.

ALEX. DESMEULES,
722—5–5 Assistant Provincial Secretary.

Ventes—Loi de faillite

LA LOI DE FAILLITE.

VENTE A L'ENCAN.

Dans l'affaire de: David Lessard, boulanger, Saint-Joachim, comté de Montmorency, cédant autorisé.

Avis est par le présent donné que JEUDI, le QUINZIEME jour de MARS 1934, à ONZE heures avant-midi, sera vendu par encan public

Sales—Bankruptcy Act

THE BANKRUPTCY ACT.

AUCTION SALE.

In the matter of: David Lessard, baker, Saint Joachim, county of Montmorency, P. Q., authorized assignor.

Notice is hereby given that on THURSDAY, the FIFTEENTH day of MARCH, 1934, at ELEVEN o'clock forenoon, will be sold by public

à la porte de l'église paroissiale de Saint-Joachim, comté de Montmorency, P. Q., l'immeuble suivant, savoir:

Un emplacement de quatre perches et demie de front sur quatre perches et quinze pieds de profondeur situé en la paroisse de Saint-Joachim, comté de Montmorency, P. Q.—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, étant le lot numéro cent quarante-deux (142) du cadastre officiel de la dite paroisse de Saint-Joachim.

Cette vente est faite conformément aux Articles 716 et 717 du C. P. C. et aussi à l'Article 45 de la Loi de Faillite qui équivaut à une vente par le shérif.

Les titres et certificats peuvent être examinés en tout temps en s'adressant aux bureaux du syndic soussigné.

Conditions de paiement: Argent comptant.

Le syndic,
J.-E. BÉDARD.

Bureaux: 97 rue Saint-Pierre,
Québec, le 6 février 1934. 861—6-2-o

auction at the church door of the parish of Saint Joachim, county of Montmorency, P. Q., the immovable in the above matter as follows:

One lot of land of four and a half perches in front by four perches and fifteen feet in depth, situated in the parish of Saint Joachim, county of Montmorency, P. Q.—with the buildings thereon constructed, circumstances and dependencies, being lot number one hundred and forty-two (142) of official cadastre for the said parish of Saint Joachim.

This sale is made pursuant to Articles 716 and 717 of the C. C. P. and also to Article 45 of the Bankruptcy Act which gives this sale the effect of a Sheriff's sale.

Titles and certificates may be examined at any time at the offices of the undersigned trustee.

Terms of payment: Cash.

J. E. BEDARD,
Trustee.

Offices: 97 Saint Peter Street,
Quebec, February 6th., 1934. 862—6-2-o

SOUS LA LOI DE FAILLITE

VENTE A L'ENCAN

Dans l'affaire de Thomas Sévigny, marchand et fermier, Saint-Apollinaire, Qué., cédant autorisé.

Avis est par le présent donné que MERCREDI, le QUATORZIEME jour de MARS 1934, à TROIS heures de l'après-midi, sera vendu par encan public, à la porte de l'église paroissiale de Saint-Apollinaire, comté de Lotbinière, Qué. l'actif de cette faillite, comme suit:

Item D. Un lopin de terre connu sous le lot numéro soixante et comme faisant partie du lot numéro cinquante-neuf (60 et P. 59) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Apollinaire, contenant 2 arpents de front sur 17½ arpents de profondeur, plus ou moins; borné au sud au cordon de la Seigneurie de Gaspé, au nord au premier travers en perches ou broche au bas du cap où il y a une érablière, au nord-est à la route publique et au sud-ouest à Cléophas Garneau—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Item E. Une terre connue sous le numéro cinquante-cinq (55) du dit cadastre pour la paroisse de Saint-Apollinaire, contenant un arpent de front sur 26 arpents de profondeur, le tout plus ou moins, circonstances et dépendances, moins le terrain où passe le chemin de fer International.

Les item D et E seront offerts en vente au plus haut et dernier enchérisseur.

La vente des item D et E est faite conformément aux articles sept cent seize et sept cent dix-sept du C. P. C. et aussi à l'article quarante-cinq de la Loi de Faillite; cette vente équivaut à la vente au sh rif.

Les titres et certificats peuvent être examinés en tout temps en s'adressant aux bureaux des syndics soussignés et la vente est faite à charge des rentes pouvant exister ainsi qu'à une servitude en faveur de The St. Francis Light & Power Co.

Conditions de paiement: argent comptant.

Les syndics autorisés,
R.-ERNEST LEFAIVRE, JOS. MARMETTE &
R. LEFAIVRE.

Québec, le 7 février 1934.
Bureaux: 147, Côte de la Montagne,
Québec, Qué. 911—6-2-o

UNDER THE BANKRUPTCY ACT

AUCTION SALE

In the matter of Thomas Sévigny, merchant and farmer, Saint Apollinaire, Que., authorized assignor.

Notice is hereby given that on WEDNESDAY, the FOURTEENTH day of MARCH, 1934, at THREE o'clock in the afternoon, there will be sold by public auction, at the parochial church door of Saint Apollinaire, county of Lotbinière, Que., the assets of this estate, as follows:

Item D. A parcel of land known under lot number sixty and as forming part of lot number fifty nine (60 and Pt. 59) of the official cadastre for the parish of Saint Apollinaire, measuring 2 arpents in front by 17½ arpents in depth, more or less; bounded on the South by the cordon of the Seigniory de Gaspé, on the North by the first wooden or wire fence at the foot of the hill, where there is a maple grove, on the Northeast by the public road and on the Southwest by Cléophas Garneau—with buildings thereon erected circumstances and dependencies.

Item E. A farm known under number fifty five (55) of said cadastre for the parish of Saint Apollinaire, measuring one arpent in front by 26 arpents in depth, the whole more or less—circumstances and dependencies, less the land over which the International road passes.

Items D and E will be offered for sale to the highest and last bidder.

The sale of items D and E to be made pursuant to articles seven hundred and sixteen and seven hundred and seventeen of the C. C. P. and also article forty five of the Bankruptcy Act; the said sale to have the effect of a Sheriff's sale.

The titles and certificates may be seen at any time at the offices of the undersigned Trustees and the sale shall be made subject to rents which may exist as well as to a servitude in favor of The St. Francis Light & Power Co.

Conditions of payment: Cash.

R. ERNEST LEFAIVRE, JOS. MARMETTE &
R. LEFAIVRE,
Authorized Trustees.

Quebec, February 7, 1934.
Offices: 147, Mountain Hill,
Quebec, Que. 912—6-2

SOUS LA LOI DE FAILLITE.

VENTE A L'ENCAN.

Dans l'affaire de Ernest Bérubé, propriétaire d'immeubles, Limoilou, Québec, cédant autorisé.

Avis est par le présent donné que JEUDI, le QUINZIÈME jour de MARS 1934, à ONZE heures de l'avant-midi sera vendu par encan public, aux bureaux des syndics soussignés, 147 côte de la Montagne, Québec, l'actif de cette faillite comme suit:

Item A.—Le lot quatre-vingt-un des subdivisions du numéro originaire quatre cent quarante-un du cadastre officiel de Saint Roch Nord, aujourd'hui Limoilou, en la cité de Québec, (81 de 441)—avec maison et autres bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, situé coin Sud-est des deuxième Rue et 3ième Avenue.

Item B.—Le lot de terrain quatre cent quarante et un A, subdivision quatre-vingt-quatre (84 de 441A) au plan et livre de renvoi officiel du cadastre de la paroisse Saint-Roch Nord, le dit immeuble situé maintenant dans le quartier de Jacques-Cartier, cité de Québec; et le lot de terrain No quatre cent quarante et un A, subdivision quatre-vingt-cinq (85 de 441A) désigné au plan et livre de renvoi officiel du cadastre de la paroisse de Saint-Roch Nord, quartier Jacques-Cartier, cité de Québec—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Les item A et B seront offerts en vente au plus haut et dernier enchérisseur.

Cette vente est faite conformément aux articles sept cent seize et sept cent dix-sept du C. P. C. et aussi à l'article quarante-cinq de la Loi de Faillite, cette vente équivaut à la vente au shérif.

Les titres et certificats peuvent être examinés en tout temps en s'adressant aux bureaux des syndics soussignés.

Conditions de paiement: Argent comptant.

Québec, le 8 février 1934.

Les syndics autorisés,
R.-ERNEST LEFAIVRE, JOS. MARMETTE
& R. LEFAIVRE,

Bureaux: 147, côte de la Montagne,
Québec, P. Q. 909—6-2-o

UNDER THE BANKRUPTCY ACT.

AUCTION SALE.

In the matter of Ernest Berube, property owner, Limoilou, Quebec, Authorized Assignor.

Notice is hereby given that on THURSDAY, the FIFTEENTH day of MARCH, 1934, at ELEVEN o'clock in the forenoon, there shall be sold at the offices of the undersigned trustees, 147 Mountain Hill, Quebec, the assets of this estate, as follows:

Item A.—Lot eighty one of the subdivisions of original number four hundred and forty one of the official cadastre for Saint Roch North, to-day Limoilou, in the city of Quebec, (81 of 441)—with the house and other buildings thereon erected, circumstances and dependencies, situate at the Southeast corner of Second Street and 3rd. Avenue.

Item B.—The lot of land four hundred and forty one A, subdivision eighty four (84 of 441A) of the official cadastral plan and book of reference of the parish of Saint Roch North, the said immovable now in Jacques Cartier Ward, city of Quebec; and the lot of land No. four hundred and forty one A, subdivision eighty five (85 of 441A) designated on the official cadastral plan and book of reference for the parish of Saint Roch North, Jacques Cartier Ward, city of Quebec—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

Items A and B will be offered for sale to the highest and last bidder.

The said sale shall be made pursuant to articles seven hundred and sixteen and seven hundred and seventeen of the C. C. P. and also article forty five of the Bankruptcy Act, the said sale to have the effect of a Sheriff's sale.

The titles and certificates may be seen at any time at the offices of the undersigned trustees.

Conditions of payment: Cash.

Quebec, February 8th., 1934.

R. ERNEST LEFAIVRE, JOS. MARMETTE
& R. LEFAIVRE,
Authorized Trustees.

Offices: 147, Mountain Hill,
Quebec, P. Q. 910—6-2

VENTES PAR LE SHÉRIF

ARTHABASKA

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tel que mentionné plus bas.

Cour Supérieure.

Province de Québec, District d'Arthabaska, No 856. } HENRI LANTAGNE, demandeur; vs JEAN LANTAGNE, défendeur.

Avis est par le présent donné que la vente de l'immeuble suivant, comme appartenant au défendeur, savoir:

SHERIFF'S SALES

ARTHABASKA

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

Superior Court.

Province of Quebec, District of Arthabaska, No. 856. } HENRI LANTAGNE, plaintiff; vs JEAN LANTAGNE, defendant.

Notice is hereby given that the sale of the following real estate, as belonging to the defendant, viz:

Une terre située dans la paroisse de Sainte-Hélène de Chester, de la contenance d'environ 107 acres en superficie et connue et désignée au cadastre officiel de la dite paroisse, sous les Nos 35, 36 et 36A—avec les bâtisses y érigées, et saisi en la présente cause, qui devait être vendu le 5 septembre 1933, à dix heures de l'avant-midi, à Sainte-Hélène-de-Chester, aura lieu à ONZE heures de l'avant-midi, le TREIZIEME jour de MARS 1934, à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Hélène-de-Chester.

Le shérif,
Bureau du shérif, J.-E. GIROUARD.
Arthabaska, P. Q., le 5 février 1934. 849-o

A piece of land situated in the parish of Sainte Helene de Chester, containing about 107 acres in superficies and known and designated upon the official plan and book of reference for the said parish, under the Nos. 35, 36 and 36A—with the buildings thereon erected, and seized in the present case, which was to be sold on the 5th. day of September, 1933, at ten o'clock in the forenoon, at Sainte Hélène de Chester, will take place at ELEVEN o'clock in the forenoon, on the THIRTEENTH day of MARCH, 1934, at the parochial church door of Sainte Hélène de Chester.

J. E. GIROUARD,
Sheriff's Office, Sheriff.
Arthabaska, P. Q., February 5th., 1934. 850-o

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Magistrat.—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir: No 814. LA CORPORATION DE VICTORIAVILLE, demanderesse; vs ALEXANDRE SENEY, défendeur; et AUGUSTE BOURBEAU, curateur au délaissement, sur les défendeur et curateur au délaissement.

Les immeubles situés dans la Ville de Victoriaville, autrefois partie du lot cadastral 454 de la partie du canton d'Arthabaska formant la paroisse de Sainte-Victoire, et maintenant connus et désignés au cadastre de la Ville de Victoriaville en force depuis le 20 février 1932 comme les Nos 454-117 et 454-118—avec toutes les circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Victoire d'Arthabaska, (Victoriaville), le VINGTIEME jour de FEVRIER 1934, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, J.-E. GIROUARD.
Arthabaska, P. Q., 15 janvier 1934. 361—3-2-o
[Première publication, le 20 janvier 1934]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Court of Magistrate.—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit: No. 814. THE CORPORATION OF VICTORIAVILLE, plaintiff; vs ALEXANDRE SENEY, defendant; and AUGUSTE BOURBEAU, curator to the surrender, against and upon the defendant and the curator to the surrender.

The immoveables situated in the town of Victoriaville, formerly being a part of the lot No. 454 of the official plan and book of reference for the portion of the township, of Arthabaska forming the parish of Sainte Victoire and now known and designated upon the official plan and book of reference for the town of Victoriaville, in force since the 20th day of February, 1932, as being the lots Nos. 454-117 and 454-118—with all circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Sainte Victoire d'Arthabaska, (Victoriaville), on the TWENTIETH day of FEBRUARY, 1934, at TEN o'clock in the forenoon.

J. E. GIROUARD,
Sheriff's Office, Sheriff.
Arthabaska, January 15th, 1934. 362—3-2-o
[First publication, January 20th, 1934]

BEAUCE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Beauce.

Beauce, à savoir: No 13737. HENRI GIROUX, demandeur; contre JOSEPH GIROUX, défendeur.

1. Les lots numéros cent cinquante-cinq-A et cent cinquante-cinq-B (155-A et 155-B) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-François, Beauce—circonstances et dépendances;

2. Le lot numéro trois cent soixante-dix-sept (377) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-François, Beauce—avec bâtisses, circonstances et dépendances;

3. Le lot numéro cent soixante-quatre (164) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-François, Beauce—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, à distraire du dit lot un emplacement borné au nord-est et au sud-est au trait-carré du rang Saint-Charles, tel qu'il existe actuellement, au sud-ouest à Joseph Giroux et au nord-ouest à Joseph Rodrigue ou représentant—avec bâtisses, circonstances et dépendances et tel que décrit le dit emplacement dans un acte

BEAUCE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Beauce.

Beauce, to wit: No. 13737. HENRI GIROUX, plaintiff; against JOSEPH GIROUX, defendant.

1. Lots numbers one hundred and fifty five-A and one hundred and fifty five-B (155-A and 155-B) on the official cadastre for the parish of Saint-François, Beauce—circumstances and dependencies;

2. Lot number three hundred and seventy seven (377) on the official cadastre for the parish of Saint-François, Beauce—with buildings, circumstances and dependencies;

3. Lot number one hundred and sixty four (164) on the official cadastre for the parish of Saint François, Beauce—with buildings thereon erected circumstances and dependencies; to be deducted from the said lot, an emplacement bounded on the Northeast and Southeast by the *trait-carré* of range Saint Charles, as it presently subsists, on the Southwest by Joseph Giroux, and on the Northwest by Joseph Rodrigue or representative —with buildings circumstances and dependencies,

de vente par M. William Rodrigue à M. Joseph Morin, enregistré à Beauce, sous le No 94342.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-François, le VINGTIÈME jour de FEVRIER 1934, à UNE heure de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, GUSTAVE GARANT.
Saint-Joseph, Beauce, 12 janvier 1934.
[Première publication, le 20 janvier 1934]
353—3-2-o

said emplacement as described in a deed of sale by Mr. William Rodrigue to Mr. Joseph Morin, registered at Beauce under No. 94342.

To be sold at the church door of the parish of Saint François, on the TWENTIETH day of FEBRUARY, 1934, at ONE o'clock in the afternoon.

GUSTAVE GARANT,
Sheriff's Office, Sheriff.
Saint Joseph, Beauce, January 12, 1934.
[First publication, January 20, 1934]
354—3-2

BEDFORD

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Bedford.

Canada, Province de Québec, No 857. } LA COMMISSION DU PRET AGRICOLE CANADIEN, demanderesse; vs THEODORE MONTAGNE, défendeur.

Comme appartenant au défendeur.

Une terre de cent soixante-deux acres en superficie, plus ou moins, désignée sous les lots numéros deux mille trois cent quatre-vingt-dix-huit (2398) deux mille quatre cent cinquante-sept (2457), deux mille quatre cent cinquante-huit (2458) et parties des lots numéros deux mille quatre cent cinquante-neuf (2459) et deux mille quatre cent soixante-deux (2462), des plan et livre de renvoi officiels du Canton de Stanbridge, district de Bedford; ladite partie dudit lot numéro deux mille quatre cent cinquante-neuf étant la partie achetée de John Gage, et ladite partie dudit lot numéro deux mille quatre cent soixante-deux étant les cinquante acres situées à l'ouest du chemin public conduisant vers le nord, et bornée comme suit: au nord par le lot numéro deux mille quatre cent soixante et un, à l'ouest par le lot numéro deux mille trois cent quatre-vingt-dix-sept et à l'est par ledit chemin public—avec toutes les bâtisses y érigées. Tel que le tout se trouve actuellement.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Damien de Bedford, en la ville de Bedford, dit district, le VINGT ET UNIEME jour de FEVRIER 1934, à DEUX heures de l'après-midi.

Le député-shérif,
Bureau du shérif, A.-C. JAMESON.
Sweetsburg, Qué., 11 janvier 1934.
[Première publication, le 20 janvier 1934]
355—3-2-o

BEDFORD

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Bedford.

Canada, Province of Quebec, No. 857. } THE CANADIAN FARM LOAN BOARD, plaintiff; vs THEODORE MONTAGNE, defendant:

As belonging to the defendant.

A farm containing one hundred and sixty two acres in area, more or less, designated under lots numbers two thousand three hundred and ninety eight (2398), two thousand four hundred and fifty seven (2457), two thousand four hundred and fifty eight (2458) and parts of lots numbers two thousand four hundred and fifty nine (2459) and two thousand four hundred and sixty two (2462) of the official plan and book of reference of the Township of Stanbridge, district of Bedford; the said part of said lot number two thousand four hundred and fifty nine being the part bought from John Gage, and the said part of said lot number two thousand four hundred and sixty two being the fifty acres situate West of the public road leading northerly, and bounded as follows: on the North by lot number two thousand four hundred and sixty one, on the West by lot number two thousand three hundred and ninety seven and on the East by the said public road—with all the buildings thereon erected. As the whole presently subsists.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Damien de Bedford, in the Town of Bedford, said district, on the TWENTY FIRST day of FEBRUARY, 1934, at TWO o'clock in the afternoon.

A. C. JAMESON,
Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Sweetsburg, Que., January 11, 1934.
[First publication, January 20th, 1934]
356—3-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Bedford.

Canada, Province de Québec, No 857. } LA COMMISSION DU PRET AGRICOLE CANADIEN, demanderesse; vs THEODORE MONTAGNE, défendeur.

Comme appartenant au défendeur.

Une terre de cent soixante-quinze acres en superficie, plus ou moins, désignée sous les lots numéros deux mille quatre cent quarante-huit (2448), deux mille quatre cent quarante-neuf (2449), deux mille quatre cent cinquante (2450), deux mille quatre cent cinquante et un (2451), deux mille neuf cent vingt et un (2921), deux mille neuf cent vingt-deux (2922), deux mille neuf cent trente (2930) et la partie nord des lots numéros deux mille quatre cent quarante-sept (2447) et deux mille quatre cent cinquante-deux (2452),

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Bedford.

Canada, Province of Quebec, No. 857. } THE CANADIAN FARM LOAN BOARD, plaintiff; vs THEODORE MONTAGNE, defendant.

As belonging to the defendant:

A farm containing one hundred and seventy five acres in area, more or less, designated under lots two thousand four hundred and forty eight (2448), two thousand four hundred and forty nine (2449), two thousand four hundred and fifty (2450), two thousand four hundred and fifty one (2451), two thousand nine hundred and twenty one (2921), two thousand nine hundred and twenty two (2922), two thousand nine hundred and thirty (2930) and the North part of lots numbers two thousand four hundred and

des plan et livre de renvoi officiels du Canton de Stanbridge, district de Bedford, bornées les dites parties desdits lots numéros deux mille quatre cent quarante-sept et deux mille quatre cent cinquante-deux, comme suit: au sud par le résidu des dits lots numéros deux mille quatre cent quarante-sept et deux mille quatre cent cinquante-deux, à l'est, à l'ouest et au nord par les lignes est, ouest et nord desdits lots—avec toutes les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendue en bloc, à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Damien de Bedford, en la ville de Bedford, dit district, le VINGT ET UNIEME jour de FEVRIER 1934, à DIX heures de l'avant-midi.

Le député-shérif,
Bureau du shérif, A.-C. JAMESON.
Sweetsburg, Qué., 11 janvier 1934.
[Première publication, le 20 janvier 1934]
357—3-2-o

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Canada, Province de Québec, District de Bedford, Cour Supérieure, No 894.

LUDGER LECLAIR, demandeur; vs RODRIGUE CABANA, défendeur.

Comme appartenant au défendeur.

Un terrain situé dans la paroisse de Saint-Valérien de Milton, district de Bedford, connu et désigné sous le lot de terre numéro trois cent quatre-vingt (380), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour ladite paroisse de Saint-Valérien de Milton, supposé contenir quarante-quatre acres de terre en superficie—avec maison, granges et autres bâtisses;

Un autre terrain situé au même lieu, connu et désigné sous le lot de terre numéro trois cent quatre-vingt-deux (382) des plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour ladite paroisse de Saint-Valérien de Milton, district de Bedford, supposé contenir soixante-six acres de terre en superficie—avec bâtisses dessus.

Pour être vendus *en bloc* à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Valérien de Milton, à Saint-Valérien, dit district, le VINGT-DEUXIEME jour de FEVRIER, 1934, à DEUX heures de l'après-midi.

Le député-shérif,
Bureau du shérif, A.-C. JAMESON.
Sweetsburg, Qué., 15 janvier, 1934.
[Première publication, 20 janvier, 1934]
367—3-2-o

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Canada, Province de Québec, District de Bedford, Cour Supérieure, No 61.

GEORGE-A. MORRISON, marchand, du village de Sutton, District de Bedford, demandeurs; vs EXEAS ROY, cultivateur, du Canton de Sutton, dit district, défendeur; et STANISLAS ROY, cultivateur, et DELLE EVA ROY, fille majeure et usant de ses droits, tous deux du susdit Canton de Sutton, opposants; et Ledit demandeur GEORGE-A. MORRISON, contestant; et LOUIS-ARTHUR GIROUX, avocat et Conseil du Roi, et P.-E. DELANEY, avocat, tous deux du village de Sweetsburg, dit district, et y pratiquant ensemble sous les nom et raison de Giroux & Delany, distrayants; et Ledit EXEAS ROY, tiers-saisi.

Comme appartenant au tiers-saisi.

forty seven (2447) and two thousand four hundred and fifty two (2452), of the official plan and book of reference of the township of Stanbridge, district of Bedford, the said parts of lots numbers two thousand four hundred and forty seven and two thousand four hundred and fifty two, bounded as follows: on the South by the residue of said lots numbers two thousand four hundred and forty seven and two thousand four hundred and fifty two, on the East, West and North by the East, West and North lines of said lots—with all the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold *en bloc* at the parochial church door of the parish of Saint Damien de Bedford, in the town of Bedford, said district, on the TWENTY FIRST day of FEBRUARY, 1934, at TEN o'clock in the forenoon.

A. C. JAMESON,
Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Sweetsburg, Que., January 11, 1934.
[First publication, January 20th, 1934]
358—3-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Canada, Province of Quebec, District of Bedford, Superior Court, No. 894.

LUDGER LECLAIR, plaintiff; vs RODRIGUE CABANA, defendant.

As belonging to the defendant.

A lot of land situate in the parish of Saint Valérien de Milton, District of Bedford, known and designated under lot of land number three hundred and eighty (380) on the official cadastral plan and book of reference for the said Parish of Saint Valérien de Milton, supposed to contain forty four acres of land in area—with a house, barns and other buildings;

Another lot of land situate in the same place, known and designated under lot of land number three hundred and eighty two (382) on the official cadastral plan and book of reference for the said parish of Saint Valérien de Milton, District of Bedford, supposed to contain sixty six acres of land in area—with buildings thereon erected.

To be sold *en bloc* at the parochial church door of the parish of Saint Valérien de Milton, at Saint Valérien, said District, on the TWENTY SECOND day of FEBRUARY, 1934, at TWO o'clock in the afternoon.

A. C. JAMESON,
Sheriff's Office, Deputy-Sheriff.
Sweetsburg, Que., January 15, 1934.
[First publication, January 20th., 1934]
368—3-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Canada, Province of Quebec, District of Bedford, Superior Court; No. 61.

GEORGE A. MORRISON, merchant of the village of Sutton, district of Bedford, plaintiff; vs EXEAS ROY, farmer, of the township of Sutton, said district, defendant; and STANISLAS ROY, farmer, and MISS EVA ROY, spinster in the use of her rights, both of the aforesaid township of Sutton, opposants; and The said plaintiff; GEORGE A. MORRISON, contestant; and LOUIS ARTHUR GIROUX, Advocate and King's Counsel, and P. E. DELANEY, Advocate, both of the Village of Sweetsburg, said district, and there practising together under the firm name and style of Giroux & Delaney, Advocates distracting for costs; and the said EXEAS ROY, Garnishee.

As belonging to the garnishee.

Une ferme connue et désignée comme étant le lot numéro quatre cent quatre-vingt-quinze (495), des plan et livre de renvoi officiels du Canton de Sutton, district de Bedford—avec les bâtisses dessus.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-André de Sutton, au village de Sutton, dit district, le VINGT-TROISIEME jour de FEVRIER, 1934, à DEUX heures de l'après-midi.

Le député-shérif,
Bureau du shérif, A.-C. JAMESON.
Sweetsburg, Qué., 16 janvier, 1934.
[Première publication, 20 janvier, 1934]
413—3-2-o

A farm known and designated as being lot number four hundred and ninety five (495) of the official plan and book of reference of the township of Sutton, District of Bedford—with the buildings thereon.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint André de Sutton, in the village of Sutton, said District, on the TWENTY THIRD day of FEBRUARY, 1934, at TWO o'clock in the afternoon.

A. C. JAMESON,
Sheriff's Office, Deputy-Sheriff.
Sweetsburg, Que., January 16, 1934.
[First publication, January 20th., 1934]
414—3-2

IBERVILLE

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District d'Iberville.

Saint-Jean, à savoir: No 3023. DAME AGNES DECELLES, des cité et district de Montréal, veuve de Joseph-Auguste Langelier, en son vivant, de Waterloo, dans le district de Bedford, gentilhomme, demanderesse; vs DAME ALICE GRÉGOIRE, de la paroisse de Saint-Jean, dans le district d'Iberville, veuve de Arthur Brunet, en son vivant des mêmes lieux, défenderesse.

Saisi comme appartenant à la dite défenderesse, à savoir:

Un morceau de terre situé en la paroisse de Saint-Jean, district d'Iberville, faisant partie du lot numéro soixante-deux (Pt 62) du cadastre officiel de la dite paroisse de Saint-Jean, contenant environ quarante arpents en superficie et borné à l'est par la rivière Richelieu, au sud, par le numéro soixante et un (61) du dit cadastre, à l'ouest par le chemin public et au nord par les limites de la cité de Saint-Jean—avec toutes les bâtisses érigées sur le dit morceau de terrain.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Jean l'Evangéliste, dans le district d'Iberville, le DOUZIEME jour de MARS prochain, 1934, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le député-shérif,
Bureau du shérif, RICHARD-J. FORGET.
Saint-Jean, Qué., le 6 février 1934.
[Première publication, le 10 février 1934]
863—6-2-o

IBERVILLE

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Iberville.

Saint Johns, to wit: No. 3023. DAME AGNES DECELLES, of the city and district of Montreal, widow of Joseph Auguste Langelier, in his lifetime of Waterloo, in the district of Bedford, gentleman; plaintiff; vs DAME ALICE GREGOIRE, of the parish of Saint Jean, in the district of Iberville, widow of Arthur Brunet, in his lifetime of the same places, defendant.

Seized as belonging to the said defendant, to wit:

A peace of land situated in the parish of Saint Jean, district of Iberville, being a part of lot number sixty-two (Pt. 62) of official cadastre of the said parish of Saint Jean, containing almost forty arpents in superficies, and bounded on the East side by the Richelieu river, on the South side, by the number sixty-one (61) of said cadastre, on the West side by the public road, and on the North side by the boundaries of the city of Saint Jean—with all the buildings erected on the said piece of land.

To be sold at the church door of the parish of Saint Jean l'Evangeliste, in the district of Iberville, the TWELFTH day of MARCH next, 1934, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

RICHARD J. FORGET,
Sheriff's Office, Deputy-Sheriff.
Saint Johns, Que., February 6th., 1934.
[First publication, February 10th., 1934]
864—6-2-o

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District d'Iberville.

Saint-Jean, à savoir: No 3052. A.-SIDNEY BRUNEAU, avocat, des cité et district de Montréal, en sa qualité d'exécuteur testamentaire de feu Dame Anaïs Bruneau Patenaude, en son vivant de la cité de Saint-Jean, district de Iberville; demandeur; vs JOSEPH BOUDREAU, fils, autrefois marchand, présentement gardien, de la cité de Saint-Jean, district d'Iberville, défendeur.

Saisi comme appartenant au défendeur susdit à savoir:

1. Un lot de terre situé en la cité de Saint-Jean, ayant front sur la rue Richelieu, étant partie du lot numéro soixante-deux, (62) du cadastre officiel de la ville de Saint-Jean, contenant trente-quatre pieds de largeur sur cent huit pieds de profondeur, à partir de la rue Richelieu, et à partir de ces cent huit pieds, contenant dix-huit pieds de largeur sur trente-six pieds de profondeur, vers l'ouest, avec une maison en briques à quatre

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Iberville.

Saint Johns, to wit: No. 3052. A. SIDNEY BRUNEAU, lawyer, of the city and district of Montreal, in his quality of executor of the will of late Dame Anaïs Bruneau Patenaude, in his lifetime of the city of Saint Johns, district of Iberville, plaintiff; vs JOSEPH BOUDREAU, junior, formerly merchant, and actually guardian, of the city of Saint Johns, district of Iberville, defendant.

Seized as belonging to the said defendant to wit:

1. A lot of land situated in the city of Saint Johns, fronting on the Richelieu Street; being a part of lot number sixty two (62) of the official cadastre of the city of Saint Johns, containing thirty four feet in width by one hundred and eight feet in depth from the Richelieu Street, and from those one hundred and eight feet, containing eighteen feet in width, by thirty six feet in depth, toward the West side, with a four sto-

étages de trente-quatre pieds de largeur par soixante-cinq pieds de profondeur, portant les numéros civiques cent cinquante-quatre et cent cinquante-six (Nos 154 et 156) de ladite rue Richelieu, et autres bâtisses dessus construites, borné en front, à l'est, par ladite rue Richelieu, au nord par la partie nord dudit lot numéro soixante-deux (No 62) appartenant à Amable Davignon et David Brosseau, à l'ouest, par le lot numéro soixante-trois (No 63) dudit cadastre et au sud par une autre partie du même lot numéro soixante-deux.

2. Un autre lot de terre ayant front sur la même rue Richelieu, composé de:

a. dix-huit pieds de largeur de la partie nord du lot numéro soixante-sept (No 67) du cadastre officiel de la ville de Saint-Jean, borné à l'est, par la dite rue Richelieu, à l'ouest par le lot numéro soixante-six (No 66) du dit cadastre, au nord par ledit lot numéro soixante-deux dont huit pieds appartiennent audit Joseph Boudreau, fils, comme il est dit ci-après, et au sud par la partie dudit lot numéro soixante-sept appartenant à François Payette.

b. Huit pieds de largeur de la partie sud dudit lot numéro soixante-deux, borné en front par ladite rue Richelieu, en profondeur par ledit lot numéro soixante-trois, (No 63) au nord par la partie ci-dessus décrite dudit lot numéro soixante-deux, et au sud par la partie ci-dessus décrite dudit lot numéro soixante-sept;

Formant en tout, les paragraphes A et B ci-dessus, vingt-six pieds de largeur sur cent quarante-quatre pieds de profondeur—avec une maison en briques, un magasin et autres bâtisses dessus construites, portant les numéros civiques cent cinquante et cent cinquante-deux (Nos 150 et 152) de la rue Richelieu et avec les droits qu'a le vendeur de se servir du passage constitué par la vente enregistrée à Saint-Jean, sous le numéro 16907, pour communiquer de la rue Saint-Charles au terrain ci-dessus décrit.

Le tout pour être vendu en bloc, au bureau du shérif, dans le Palais de Justice à Saint-Jean, Qué., district d'Iberville, le VINGT-DEUXIEME jour de FEVRIER prochain 1934, à ONZE heures de l'avant-midi. Un dépôt de $1700.00 sera exigé de tout enchérisseur, en argent comptant.

Le shérif,
Bureau du shérif, ADELARD FORGET.
Saint-Jean, Qué., le 15 janvier 1934.
[Première publication, le 20 janvier 1934]
363—3-2-o

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District d'Iberville.

Saint-Jean, à savoir: No 3096. THE ROYAL TRUST CO., LTD, corporation ayant sa place d'affaires en les cité et district de Montréal; et ARMAND GERVAIS, chirurgien-dentiste, de la cité de Saint-Jean, district d'Iberville, tous deux en leur qualité d'exécuteurs testamentaires de la succession de feu A.-F. Gervais, en son vivant bourgeois, de la cité de Saint-Jean, district d'Iberville; demandeurs; vs RODOLPHE CANTY, de la paroisse de Saint-Athanase, district d'Iberville, défendeur.

Saisi comme appartenant au dit défendeur, à savoir:

Un lot connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Athanase, comme étant le lot No 248 des dits plan et livre de renvoi officiels—avec maison et bâtisses y érigées, comprenant environ quatre arpents de

ries brick house of thirty four feet in width, by sixty five feet in depth, bearing the civic numbers one hundred and fifty four, and one hundred and fifty six (Nos. 154 and 156) of the said Richelieu Street, and other buildings thereon erected, limited in front, on the East side by the said Richelieu Street, on the North side by the North part of said lot number sixty two (No. 62) belonging to Amable Davignon and David Brosseau, on the West side by the number sixty three (No. 63) of said cadastre and on the East side by an other part of same lot number sixty two.

2. An other lot of land, fronting on the same Richelieu Street, composed of:

a. Eighteen feet in width of the North part of lot number sixty seven (No. 67) of the official cadastre of the town of Saint Johns, limited on the East side, by the said Richelieu Street, on the West side by the lot number sixty six (No. 66) of said cadastre, on the North side by the said lot number sixty two, of which eight feet belong to the said Joseph Boudreau, junior, as it is said hereafter, and on the South side by the part of said lot number sixty seven, belonging to François Payette.

b. Eight feet in width of the South part of said lot number sixty two, limited in front by the said Richelieu Street, in depth by the said lot number sixty three (No. 63), on the North side by the part heretofore described of said lot number sixty-two, and on the South side by the part heretofore described of said lot number sixty seven.

Making together the paragraphs A and B heretofore, twenty six feet in width by one hundred and forty four feet in depth with—a brick house, a store and other buildings thereon erected, bearing the civic numbers one hundred and fifty, and one hundred and fifty-two (Nos. 150 and 152) of the Richelieu Street and with the rights that has the seller to use the way created by the sale registered at Saint Johns under the number 16907, to communicate from the Saint Charles Street to the land heretofore described.

All to be sold *en bloc* at the Sheriff's Office, in the Court House, at Saint Johns, Que., district of Iberville, the TWENTY SECOND day of FEBRUARY next 1934, at ELEVEN o'clock in the forenoon. A deposit of $1700.00 in cash will be exacted from every bidder.

ADELARD FORGET,
Sheriff's Office, Sheriff.
Saint Johns, Que., January 15th., 1934.
[First publication, January 20th., 1934]
364—3-2-o

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Iberville.

Saint Johns, to wit: No. 3096. THE ROYAL TRUST CO., LTD, a corporation having its business place in the city and district of Montreal; and ARMAND GERVAIS, dentist-surgeon, of the city of Saint Johns, district of Iberville, both in their quality of executor of the will of the succession of late A. F. Gervais, in his lifetime landlord, of the city of Saint Johns, district of Iberville; plaintiffs; vs RODOLPHE CANTY, of the parish of Saint Athanase, district of Iberville, defendant.

Seized as belonging to the said defendant, to wit:

A lot of land known and designated at the plan and book of official reference of the parish of Saint Athanase, as being the lot No. 248 of the said plan and book of official reference—with house and buildings thereon erected, com-

largeur par vingt-huit arpents de profondeur, à en distraire, cependant, une lisière vendue à la compagnie de chemin de fer Atlantic & North Western Railway; la partie détournée du chemin de la descente, et la partie sud de ce dernier chemin vendue à Octave Cyr; à en distraire aussi, la partie vendue à Esdras Métras, par acte devant le notaire soussigné, le 17 d'août 1923, et enregistré sous le No 46907, à en distraire également, la partie vendue au Quebec, Montreal & Southern Railway, suivant acte sous seing privé enregistré sous le No 49760, ainsi qu'une partie de forme triangulaire, vendue au Gouvernement Provincial, mesurant environ un arpent du côté sud, et longeant le chemin du Roi, en finissant à rien.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Athanase, dans la ville et le district d'Iberville, le VINGT-UNIEME jour de FÉVRIER prochain, 1934, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, ADÉLARD FORGET.
Saint-Jean, le 15 janvier 1934. 365—3-2-o
[Première publication, le 20 janvier 1934]

prising four arpents in width by twenty eight arpents in depth, to be distracted, however, a parcel of land sold to the railroad company "Atlantic & North Western Railway", the part of the road of "La descente" turn aside, and the South part of this last road, sold to Octave Cyr, also to be distracted the part sold to Esdras Métras, by deed before the undersigned notary, and registered under the number 46907, equally to be distracted, the part sold to the Quebec, Montreal & Southern Railway, by deed "sous seing privé" and registered under the number 49760, also a part of a triangular form, sold to the Provincial Government, measuring about one arpent on the South side, and by the side of the King's road, and ending to nothing.

To be sold at the church door of the parish of Saint Athanase, in the town and district of Iberville, the TWENTY FIRST day of FEBRUARY next, 1934, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

ADELARD FORGET,
Sheriff's Office, Sheriff.
Saint Johns, January 15th., 1934. 366—3-2-o
[First publication, January 20th., 1934]

KAMOURASKA

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.

Province de Québec, District de Kamouraska, Rivière-du-Loup, à savoir: No 13412. } EUCHARISTE PICARD, rentier de la paroisse de Saint-Antonin, demandeur; contre LAURENT LAPOINTE, journalier, de la ville de Lewiston, Etat du Maine, Etats-Unis d'Amérique, défendeur.

Une terre située dans la paroisse de Saint-Antonin, comprenant l'arpent et demi sud-ouest, sur toute la profondeur du lot numéro cinquante (No 50) du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Antonin, ainsi que le lot numéro cinquante et un (No 51) du même cadastre—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Saint-Antonin, comté de Rivière-du-Loup, district de Kamouraska, MARDI, le VINGTIEME jour de FÉVRIER 1934, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, JOS. HAMEL.
Rivière-du-Loup, le 17 janvier 1934.
[Première publication, le 20 janvier 1934]
491—3-2-o

KAMOURASKA

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.

Province of Quebec, District of Kamouraska, Riviere du Loup, to wit: No. 13412. } EUCHARISTE PICARD, annuitant, of the parish of Saint Antonin, plaintiff; against LAURENT LAPOINTE, labourer, of the town of Lewiston, State of Maine, United States of America, defendant.

A farm situate in the parish of Saint Antonin, comprising the Southwest one arpent and one half by the whole depth of lot number fifty (No. 50) on the official cadastre for the parish of Saint Antonin, and also lot number fifty one (No. 51) of same cadastre—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Saint Antonin, county of Riviere du Loup, district of Kamouraska, on TUESDAY, the TWENTIETH day of FEBRUARY, 1934, at TEN o'clock in the forenoon.

JOS. HAMEL.
Sheriff's Office, Sheriff.
Riviere du Loup, January 17th., 1934.
[First publication, January 20th., 1934]
492—3-2

MONTRÉAL

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: No 125818. } ARTHUR CAMPEAU ET ELZÉAR DENIS, tous deux des cité et district de Montréal, faisant affaire ensemble sous les nom et raison sociale de Campeau & Denis, demandeurs; vs PAUL-E. HENEAULT, défendeur.

Un emplacement ayant front sur l'avenue Oxford, quartier Notre-Dame-de-Grâce, Montréal, composé du lot de terre connu et désigné sous le numéro deux de la subdivision officielle du lot numéro six cent un de la subdivision officielle du lot numéro cent soixante-quinze (175–

MONTREAL

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: No. 125818. } ARTHUR CAMPEAU AND ELZEAR DENIS, both of the city and district of Montreal, carrying on business together under the firm name and style of "Campeau & Denis", plaintiffs; vs PAUL E. HENEAULT, defendant.

An emplacement fronting on Oxford Avenue, Notre Dame de Grace ward, Montreal, composed of the lot of land known and designated under number two of the official subdivision of lot number six hundred and one of the official subdivision of lot number one hundred and seventy five (175–

601–2) et des lots de terre connus et désignés sous les numéros un et deux de la subdivision officielle du lot numéro six cent deux de la subdivision officielle du lot numéro cent soixante-quinze (175–602–1 et 2) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal—avec une maison portant le No 4040 avenue Oxford, dont le mur sud-est est mitoyen avec la maison voisine, et dépendances y érigées: avec et sujet à la servitude de droit de vue et droit de passage à pied et en voiture en commun existant en faveur du dit emplacement et de l'emplacement voisin du côté nord-ouest, et composé des lots de terre connus et désignés sous les numéros trois et quatre de la subdivision officielle du lot numéro six cent deux de la subdivision officielle du lot numéro cent soixante-quinze (175–602–3 et 4) et du lot de terre connu et désigné sous le numéro un de la subdivision officielle du lot numéro six cent trois de la subdivision officielle du lot numéro cent soixante-quinze (175–603–1) aux plan et livre de renvoi officiels susdits, des bâtisses y érigées et des propriétaires d'iceux, dans et sur cette lisière de terrain vacante, composée des lots de terre connus et désignés sous les numéros deux et trois de la subdivision officielle du lot numéro six cent deux de la subdivision officielle du lot numéro cent soixante-quinze (175–602–2 et 3) aux plan et livre de renvoi officiels susdits, tel qu'établi aux termes de l'acte de vente consenti par John-Edison Galbraith à Paul-E. Hénault, le 28 novembre 1930, devant L. Joron, notaire, enregistré au bureau de la division d'enregistrement de Montréal sous le No 263838.

Pour être vendu à mon bureau en la cité de Montréal, le VINGT-ET-UNIEME jour de FÉVRIER prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, le 16 janvier 1934. 415—3-2-o
[Première publication, le 20 janvier 1934]

601–2) and the lots of land known and designated under numbers one and two of the official subdivision of lot number six hundred and two of the official subdivision of lot number one hundred and seventy five (175–602–1 and 2) of the official plan and book of reference of the parish of Montreal—with a house bearing No. 4040 Oxford Avenue, the Southeast wall whereof is "mitoyen" with the adjoining house, and dependencies thereon erected; with and subject to the servitude of a right of view and right of way on foot and with vehicle in common existing in favour of the said emplacement and of the neighbouring emplacement, on the Northwest side; and composed of the lots of land known and designated under numbers three and four of the official subdivision of lot number six hundred and two of the official subdivision of lot number one hundred and seventy five (175–602–3 and 4) and of the lot of land known and designated under number one of the official subdivision of lot number six hundred and three of the official subdivision of lot number one hundred and seventy five (175–603–1) of the official plan and book of reference aforesaid, of the buildings thereon erected and the proprietors thereof in and on the said strip of vacant land, composed of the lots of land known and designated under numbers two and three of the official subdivision of lot number six hundred and two of the official subdivision of lot number one hundred and seventy five (175–602–2 and 3) of the official plan and book of reference aforesaid, as established by the terms of a deed of sale consented by John Edison Galbraith to Paul E. Hénault, on the 28th. of November, 1930, before L. Joron, notary, registered at the office of the Registration Division of Montreal under No. 263838.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY FIRST day of FEBRUARY next, at TWO o'clock in the afternoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, January 16th., 1934. 416—3-2
[First publication, January 20th., 1934]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } CONTINENTAL GUA-
No C-122898. } RANTY CORPORATION OF CANADA LIMITED, demanderesse; vs JOHANNA MALONE, fille majeure et usant de ses droits, défenderesse; et TELESPHORE BROSSARD, *es-qual.*, mis-en-cause.

1. Les immeubles connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Sainte-Anne, sous les numéros 1108A, 1109, 1110 et 1111 et portant les numéros civiques 1964 à 1978 de la rue Notre-Dame-Ouest, dans le quartier Sainte-Cunégonde, en la cité de Montréal, bornés comme suit—avec bâtisses dessus érigées:

(*a*) Le dit lot No 1108A borné au nord-ouest par la rue Saint-Joseph, maintenant Notre-Dame-Ouest, vers le sud-est par une ruelle, vers le nord-est par le No 1109, et vers le sud-ouest par le No 1108, mesurant environ 6 pieds 9 pcs de large par environ 79 pieds 4 pcs de profondeur dans une ligne et environ 79 pieds dans l'autre, contenant en superficie environ 534 pieds mesure anglaise, sans mesure précise;

(*b*) Le dit lot No 1109 borné par la rue Saint-Joseph maintenant Notre-Dame-Ouest, en profondeur par une ruelle, d'un côté par le No 1110 et de l'autre côté par un passage, contenant environ 216 pieds de largeur sur 75 pieds 7 pcs de pro-

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } CONTINENTAL GUAR-
No. C-122898. } ANTY CORPORATION OF CANADA LIMITED, plaintiff; vs JOHANNA MALONE, spinster of age and in use of her rights, defendant; and TELESPHORE BROSSARD, *es-qual.*, *mis-en-cause*.

1. Those immovables known and designated on the official plan and book of reference for Saint Ann's Ward, under numbers 1108A, 1109, 1110 and 1111, and bearing civic numbers 1964 to 1978 of Notre Dame Street West, in Sainte Cunegonde Ward, in the City of Montreal, bounded as follows—with buildings thereon erected:

(*a*) Said lot No. 1108A bounded on the Northwest by Saint Joseph Street, now Notre Dame Street West, on the Southeast by a lane, on the Northeast by No. 1109, and on the Southwest by No. 1108, measuring about 6 feet and 9 inches in width by about 79 feet and 4 inches in depth in one line and about 79 feet in the other, containing an area of about 534 feet, English measure, without exact measurement.

(*b*) Said lot No. 1109 bounded by Saint Joseph Street now Notre Dame Street West, on the depth by a lane, on one side by No. 1110 and on the other side by a passage, measuring about 216 feet in width by 75 feet and 7 inches in depth

fondeur dans une ligne et environ 78 pieds 8 pouces dans l'autre, formant environ 1658 pieds 10 pcs en superficie, mesure anglaise, sans mesure précise;

(*c*) Le dit lot No 1110 borné en front par la rue Saint-Joseph, maintenant Notre-Dame-Ouest, en profondeur par une ruelle, d'un côté par le No 1109 et de l'autre côté par le No 1111, contenant environ 21 pieds 6 pouces de largeur sur environ 78 pieds 8 pouces dans une ligne et environ 81 pieds et 9 pouces dans l'autre, formant environ 1724 pieds 74 pouces en superficie, mesure anglaise, sans mesure précise;

(*d*) Le dit lot No 1111 borné en front par la rue Saint-Joseph, maintenant Notre-Dame-Ouest, en profondeur par une ruelle, d'un côté par le No 1110 et de l'autre côté par le No 1112, contenant environ 21 pieds 6 pouces de largeur sur 81 pieds 9 pouces de profondeur dans une ligne, et environ 84 pieds 10 pouces dans l'autre, formant environ 1790 pieds 106 pouces en superficie, mesure anglaise, sans mesure précise;

2. Les lots de terre connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine, en la cité de Montréal, sous le No 201, subdivision 1, 2, 3 et 4, portant les numéros civiques 534 à 548 de la rue Chatham, bornés comme suit—avec bâtisses dessus érigées:

(*a*) Le dit lot No 201, subdivision 1, borné au nord-est par la rue Chatham, au sud-ouest par une ruelle désignée sous le No 201-6, vers le nord-ouest par le dit lot No 201-2, vers le sud-est par le lot No 200; mesurant environ 24 4/5 pieds de largeur par 114 3/5 pieds en profondeur, contenant une superficie totale d'environ 2842 pieds, mesure anglaise, sans mesure précise;

(*b*) Le dit lot No 201, subdivision 2, borné au nord-est par la rue Chatham, au sud-ouest par la dite ruelle désignée sous le No 201-6, au nord-ouest par le lot No 201-3, au sud-est par le dit lot No 201-1; mesurant environ 24 2/5 pieds de largeur par environ 114 3/5 de profondeur, contenant une superficie d'environ 2796 pieds, mesure anglaise, sans mesure précise;

(*c*) Le dit lot No 201, subdivision 3, borné au nord-est par la rue Chatham, au sud-ouest par la dite ruelle No 201-6, au nord-ouest par le dit lot No 201-4, au sud-est par le dit lot No 201-2, mesurant environ 20 1/5 pieds de largeur par environ 114 3 5 de profondeur, et ayant une superficie totale d'environ 2314 pieds, mesure anglaise, sans mesure précise;

(*d*) Le dit lot No 201, subdivision 4, borné au nord-est par la rue Chatham, au sud-ouest par la dite ruelle No 201-6, au nord-ouest par une ruelle désignée sous le No 201-5, au sud-est par le dit lot No 201-3; mesurant environ 20 2/5 pieds de largeur par environ 114 3/5 pieds de profondeur et ayant une superficie totale d'environ 2337 pieds, mesure anglaise, sans mesure précise;

3. La moitié de la partie sud-est du lot de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine (Cité de Montréal, sous le No 204, portant les numéros civiques 580 à 598 de la rue Chatham en la cité de Montréal; borné comme suit: en front par la dite rue Chatham, en profondeur par les dits lots connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine sous les Nos 186, 187 et 188, d'un côté par le dit lot No 203 et de l'autre côté par le lot No 205 des dits plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine; mesurant environ 102 pieds 3 pouces de largeur par environ 131 pieds de profondeur, et ayant une superficie totale d'environ 13,394 pieds 72 pouces,

in one line and about 78 feet and 8 inches in the other, containing about 1658 feet and 10 inches in area, English measure, without exact measurement;

(*c*) Said lot No. 1110 bounded in front by Saint Joseph Street now Notre Dame Street West, on the depth by a lane, on one side by No. 1109 and on the other side by No. 1111, measuring about 21 feet and 6 inches in width by about 78 feet and 8 inches in one line and about 81 feet and nine inches in the other, containing about 1724 feet and 74 inches in area, English measure, without exact measurement;

(*d*) Said lot No. 1111 bounded in front by Saint Joseph Street now Notre Dame Street West, on the depth by a lane, on one side by No. 1110 and on the other side by No. 1112, measuring about 21 feet and six inches in width by 81 feet and 9 inches in depth in one line and about 84 feet and 10 inches in the other, containing about 1790 feet and 106 inches in area, English measure, without exact measurement;

2. The lots of land known and designated on the official plan and book of reference for Saint Antoine's Ward, in the city of Montreal, under No. 201, subdivision 1, 2, 3 and 4, bearing civic numbers 534 to 548 of Chatham Street, bounded as follows—with the buildings thereon erected.

(*a*) The said lot No. 201, subdivision 1, bounded on the Northeast by Chatham Street, on the Southwest by a lane designated under No. 201-6, on the Northwest by said lot No. 201-2, on the Southeast by lot No. 200, measuring about 24 4/5 feet in width by 114 3/5 feet in depth, having a total superficies of about 2842 feet, English measure, without exact measurement.

(*b*) The said lot No. 201, subdivision 2, bounded on the Northeast by Chatham Street, on the Southwest by the said lane designated under No. 201-6, on the Northwest by lot No. 201-3, on the Southeast by said lot No. 201-1; measuring about 24 2/5 feet in width by about 114 3/5 in depth, having a superficies of about 2796 feet, English measure, without exact measurement.

(*c*) The said lot No. 201, subdivision 3, bounded on the Northeast by Chatham Street, on the Southwest by the said lane No. 201-6, on the Northwest by said lot No. 201-4, on the Southeast by said lot No. 201-2, measuring about 20 1/5 feet in width by about 114 3 5 in depth, and having a total superficies of about 2314 feet, English measure, without exact measurement;

(*d*) The said lot No. 201, subdivision 4, bounded on the Northeast by Chatham Street, on the Southwest by said lane No. 201-6, on the Northwest by a lane designated under No. 201-5, on the Southeast by said lot No. 201-3, measuring about 20 2/5 feet in width by about 114 3/5 feet in depth and having a total superficies of about 2337 feet, English measure, without exact measurement;

3. The half of the Southeast part of the lot of land known and designated on the official plan and book of reference for Saint Antoine's Ward (City of Montreal) under No. 204, bearing civic number 580 to 598 of Chatham Street, in the city of Montreal, bounded as follows: in front by the said Chatham Street, in depth by the said lots known and designated on the official plan and book of reference for Saint Antoine's Ward under Nos. 186, 187 and 188, on one side by said lot No. 203 and on the other side by lot No. 205 on the said official plan and book of reference for Saint Antoine's Ward; measuring about 102 feet and 3 inches in width by about 131 feet in depth and having a total superficies of about 13,394

mesure anglaise, sans mesure précise—avec bâtisses dessus érigées.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT ET UNIÈME jour de FEVRIER prochain, à ONZE heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 16 janvier 1934. 417—3-2-o
[Première publication, 20 janvier, 1934]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } CREDIT FONCIER
No F-125726. } FRANCO CANADIEN, demanderesse; vs CAMILLE JUTRAS, défendeur.

Un emplacement ayant front sur l'avenue Henri Julien, en la cité de Montréal, connu et désigné comme étant le lot numéro cent quatre-vingt-quatre (184) des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis—avec bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-DEUXIEME jour de FÉVRIER prochain, à DIX heures du matin.

Un dépôt de $480.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'Hon. Juge Curran, en date du 9 janvier 1934.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, le 16 janvier 1934. 419—3-2-o
[Première publication, le 20 janvier 1934]

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } JOSEPH CYTRYNBAUM,
No B-121890. } demandeur; vs AARON SCHACTER, défendeur.

Un lot de terre autrefois connu comme formant partie de ce lot décrit sous le numéro mille cinquante (No 1050) aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Louis, de la cité de Montréal, contenant trente-sept pieds en front (desquels doivent être déduits trois pieds pour un passage) jusqu'à une profondeur de trente-sept pieds et dix pouces, où la largeur est de quarante pieds, par la profondeur restante du dit lot, et borné comme suit: en front par l'avenue Coloniale (ci-devant rue Hippolyte), en arrière par le lot officiel numéro mille cinquante-cinq au dit plan officiel, d'un côté par le lot officiel numéro mille cinquante-cinq au dit plan officiel, d'un côté par le lot officiel mille cinquante et un du dit plan, et de l'autre côté par une partie des dits lots officiels numéros mille cinquante et mille cinquante-six aux dits plan et livre de renvoi—avec un édifice à deux étages, en bois lambrissé en briques, sus-érigé avec les dépendances et portant le numéro civique 3960 de la dite avenue Coloniale.

A déduire à l'extrémité de la profondeur de trente-sept pieds et dix pouces du dit lot numéro 1050, une lisière de terre de trois pieds de largeur longeant le côté sud-est du résidu de la profondeur du dit lot No 1050, avec droit de passage en faveur de cette lisière de terre et du résidu du dit lot No 1050 avec d'autres auxquels le même droit peut appartenir dans le passage sis dans la ligne sud-est du terrain présentement décrit pour communiquer à l'avenue Coloniale, mais sans aucun droit de l'obstruer, le tout tel que ci-dessus décrit et sans garantie de mesure;

feet 72 inches, English measure, without exact measurement—with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY FIRST day of FEBRUARY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, January 16, 1934. 418—3-2
[First publication, January 20th., 1934]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } CREDIT FONCIER
No. F-125726. } FRANCO CANADIEN, plaintiff; vs CAMILLE JUTRAS, defendant.

An emplacement fronting on Henri Julien Avenue, in the city of Montreal, known and designated as being lot number one hundred and eighty four (184) on the official plan and book of reference for the incorporated Village of Côte Saint Louis—with buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY SECOND day of FEBRUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

A deposit of $480.00 shall be required from each and every bidder, pursuant to a judgment of Hon. Justice Curran, dated January 9th. 1934.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, January 16th., 1934. 420—3-2
[First publication, January 20th., 1934]

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } JOSEPH CYTRYNBAUM,
No. B-121890. } plaintiff; vs AARON SCHACTER, defendant.

A lot of land formerly known as forming part of that lot described under the number one thousand and fifty (No. 1050) upon the official plan and book of reference of the Saint Louis ward, of the city of Montreal, containing thirty seven feet in front (from which must be deducted three feet for a passage) up to depth of thirty seven feet and ten inches, where the width is of forty feet, by the remaining depth of the said lot, and bounded as follows: in front by Colonial Avenue (heretofore Hippolyte Street) in rear by official lot number one thousand and fifty five upon the said official plan, on one side by official lot number one thousand and fifty five upon the said official plan, on one side by official lot number one thousand and fifty one of the said plan, and on the other side by a portion of the official lots numbers one thousand and fifty and one thousand and fifty six on the said plan and book of reference—with a two storey wood and brick encased building thereon erected with dependencies and bearing civic number 3960 in said Colonial Avenue;

To be deducted at the end of the depth of thirty seven feet and ten inches of the said lot number 1050 a strip of land of three feet wide running along the South East side of the balance of the depth of the said lot No. 1050 with the right of way in favor of this strip of land and of the residue of the said lot No. 1050, with others to whom the same right may appertain in the passage lying in the South East line of the ground presently described to communicate to Colonial Avenue, but without committing therein any nuisance or obstruction, the whole as above described and without warranty of measure;

L'emplacement ci-dessus décrit est actuellement connu et plus particulièrement décrit comme étant le lot numéro deux de la subdivision du lot numéro mille cinquante (1050-2) aux plan et livre de renvoi du quartier Saint-Louis, de la cité de Montréal—avec les édifices ci-dessus décrits sus-érigés.

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-ET-UNIEME jour de FÉVRIER prochain, à DIX heures et DEMIE du matin.

Un dépôt de $300.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'Hon. Juge Curran, en date du 11 janvier 1934.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, le 16 janvier 1934. 421—3-2
[Première publication, le 20 janvier 1934]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Beauce.

Montréal, à savoir: } EDGAR FORTIN, demandeur; vs ODILON
No 14098. } CAILLOUX, défendeur.

Un emplacement situé dans le quartier Saint-Jean-Baptiste de la cité de Montréal, de la contenance de quarante-deux pieds de front sur la rue Rachel, par quatre-vingts pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, à distraire cependant de cette profondeur ce qui a été exproprié par la cité de Montréal pour l'élargissement de la rue Rachel, lequel emplacement est composé comme suit:

1. De la partie des lots soixante-six, soixante-sept, soixante-huit et soixante-neuf de la subdivision officielle du lot originaire numéro quinze (15 Pties 66-67-68 et 69) des plan et livre de renvoi officiels du village de Saint-Jean-Baptiste, contenant vingt-sept pieds de largeur par quatre-vingts pieds de profondeur, moins cependant ladite lisière expropriée dernièrement, bornée au front au nord-ouest par la rue Rachel; en arrière, au sud-est, par le lot No 70 de la dite subdivision du dit lot No 15; d'un côté, au sud-ouest, par les parties de lots ci-après décrites et de l'autre côté au nord-est par le résidu des dites subdivisions 15-66-67-68 et 69—avec toutes les bâtisses dessus érigées portant les numéros civiques 500 à 504 de ladite rue Rachel Est.

2. De parties des lots numéros soixante-six, soixante-sept, soixante-huit et soixante-neuf de la résubdivision du lot numéro cent quatre de la subdivision officielle du lot originaire numéro quinze (15-104 Pties 66, 67, 68 et 69) des plan et livre de renvoi officiels susdits, ayant front sur la rue Berri et contenant quatre-vingts pieds de largeur par quinze pieds de profondeur, moins cependant ce qui a pu être exproprié pour l'élargissement des rues Rachel et Berri, bornées ces parties de lots au nord-ouest par la rue Rachel, au sud-est, par le lot numéro 15-104-70, desdits plan et livre de renvoi officiels; au sud-ouest par la rue Berri et au nord-est par les parties de lots sus décrites—avec toutes les bâtisses dessus érigées portant les numéros civiques 4185 à 4189 de la rue Berri, ainsi que le tout se trouve actuellement avec les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées aux dits immeubles.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-UNIEME jour de FÉVRIER prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, le 16 janvier 1934. 425—3-2-o
[Première publication, le 20 janvier 1934]

The above described emplacement is actually known and more described properly as being lot number two of the subdivision of lot number one thousand and fifty (1050-2) upon the plan and book of reference of the Saint Louis ward, of the city of Montreal—with the above described buildings thereon erected.

To be sold at my office in the city of Montreal, on the TWENTY FIRST day of FEBRUARY next, at HALF PAST TEN o'clock in the forenoon.

A deposit of $300.00 shall be exacted from each and every bidder pursuant to a judgment of the Hon. Justice Curran, dated January 11th., 1934.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, January 16th., 1934. 422—3-2-o
[First publication, January 20th., 1934]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Beauce.

Montreal, to wit: } EDGAR FORTIN,
No. 14098. } plaintiff; vs ODILON CAILLOUX, defendant.

An emplacement situate in Saint Jean Baptiste ward in the city of Montreal, measuring forty two feet in front on Rachel street, by eighty feet in depth, English measure and more or less, to be deducted however from the said depth the part thereof expropriated by the city of Montreal for the widening of Rachel street, the said emplacement is composed of the following:

1. Part of lots sixty six, sixty seven, sixty eight and sixty nine of the official subdivision of original lot number fifteen (15-Pts. 66-67-68 and 69) of the official plan and book of reference of the Village of Saint Jean Baptiste, measuring twenty seven feet in width by eighty feet in depth, less however the said strip expropriated lately, bounded in front on the Northwest by Rachel street; in rear on the Southeast by lot No. 70 of said subdivision of said lot No. 15; on one side on the Southwest by the parts of lots hereinafter described and on the other side on the Northeast by the residue of said subdivision 15-66-67-68 and 69—with all the buildings thereon erected bearing civic numbers 500 to 504 of said Rachel street East.

2. Parts of lots numbers sixty six, sixty seven, sixty eight and sixty nine of the resubdivision of lot number one hundred and four of the official subdivision of original lot number fifteen (15-104-Pts. 66-67-68 and 69) of the official plan and book of reference aforesaid, fronting on Berri street and measuring eighty feet in width by fifteen feet in depth, less however the part thereof which may have been expropriated for the widening of Rachel and Berri streets, bounded the said parts of lots, on the Northwest by Rachel street, on the Southeast by lot number 15-104-70 of said official plan and book of reference; on the Southwest by Berri street and on the Northeast by the parts of lots above described—with all the buildings thereon erected, bearing civic numbers 4185 to 4189 Berri street, as the whole presently subsists with the active and passive, apparent and unapparent servitudes attached to the said immovables.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY FIRST day of FEBRUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, January 16th., 1934. 426—3-2
[First publication, January 20th., 1934]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } DAME AUGUSTINE
No. A-120443. } ST-JACQUES, veuve de Dolor Valcourt, demanderesse; vs DAME OCTAVIE BERTRAND, veuve de Hormisdas Bertrand épouse en seconde noces de Joseph Beauchemin, et ledit JOSEPH BEAUCHEMIN tant personnellement que pour autoriser sa dite épouse aux fins des présentes.

Comme appartenant à ladite Dame Octavie Bertrand.

1. Un emplacement ayant front rue Saint-André, dans la cité de Montréal, connu et désigné comme étant le numéro soixante-dix-neuf de la subdivision du lot originaire numéro trois cent vingt-cinq (325-79) des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis—avec bâtisses y dessus érigées;

2. Un emplacement ayant front rue Saint-André, dans la cité de Montréal, connu et désigné comme étant le numéro quatre-vingts de la subdivision du lot originaire numéro trois cent vingt-cinq (325-80) des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis—avec bâtisses y dessus érigées.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-DEUXIEME jour de FEVRIER prochain, à ONZE heures du matin.

Un dépôt de $420.00 quant au premier paragraphe et de $450.00 quant au deuxième paragraphe sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'Hon. Juge Curran, en date du 8 janvier 1934.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE,
Montréal, 16 janvier 1934. 427—3-2-o
[Première publication, 20 janvier, 1934]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } DAME AUGUSTINE ST-
No. A-120443. } JACQUES, widow of Dolor Valcourt, plaintiff; vs DAME OCTAVIE BERTRAND, wife of Hormisdas Bertrand wife by a second marriage of Joseph Beauchemin, and the said JOSEPH BEAUCHEMIN, both personally and to authorize his said wife for the purposes hereof, defendants.

As belonging to said Dame Octavie Bertrand:

1. An emplacement fronting on Saint André Street, in the city of Montreal, known and designated as being number seventy nine of the subdivision of the original lot number three hundred and twenty five (325-79) on the official plan and book of reference for the incorporated village of Côte Saint Louis—with buildings thereon erected;

2. An emplacement fronting on Saint André Street, in the city of Montreal, known and designated as being number eighty of the subdivision of the original lot number three hundred and twenty five (325-80) on the official plan and book of reference for the incorporated village of Côte Saint Louis—with buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the City of Montreal, on the TWENTY SECOND day of FEBRUARY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

A deposit of $420.00 as to the first paragraph and of $450.00 as to the second paragraph, shall be required from each and every bidder, pursuant to a judgment of Hon. Justice Curran, dated January 8, 1934.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff
Montreal, January 16, 1934. 428—3-2
[First publication, January 20th., 1934]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } HAROLD HENRY
No 22613. } LANK, demandeur; vs DAME GOLDIE WEINER, épouse séparée de biens de I. J. Miller, *et al.*, défendeurs.

Comme appartenant à Louis Alper, un des défendeurs.

a. Un lot de terre étant la subdivision quarante-six de la subdivision du lot numéro trois (3-46) aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis—avec les édifices sus-érigés, portant le numéro civique 6586, Avenue Papineau, en la cité de Montréal.

b. Un lot de terre étant la subdivision cent de la subdivision du lot numéro deux cent dix (210-100) aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte de la Visitation—avec les édifices sus-érigés portant le numéro civique 6698 rue Cartier, cité de Montréal.

c. Un lot de terre étant la subdivision cent soixante et un de la subdivision du lot numéro deux cent dix (210-161) aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte de la Visitation—avec les édifices sus-érigés portant le numéro civique 6667, rue Cartier, en la cité de Montréal.

Pour être vendus, à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-UNIEME jour de FEVRIER prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE
Montréal, le 16 janvier 1934. 445—3-2
[Première publication, 20 janvier, 1934]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } HAROLD HENRY
No. 22613. } LANK, plaintiff; vs DAME GOLDIE WEINER, wife separate as to property of I. J. Miller *et al.*, defendants.

As belonging to Louis Alper, one of the defendants.

a. Lot of land being subdivision forty six of the subdivision of lot number three (3-46) on the official plan and book of reference of the Incorporated village of Côte Saint Louis—with the buildings thereon erected, bearing civic number 6586 Papineau Avenue in the city of Montreal.

b. Lot of land being subdivision one hundred of the subdivision of lot number two hundred and ten (210-100) on the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte de la Visitation—with the buildings thereon erected bearing civic number 6698 Cartier Street, in the city of Montreal.

c. Lot of land being subdivision one hundred and sixty one of the subdivision of lot number two hundred and ten (210-161) on the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte de la Visitation—with the buildings thereon erected bearing civic number 6667 Cartier Street, in the city of Montreal.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY FIRST day of FEBRUARY next, at THREE o'clock in the afternoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, January 16th, 1934. 446—3-2-o
[First publication, January 20th., 1934]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: No C-122506. PINSKER REALIZATION COMPANY, LIMITED, demanderesse; vs MYER COHEN *et al.*, défendeurs.

Comme appartenant à Moses *alias* Morris Cohen, un des défendeurs:

La moitié nord-ouest du lot officiel No 889 de la subdivision officielle du lot numéro 11 (11-889) aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis—avec l'édifice sus-érigé portant le numéro civique 5346 Avenue Esplanade, cité de Montréal, avec l'usage de la ruelle en arrière en commun avec les autres y ayant droit.

Pour être vendue à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-DEUXIEME jour de FÉVRIER prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, le 16 janvier 1934. 447—3-2
[Première publication, le 20 janvier 1934]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: No. C-122506. PINSKER REALIZATION COMPANY, LIMITED, plaintiff; vs MYER COHEN *et al.* defendants.

As belonging to Moses *alias* Morris Cohen one of the defendants.

The North West half of official lot No. 889, of the official subdivision of lot number 11 (11-889) on the official plan and book of reference of the incorporated Village of Cote Saint Louis—with the building thereon erected bearing civic No. 5346 Esplanade Avenue city of Montreal, with the use of the lane in rear in common with others having rights therein.

To be sold at my office, in the city of Montreal on the TWENTY SECOND day of FEBRUARY next, at TWO o'clock in the afternoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff,
Montreal, January 16th., 1934. 448—3-2-o
[First publication, January 20th., 1934]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: No 122882. THE ROYAL TRUST COMPANY, *es-qual.*, demanderesse; vs DAME MARION LUCY SIMISTER WARREN, veuve de feu William Simister, défenderesse.

Ce certain lot de terre situé en la cité de Montréal, connu et désigné comme étant le lot numéro six (6) sur un plan de la propriété appartenant à la succession de feu Hosea B. Smith, arpenté et tracé par M. Joseph Rielle, arpenteur-géomètre provincial, en date du 20ième jour de janvier 1869, et déposé au bureau de J. S. Hunter, notaire, par acte de dépôt portant la date du 25 avril 1871, contenant, ledit lot, vingt cinq pieds de largeur en front et en arrière par cent pieds de profondeur, plus ou moins, mesure anglaise. Ledit lot étant actuellement connu et désigné comme étant la subdivision du lot F sur le plan de subdivision du lot numéro officiel mil huit cent soixante (1860-F) des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine, de la cité de Montréal, borné en front par la rue Durocher, en arrière par une ruelle, d'un côté au nord par la propriété de Mde Walsh ou représentants et de l'autre côté au sud-est par la propriété de James Sheridan ou représentants.

Avec une maison d'habitation portant le numéro civique 3586 rue Durocher divisée en logements et autres édifices sus-érigés, dont les murs à pignon sont mitoyens; avec le droit d'entrée et de sortie en tout temps dans et par ladite ruelle. Avec tous et chacun des membres et appartenances y attachés.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-TROISIEME jour de FEVRIER prochain, à ONZE heures et DEMIE du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, le 17 janvier 1934. 449—3-2
[Première publication, 20 janvier, 1934]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: No. 122882. THE ROYAL TRUST COMPANY, *es-qual.*, plaintiff; vs DAME MARION LUCY SIMISTER WARREN, widow of the late William Simister, defendant.

That certain lot of land situate in the city of Montreal, known and designated as lot number six (6) on a plan of the property belonging to the estate of the late Hosea B. Smith, surveyed and drawn by Joseph Rielle, Esquire, Provincial Land Surveyor, dated the 20th January, 1869, and deposited in the office of J. S. Hunter, Notary, by Act of Deposit bearing date the 25th April, 1871, containing the said lot twenty five feet in width in front and in rear by one hundred feet in depth, be the same more or less, English measure. The said lot being now known and distinguished as subdivision lot F on the plan of subdivision of lot official number eighteen hundred and sixty (1860-F) on the official plan and in the book of reference of the Saint Antoine Ward of the city of Montreal, bounded in front by Durocher Street, in rear by a lane, on one side to the North by the property of Mrs. Walsh or representatives and on the other side to the South East by the property of James Sheridan or representatives.

With a dwelling house bearing the civic number 3586 Durocher Street divided into tenements and other buildings thereon erected, the gable walls of which are *mitoyen* with the right of ingress and egrees at all times in and through said lane. With all and every the members and appurtenances thereunto belonging.

To be sold at my office, in the City of Montreal, on the TWENTY THIRD day of FEBRUARY next, at HALF PAST ELEVEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office Sheriff.
Montreal, January 17th., 1934. 450—3-2-o
[First publication, January 20th., 1934]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: No C-122826. THE TRUST AND LOAN COMPANY OF CANADA, demanderesse; vs ADRIEN LAFONTAINE, défendeur.

Un emplacement ayant front sur la rue Eadie,

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: No. C-122826. THE TRUST AND LOAN COMPANY OF CANADA, plaintiff; vs ADRIEN LAFONTAINE, defendant.

An emplacement fronting on Eadie street,

dans le quartier Saint-Paul, de la cité de Montréal, et connu aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, comme étant le lot numéro deux cent soixante de la subdivision officielle du lot originaire numéro trois mille neuf cent vingt-neuf (3929–260); le dit lot contenant vingt-cinq pieds en largeur par quatre-vingts pieds en profondeur, mesure anglaise et plus ou moins—avec les édifices sus-érigés, et avec le droit de passage dans la ruelle située en arrière du dit lot.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-TROISIEME jour de FÉVRIER prochain, à DIX heures du matin.

Un dépôt de $800.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'Hon. Juge Curran, en date du 11 janvier 1934.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, le 16 janvier 1934. 451—3–2
[Première publication, le 20 janvier 1934]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } ARISTIDE GOYET *et al.*, demandeurs; vs
No D–123872. } ALEXANDRE JODOIN, défendeur.

Un emplacement situé en la cité de Montréal, dans le quartier Maisonneuve, Boulevard Pie IX, contenant une largeur de cinquante pieds par une profondeur de soixante-trois pieds, plus ou moins, mesure anglaise—avec maison en bois lambrissée en brique à deux étages et quatre logements, et autres dépendances y érigées, portant les numéros civiques 429, 431 et 433 du dit Boulevard Pie IX, et composé des lots et parties de lot ci-après désignés:

1. De la partie sud-est du lot de terre numéro un de la subdivision du numéro principal quinze (15–Pt. S. E. 1) du cadastre officiel du village incorporé d'Hochelaga, dit comté; cette partie de lot contenant une largeur de trente pieds sur une profondeur de cinquante-trois pieds, plus ou moins, et étant bornée comme suit: a un bout, vers le sud-ouest par le lot No 15–5–C ci-après désigné; à l'autre bout, vers le nord est par le lot No onze du dit cadastre, au côté nord-ouest par le résidu du dit lot No 15–1 et au côté sud-est par la partie nord-ouest du No 15–2 ci-après décrite;

2. De la totalité du lot cinq–C de la resubdivision d'une partie du lot principal quinze (15–5–C) du cadastre d'Hochelaga ci-haut mentionné, contenant trente pieds de front sur une profondeur de dix pieds, et bornée comme suit: en front, par l'Avenue Pie IX, en arrière par la partie sud-est du lot No 15–1 ci-dessus désignée; au côté sud-est par le lot No 15–5–D ci-après désigné et au côté nord-ouest par le lot No 15–5–B du dit cadastre;

3. De la partie nord-ouest du lot de terre No deux de la subdivision du dit lot principal quinze (15–Pt. N. O. 2) du même cadastre d'Hochelaga; cette partie de lot contenant une largeur de vingt pieds sur une profondeur de cinquante-trois pieds, plus ou moins, et étant bornée comme suit: a un bout, vers le sud-ouest par le lot No 15–5–D ci-après désigné; à l'autre bout, vers le nord-est par le lot No onze du dit cadastre; au côté sud-est par le résidu dudit lot No 15–2; et au côté nord-ouest par la partie sud-est du dit lot No 15–1 ci-dessus décrite;

4. Enfin, de la totalité du lot cinq-D de la resubdivision d'une partie du dit lot principal quinze (15–5–D) du dit cadastre d'Hochelaga; contenant vingt pieds de front sur une profondeur

in the Saint Paul ward of the city of Montreal, and is known on the official plan and book of reference of the parish of Montreal, as lot number two hundred and sixty of the official subdivision of the original lot number three thousand nine hundred and twenty nine (3929–260); said lot containing twenty five feet in width by eighty feet in depth, English measure and more or less—with buildings thereon erected, and with the right of passage in the lane situated in rear of the said lot.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY THIRD day of FEBRUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

A deposit of $800.00 shall be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of the Hon. Justice Curran, dated January 11th., 1934.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, January 16th., 1934. 452—3–2–o
[First publication, January 20th., 1934]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } ARISTIDE GOYET *et al.*, plaintiffs; vs
No. D–123872. } ALEXANDRE JODOIN, defendant.

An emplacement situate in the city of Montreal, in Maisonneuve ward, Pie IX Boulevard, measuring fifty feet in width by sixty three feet in depth, more or less, English measure—with a two storey wooden brick encased house containing four dwellings and other dependencies thereon erected, bearing civic numbers 429, 431 and 433 of said Pie IX Boulevard, and composed of the lots and parts of lot hereinunder designated;

1. The Southeast part of the lot of land number one of the subdivision of the original number fifteen (15–S. E. Pt. 1) on the official cadastre for the incorporated village of Hochelaga, said county; the said part of lot containing a width of thirty feet by a depth of fifty three feet, more or less, and being bounded as follows: at one end to the Southwest by lot No. 15–5–C hereinunder designated; at the other end to the Northeast by lot number eleven of the said cadastre, on the Northwest side by the residue of said lot No. 15–1 and on the Southwest side by the Northwest part of No. 15–2 hereinunder described;

2. The whole of lot five–C of the resubdivision of a part of original lot fifteen (15–5–C) of the cadastre of Hochelaga hereinabove mentioned, measuring thirty feet in front by a depth of ten feet and bounded as follows: in front by Pie IX Avenue, in rear by the Southeast part of lot No. 15–1 hereinabove designated; on the Southeast side by lot No. 15–5–D hereinunder designated and on the Northwest side by lot No. 15–5–B of the said cadastre;

3. The Northwest part of the lot of land number two of the subdivision of said original lot fifteen (15–N. W. Pt. 2) of the same cadastre of Hochelaga; the said part of lot measuring twenty feet in width by a depth of fifty three feet, more or less, and being bounded as follows: at one end to the Southwest by lot No. 15–5–D hereinunder designated, at the other end to the Northeast by lot number eleven of the said cadastre, on the Southeast side by the residue of said lot No. 15–2 and on the Northwest side by the Southeast part of said lot No. 15–1 hereinabove described;

4. Finally, the whole of lot five–D of the resubdivision of a part of said original lot fifteen (15–5–D) of the said cadastre of Hochelaga, measuring twenty feet in front by a depth of ten feet

de dix pieds et bornée comme suit: en front par l'Avenue Pie IX, en arrière par la partie nord-ouest du lot No 15–2 ci-dessus désignée; au côté sud-est par le lot No 15–5–E du dit plan de resubdivision; et au côté nord-ouest par le lot No 15–5–C plus haut désigné.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-UNIEME jour de FÉVRIER prochain, à ONZE heures et DEMIE du matin.

Un dépôt de $550.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur suivant jugement de l'Hon. Juge Curran, en date du 10 janvier 1934.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, le 16 janvier 1934. 453—3–2–o
[Première publication, le 20 janvier 1934]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: No 114586. } LOUIS-EDMOUR BERNARD et RODOLPHE BERNARD, tous deux avocats, des cité et district de Montréal, y pratiquant ensemble leur profession sous le nom de Bernard & Bernard, demandeurs; vs ADRIEN CHARRON, défendeur.

Un immeuble connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Côte de la Visitation sous le No 1533 de la subdivision officielle du lot originaire No 172 de ladite paroisse de la Côte de la Visitation—avec les bâtisses dessus construites portant les numéros civiques 5490, 5492, 5494 de la Première Avenue quartier Rosemont, Montréal.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-TROISIEME jour de FEVRIER prochain, à DIX heures et TRENTE du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 16 janvier 1934. 455—3–2–o
[Première publication, 20 janvier, 1934]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: No E-124809. } ELEUTHERE LEGAULT, demandeur; vs WILFRID PESANT, défendeur.

Un emplacement ayant front sur la rue Saint-Joseph ou Chemin de Dorval, dans la Ville de Dorval, faisant partie des lots originaires Nos 874 et 875 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Lachine composé:

1. D'une partie dudit lot numéro huit cent soixante-quatorze (Pt. 874) aux dits plan et livre de renvoi, mesurant trente-sept pieds et cinq dixièmes de pied (37.5′) en front dans sa ligne sud, le long du Chemin de Dorval, et quarante et un pieds (41′) de largeur en arière dans sa ligne nord, par une profondeur d'environ deux cent quatre-vingt-cinq pieds (285′) dans sa ligne ouest, et de deux cent quatre-vingt-onze pieds (291′) dans sa ligne est, telle partie étant bornée comme suit; En front, au sud, par le Chemin de Dorval, en arrière au nord, par la "Montreal Park & Island Railway Company, ou représentants, d'un côté à l'est, par ledit lot numéro huit cent soixante-quinze (875) et de l'autre côté à l'ouest par le résidu du dit lot numéro huit cent soixante-quatorze (874) et par le lot ci-après en deuxième lieu décrit.

2. D'une autre partie du dit lot numéro huit cent soixante-quatorze (Pt. 874) ayant la forme d'un triangle immédiatement adjacente au coin sud-ouest du lot de terre ci-dessus en premier

and bounded as follows: in front by Pie IX Avenue, in rear by the Northwest part of lot No. 15–2 hereinabove designated, on the Southeast side by lot No. 15–5–E on the said resubdivision plan and on the Northwest side by lot No. 15–5–C hereinabove designated.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY FIRST day of FEBRUARY next, at HALF PAST ELEVEN o'clock in the forenoon.

A deposit of $550.00 shall be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of the Hon. Justice Curran, dated the 10th. of January, 1934.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, January 16th., 1934. 454—3–2
[First publication, January 20th., 1934]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: No. 114586. } LOUIS EDMOUR BERNARD, and RODOLPHE BERNARD, both advocates, of the city and district of Montreal, there practising their profession together under the name of Bernard & Bernard, plaintiffs; vs ADRIEN CHARRON, defendant.

An immovable known and designated on the official plan and book of reference of the parish of Côte de la Visitation, under No. 1533 of the official subdivision of original lot No. 172 of the said parish of Côte de la Visitation—with the buildings thereon erected bearing civic numbers 5490, 5492, 5494, First Avenue, Rosemount Ward, Montreal.

To be sold at my office, in the City of Montreal, on the TWENTY THIRD day of FEBRUARY next, at HALF PAST TEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, January 16, 1934. 456—3–2
[First publication, January 20th., 1934]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: No. E-124809. } ELEUTHERE LEGAULT, plaintiff; vs WILFRID PESANT, defendant.

An emplacement fronting on Saint Joseph Street or Dorval Road, in the town of Dorval, forming part of original lots Nos. 874 and 875 of the official plan and book of reference of the parish of Lachine, composed of:

1. A part of said lot number eight hundred and seventy four (Pt. 874) of said plan and book of reference, measuring thirty seven feet and five tenths of a foot (37.5′) in front in its South line, along Dorval Road, and forty one feet (41′) in width in rear in its North line, by a depth of about two hundred and eighty five feet (285′) in its West line, and two hundred and ninety one feet (291′) in its East line, said part being bounded as follows: In front, on the South, by the Dorval Road, in rear on the North by the Montreal Park and Island Railway Company, or representatives, on one side to the East by said lot number eight hundred and seventy five (875) and on the other side to the West by the residue of said lot number eight hundred and seventy four (874) and by the lot hereinafter secondly described.

2. Another part of said lot number eight hundred and seventy four (Pt. 874) being of triangular figure immediately adjacent to the South-west corner of the lot of land hereinabove firstly

lieu décrit, tel triangle mesurant un pied et cinq dixièmes de pied en front le long du chemin de Dorval, par une profondeur de neuf pieds (9′) dans chacun de ses deux lignes latérales, au nord-ouest et à l'est, tel triangle étant borné en front au sud par le Chemin de Dorval, d'un côté à l'est, par le lot de terre ci-dessus en premier lieu décrit et de l'autre côté au nord-ouest par la succession Damase Descary.

3. D'une partie dudit lot numéro huit cent soixante-quinze (Pt. 875) desdits plan et livre de renvoi, de forme irrégulière, bornée en front par le chemin de Dorval, à l'ouest par le lot numéro huit cent soixante-quatorze (874) des dits plan et livre de renvoi, à l'est par le résidu dudit lot numéro huit cent soixante-quinze (875) et mesurant deux cent un pieds (201′) de profondeur dans sa ligne ouest par sept pieds (7′) de largeur en front, au sud, le long du chemin de Dorval, la limite est de ladite partie étant irrégulière et ayant la mesure suivante;

Partant d'un point situé à une distance de sept pieds (7′) de la ligne de division entre les dits lots numéros huit cent soixante-quatorze et huit cent soixante-quinze (874 et 875) le long du chemin de Dorval, pour aller en s'élargissant vers le nord-est sur une profondeur de cinquante-deux pieds (52′) où l'élargissement atteint sept pieds (7′), de là se rétrécissant vers le nord-ouest d'une largeur de huit pouces (8″) et allant parallèlement à la dite ligne de division, avec une largeur uniforme de treize pieds et quatre pouces (13′4″) sur une profondeur additionnelle de cinquante pieds (50′), de là étant de forme triangulaire sur la profondeur additionnelle de quatre-vingt-dix-neuf pieds (99′) sur le côté ouest dudit triangle et cent un pieds (101′) sur son côté est, rejoignant la dite ligne de division entre les dits lots numéros huit cent soixante-quatorze et huit cent soixante-quinze (874 et 875) à un point situé à deux cent un pieds (201′) au nord du chemin de Dorval.

Avec toutes les bâtisses dessus érigées, magasin et dépendances portant le numéro civique 21 de la dite rue Saint-Joseph ou chemin de Dorval, et avec droit de vue et de passage dans le passage mitoyen de 13 pieds de largeur à prendre sur le dit lot No 874 et longeant le côté ouest de l'emplacement ci-dessus décrit par toute sa profondeur tel que constitué par acte de conventions passé entre Dame Marceline Ladouceur veuve de Damase Descary et autres et Joseph-H. Descary devant Mtre. E.-R. Descary N.P., le 16 novembre, 1911, enregistré au bureau d'enregistrement des comtés de Hochelaga et Jacques-Cartier sous le No 202013 et dans un acte de correction et conventions passé entre Henri Descary et autres et ladite Dame Marceline Ladouceur et autres devant Mtre J.-M. Trépanier, le 24 juillet, 1931, enregistré à Montréal, sous le No 284000 dont copies sont déposées entre les mains du Shérif du district de Montréal au dossier en cette cause et avec droit de vue et de passage sur la propriété voisine de l'emplacement aussi ci-dessus décrit appartenant Charles-C. Descary ou représentants de la manière et aux conditions décrites dans un acte de conventions passé entre Joseph-H Descary et ledit Charles-C. Descary devant Mtre E.-R. Descary le 31 décembre, 1917, enregistré au bureau d'enregistrement des comtés d'Hochelaga et Jacques-Cartier sous le No 353922, dont copie déposée entre les mains du shérif du district de Montréal, au dossier en cette cause.

Et sujet aux droits de passage des auteurs immédiats dudit Wilfrid Pesant dans le passage

described, said triangle measuring one foot and five tenths of a foot in front along Dorval Road, by a depth of nine feet (9′) in each of its two lateral lines, on the Northwest and on the East said triangle being bounded in front on the South by the Dorval Road, on one side to the East by the lot of land hereinabove firstly described and on the other side to the Northwest by the Estate Damase Descary.

3. A part of said lot number eight hundred and seventy five (Pt. 875) of said plan and book of reference, of irregular figure, bounded in front by Dorval Road, on the West by lot number eight hundred and seventy four (874) of said plan and book of reference, on the East by the residue of said lot number eight hundred and seventy five (875) and measuring two hundred and one feet (201′) in depth in its West line by seven feet (7′) in width in front, on the South, along Dorval Road, the East limit of said part being irregular and having the following measurements:

Starting at a point situate at a distance of seven feet (7′) from the division line between said lots numbers eight hundred and seventy four and eight hundred and seventy five (874 and 875) running along Dorval Road, and widening towards the Northeast for a depth of fifty two feet (52′) where the width attains seven feet (7′) thence narrowing Northwesterly for a width of eight inches (8″) and running parallel to the said division line with a uniform width of thirteen feet and four inches (13′4″) for an additional depth of fifty feet (50′) thence being of triangular figure for an additional depth of ninety nine feet (99′) on the West side of said triangle and one hundred and one feet (101′) on its East side, rejoining the said division line between said lots numbers eight hundred and seventy four and eight hundred and seventy five (874 and 875) at a point situate at two hundred and one feet (201′) North of the Dorval Road.

With all the buildings thereon erected, store and dependencies bearing civic number 21 of said Saint Joseph Street or Dorval Road, and with right of view and right of way in the *mitoyen* passage of 13 feet in width to be taken on said lot No. 874 and running along the West side of the emplacement hereinabove described by all its depth as constituted by deed of agreement passed between Dame Marceline Ladouceur widow of Damase Descary and others and Joseph H. Descary before Me. E. R. Descary, N. P., the 16th of November, 1911, registered at the Registry office of the Counties of Hochelaga and Jacques-Cartier under No. 202013 and in a deed of correction and agreement passed between Henri Descary and others and the said Dame Marceline Ladouceur and others before Me J. M. Trépanier, the 24th of July, 1931, registered at Montreal, under No. 284000, copies whereof are in the hands of the Sheriff of the District of Montreal in the record in this cause and with right of view and of way on the neighbouring property of the emplacement also hereinabove described belonging to Charles C. Descary or representatives, in the manner and under the conditions described in a deed of agreement passed between Joseph H. Descary and the said Charles C. Descary before Me. E. R. Descary the 31st of December, 1917, registered at the Registry office of the counties of Hochelaga and Jacques Cartier under No. 353922, copy whereof is in the hands of the Sheriff of the district of Montreal, in the record in this cause.

And subject to rights of way for the immediate *auteurs* of the said Wilfrid Pesant in the

mitoyen ci-dessus mentionné tel que stipulé dans l'acte de vente par Henri Descary *et al.*, à Wilfrid Pesant reçu devant Mtre J.-M. Trépanier le 4 Septembre, 1931, enregistré à Montréal, sous le No 280338, dont copie déposée entre les mains du shérif du district de Montréal, au dossier en cette cause.

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-TROISIEME jour de FEVRIER prochain à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 17 janvier 1934. 457—3-2-o
[Première publication, 20 janvier, 1934]

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } JULES JULIEN, demandeur; vs AMABLE CLERMONT, défendeur; et MAURICE JULIEN, curateur au délaissement.
No B-121700. }

Un emplacement connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-au Récollet, sous le numéro sept cent vingt de la subdivision officielle du numéro deux cent vingt-huit (228-720)—avec toutes les bâtisses érigées portant No civique 922 rue Perras, en la cité de Montréal.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-TROISIEME jour de FÉVRIER prochain, à ONZE heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, le 17 janvier 1934. 461—3-2-o
[Première publication, le 20 janvier 1934]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } CHARLES-THEODORE VIAU *et al.*, *es-qual.*, demandeurs; vs ROMEO BELIVEAU, défendeur.
No C-122783. }

Un emplacement composé:

1. De la moitié nord-ouest de la subdivision numéro soixante-quinze du lot numéro neuf cent deux (902-75) des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Louis, de la cité de Montréal, contenant cette moitié douze pieds de front par toute la profondeur dudit lot, bornée en front par la rue Drolet;

2. Des lots connus et désignés sous les numéros soixante-seize, soixante-dix-sept, soixante-dix-huit, de la subdivision officielle du lot numéro neuf cent deux (902-76, 77 et 78) desdits plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Louis, de la cité de Montréal, contenant chaque lot vingt-quatre pieds en front par soixante et douze pieds et trois pouces de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, avec droit de passage dans les ruelles situées en arrière des dits lots, et avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-TROISIEME jour de FEVRIER prochain à TROIS heures de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 17 janvier 1934. 463—3-2-o
[Première publication, 20 janvier, 1934]

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } THÉODULE AMIOT, demandeur; vs ROBERT-F. CANDLISH *et al.*, défendeurs, *es-nom* et *es-qual.*
No D-123327. }

mitoyen passage hereinabove mentioned, as stipulated in the deed of sale by Henri Descary *et al* to Wilfrid Pesant received before Me. J. M. Trépanier, the 4th of September, 1931, registered at Montreal, under No. 280338, copy whereof is in the hands of the Sheriff of the District of Montreal, in the record in this cause.

To be sold at my office, in the City of Montreal, on the TWENTY THIRD day of FEBRUARY nest, at TWO o'clock in the afternoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, January 17, 1934. 458—3-2
[First publication, January 20th., 1934]

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } JULES JULIEN, plaintiff; vs AMABLE CLERMONT, defendant; and MAURICE JULIEN, curator to the surrender.
No. B-121700. }

An emplacement known and designated on the official plan and book of reference for the parish of Sault au Recollet, under number seven hundred and twenty of the official subdivision of number two hundred and twenty eight (228-720)—with all the buildings thereon erected, bearing civic No. 922 Perras street in the city of Montreal.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY THIRD day of FEBRUARY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, January 17th., 1934. 462—3-2
[First publication, January 20th., 1934]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } CHARLES THEODORE VIAU *et al.*, *es-quai.*, plaintiffs; vs ROMEO BELIVEAU, defendant.
No. C-122783. }

An emplacement composed of:—

1. The Northwest half of subdivision number seventy five of lot number nine hundred and two (902-75) on the official plan and book of reference for Saint Louis Ward, of the City of Montreal, said half measuring twelve feet in front by the whole depth of said lot, bounded in front by Drolet Street;

2. Those lots known and designated under numbers seventy six, seventy seven, seventy eight of the official subdivision of lot number nine hundred and two (902-76, 77 and 78) on said official plan and book of reference for Saint Louis Ward, of the City of Montreal, each lot measuring twenty four feet in front by seventy two feet and three inches in depth, English measure and more or less—with right of way in the lanes in the rear of said lots and with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the City of Montreal, on the TWENTY THIRD day of FEBRUARY next, at THREE o'clock in the afternoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, January 17, 1934. 464—3-2
[First publication, January 20th., 1934]

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } THEODULE AMIOT, plaintiff; vs ROBERT F. CANDLISH *et al.*, defendants, *es-nom* and *es-qual.*
No. D-123327. }

Un immeuble situé en la cité de Montréal, et connu et désigné comme étant composé des lots Nos deux cent trente-cinq et deux cent trente-six (235 et 236) aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Sainte-Marie, à Montréal—avec constructions dessus érigées.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le QUINZIEME jour de MARS prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, le 6 février 1934. 869—6-2-o
[Première publication, le 10 février 1934]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: No C-128028 } ROSARIO DESTROISMAISONS *et al.*, demandeurs: vs ALEXANDRE JODOIN, défendeur.

Deux terrains connus et désignés comme lots numéros soixante et soixante et un de la subdivision officielle du lot numéro treize cent cinquante-neuf (1359-60 et 61) des plan et livre de renvoi officiels du Quartier Sainte-Marie, en la Cité de Montréal, contenant ensemble soixante-treize pieds et six pouces de front sur la rue Dufresne par une profondeur de quatre-vingts pieds, mesure anglaise et plus ou moins—avec des maisons et autres bâtisses dessus érigées portant les numéros civiques 1900 à 1914 de ladite rue Dufresne et 1 à 5 de la rue Lalonde et les servitudes actives et passives s'y rattachant, et notamment l'usage en commun avec qui de droit, sans pouvoir l'obstruer, d'une ruelle conduisant à l'arrière-partie desdits lots.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le QUINZIEME jour de MARS prochain, à ONZE heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 6 février 1934. 871—6-2-o
[Première publication, le 10 février 1934]

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: No 130023. } H. OSTROVSKY, demandeur; vs S. SILVERSTEIN, défendeur.

Un lopin de terre formant partie du lot de terre connu et désigné comme étant le No 387 (Ptie 387) des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine, Montréal, mesurant 30 pieds de largeur par 85 pieds de profondeur, borné en front par le Carré Richmond, en arrière au sud-ouest partie par le lot No 385 et partie par le lot No 386, au nord-ouest partie par le lot No 387—avec une maison en brique avec façade en pierre de taille, à deux étages, portant les numéros civiques 868-870 Carré Richmond.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le SEIZIEME jour de MARS prochain, à ONZE heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, le 6 février 1934. 873—6-2
[Première publication, le 10 février 1934]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: No D-123060. } ROGER BRISEBOIS *et al.*, demandeurs; vs HENRI LADOUCEUR, menuisier, des cité et district de Montréal, tant personnellement qu'en sa double qualité de légataire universel et d'exé-

An immovable situate in the city of Montreal, known and designated as being composed of lots Nos. two hundred and thirty five and two hundred and thirty six (235 and 236) on the official plan and book of reference for Saint Mary's Ward, at Montreal—with buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FIFTEENTH day of MARCH next, at TWO o'clock in the afternoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, February 6th., 1934. 870—6-2
[First publication, February 10th., 1934]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: No. C-128028 } ROSARIO DESTROISMAISONS *et al.*, plaintiffs; vs ALEXANDRE JODOIN, defendant.

Two lots of land known and designated as being lots numbers sixty and sixty one of the official subdivision of lot number thirteen hundred and fifty nine (1359-60 and 61) on the official plan and book of reference for Saint Mary's-Ward, in the City of Montreal, measuring together seventy three feet and six inches in front on Dufresne Street, by a depth of eighty feet, English measure and more or less—with houses and other buildings thereon erected, bearing civic numbers 1900 to 1914 of said Dufresne Street, and 1 to 5 of Lalonde Street, and the active and passive servitudes attached thereto and especially the use of a lane leading to the rear part of said lots, in common with others having rights therein and without the right to encumber the same.

To be sold at my office, in the City of Montreal, on the FIFTEENTH day of MARCH next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, February 6, 1934. 872—6-2
[First publication, February 10th, 1934]

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: No. 130023. } H. OSTROVSKY, plaintiff; vs S. SILVERSTEIN, defendant.

A piece of land forming part of the lot of land known and designated as No. 387 (Pt. 387) on the official plan and book of reference of Saint Antoine Ward, Montreal, measuring 30 feet wide by 85 feet deep, bounded in front by Richmond Square, in rear to the South West part by lot No. 385 and part by lot No. 386, on the North West part by lot No. 387—with a two storey house of brick with cutstone front, bearing civic Nos. 868-870 of said Richmond Square.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SIXTEENTH day of MARCH next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, February 6th., 1934. 874—6-2-o
[First publication, February 10th., 1934]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: No. D-123060. } ROGER BRISEBOIS *et al.*, plaintiffs; vs HENRI LADOUCEUR, joiner, of the city and district of Montreal, both personally and in his double quality of universal legatee and testa-

cuteur testamentaire de feue Dame Eva Nantel, veuve en première noces de Joseph-Louis Brisebois et épouse en secondes noces du dit Henri Ladouceur, défendeur.

Un lot de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la Paroisse de Montréal, comme étant les subdivisions 48 et 49 du lot originaire No 3930 du cadastre officiel de la paroisse de Montréal—avec les bâtisses dessus construites portant les numéros civiques 2293 à 2303 de la rue DeVilliers, à Montréal.

Pour être vendu à mon bureau, en la Cité de Montréal, le SEIZIEME jour de MARS prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 6 février 1934. 875—6-2-o
[Première publication, le 10 février 1934]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: DAME DELPHINE POISSANT, veuve de Roch Lanctot, demanderesse, *es-nom* et *es-qual.*; vs ALBERT FAVREAU, *es-nom* et *es-qual. et al.*, défendeurs.

No D-123866.

Les lots de terre—avec bâtisses dessus construites, désignés ainsi qu'il suit, savoir:

a) Un morceau de terre contenant environ un arpent et demi de front sur quatorze arpents de profondeur, connu et désigné sous le lot numéro cent cinquante-trois (153), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Constant, dans le comté de Laprairie;

b) Un morceau de terre mesurant en superficie environ quarante-trois arpents, connu et désigné sous le lot numéro cent cinquante et un (151), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Constant, dans le dit comté;

c) Une terre contenant environ un arpent et demi sur quatorze arpents de profondeur, connue et désignée sous le lot numéro cent cinquante-deux (152), des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Constant, dans le dit comté;

Avec toutes les bâtisses érigées sur les dits immeubles.

Pour être vendu "en bloc" à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Constant, le QUINZIEME jour de MARS prochain, à ONZE heures du matin.

Un dépôt de $400.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur suivant jugement de l'Hon. Juge Surveyer, en date du 29 janvier 1934.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, le 6 février 1934. 877—6-2-o
[Première publication, le 10 février 1934]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: SAMUEL L. KOLBER, demandeur; vs MOSES AARON STEINWOLD *et al.*, défendeurs.

No A-120673.

Un emplacement situé à l'angle sud-ouest des rues Bullion (autrefois Cadieux) et Marie-Anne en la cité de Montréal, et formant la partie nord-ouest du lot No cent quatre-vingt aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de Saint-Jean-Baptiste, mesurant quarante pieds et quatre pouces en largeur en front et en arrière, par une profondeur de soixante-quinze pieds et dix pouces dans sa ligne nord-ouest, et soixante-quinze pieds et cinq pouces dans sa ligne sud-ouest, mesure anglaise et plus ou moins, et borné comme suit: en front vers le nord est par la susmentary executor of the late Dame Eva Nantel, widow by her first marriage of Joseph Louis Brisebois and wife by her second marriage of the said Henri Ladouceur, defendant.

A lot of land known and designated on the official plan and book of reference for the parish of Montreal, as being subdivisions 48 and 49 of original lot No. 3930, on the official cadastre for the parish of Montreal—with the buildings thereon erected bearing civic numbers 2293 to 2303 of DeVilliers Street, at Montreal.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SIXTEENTH day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, February 6, 1934. 876—6-2
[First publication, February 10th, 1934]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: DAME DELPHINE POISSANT, widow of Roch Lanctot, plaintiff, *es-nom* and *es-qual.*; vs ALBERT FAVREAU, *es-nom* and *es-qual. et al.*, defendants.

No. D-123866.

The lots of land—with buildings thereon erected, designated as follows, to wit:

a) A parcel of land containing about one arpent and a half in front by fourteen arpents in depth, known and designated under lot number one hundred and fifty three (153) on the official plan and book of reference for the parish of Saint Constant, in the county of Laprairie;

b) A parcel of land having an area of about forty three arpents, known and designated under lot number one hundred and fifty one (151) on the official plan and book of reference for the parish of Saint Constant, in the said county;

c) A farm containing about one arpent and a half by fourteen arpents in depth, known and designated under lot number one hundred and fifty two (152) on the official plan and book of reference for the said parish of Saint Constant, in the said county;

With all the buildings erected on the said immoveable.

To be sold "en bloc", at the parochial church-door of the parish of Saint Constant, on the FIFTEENTH day of MARCH next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

A deposit of $400.00 shall be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of the Honourable Justice Surveyer, dated the 29th. of January, 1934.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, February 6th., 1934. 878—6-2
[First publication, February 10th., 1934]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: SAMUEL L. KOLBER, plaintiff; vs MOSES AARON STEINWOLD *et al.*, defendants.

No. A-120673.

An emplacement situate at the Southwest corner of the Bullion (Fornerly Cadieux) and Marie Anne Streets in the city of Montreal, and forming the North West part of lot No. one hundred and eighty on the official plan and book of reference of the incorporated village of Saint Jean Baptiste, measuring forty feet and four inches in width in front, and in rear, by a depth of seventy five feet and ten inches in its North West line, and seventy five feet and five inches in its South West line, English measure and more or less, and bounded as follows: in front towards the North

dite rue De Bullion (autrefois Cadieux), en arrière vers le sud-ouest par le lot numéro cent soixante-dix-neuf, d'un côté, au nord-ouest par la rue Marie-Anne susdite, et de l'autre côté vers le sud-est par le résidu du dit lot numéro cent quatre-vingt.

Avec ensemble l'édifice en brique sus-érigé portant les numéros civiques 4338, 4340, 4342 et 4344 de la dite rue De Bullion (autrefois Cadieux), dont le mur sud-est est mitoyen avec la résidence adjacente.

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le SEIZIEME jour de MARS prochain, à DEUX heures et DEMIE de l'après-midi.

Un dépôt de $750.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'Hon. Juge Surveyer, en date du 30 janvier 1934.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, le 7 février 1934. 897—6-2
[Première publication, 10 février, 1934]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: ALBERT LEMAY, demandeur; vs LEONIDAS DESPAROIS, défendeur.
No E-124683.

1. Un emplacement ayant front sur la rue Hamilton, quartier Saint-Paul (ci-devant quartier Emard) en la cité de Montréal, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, comme étant la subdivision 1 du lot No 3747—avec droit de passage dans la ruelle en arrière et avec les bâtisses sus-érigées.

2. Un emplacement ayant front sur la rue Hamilton, quartier Saint-Paul (ci-devant quartier Emard), en la cité de Montréal, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, comme étant les subdivisions 2 et 3 du lot No 3747—avec droit de passage dans la ruelle en arrière et les bâtisses sus-érigées.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le QUINZIEME jour de MARS prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

Un dépôt de $180.00 quant au paragraphe No 1 et de $500.00 quant au paragraphe No 2 seront exigés de tout offrant ou enchérisseur suivant jugement de l'honorable juge Surveyer, en date du 5 février 1934.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, le 7 février 1934. 899—6-2
[Première publication, 10 février, 1934]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: JOHN DINHAM MOLSON *et al., es-qual.*, demandeurs; vs ROMUALD BEAULIEU, défendeur.
No F-131020.

Un emplacement ayant front sur la rue Galt, dans le quartier Saint-Paul, en la cité de Montréal, mesurant cinquante-cinq pieds en largeur par cent trente et un pieds, six pouces en profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, et étant composé:

1. Du lot numéro un de la subdivision officielle du lot originaire numéro quatre mille cent trente-trois (4133-1), aux plan et livre de renvoi officiels pour la municipalité de la paroisse de Montréal, mesurant quarante-deux pieds et huit pouces en largeur, par cent trente et un pieds et six pouces en profondeur, mesure anglaise.

East by De Bullion (formerly Cadieux) Street aforesaid, in rear towards the South West by lot number one hundred and seventy nine, on one side, to the North West, by Marie Anne Street aforesaid, and on the other side towards the South East by the residue of said lot number one hundred and eighty.

Together with the brick building thereon erected bearing the civic numbers 4338, 4340, 4342 and 4344 of said De Bullion (formerly Cadieux) Street, the South East wall whereof is *mitoyen* with the adjoining residence.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SIXTEENTH day of MARCH next, at HALF PAST TWO o'clock in the afternoon.

A deposit of $750.00 shall be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of the Hon. Justice Surveyer, dated January 30th., 1934.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, February 7th., 1934. 898—6-2-o
[First publication, February 10th., 1934]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: ALBERT LEMAY, plaintiff; vs LEONIDAS DESPAROIS, defendant.
No E-124683.

1. An emplacement fronting on Hamilton Street, Saint Paul's Ward (formerly Emard Ward), in the city of Montreal, known and designated on the official plan and book of reference of the parish of Montreal as being subdivision 1 of lot No 3747—with right of passage in the lane in rear and buildings thereon erected.

2. An emplacement fronting on Hamilton Street, Saint Paul's Ward (formerly Emard Ward), in the city of Montreal, known and designated on the official plan and book of reference of the parish of Montreal as being subdivisions 2 and 3 of lot No. 3747—with right of passage in the lane in rear and buildings thereon erected.

To be sold, at my office in the city of Montreal, on the FIFTEENTH day of MARCH next, at THREE o'clock in the afternoon.

A deposit of $180.00 as to paragraph No. 1 and of $500.00 as to paragraph No. 2 shall be exacted from each and every bidder pursuant to a judgment of the Hon. Judge Surveyer, dated February 5th, 1934.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, February 7th., 1934. 90—6-2-o
[First publication, February 10th., 1934]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: JOHN DINHAM MOLSON *et al., es-qual.*, plaintiffs; vs ROMUALD BEAULIEU, defendant.
No. F-131020.

An emplacement fronting on Galt Street, in Saint Paul's Ward, in the city of Montreal, measuring fifty five feet in width by one hundred and thirty one feet, six inches in depth, English measure and more or less, and being composed of:

1. Lot number one of the official subdivision of lot original number four thousand one hundred and thirty three (4133-1), of the official plan and in the book of reference of the Municipality of the parish of Montreal, measuring forty two feet and eight inches in width, by one hundred and thirty one feet and six inches in depth, English measure.

2. Du lot numéro un de la subdivision officielle du lot originaire numéro quatre mille cent trente-quatre (4134–1) aux dits plan et livre de renvoi officiels pour la municipalité de la paroisse de Montréal, mesurant douze pieds et quatre pouces en largeur par cent trente et un pieds et six pouces en profondeur, mesure anglaise.

Avec un édifice "Duplex" à deux étages, lambrissé en brique, portant les numéros civiques 1436 et 1438, rue Galt, en la cité de Montréal, et autres édifices sus-érigés, et tel que le tout se trouve actuellement, avec toutes ses servitudes, actives et passives, apparentes ou non-apparentes, attachées au dit emplacement, et une servitude de droit de vue, etc., créée par Acte de servitude passé à cet effet entre M. Célestin Lalonde et M. Alfred Clément par devant Mtre R.-H. Beaulieu, notaire, à Montréal, le cinquième jour de mars dix-neuf cent vingt-neuf et enregistré au Bureau d'enregistrement de Montréal, sous le numéro 205934.

Pour être vendu, en bloc, à mon bureau, en la cité de Montréal, le SEIZIEME jour de MARS prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Un dépôt de $1,500.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, avant de recevoir son offre ou enchère, suivant jugement de l'Hon. Juge Surveyer, en date du 1er février 1934.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, le 6 février 1934. 901—6–2
[Première publication, le 10 février 1934]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: DAME JANET MORRISON, *et al.*, *es-nom* et *es-qual.*, demandeurs; vs DAME MARIE-LOUISE BOISCLAIR, défenderesse. No E-130001.

Un emplacement composé:

a. Du lot de terre connu et désigné sous le numéro cinq cent soixante-neuf de la subdivision officielle du lot originaire numéro huit (8-569) des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de Hochelaga, contenant 80 pieds de largeur par 100 pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins;

b. D'une lisière de terrain 6 pouces de largeur par 100 pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, et connue et désignée comme étant le lot numéro un de la subdivision du lot numéro cinq cent soixante-dix de la subdivision du lot originaire numéro huit (8-570-1) des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de Hochelaga;

c. Du lot de terre connu et désigné comme étant le lot numéro deux de la subdivision du lot numéro cinq cent soixante-dix de la subdivision du lot originaire numéro huit (8-570-2) des plan et livre de renvoi officiels dudit village incorporé de Hochelaga, mesurant vingt-quatre pieds et six pouces de largeur par cent pieds de longueur, mesure anglaise et plus ou moins.

Avec toutes les bâtisses érigées sur lesdits lots et les servitudes actives et passives y attachées.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le SEIZIEME jour de MARS prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

Un dépôt de $800.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'honorable juge Surveyer, en date du 1er février 1934.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, le 7 février 1934. 903—6–2
[Première publication, 10 février, 1934]

---

2. Of lot number one of the official subdivision of lot original number four thousand one hundred and thirty four (4134–1) of said official plan and in the book of reference of the Municipality of the parish of Montreal, measuring twelve feet and four inches in width by one hundred and thirty one feet and six inches in depth, English measure.

With a two stories building, brick encased "Duplex", bearing civic numbers 1436 and 1438 Galt street, in the city of Montreal, and other buildings thereon erected, and as the whole actually exists, with all its servitudes, active and passive, apparent or non-apparent attached to the said emplacement, and servitude of right of view, etc., created by a deed of servitude intervened to that effect between Mr. Celestin Lalonde and Mr. Alfred Clement before Me. R. H. Beaulieu, notary at Montreal, on the fifth of March, nineteen hundred and twenty nine and registered at the Registry office of Montreal under the number 205934.

To be sold *en bloc* at my office in the city of Montreal, on the SIXTEENTH day of MARCH next, at TWO o'clock in the afternoon.

A deposit of $1,500.00 shall be exacted from each and every bidder, before receiving his offer or bid, pursuant to a Judgment of the Hon. Judge Surveyer, dated February 1st., 1934.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, February 6th., 1934. 902—6–2–o
[First publication, February 10th., 1934]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: DAME JANET MORRISON, *et al.*, *es-nom* and *es-qual.*, plaintiffs; vs DAME MARIE LOUISE BOISCLAIR, defendant. No. E-130001.

An emplacement composed of:

a. A lot of land known and designated under the number five hundred and sixty nine of the official subdivision of original lot number eight (8-569) on the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga, containing 80 feet in width by 100 feet in depth, English measure and more or less;

b. A strip of land 6 inches in width by 100 feet in depth, English measure and more or less, and known and designated as being lot number one of the subdivision of lot number five hundred and seventy of the subdivision of original lot number eight (8-570-1) on the official plan and book of reference of the said incorporated village of Hochelaga;

c. A lot of land known and designated as lot number two of the subdivision of lot number five hundred and seventy of the subdivision of original lot number eight (8-570-2) on the official plan and book of reference of the said incorporated village of Hochelaga, measuring twenty four feet and six inches in width by one hundred feet in length, English measure and more or less.

With all the buildings erected on the said lots and the active and passive servitudes attached thereto.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SIXTEENTH day of MARCH next, at THREE o'clock in the afternoon.

A deposit of $800.00 shall be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of the Hon. Justice Surveyer, dated February 1st., 1934.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, February 7th., 1934. 904—6–2–o
[First publication, February 10th., 1934]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } STANISLAS-D. VALLIERES, demandeur, *es-qual.*, vs WILFRID BOUCHER *et al.*, défendeurs. No A-126045.

Comme appartenant à Edmond Charron, l'un des défendeurs.

Un emplacement ayant front sur la rue Cartier, en la cité de Montréal, connu comme étant la moitié nord-ouest du lot numéro cent soixante et neuf de la subdivision officielle du lot numéro cent cinquante-trois (153-½ N.-O. 169) des plan et livre de renvoi officiels du village de la Côte de la Visitation, contenant la dite moitié de lot vingt pieds de largeur par cent pieds de profondeur, mesure anglaise, et plus ou moins, bornée en front par la rue Cartier; en arrière par une ruelle; d'un côté, au sud-est par le résidu dudit lot No 169; et de l'autre côté, au nord-ouest, par le lot No 153-170; avec droit dans la dite ruelle en arrière aux charges ordinaires d'entretien—avec la maison portant les numéros civiques 4608 à 4612 de la dite rue Cartier et autres bâtisses y érigées.

Tel que le tout se trouve présentement, avec les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées au dit immeuble.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le QUINZIEME jour de MARS prochain, à DEUX heures et DEMIE de l'après-midi.

Le shérif,
OMER LAPIERRE.

Bureau du shérif,
Montréal, 7 février, 1934. 905—6-2-o

[Première publication, 10 février, 1934]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } STANISLAS D. VALLIERES, plaintiff, *es-qual.*; vs WILFRID BOUCHER *et al.*, defendants. No. A-126045.

As belonging to Edmond Charron, one of the defendants.

An emplacement fronting on Cartier Street, in the city of Montreal, known as being the Northwest half of lot number one hundred and sixty nine of the official subdivision of lot number one hundred and fifty three (153 N. W. ½ 169) on the official plan and book of reference for the village of Côte de la Visitation, the said half of lot measuring twenty feet in width by one hundred feet in depth, English measure, and more or less, bounded in front by Cartier Street, in rear by a lane, on one side to the Southeast by the residue of said lot No. 169, and on the other side to the Northwest by lot No. 153-170, with right in the said lane in rear, upon the customary charges as to maintenance—with the house bearing civic numbers 4608 to 4612 of the said Cartier Street and other buildings thereon erected.

As the whole presently subsists with the active, passive, apparent or unapparent servitudes attached to the said immoveable.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FIFTEENTH day of MARCH next, at HALF PAST TWO o'clock in the afternoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Montreal, February 7, 1934. 906—6-2

[First publication, February 10th., 1934]

PONTIAC

PONTIAC

MANDAT DE FIERI FACIAS ET BONIS ET DE TERRIS

Cour Supérieure.—Pontiac.

Canada, Province de Québec, District de Pontiac, No 4221. } HERBERT SYDNEY HARRISON, de la cité d'Ottawa, province d'Ontario, comptable, demandeur; vs DON ROUYN GOLD MINES LIMITED, corporation légalement constituée et exerçant son commerce dans le canton de Rouyn, dans les comté et district de Pontiac et n'ayant aucun bureau ou principale place d'affaire connu, défenderesse.

Toutes ces parcelles ou lisières de terre, connues comme étant une concession minière pour métaux supérieurs, situées, sises dans le canton de Rouyn, comté de Témiscamingue, dans notre province de Québec, d'une contenance de cinq cents acres, plus ou moins, avec ensemble la partie ordinairement réservée pour les chemins publics; lesquelles dites parcelles ou lisières de terre peuvent être autrement connues comme suit, savoir:

Les blocs cent quarante (140), cent quarante et un (141), cent quarante-deux (142), cent quarante-trois (143), cent quarante-quatre (144), cent soixante-dix-huit (178), cent soixante-dix-neuf (179), et cent quatre-vingt (180), dans le canton de Rouyn, comté de Témiscamingue, P.Q., sujet au droit de passage du "Nipissing Central Rly" sur le bloc 179, avec les dépendances et appartenances y appartenant, la propriété devant être vendue comme un seul et même lot.

Pour être vendues, au bureau d'enregistrement

WRIT OF FIERI FACIAS ET BONIS ET DE TERRIS

Superior Court.—Pontiac.

Canada, Province of Quebec, District of Pontiac, No. 4221. } HERBERT SYDNEY HARRISON of the city of Ottawa in the province of Ontario, accountant, plaintiff; vs DON ROUYN GOLD MINES LIMITED, a body politic and corporated, duly incorporated carrying on business in the township of Rouyn in the county and district of Pontiac and having no known office or chief place of business, defendant.

All these parcels or tracts of land, as mining concession for superior metals, situated, lying in the township of Rouyn in the county of Temiscamingue in our province of Quebec, containing by measurement five hundred acres, be the same more or less, together with the usual allowance for highways: which said parcels or tracts of land may be otherwise known as follows, that is to say:

Blocks one hundred and forty (140), one hundred and forty one (141), one hundred and forty two (142), one hundred and forty three (143) one hundred and forty four (144), one hundred and seventy eight (178), one hundred and seventy nine (179) and one hundred and eighty (180), in the township of Rouyn, county of Temiscamingue, P. Q., subject to right of way "Nipissing Central Rly" on block 179, with the members and appurtenances thereunto belonging, the property to be sold as a whole.

To be sold at the Registrar's Office for the

pour le comté de Témiscamingue, dans le village de Ville-Marie, Québec, ce VINGTIEME jour de FEVRIER 1934, à DIX heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, DOMINIC SLOAN.
Campbell's Bay, Québec, le 15 janvier 1934.
[Première publication, 20 janvier 1934]
429—3-2

county of Temiscamingue, in the village of Ville Marie, Quebec, on the TWENTIETH day of FEBRUARY, 1934, at TEN of the clock in the forenoon.

DOMINIC SLOAN,
Sheriff's Office, Sheriff.
Campbell's Bay, Quebec, January 15, 1934.
[First publication, January 20th., 1934]
430—3-2-o

QUÉBEC

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir: J.-B. RENAUD & CIE, No 41495. J. INCORPORÉ, corps politique et incorporé ayant son principal bureau d'affaire en la cité de Québec; contre ARTHUR LECLERC, de Saint-Édouard-de-Lotbinière, à savoir:

Le lot No 183 (cent quatre-vingt-trois) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Edouard, comté de Lotbinière, étant une terre située concession "Rivière Boisclair", contenant environ 2 arpents de front sur 34 arpents de profondeur, le tout plus ou moins—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, sans réserves.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Edouard, comté de Lotbinière, le SEIZIEME jour de MARS prochain, à DIX heures du matin.

Le député-shérif,
Bureau du shérif, JOS.-ALBERT DELAGE.
Québec, ce 7 février 1934. 887—6-2-o
[Première publication, le 10 février 1934]
[Deuxième publication, le 24 février 1934]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir: LA SOCIÉTÉ DE No 28214. PRÊTS ET PLACEMENTS DE QUÉBEC, corporation légale ayant son principal bureau d'affaires en la cité de Québec; contre ONÉSIME TREMBLAY, de La Tuque, à savoir:

1. Les lots Nos 25-a-5 et 25-a-6 (vingt-cinq-a-cinq et vingt-cinq-a-six) du cadastre officiel pour le premier rang du canton Mailhot, comté de Champlain, étant un terrain de forme irrégulière, situé en la ville de La Tuque, mesurant 8950 pieds en superficie—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

2. Partie sud du lot No 25-a-7 (vingt-cinq-a-sept) du cadastre officiel pour le premier rang du canton Mailhot, comté de Champlain, étant une lisière de terrain située en la ville de La Tuque, contenant 6 pieds de largeur sur 100 pieds de longueur, bornée en front à l'est par l'avenue C ou rue Commerciale, d'un côté au nord, au résidu du lot No 25-a-7, d'autre côté au sud au lot No 25-a-6 susmentionné et en profondeur à l'ouest à l'emplacement ci-après décrit, (Pt 25-a-8)—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

3. Partie sud du lot No 25-a-8 (vingt-cinq-a-huit) du cadastre officiel pour le premier rang du canton Mailhot, comté de Champlain, étant un emplacement de forme triangle rectangle, située en la ville de La Tuque, la hauteur du triangle mesurant environ 30 pieds et la base du dit triangle mesurant environ 7 pieds de longueur et étant formée par une ligne imaginaire prolongeant jusqu'à l'avenue A ou rue Tessier, la ligne divisant la lisière de terrain ci-dessus en second

QUEBEC

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit: J. B. RENAUD & CIE, No 41495. J. INCORPORE, a body politic and corporate having its head office in the city of Quebec, against ARTHUR LECLERC of Saint Edouard de Lotbiniere, to wit:

Lot No. 183 (one hundred and eighty three) of the official cadastre for the parish of Saint Edouard, county of Lotbiniere, being a farm situate in the concession "Rivière Boisclair", measuring about 2 arpents in front by 34 arpents in depth, the whole more or less—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies, without reserves.

To be sold at the parochial church door of Saint Edouard, county of Lotbiniere, on the SIXTEENTH day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon.

JOS. ALBERT DELAGE,
Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Quebec, February 7th., 1934. 888—6-2
[First publication, February 10th., 1934]
[Second publication, February 24th., 1934]

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit: LA SOCIETE DE PRETS No. 28214. ET PLACEMENTS DE QUEBEC, a body politic and corporate having its head office in the city of Quebec; against ONESIME TREMBLAY, of La Tuque, to wit:

1. Lots Nos. 25-a-5 and 25-a-6 (twenty five-a-five and twenty five-a-six), of the official cadastre for the first range of the township of Mailhot, county of Champlain, being a lot of land of irregular figure, situate in the town of La Tuque, measuring 8950 feet in area—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

2. The South part of lot No. 25-a-7 (twenty five-a-seven) of the official cadastre for the first range of the township of Mailhot, county of Champlain, being a strip of land situate in the town of La Tuque, measuring 6 feet in width by 100 feet in length, bounded in front on the East by Avenue C or Commerciale street, on one side to the North by the residue of lot No. 25-a-7, on the other side to the South by lot No. 25-a-6 hereinabove mentioned and in depth to the West by the emplacement hereinafter described, (Pt. 25-a-8)—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

3. The South part of lot No. 25-a-8 (twenty five-a-eight) of the official cadastre for the first range of the township of Mailhot, county of Champlain, being an emplacement of rectangular triangular figure, situate in the town of La Tuque, the height of the triangle measuring about 30 feet and the base of the said triangle measuring about 7 feet in length and being formed by an imaginary line extending as far as Avenue A or Tessier street, the line dividing the strip

lieu décrit du résidu du lot 25-a-7; bornée au sud-ouest par l'avenue A ou rue Tessier, à l'est par la lisière de terrain ci-dessus en second lieu décrite et partie du lot 25-a-6, et au nord par le résidu du dit lot 25-a-8 appartenant à Ernest Gauthier—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Le tout pour être vendu "en bloc".

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de La Tuque, comté de Champlain, le SEIZIEME jour de MARS prochain, à DIX heures du matin.

Le député-shérif,
Bureau du shérif, JOS.-ALBERT DELAGE.
Québec, ce 7 février 1934. 907—6-2-o
[Première publication, le 10 février 1934]
[Deuxième publication, le 24 février 1934]

of land hereinabove secondly described from the residue of lot 25-a-7; bounded on the Southwest by Avenue A or Tessier street, on the East by the strip of land hereinabove secondly described and part of lot 25-a-6, and on the North by the residue of said lot 25-a-8 belonging to Ernest Gauthier—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

The whole to be sold "en bloc".

To be sold at the parochial church door of La Tuque, county of Champlain, on the SIXTEENTH day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon.

JOS. ALBERT DELAGE,
Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Quebec, February 7th., 1934. 908—6-2
[First publication, February 10th., 1934]
[Second publication, February 24th., 1934]

RIMOUSKI

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.

District de Rimouski, No 4517. } J.-B. DESJARDINS, avocat; vs DAME LEDA PARENT, épouse de Louis Turcotte, de la ville de Rimouski, dûment autorisée, savoir:

Parties des lots soixante-seize et soixante-dix-huit au cadastre de Saint-Mathieu, bornées au nord à A. Dionne, au sud à A. Dionne, au chemin et J. Jean, à l'est à A. Dionne et E. Dionne, à l'ouest à Elzéar Bélanger—avec bâtisses.

Pour être vendues à la porte de l'église de Saint-Mathieu, le QUATORZIEME jour de MARS 1934, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, CHS. D'ANJOU.
Rimouski, 6 février 1934. 895—6-2-o
[Première publication, 10 février, 1934]

RIMOUSKI

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.

District of Rimouski, No. 4517. } J. B. DESJARDINS, advocate; vs DAME LEDA PARENT, wife of Louis Turcotte, of the town of Rimouski, duly authorized, to wit:

Parts of lots seventy six and seventy eight on the cadastre for Saint Mathieu, bounded on the North by A. Dionne, on the South by A. Dionne, by the road and by J. Jean, on the East by A. Dionne and E. Dionne, on the West by Elzéar Bélanger—with buildings.

To be sold at the church door of Saint Mathieu, on the FOURTEENTH day of MARCH 1934, at TEN o'clock in the forenoon.

CHS. D'ANJOU,
Sheriff's Office, Sheriff.
Rimouski, February 6, 1934. 896—6-2
[First publication, February, 10th., 1934]

SAINT-FRANÇOIS

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Dans et pour le comté de Stanstead.—Cour du Magistrat.—(Coaticook).

Canada, Province de Québec, District de Saint-François, No 2338. } JEAN - CHARLES SAMSON, avocat, de Coaticook, dit district, demandeur; contre WALTER GRAVES, de Way's Mill, dit district, défendeur.

Saisis comme appartenant au dit défendeur.

Lots de cadastre Nos 2-D et 2-E dans le sixième rang du canton de Barnston, d'environ 27 acres—avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendus "en bloc" au Bureau du Régistrateur, à Stanstead, le TREIZIEME jour de MARS prochain, à ONZE heures et QUINZE minutes de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, J.-P.-C. LEMIEUX.
Sherbrooke, ce 7ème jour de février 1934.
[Première publication, 10 février, 1934]
889—6-2-o

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Saint-François.

No 651. } AIME RIENDEAU, cultivateur, de la ville de Windsor, district de Saint-François; et REV. EUGENE LAGASSE, prêtre-curé, de la paroisse de Richelieu, dis-

SAINT FRANCIS

FIERI FACIAS DE TERRIS.
In and for the county of Stanstead.—Magistrate's Court.—(Coaticook)

Canada, Province of Quebec, District of Saint Francis, No. 2338. } JEAN CHARLES SAMSON, advocate, of Coaticook, said district, plaintiff; against WALTER GRAVES, of Way's Mill, said district, defendant.

Seized as belonging to the said defendant:

Cadastral lots Nos. 2-D and 2-E in the sixth range of the township of Barnston of about 27 acres—with the buildings thereon erected.

To be sold *en bloc* at the Registry Office, at Stanstead, on the THIRTEENTH day of MARCH next, at ELEVEN o'clock and FIFTEEN minutes in the forenoon.

J. P. C. LEMIEUX,
Sheriff's Office, Sheriff.
Sherbrooke, this 7th day of February, 1934.
[First publication, February 10th., 1934]
890—6-2-o

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Superior Court.—District of Saint Francis.

No. 651. } AIME RIENDEAU, farmer, of the town of Windsor, district of Saint Francis, and REV. EUGENE LAGASSÉ, priest-rector, of the parish of Richelieu, district

trict de Saint-Hyacinthe, demandeurs, sur poursuite hypothécaire; contre NAPOLEON DOYON, de la paroisse de Saint-François-Xavier canton de Brompton, et JEAN-MARIE BOURBEAU, étudiant en droit de la cité de Sherbrooke, curateur au délaissement:

Saisis comme appartenant au défendeur et au curateur susdits:

1. Cette ferme sise et située en la paroisse Saint-François-Xavier de Brompton, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Brompton, comme étant les lots No six-A (6-A) et six-B (6-B) dans le cinquième rang du canton de Brompton—avec bâtisses dessus érigées et autres dépendances y appartenant, tel que le tout se trouve présentement.

2. Le numéro un-B (1-B) rang quatre du même canton—avec dépendances y appartenant.

Pour être vendus à la porte de l'église de Saint-François-Xavier de Brompton, contre le curateur au délaissement, MARDI, le VINGTIEME jour de FEVRIER prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, J.-P.-C. LEMIEUX.

Sherbrooke, District de Saint-François, ce dixième jour de janvier 1934.

[Première publication, le 20 janvier 1934]

359—3-2-o

of Saint Hyacinthe, plaintiffs, on mortgage-suit; against NAPOLEON DOYON, of the parish of Saint François Xavier, township of Brompton, and JEAN MARIE BOURBEAU, student in law, of the city of Sherbrooke, curator to the delaissement.

Seized as belonging to the defendant and curator to the delaissement, above mentioned.

1. That farm situated in the parish of Saint François Xavier de Brompton, known and designated on the official plan and book of reference for the township of Brompton, as being the lots six-A (6-A) and six-B-(6-B) in the fifth range of the township of Brompton—with the buildings thereon erected and other dependencies belonging to, as the whole being found presently.

2. The lot No. one-B (1-B) in the fourth range of the said township—with the dependencies belonging to.

To be sold at the church door of the parish of Saint-François-Xavier de Brompton, against the curator to the delaissement, TUESDAY, the TWENTIETH day of FEBRUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

J. P. C. LEMIEUX,
Sheriff's Office, Sheriff.

Sherbrooke, district of Saint Francis, this 10th day of January, 1934.

[First publication, January 20th, 1934]

360—3-2

SAINT-HYACINTHE

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Saint-Hyacinthe.

Saint-Hyacinthe, à savoir: No 2360. } OSIAS HÉBERT, demandeur; contre ALBERTINE BENOIT, veuve de feu Osias Voghel, défenderesse.

1. Une terre sise et située en la paroisse de Saint-Charles, sur le troisième rang, étant les lots numéros deux cent soixante-seize (276) et deux cent soixante-dix-huit (278) aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse—avec les bâtisses y érigées.

2. Une autre terre sise au même lieu, étant les lots numéros deux cent soixante-dix-neuf (279) et deux cent quatre-vingt (280) aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendues à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Charles, MARDI, le VINGTIEME jour de FÉVRIER prochain, (1934), à DEUX heures et DEMIE de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, JOS.-L. CORMIER.

Saint-Hyacinthe, le 17 janvier 1934.

[Première publication, le 20 janvier 1934]

471—3-2-o

SAINT HYACINTHE

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saint Hyacinthe.

Saint Hyacinthe, to wit: No. 2360. } OSIAS HEBERT, plaintiff; against ALBERTINE BENOIT, widow of the late Osias Voghel, defendant.

1. A land situate in the parish of Saint Charles, on the third range, being lots numbers two hundred and seventy six (276) and two hundred and seventy eight (278) on the official plan and book of reference of said parish—with the buildings thereon erected.

2. Another land situate at the same place, being lot numbers two hundred and seventy nine (279) and two hundred and eighty (280) on the official plan and book of reference of said parish—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Saint Charles, TUESDAY, on the TWENTIETH day of FEBRUARY next, (1934), at HALF passed TWO o'clock in the afternoon.

JOS. L. CORMIER,
Sheriff's Office, Sheriff.

Saint Hyacinthe, January 17th., 1934.

[First publication, January 20th., 1934]

472—3-2-o

TERREBONNE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.

Canada, Province de Québec, District de Terrebonne, No 4861. } LEO CARRIÈRE, marchand de bois de Pine Hill, dans le canton de Chatham, district de Terrebonne, demandeur; vs FABIEN HOGUE et ADELARD HOGUE, tous deux du Lac des Seize Iles, comté d'Argenteuil, district de Terrebonne, défendeurs.

TERREBONNE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

Canada, Province of Quebec, District of Terrebonne, No. 4861. } LEO CARRIERE, lumber merchant, of Pine Hill, in the township of Chatham, district of Terrebonne, plaintiff; vs FABIEN HOGUE and ADELARD HOGUE, both of "Lac des Seize Iles", county of Argenteuil, district of Terrebonne, defendants.

Comme appartenant aux dits défendeurs l'immeuble suivant, savoir:

1. Une pointe de terrain situé sur le côté du Lac des Seize Iles, sur la partie nord-est de la part nord-ouest ci-dessus décrite, à compter à partir de la grève jusqu'à la ligne du terrain vendu au dit M. Corbeil, savoir: une distance ou profondeur de quatre cent cinquante pieds, mesure anglaise et plus ou moins et

2. Une autre partie ou emplacement situé au nord-ouest de l'emplacement vendu à Alphonse Hogue, d'une largeur de deux cents pieds et borné d'un côté par le Lac des Seize Iles et de l'autre côté par une ligne à être continuée en ligne droite et faisant la profondeur des emplacements de MM. Corbeil et Alphonse Hogue, et tel que clôturé.

3. Les emplacements et toutes les dépendances et autres constructions existant actuellement sur une terre connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels comme étant ½ du nord-ouest du lot vingt-deux (22) dans le dixième (10) rang du canton de Wentworth.

4. De tous les droits, actions, améliorations, défrichements, bâtisses, sur un lot de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du dit canton de Wentworth comme étant la moitié sud-est du numéro vingt-deux (½ S. E. 22) dans le dixième (10) rang.

Pour être vendus le DIX-SEPTIEME jour de MARS mil neuf cent trente-quatre, à UNE heure de l'après-midi, au Bureau d'Enregistrement du comté d'Argenteuil, dans la ville de Lachute, district de Terrebonne.

Le shérif,
Bureau du shérif, J.-W. CYR.
Saint-Jérôme, 5 février 1934. 845—6-2-o
[Première publication, 10 février, 1934]

As belonging to said defendants, the following immovable, to wit:

1. A point of land situate on the side of "Lac des Seize Iles" on the Northeast part of the Northwest part hereinabove described, starting from the beach as far as the line of the land sold to the said M. Corbeil, to wit: a distance or depth of four hundred and fifty feet, English measure and more or less, and

2. Another parcel of land or emplacement situate on the Northwest of the emplacement sold to Alphonse Hogue, measuring two hundred feet in width and bounded on one side by "Lac des Seize Iles" and on the other side by a line to be continued in a straight line and forming the depth of the emplacements of Messrs. Corbeil and Alphonse Hogue, and as fenced in.

3. The emplacements and all the dependencies and other buildings presently subsisting on a farm known and designated on the official plan and book of reference as being the Northwest ½ of lot twenty two (22), in the tenth range (10) of the township of Wentworth.

4. All the rights, servitudes, improvements, clearings, buildings on a lot of land known and designated on the official plan and book of reference for the said township of Wentworth, as being the Southeast half of number twenty two (S. E. ½ 22), in the tenth (10) range.

To be sold on the SEVENTEENTH day of MARCH nineteen hundred and thirty four, at ONE o'clock in the afternoon, at the Registry Office of the County of Argenteuil, in the town of Lachute, District of Terrebonne.

J. W. CYR,
Sheriff's Office, Sheriff.
Saint Jérôme, February 5, 1934. 846—6-2
[First publication, February 10th., 1934]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.

Canada, Province de Québec, District de Montréal, No 125633. } FRED-I. MITCHELL, des cité et district de Montréal, demandeur; vs S. MATHEWSON, *alias* MATHESON, de Quincy, New Jersey, Etats-Unis, défendeur.

Comme appartenant au dit défendeur l'immeuble suivant, savoir:

Un morceau de terre situé en la ville de Barkmere, dans le comté d'Argenteuil, en la province de Québec, lequel forme partie du lot de terre connu et désigné par le numéro trois dans le sixième rang (rang 6 ptie 10ème No 3) aux plan et livre de renvoi officiels pour le canton Montcalm, dans le dit comté, et borné en front vers le nord par le lac Bark, en arrière vers le sud par une ligne droite tirée à travers le dit lot numéro trois partant d'un point dans la ligne de la division entre les lots numéros deux et trois dans le dit rang, à une distance de deux cent vingt-cinq pieds du lac Bark jusqu'à un point dans la ligne de division entre les lots numéros trois et quatre dans le dit rang, à une distance de deux cent vingt-cinq pieds du lac Bark, la dite ligne d'arrière étant la ligne d'arrière de la dite partie du lot numéro trois vendue par Edward J. Graham à Charles A. Spencer par acte de vente par devant C. Cushing, N. P., le 6 octobre 1908, d'un côté vers l'est par une ligne droite s'étendant du lac Bark à la dite ligne arrière, et étant parallèle à et à une distance de trois cents pieds à l'ouest de la dite ligne de division entre les dits lors numéros trois et quatre, et de l'autre côté vers l'ouest par une autre ligne droite du lac Bark à la dite ligne arrière et étant parallèle à et à trois cent vingt-cinq pieds à l'est de ladite ligne

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.

Canada, Province of Quebec, District of Montreal, No. 125633. } FRED I. MITCHELL, of the city and district of Montreal, plaintiff; vs S. MATHEWSON, *alias* MATHESON, of Quincy, New Jersey, United States, defendant.

As belonging to said defendant the following immovable, to wit:

The parcel of land situate in the town of Barkmere, in the county of Argenteuil, in the Province of Quebec, which forms part of the lot of land known and designated by the number three in the sixth range (Range 6 pt. 10th No. 3) on the official plan and in the book of reference of the township of Montcalm, in the said county, and bounded in front towards the North by Bark Lake, in rear towards the South by a straight line drawn across the said lot number three from a point in the line of division between lots numbers two and three in the said range, distant two hundred and twenty five feet from Bark Lake to a point in the line of division between lots numbers three and four in the said range distant two hundred and twenty five feet from Bark Lake, the said rear line being the rear line of said part of lot number three sold by Edward J. Graham to Charles A. Spencer, by a deed of sale before C. Cushing N. P., the 6th October 1908; on one side towards the East by a straight line extending from Bark Lake to the said rear line, and being parallel to and three hundred feet westerly from the said line of division between said lots numbers three and four, and on the other side towards the West by another straight line from Bark Lake to the said rear line and being parallel to and three hundred and twenty five feet easterly

de division entre les dits lots numéros deux et trois, et contenant toute la quantité de terre qui peut se trouver dans les dites bornes; toutes les mesures sont d'après la mesure anglaise et plus ou moins. Avec le camp connu sous le nom de "Nest among the trees" et hangar à canots susérigés, et le contenu du dit camp, avec ensemble tous autres droits et appartenances s'y rapportant.

Pour être vendu, le DIX-SEPTIEME jour de MARS, mil neuf cent trente-quatre, à UNE heure de l'après-midi, au Bureau d'enregistrement du comté d'Argenteuil, dans la ville de Lachute, district de Terrebonne.

Le shérif,
J.-W. CYR.

Bureau du shérif,
Saint-Jérôme, 5 février 1934. 847—6–2

[Première publication, 10 février 1934]

from the said line of division between said lots numbers two and three, and containing whatever quantity of land may be found within the said boundaries; all measurements are in English measure and more or less. With the camp known as "Nest among the trees" and boathouse thereon and the contents of the said camp, together with all other rights and appurtenances thereto belonging.

To be sold on the SEVENTEENTH day of MARCH, nineteen hundred and thirty four, at ONE o'clock in the afternoon, at the Registry Office of the County of Argenteuil, in the town of Lachute, District of Terrebonne.

J. W. CYR,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Saint Jérôme, February 5, 1934. 848—6–2–o

[First publication, February 10th., 1934]

TROIS-RIVIÈRES

FIERI FACIAS DE TERRIS.

District des Trois-Rivières.—Cour Supérieure.

No 2145. LA CORPORATION DE LA CITE DES TROIS-RIVIERES, corporation légalement constituée et ayant sa principale place d'affaires en les cité et district des Trois-Rivières, demanderesse; vs ALBERT-PIERRE FRIGON, des cité et district de Montréal, défendeur.

A. Un terrain situé en la cité des Trois-Rivières, à l'endroit appelé le fief de la commune, étant partie du lot numéro vingt-six (P. 26) des plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement pour la cité des Trois-Rivières, mesurant six cent quarante-cinq pieds dans sa ligne sud, où il touche les lots numéros quatre cent quarante, quatre cent quarante et un et quatre cent quarante-deux (440, 441 et 442); six cent quarante et un pieds dans sa ligne ouest où il touche le résidu du dit lot numéro vingt-six; six cent quarante-six pieds et cinquante parties dans sa ligne est, où il touche le chemin de fer de ceinture du Pacifique Canadien, et cinq cent quarante-six pieds en profondeur où il touche encore le résidu du dit lot vingt-six (26); le tout formant une superficie de trois cent quatre-vingt-trois mille cent cinquante-trois pieds, mesure anglaise—avec les servitudes actives ou passives, apparentes ou occultes, attachées; et notamment un droit de passage à l'extrémité est du lot No 442, de cinquante pieds de largeur, allant jusqu'à la rue Saint-Philippe; et un autre droit de passage sur une autre partie du lot No 442 à l'extrémité ouest du terrain ci-dessus désigné, de cinquante pieds de largeur, jusqu'à la rue Saint-Philippe; traversant la dite rue et continuant sur le No 462 où il a alors une largeur de quarante pieds et continuant jusqu'à la rue Notre-Dame—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

B. Une lisière de terrain faisant partie du lot numéro vingt-six (P. 26) aux plan et livre de renvoi officiels pour la cité des Trois-Rivières, mesurant dix mille quatre-vingts pieds (10,080) en superficie, et désignée par les lettres "P.J.L.R.P.", sur un plan préparé par Benjamin Bourgeois, A.G., en date du 19 juin 1930, signé par les parties à un acte de vente entre A.-P. Frigon, et la Corporation de la cité des Trois-Rivières, passée le 27 janvier 1931, devant le notaire L.-Philippe Mercier, sous le No 11, 072 de ses minutes et dont un bleu a été annexé à la copie du dit acte déposée au bureau d'enregistrement pour fin d'enregistrement.

TROIS RIVIERES

FIERI FACIAS DE TERRIS.

District of Trois-Rivières.—Superior Court.

No. 2145. THE CORPORATION OF THE CITY OF TROIS-RIVIERES, a body politic and corporate having its head office in the city and district of Trois-Rivières, plaintiff; vs ALBERT PIERRE FRIGON, of the city and district of Montreal, defendant.

A. A lot of land situate in the city of Trois-Rivières, at the place called "Le Fief de la Commune", being a part of lot number twenty six (Pt. 26) of the official cadastral plan and book of reference for the city of Trois-Rivières, measuring six hundred and forty five feet in its south line, where it adjoins lots numbers four hundred and forty, four hundred and forty one and four hundred and forty two (440, 441 and 442); six hundred and forty one feet in its West line where it adjoins the residue of said lot number twenty six; six hundred and forty six feet and fifty parts in its East line, where it adjoins the belt line of the Canadian Pacific Railway, and five hundred and forty six feet in depth where it adjoins again the residue of said lot twenty six (26); the whole forming an area of three hundred and eighty three thousand one hundred and fifty three feet, English measure—with the active or passive, apparent or unapparent servitudes attached thereto, and principally a right of way at the East extremity of lot No. 442, of fifty feet in width, running as far as Saint Philippe Street; and another right of way over another part of lot No. 442 at the West extremity of the hereinabove designated lot of land, of fifty feet in width, as far as Saint Philippe Street, crossing the said street and continuing over No. 462 where it then has a width of forty feet and continuing as far as Notre-Dame Street—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

B. A strip of land forming part of lot number twenty six (Pt. 26) of the official plan and book of reference for the city of Trois-Rivières, measuring ten thousand and eighty feet (10,080) in area, and marked by the letters "P.J.L.R.P.", on a plan prepared by Benjamin Bourgeois, L.S., dated June 19, 1930, signed by the parties to the deed of sale between A. P. Frigon and the Corporation of the City of Trois-Rivières, passed January 27, 1931, before notary L. Philippe Mercier, under No. 11,072 of his Minutes and whereof a blue print was attached to the copy of the said deed filed in the Registry office for the purpose of registration.

"A distraire cependant des dits terrains les parties suivantes qui ont été vendues ou cédées par le dit A.-P. Frigon, à la Corporation des Trois-Rivières:

1. Une lisière de terrain destinée au prolongement de la rue Saint-Olivier, à être prise sur et à même le lot de terre connu sous le numéro vingt-six (P. 26) sur les plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement pour la cité des Trois-Rivières, mesurant cette lisière soixante pieds de largeur par une profondeur de cinq cent cinquante pieds dans sa ligne nord-ouest et de cinq cent soixante pieds dans sa ligne sud-est, formant une superficie de trente-trois mille trois cents pieds, le tout à mesure anglaise et plus ou moins; bornée la dite lisière comme suit: A un bout, vers le nord-est, par le terrain du chemin de fer de ceinture du Pacifique Canadien, à l'autre bout, vers le sud-ouest, par une partie appartenant à l'acquéreur du dit lot numéro vingt-six, des côtés nord-ouest et sud-est à d'autres parties appartenant au vendeur du même lot numéro vingt-six; telle que cette lisière est indiquée en teinte rose par les lettres "F.G.G." et I sur le plan préparé par M. Benjamin Bourgeois, arpenteur-géomètre, de cette cité, en date du 26 avril dernier, (1927).

2. Une autre lisière de terrain destinée au prolongement de la rue Royale, à être prise sur et à même le lot de terre connu sous le numéro vingt-six (P. 26) du cadastre d'enregistrement pour la cité des Trois-Rivières, mesurant cette lisière soixante pieds de largeur par une profondeur de six-cent vingt-cinq pieds dans sa ligne nord-ouest et de six cent trente-cinq pieds dans sa ligne sud-est, formant une superficie de trente-sept mille huit cents pieds; le tout à mesure anglaise et plus ou moins; bornée la même lisière de terrain comme suit: A un bout vers le nord-est par le terrain du chemin de fer de ceinture du Pacifique Canadien; à l'autre bout vers le sud-ouest par une partie appartenant à l'acquéreur du dit lot numéro vingt-six; du côté nord-ouest à une autre partie appartenant au vendeur du même lot numéro vingt-six; et du côté sud-est, à la lisière de terrain en troisième lieu ci-après décrite.

3. Une autre lisière de terrain contiguë à celle en deuxième lieu sus-décrite, mesurant trente-quatre mille sept cent vingt pieds en superficie, mesure anglaise, et plus ou moins, et désignée sur le plan de la subdivision officielle de partie du numéro vingt-six du cadastre d'enregistrement pour la cité des Trois-Rivières, sous les numéros cent quatre-vingt-deux, cent quatre-vingt-trois, cent quatre-vingt-quatre, cent quatre-vingt-cinq, cent quatre-vingt-six, cent quatre-vingt-sept, cent quatre-vingt-huit, cent quatre-vingt-neuf, cent quatre-vingt-dix, cent quatre-vingt-onze, cent quatre-vingt-douze, cent quatre-vingt-treize, cent quatre-vingt-quatorze.

4. Une lisière de terrain faisant partie du lot numéro vingt-six (P. 26) du cadastre officiel de la cité des Trois-Rivières, contenant quarante-quatre mille six cent huit pieds (44,608) en superficie et désignée par les lettres "A.Z.O.E.A." sur le plan préparé par Benj. Brougeois, A.G., en date du 19 juin 1930.

5. Un autre terrain de forme triangulaire faisant aussi partie du dit lot numéro vingt-six (P. 26) du cadastre officiel de la cité des Trois-Rivières, mesurant trois mille cent soixante-cinq pieds (3165) en superficie, désignée par les lettres "B.W.Y.B." sur le plan ci-dessus mentionné.

6. Un terrain de ferme quadrilatère, faisant

To be deducted however from said lots the following parts which were sold or ceded by the said A. P. Frigon to the Corporation of Trois-Rivières:

1. A strip of land destined for the prolongation of Saint Olivier Street, to be taken on and out of the lot of land known under number twenty six (Pt. 26) of the official cadastral plan and book of reference for the city of Trois-Rivières, the said strip measuring sixty feet in width by a depth of five hundred and fifty feet in its Northwest line and five hundred and sixty feet in its Southeast line, forming an area of thirty three thousand three hundred feet, the whole English measure and more or less; bounded the said strip as follows: At one end, towards the Northeast, by the land of the belt line of the Canadian Pacific Railway, at the other end towards the Southwest, by a part belonging to the purchaser of said lot number twenty six, on the Northwest and Southeast sides by other parts belonging to the vendor of the same lot number twenty six; as the said strip is marked in red by the letters "F.G.G." and I on the plan prepared by Mr. Benjamin Bourgeois, Land Surveyor, of the said city, dated April 26 last, (1927).

2. Another strip of land destined for the prolongation of Royale Street, to be taken on and out of the lot of land known under number twenty six (Pt. 26) of the official cadastre for the city of Trois-Rivières, measuring the said strip sixty feet in width by a depth of six hundred and twenty five feet in its Northwest line and six hundred and thirty five feet in its Southeast line, forming an area of thirty seven thousand eight hundred feet, the whole English measure and more or less, bounded the said strip of land, as follows: At one end towards the Northeast by the land of the belt line of the Canadian Pacific Railway, at the other end towards the Southwest by a part belonging to the purchaser of said lot number twenty six, on the Northwest side by another part belonging to the vendor of the same lot number twenty six; and on the Southeast, by the strip of land thirdly hereinafter described.

3. Another strip of land contiguous to that hereinabove secondly described, measuring thirty four thousand seven hundred and twenty feet in area, English measure, and more or less, and designated on the official subdivision plan of part of number twenty six of the official cadastre for the city of Trois-Rivières, under numbers one hundred and eighty two, one hundred and eighty three, one hundred and eighty four, one hundred and eighty five, one hundred and eighty six, one hundred and eighty seven, one hundred and eighty eight, one hundred and eighty nine, one hundred and ninety, one hundred and ninety one, one hundred and ninety two, one hundred and ninety three, one hundred and ninety four.

4. A strip of land forming part of lot number twenty six (Pt. 26) of the official cadastre for the city of Trois-Rivières, containing forty four thousand six hundred and eight feet (44,608) in area and marked by the letters "A.Z.O.E.A." on the plan prepared by Benj. Bourgeois, I. S., dated June 19, 1930.

5. Another lot of land of triangular figure, forming also part of said lot number twenty six (Pt. 26) of the official cadastre for the City of Trois-Rivières, measuring three thousand one hundred and sixty five feet (3,165) in area, marked by the letters "B.W.Y.B.", on the hereinabove mentioned plan.

6. A lot of land of quadrilateral figure, forming

partie du susdit lot numéro vingt-six (P. 26) du cadastre officiel de la cité des Trois-Rivières, mesurant treize mille neuf cent soixante-neuf pieds (13,969) en superficie, et indiqué par les lettres "G.W.Y.C.G.", au plan mentionné ci-dessus.

Ces trois derniers terrains formant une superficie de soixante et un mille sept cent quarante-deux pieds (61742)).

7. Un autre morceau de terrain faisant partie du dit lot numéro vingt-six (P. 26) du cadastre officiel de la cité des Trois-Rivières, contenant douze mille huit cent quarante-sept (12847) pieds en superficie et indiqué par les lettres "S.G.C.H. N.S." au plan mentionné ci-dessus.

Pour être vendu, le dit immeuble, au bureau du shérif, dans le Palais de Justice, en la cité des Trois-Rivières, le QUATORZIEME jour de MARS mil neuf cent trente-quatre, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, L.-P. MERCIER.
Trois-Rivières, le 6 février 1934.
[Première publication, le 10 février 1934]
879—6-2-o

FIERI FACIAS DE TERRIS.

District des Trois-Rivières.—Cour Supérieure.

No 2472. LA CAISSE POPULAIRE DE SAINT-SYLVERE, corporation légalement constituée et société coopérative régie par la loi de Syndicats de Québec, ayant son principal siège d'affaires en la paroisse de Saint-Sylvère, Co. de Nicolet, demanderesse; vs ALFRED alias FREDY HARDY, de la paroisse de Saint-Sylvère, Co. Nicolet, défendeur.

1. Une terre située dans le quatorzième rang du canton de Maddington, dans la paroisse de Saint-Sylvère, comté de Nicolet, étant partie sud-est du lot numéro cinq cent trente (P.S.E. 530) du cadastre du comté de Nicolet, pour la paroisse de Sainte-Gertrude, dont Saint-Sylvère a été démembrée, bornée en front par le chemin des treizième et quatorzième rangs, en profondeur au cordon du quinzième rang, au sud-est par Arthur Poirier et au nord-ouest par Albert Dubois.

2. Une terre située dans le quatorzième rang du canton de Maddington, dans la paroisse de Saint-Sylvère, de deux acres et quart de front sur la profondeur des lots, étant le numéro cinq cent vingt-neuf (529) du cadastre du comtéde Nicolet, pour Sainte-Gertrude—avec bâtisses, circonstances et dépendances.

Pour être vendues à la porte de l'Eglise de la paroisse de Saint-Sylvère, le QUINZIEME jour de MARS mil neuf cent trente-quatre, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, L.-P. MERCIER.
Trois-Rivières, le 6 février 1934.
[Première publication, le 10 février 1934]
881—6-2-o

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.

No 2402. VU que dans une cause dans laquelle AURORE LAJOIE, de la cité de Shawinigan Falls veuve de feu Arthur Guillemette, en son vivant gardien, du même lieu, était, demanderesse; vs DAME ANNIE ELLIOTT, de Sainte-Flore, épouse contractuellement séparée de biens de J.-Romulus Dubois, du même lieu, et ce dernier pour autoriser sa dite épouse aux fins des présentes, était, défenderesse; et DELPHIS MONTREUIL, journalier, de la

part of the aforesaid lot number twenty six (Pt. 26) of the official cadastre for the city of Trois-Rivières, measuring thirteen thousand nine hundred and sixty nine feet (13,969) in area, and marked by the letters "G.W.Y.C.G.", on the hereinabove mentioned plan.

These three last mentioned lots of land forming an area of sixty one thousand seven hundred and forty two (61742).

7. Another parcel of land forming part of said lot number twenty six (Pt. 26) of the official cadastre for the city of Trois-Rivières, containing twelve thousand eight hundred and forty seven feet (12847) in area and marked by the letters "S.G.C.H.N.S.", on the hereinabove mentioned plan.

To be sold, the said immovable, at the Sheriff's Office, in the Court House, in the City of Trois-Rivières, on the FOURTEENTH day of MARCH, nineteen hundred and thirty four, at TEN o'clock in the forenoon.

L. P. MERCIER,
Sheriff's Office, Sheriff.
Trois-Rivières, February 6, 1934.
[First publication, February 10th, 1934]
880—6-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

District of Trois-Rivières.—Superior Court.

No. 2472. LA CAISSE POPULAIRE DE SAINT-SYLVERE, a body politic and corporate and a co-operative association governed by the Quebec Syndicates' Act, having its principal place of business in the parish of Saint Sylvère, county of Nicolet, plaintiff; vs ALFRED alias FREDY HARDY, of the parish of Saint Sylvère, county of Nicolet, defendant.

1. A farm situate in the fourteenth range of the township of Maddington, in the parish of Saint Sylvère, county of Nicolet, being the Southeast part of lot number five hundred and thirty (S. E. Pt. 530) on the cadastre of the county of Nicolet, for the parish of Sainte Gertrude, from which Saint Sylvère has been dismembered, bounded in front by the road of the thirteenth and fourteenth ranges, in depth by the *cordon* of the fifteenth range, on the Southeast by Arthur Poirier and on the Northwest by Albert Dubois.

2. A farm situate in the fourteenth range of the township of Maddington, in the parish of Saint Sylvère, of two acres and a quarter in front by the depth of the lots, being number five hundred and twenty nine (529) on the cadastre of the county of Nicolet, for Sainte Gertrude—with buildings, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Sylvère, on the FIFTEENTH day of MARCH, one thousand nine hundred and thirty four, at TEN o'clock in the forenoon.

L. P. MERCIER,
Sheriff's Office, Sheriff.
Trois-Rivières, February 6, 1934.
[First publication, February 10th, 1934]
882—6-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Trois Rivières.

No. 2402. IN a cause wherein AURORE LAJOIE, of the city of Shawinigan Falls, widow of the late Arthur Guillemette, in his lifetime watchman, of the same place, was plaintiff; vs DAME ANNIE ELLIOTT, of Sainte Flore, wife separate as to property of J. Romulus Dubois, of the same place, and the latter to authorize his said wife for the purposes hereof, was defendant; and DELPHIS MONTREUIL, laborer, of the city of Shawinigan

cité de Shawinigan Falls, était, tiers-saisi; Ladite AURORE LAJOIE, demanderesse; ledit DELPHIS MONTREUIL, tiers-saisi—saisi.

Un lot de terre situé à Shawinigan Falls, connu et désigné sous le numéro quatre-vingt-douze de subdivision du lot cadastral numéro quarante-deux (42-92) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Flore, mesurant vingt-cinq pieds de largeur sur la profondeur de quatre-vingt-un pieds et cinq pouces, plus ou moins, borné en front par la rue Laval—avec maison et bâtisses y érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Marc, en la cité de Shawinigan Falls, le VINGT ET UNIEME jour de FEVRIER, mil neuf cent trente-quatre, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, L.-P. MERCIER.
Trois-Rivières, le 16 janvier, 1934.

[Première publication, 20 janvier, 1934]
431—3-2-o

Falls, was garnishee; The said AURORE LAJOIE, plaintiff; The said DELPHIS MONTREUIL, seized garnishee.

A lot of land situate at Shawinigan Falls, known and designated under number ninety two of subdivision of cadastral lot number forty two (42-92) on the official plan and book of reference for the parish of Sainte Flore, measuring twenty five feet in width by the depth of eighty one feet and five inches, more or less, bounded in front by Laval Street—with a house and other buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Saint Marc, in the city of Shawinigan Falls, on the TWENTY FIRST day of FEBRUARY, one thousand nine hundred and thirty four, at TEN o'clock in the forenoon.

L. P. MERCIER,
Sheriff's Office, Sheriff.
Trois Rivières, January 16, 1934.

[First publication, January 20th., 1934]
432—3-2

Avis divers

Miscellaneous Notice

L'INDUSTRIELLE CIE D'ASSURANCE-VIE.

EXTRAIT des Minutes d'une assemblée des Directeurs de cette Compagnie, dûment convoquée et tenue à ses bureaux, à Québec, le vingt-cinq janvier, mil neuf cent trente-quatre.

Il est proposé et unanimement résolu:
Que le règlement suivant soit adopté:

RÈGLEMENT

Autorisant la réduction du nombre des directeurs de cette compagnie de onze à neuf.

Attendu que cette Compagnie a été incorporée par Statuts de la province de Québec, 5, Edouard VII, Chap. 33, (1905); et

Attendu qu'il est prévu dans la charte de la Compagnie que ses affaires seront administrées par un bureau de pas moins de sept ni de plus de dix-sept Directeurs, dont une majorité formera quorum; et

Attendu que, par la Section 1, Art. 8 des règlements généraux de la Compagnie, passés à l'assemblée des Directeurs Provisoires le dix-huit novembre mil neuf cent cinq, le nombre des Directeurs fut fixé à onze; et

Attendu que, par les Statuts Refondus de la province de Québec, 1925, Art. 170, Chap. 243, toute compagnie constituée en corporation en vertu de la présente loi ou d'une loi spéciale peut, par règlement, augmenter le nombre de ses directeurs ou le réduire à cinq au minimum, mais aucun règlement pour cet objet n'est valide, ni mis à exécution, à moins qu'il n'ait été approuvé par le vote d'au moins les deux tiers en valeur des actions représentées par les actionnaires présents à une assemblée générale spéciale convoquée à cette fin, et qu'une copie certifiée sous le sceau de la compagnie n'en ait été remise au surintendant des assurances et n'ait été publiée dans la *Gazette Officielle* de Québec; et

Attendu que, dans l'intérêt et dans le but du bon fonctionnement des affaires de la Compagnie, le nombre des Directeurs soit ainsi réduit.

Il est en conséquence résolu:

INDUSTRIAL LIFE INSURANCE CO.

EXTRACT from the Minutes of a Meeting of the Directors of this Company, duly called and held at our offices, at Quebec, on the twenty fifth of January, nineteen hundred and thirty four.

It is proposed and unanimously resolved:
That the following By-law be adopted:

BY-LAW

Authorizing the reduction of the number of Directors of this Company from eleven to nine.

Whereas this Company was incorporated by Statutes of the Province of Quebec, 5, Edward VII, Chap. 33, (1905); and

Whereas it is provided in the Charter of the Company that its affairs will be managed by a Board of not less than seven nor more than seventeen Directors, whereof a majority shall form quorum; and

Whereas under Section 1, Art. 8, of the general by-laws of the Company, passed at a meeting of the Provisional Directors on the eighteenth of November nineteen hundred and five, the number of Directors was fixed to eleven; and

Whereas by the Revised Statutes of the Province of Quebec, 1925, Art. 170, Chap. 243, any Company incorporated under this Act, or any special Act, may, by by-law, increase or decrease to not less than five, the number of its directors, but no such by-law shall be valid or acted upon, unless it is approved by a vote of at least two-thirds in value of the stock represented by the shareholders present at a special general meeting called for considering the by-law, nor until a copy of such by-law, certified under the seal of the Company, has been deposited with the Superintendent of Insurance and has also been published in the *Quebec Official Gazette*; and

Whereas in the interest and for the purpose of the proper carrying on of the affairs of the Company, the number of Directors be so reduced.

Therefore, it is resolved:—

Que le nombre des Directeurs de la Compagnie soit et il est, par le présent règlement, réduit de onze à neuf.

Que le présent règlement soit soumis à l'approbation des Actionnaires de la Compagnie, dûment convoquée à une assemblée générale et spéciale qui sera tenue à cette fin le sept février prochain (1934).

Vraie Copie,

JOHN-K. LEONARD,
Président.
CLAUDE TASCHEREAU,
Secrétaire.

Je soussigné, Claude Taschereau, secrétaire, certifie:—

(*a*) Que le règlement ci-dessus a été régulièrement adopté par les Directeurs, à une assemblée tenue le vingt-cinquième jour du mois de janvier, mil neuf cent trente-quatre;

(*b*) Que le règlement ci-dessus a été approuvé à une assemblée générale et spéciale des Actionnaires, tenue le septième jour du mois de février, mil neuf cent trente-quatre, par le vote unanime des Actionnaires présents à la dite assemblée.

Le secrétaire,
913—o CLAUDE TASCHEREAU.

That the number of the Directors of the Company be and is by the present By-law, reduced from eleven to nine.

That the present By-law be submitted for approval to the shareholders of the Company, duly called, at a general and special meeting which shall be held for that purpose on the seventh of February next, (1934).

True Copy,

JOHN K. LEONARD,
President.
CLAUDE TASCHEREAU,
Secretary.

I, the undersigned, Claude Taschereau, Secretary, do certify:—

(*a*) That the foregoing By-law was duly adopted by the Directors, at a meeting held on the twenty fifth day of the month of January, nineteen hundred and thirty four;

(*b*) That the foregoing By-law was approved at a general and special meeting of the shareholders, held on the seventh day of the month of February, nineteen hundred and thirty four, by the unanimous vote of the shareholders present at the said meeting.

CLAUDE TASCHEREAU,
914 Secretary.

Nominations

No 71—Elec.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Nomination de 1 Commissaire d'écoles.

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, par un arrêté en Conseil en date du 31 janvier 1934, de nommer M. Philippe Vandal, Commissaire d'écoles pour la municipalité de Saint-André, dans le comté de Lac Saint-Jean. 891–o

No 1739.—Elec.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Nomination de 1 Commissaire d'écoles.

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, par un arrêté en Conseil en date du 3 février courant, 1934, de nommer M. Adélard Langlois, Commissaire d'écoles pour la municipalité de Saint-Vallier, dans le comté de Bellechasse. 891–o

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, de faire les nominations suivantes:

Québec, le 1er février 1934.

M. Auguste Angers, de la cité de Montréal, avocat et Conseil en loi du Roi: Recorder de la ville de Greenfield Park.

Québec, le 2 février 1934.

MM. J.-M. Rodrigue Longtin, comptable, 293 Boulevard Saint-Joseph Ouest, J.-Onésime Despatis, commis, 1493 rue Darling, René Dalpé, comptable, 1829 rue Saint-André, et J.-J. Cosgrove, 1253 McGill College Avenue, tous de la cité de Montréal: juges de paix avec juridiction sur le district de Montréal, et Jos. Berniquer, de

Appointments

No. 71.—Elec.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Appointment of 1 School Commissioner.

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council dated 31st January, 1934, to appoint Mr. Philippe Vandal, School Commissioner for the Municipality of Saint Andre, in the county of Lake Saint John. 892

No. 1739.—Elec.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Appointment of 1 School Commissioner.

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council dated February 3rd. instant, 1934, to appoint Mr. Adélard Langlois, School Commissioner for the Municipality of Saint Vallier, in the county of Bellechasse. 892

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council, to make the following appointments:

Quebec, February 1st., 1934.

Mr. Auguste Angers, of the city of Montreal, advocate and King's Counsel: to be Recorder for the town of Greenfield Park.

Quebec, February 2nd., 1934.

Messrs J. M. Rodrigue Longtin, accountant, 293 Saint Joseph Boulevard West, J. Onesime Despatis, clerk, 1493 Darling street, René Dalpé, accountant, 1829 Saint Andre street, and J. J. Cosgrove, 1253 McGill College Avenue, all of the city of Montreal: to be Justices of the Peace with jurisdiction over the district of Montreal,

Lachute: juge de paix avec juridiction sur le district de Terrebonne, tous aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions de l'article 358, chapitre 145, Statuts Refondus de Québec, 1925.

M. W.-A. Hermeston, de canton Cadillac: juge de paix pour le district d'Abitibi.

M. J.-A. Labrecque, de Kingsey Falls: juge de paix pour le district d'Arthabaska.

M. Jos. L'Italien, de Rivière-à-Marte, comté de Gaspé: juge de paix pour le district de Gaspé.

MM. Alphonse Lindsay et Henri Goulet, de Sainte-Monique, Lac Saint-Jean, et Norman-F. McCaghey, de Riverbend: juges de paix pour le district de Roberval.

MM. Camille Mageau, député régistrateur, et Damien Dinelle, bourgeois, tous deux de Saint-Liboire, comté de Bagot: juges de paix pour le district de Saint-Hyacinthe.

M. Wilfrid Gravel, de la cité de Montréal, 1951 rue Gilford: juge de paix pour le district de Montréal.

MM. E.-F. Olivier, régistrateur, J.-W. McKee, tous deux de la cité de Sherbrooke: conjointement régistrateur de la division d'enregistrement de Sherbrooke.

Révérend L.-M. Pepperdene, de la cité de Québec, 15, rue Saint-Stanislas: juge de paix avec juridiction sur le district de Québec, aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions de l'article 358, chapitre 145, Statuts Refondus de Québec, 1925.

893–o

and Jos. Berniquer, of Lachute: to be Justice of the Peace with jurisdiction over the district of Terrebonne, all for the purpose of administering the oath only, pursuant to the provisions of article 358, chapter 145, Revised Statutes of Quebec 1925.

Mr. W. A. Hermeston, of the township of Cadillac: to be Justice of the Peace for the district of Abitibi.

Mr. J. A. Labrecque, of Kingsey Falls: to be Justice of the Peace for the district of Arthabaska.

Mr. Jos. L'Italien, of Riviere à Marte, county of Gaspé: to be Justice of the Peace for the district of Gaspé.

Messrs Alphonse Lindsay and Henri Goulet, of Sainte Monique, Lake Saint John, and Norman F. McCaghey, of Riverbend: to be Justices of the Peace for the district of Roberval.

Messrs Camille Mageau, Deputy Registrar, and Damien Dinelle, gentleman, both of Saint Liboire, county of Bagot: to be Justices of the Peace for the district of Saint Hyacinthe.

Mr. Wilfrid Gravel, of the city of Montreal, 1951, Gilford street: to be Justice of the Peace for the district of Montreal.

Messrs E. F. Olivier, registrar, J. W. McKee, both of the city of Sherbrooke: to be joint registrar of the Registration Division of Sherbrooke.

Reverend L. M. Pepperdene, of the city of Quebec, 15 Saint Stanislas street: to be Justice of the Peace, with jurisdiction over the district of Quebec, for the purpose of administering the oath only, according to the provisions of article 358, chapter 145, Revised Statutes of Quebec, 1925.

894

Index de la Gazette officielle de Québec, No 6

ACTION EN SÉPARATION DE BIENS:

Dame McMahon vs Payne..... 870

ANNONCEURS:—AVIS AUX—..... 821

ARRÊTÉ-EN-CONSEIL:—

Concernant l'Hôpital de Maisonneuve, Inc..... 871

ASSURANCE:—

Indemnity Mutual Marine Ass. Co., Ltd.. 869

AVIS DIVERS:—

Hudson Securities Corporation..... 871
John Breakey, Limited..... 870
L'Industrielle Cie d'Assurance-Vie..... 904
Loi Médicale de Québec..... 871
L'Union Protectrice des Travailleurs en Chaussures de Québec..... 870
Senecal & Quidoz, Limitée..... 871
Wilsil, Limited..... 870

BUREAUX-CHEFS:—

Lefebvre, Limitée..... 872
Sullivan Consolidated Mines, Ltd..... 872

CHARTES:—ABANDON DE:—

Hudson Securities Corporation..... 872
La Renardière Lizotte, Limitée..... 872

COMPAGNIE AUTORISÉE A FAIRE DES AFFAIRES:—

Establishments Rigaud, Inc..... 873

Index of the Quebec Official Gazette, No. 6

ACTION FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:—

Dame McMahon vs Payne..... 870

ADVERTISERS:—NOTICE TO—..... 821

ORDER-IN-COUNCIL:—

Respecting Maisonneuve's Hospital, Inc. 871

INSURANCE:—

Indemnity Mutual Marine Ass. Co., Ltd.. 869

MISCELLANEOUS NOTICES:—

Hudson Securities Corporation..... 871
John Breakey, Limited..... 870
Industrial Life Insurance Co..... 904
Quebec Medical Act..... 871
L'Union Protectrice des Travailleurs en Chaussures de Québec..... 870
Senecal & Quidoz, Limitée..... 871
Wilsil, Limited..... 870

CHIEF-OFFICES:—

Lefebvre, Limitée..... 872
Sullivan Consolidated Mines, Ltd..... 872

CHARTERS—SURRENDER OF:—

Hudson Securities Corporation..... 872
La Renardière Lizotte, Limitée..... 872

COMPANY LICENSED TO DO BUSINESS:—

Establishments Rigaud, Inc..... 873

DEMANDES A LA LÉGISLATURE:—

Hand, John-Henry..... 869
L'Association Professionnelle des Coiffeurs pour Dames de la province de Québec, Inc..... 867
L'Institut des Sœurs de Notre-Dame de Mont-Laurier..... 868
Trafalgar Institute..... 868
Ville de Hampstead..... 867

ERRATUM:—

Municipalité du comté de Compton..... 869
Municipalité du comté de Gatineau..... 870
Municipalité du comté de Lac-Saint-Jean . 870

LETTRES PATENTES:—

Association des services d'électricité (Qué.) Inc.—Electrical Utilities Association (Que.), Inc..... 822
Au Service de l'Enfance, Inc..... 823
Champlain Automobile, Limitée..... 824
Compagnie de Conserves-Rougemont, Limitée..... 825
Duffield Hydraulic Transmission Co., Ltd. 827
E. Perras, Limitée..... 831
Frontenac Corporation..... 832
Funded Securities Agency, Limited..... 836
La Cie Des Immeubles Barsalou..... 838
La Cie Immobilière Desery..... 840
Le Granit National, Ltée—National Granit, Ltd..... 842
Marché Tousignant, Ltée—Tousignant Market, Ltd..... 844
Montreal Century of Progress World's Fair, Ltd..... 848
Novelty Mfg. Co., Ltd..... 850
Pharmacies Modernes, Inc..... 852
Soulanges Cartage & Equipment Co., Ltd. 853
Stonelor's, Limited..... 856
Teinturerie Mathieu, Ltée..... 859
The Canadian Miner Publishing Co., Ltd. 861
The Embassy Club, Inc..... 862
The Perroquet Club, Inc..... 863
Thomson-Gingras Lumber Co., Ltd..... 863

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:—

J.-O. Dufour, Limitée..... 865

MINUTES DE NOTAIRES:—

Audet, Joseph-Antoine..... 873
Desaulniers, Henri..... 873

NOMINATIONS:—

Commissaires d'écoles..... 905
Diverses..... 905

VENTES, LOI DE FAILLITE:—

Bérubé, Ernest..... 875
Lessard, David..... 873
Sévigny, Thomas..... 874

VENTES PAR LES SHÉRIFS:—

ARTHABASKA:—

Corporation de Victoriaville vs Seney..... 876
Lantagne vs Lantagne..... 875

BEAUCE:—

Giroux vs Giroux..... 876

BEDFORD:—

La Commission du Prêt Agricole Canadien vs Montagne..... 877

APPLICATIONS TO PARLIAMENT:—

Hand, John-Henry..... 869
L'Association Professionnelle des Coiffeurs pour Dames de la province de Québec, Inc..... 867
L'Institut des Sœurs de Notre-Dame de Mont-Laurier..... 868
Trafalgar Institute..... 868
Town of Hampstead..... 867

ERRATUM:—

Municipality of the county of Compton.. 869
Municipality of the county of Gatineau... 870
Municipality of the county of Lake Saint John..... 870

LETTERS PATENT:—

Association des services d'électricité (Qué.) Inc.—Electrical Utilities Association (Que.), Inc..... 822
Au Service de l'Enfance, Inc..... 823
Champlain Automobile, Limitée..... 824
Compagnie de Conserves-Rougemont, Limitée..... 825
Duffield Hydraulic Transmission Co., Ltd. 827
E. Perras, Limitée..... 831
Frontenac Corporation..... 832
Funded Securities Agency, Limited..... 836
La Cie Des Immeubles Barsalou..... 838
La Cie Immobilière Desery..... 840
Le Granit National, Ltée—National Granit, Ltd..... 842
Marché Tousignant, Ltée—Tousignant Market, Ltd..... 844
Montreal Century of Progress World's Fair, Ltd..... 848
Novelty Mfg. Co., Ltd..... 850
Pharmacies Modernes, Inc..... 852
Soulanges Cartage & Equipment Co., Ltd. 853
Stonelor's, Limited..... 856
Teinturerie Mathieu, Ltée..... 859
The Canadian Miner Publishing Co., Ltd. 861
The Embassy Club, Inc..... 862
The Perroquet Club, Inc..... 863
Thomson-Gingras Lumber Co., Ltd..... 863

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:—

J.-O. Dufour, Limitée..... 865

NOTARIAL MINUTES:—

Audet, Joseph-Antoine..... 873
Desaulniers, Henri..... 873

APPOINTMENTS:—

School Commissioners..... 905
Miscellaneous..... 905

SALES, BANKRUPTCY ACT:—

Bérubé, Ernest..... 875
Lessard, David..... 873
Sévigny, Thomas..... 874

SHERIFFS' SALES:—

ARTHABASKA:—

Corporation of Victoriaville vs Seney..... 876
Lantagne vs Lantagne..... 875

BEAUCE:—

Giroux vs Giroux..... 876

BEDFORD:—

The Canadian Farm Loan Board vs Montagne..... 877

La Commission du Prêt Agricole Canadien vs Montagne 877
Leclair vs Cabana 878
Morrison vs Roy 878

IBERVILLE:—

Bruneau vs Boudreau 879
Décelles vs Grégoire 879
The Royal Trust Co. Ltd *et al* vs Canty ... 880

KAMOURASKA:—

Picard vs Lapointe 881

MONTRÉAL:—

Amiot vs Candlish *et al* 891
Bernard *et al* vs Charron 889
Brisebois *et al* vs Ladouceur 892
Campeau *et al* vs Heneault 881
Continental Guaranty Corp. of Canada, Ltd vs Malone 882
Crédit Foncier Franco-Canadien vs Jutras. 884
Cytrynbaum vs Schacter 884
Destroismaisons *et al* vs Jodoin 892
Fortin vs Cailloux 885
Goyet *et al* vs Jodoin 888
Julien vs Clermont 891
Kolber vs Steinwold *et al* 893
Lank vs Weiner *et al* 886
Legault vs Pesant 889
Lemay vs Desparois 894
Molson *et al* vs Beaulieu 894
Morrison *et al* vs Boisclair 895
Ostroosky vs Silverstein 892
Pinsker Realization Co., Ltd vs Cohen *et al* 887
Poissant vs Favreau *et al* 893
St-Jacques vs Bertrand *et vir* 886
The Royal Trust Co. vs Warren 887
The Trust and Loan Co. of Canada vs Lafontaine 887
Vallières vs Boucher *et al* 896
Viau *et al* vs Béliveau 891

PONTIAC:—

Harrison vs Don Rouyn Gold Mines Ltd .. 896

QUÉBEC:—

J.-B. Renaud & Cie, Inc. vs Leclerc 897
La Société de Prêts et Placements de Québec vs Tremblay 897

RIMOUSKI:—

Desjardins vs Parent *et vir* 898

SAINT-FRANÇOIS:—

Riendeau *et al* vs Doyon 899
Samson vs Graves 898

SAINT-HYACINTHE:—

Hébert vs Benoit 899

TERREBONNE:—

Carrière vs Hogue *et al* 899
Mitchell vs Mathewson 900

TROIS-RIVIÈRES:—

Cité des Trois-Rivières vs Frigon 901
La Caisse Populaire de Saint-Sylvestre vs Hardy 903
Lajoie vs Elliott *et vir* 903

QUÉBEC:—Imprimé par RÉDEMPTI PARADIS, imprimeur du Roi.

The Canadian Farm Loan Board vs Montagne 877
Leclair vs Cabana 878
Morrison vs Roy 878

IBERVILLE:—

Bruneau vs Boudreau 879
Décelles vs Grégoire 879
The Royal Trust Co. Ltd *et al* vs Canty ... 880

KAMOURASKA:—

Picard vs Lapointe 881

MONTREAL:—

Amiot vs Candlish *et al* 891
Bernard *et al* vs Charron 889
Brisebois *et al* vs Ladouceur 892
Campeau *et al* vs Heneault 881
Continental Guaranty Corp. of Canada, Ltd vs Malone 882
Crédit Foncier Franco-Canadien vs Jutras. 884
Cytrynbaum vs Schacter 884
Destroismaisons *et al* vs Jodoin 892
Fortin vs Cailloux 885
Goyet *et al* vs Jodoin 888
Julien vs Clermont 891
Kolber vs Steinwold *et al* 893
Lank vs Weiner *et al* 886
Legault vs Pesant 889
Lemay vs Desparois 894
Molson *et al* vs Beaulieu 894
Morrison *et al* vs Boisclair 895
Ostroosky vs Silverstein 892
Pinsker Realization Co., Ltd vs Cohen *et al* 887
Poissant vs Favreau *et al* 893
St-Jacques vs Bertrand *et vir* 886
The Royal Trust Co. vs Warren 887
The Trust and Loan Co. of Canada vs Lafontaine 887
Vallières vs Boucher *et al* 896
Viau *et al* vs Béliveau 891

PONTIAC:—

Harrison vs Don Rouyn Gold Mines Ltd .. 896

QUEBEC:—

J.-B. Renaud & Cie, Inc. vs Leclerc 897
La Société de Prêts et Placements de Québec vs Tremblay 897

RIMOUSKI:—

Desjardins vs Parent *et vir* 898

SAINT FRANCIS:—

Riendeau *et al* vs Doyon 899
Samson vs Graves 898

SAINT HYACINTHE:—

Hébert vs Benoit 899

TERREBONNE:—

Carrière vs Hogue *et al* 899
Mitchell vs Mathewson 900

TROIS RIVIERES:—

City of Trois Rivieres vs Frigon 901
La Caisse Populaire de Saint Sylvère vs Hardy 903
Lajoie vs Elliott *et vir* 903

QUEBEC:—Printed by REDEMPTI PARADIS, King's Printer.